

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

(1966-1980)

(Chapitres VII, VIII, IX)

**INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES
PRES LE COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL
D'ALBANIE**

EDITIONS "8 NËNTORI" TIRANA, 1981

**SUR DECISION DU CC DU PTA, L'INSTITUT DES
ETUDES MARXISTES-LENINISTES A PREPARE LA
SECONDE EDITION DE L'HISTOIRE DU PARTI DU
TRAVAIL D'ALBANIE.**

**LA PREMIERE EDITION ENGLOBAIT L'ACTIVITE DU
PTA DEPUIS SA CREATION JUSQU'EN 1967, LA
SECONDE S'ETEND JUSQU'EN 1980.**

**L'HISTOIRE DU PTA, DANS SA PREMIERE EDITION,
A PARU EGALEMENT EN PLUSIEURS LANGUES
ETRANGERES. DE LA SECONDE EDITION EN CES
MEMES LANGUES, PARAIT INITIALEMENT LA
PARTIE PORTANT SUR LA PERIODE 1966-1980,
AJOUTEE A LA PREMIERE EDITION. LA SECONDE
EDITION COMPLETE EN LANGUES ETRANGERES
SERA PUBLIEE PAR LA SUITE.**

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

CHAPITRE VII - LA LUTTE DU PTA POUR SA REVOLUTIONNARISATION PLUS PUSSEE ET CELLE DE TOUTE LA VIE DU PAYS (1966-1971)

- 1. — LE V^e CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR LA REVOLUTIONNARISATION PLUS PUSSEE DU PARTI ET DE LA VIE DU PAYSp.3**
Décisions d'importance historique — Approfondissement de la révolution idéologique dans le cadre du développement général de la révolution socialiste — La révolutionnarisation continue du Parti et les qualités communistes de ses membres — Les directives du 4^e plan quinquennal — Intensifier la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne
- 2. — LA REALISATION DES TACHES POSEES PAR LA REVOLUTIONNARISATION DU PARTI ET DU POUVOIR ET LE RENFORCEMENT DE L'UNITE PARTI-PEUPLEp.17**
L'application révolutionnaire des principes et des normes du Parti en vue du renforcement de son caractère prolétarien — La révolutionnarisation continue du pouvoir — La trempe continue de l'unité Parti-peuple
- 3. — LES GRANDS MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRESp.25**
Le mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel — Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades — Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme — Le mouvement de révolutionnarisation de l'école — Pour la révolutionnarisation de la littérature et des arts
- 4. — LA REVOLUTIONNARISATION DANS LE DOMAINE ECONOMIQUEp.37**
L'approfondissement de la révolution technique et scientifique — La révolutionnarisation continue de la gestion de l'économie — L'accomplissement du 4^e plan quinquennal
- 5. — LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE CONSEQUENT DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU PARTI.....p.40**
Les attitudes révolutionnaires du PTA à l'égard des problèmes et des événements internationaux — La dénonciation du Pacte de Varsovie — L'attitude révolutionnaire du PTA dans les rapports de l'Albanie avec les autres pays

CHAPITRE VIII - LA LUTTE DU PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT, A TRAVERS UNE APRE LUTTE DE CLASSE, DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES (1971-1976)

- 1. — LE VI^e CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINESp.46**
Le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat sur la base du développement de la démocratie socialiste — Marchons résolument dans la voie du développement ininterrompu de la révolution idéologique et culturelle — L'accroissement plus poussé du rôle dirigeant du Parti — Les directives du 5^e plan quinquennal — En alliance avec toutes les forces révolutionnaires et éprises de liberté du monde, poursuite jusqu'au bout de la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne
- 2. — LES MASSES EDIFIENT LE SOCIALISME, LE PARTI LEUR FAIT PRENDRE CONSCIENCEp.57**
Le maintien et l'amélioration de justes rapports entre le Parti, les cadres et les masses — La ligne de masse est appliquée correctement quand on combat à la fois et le sectarisme et le libéralisme
- 3. — L'APPROFONDISSEMENT DE LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LES MANIFESTATIONS ETRANGERES AU SOCIALISME ET LES ATTITUDES LIBERALES A LEUR EGARDp.61**
Le Parti barre la voie au libéralisme — Le démantèlement du groupe hostile de Fadil Paçrami et Todi Lubonja
- 4. — LE RENFORCEMENT GENERAL DE LA DEFENSE DU PAYSp.67**
Le démantèlement du groupe hostile de Beqir Balluku, Petrit Dume et Hito Cako — L'exécution des directives sur la défense
- 5. — LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS LE DOMAINE ECONOMIQUEp.71**
Le démantèlement du groupe hostile d'Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela — La lutte pour surmonter les difficultés et les obstacles dans l'accomplissement des tâches économiques — La réalisation du 5^e plan quinquennal
- 6. — L'ELEVATION DU ROLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIERE ET LE RENFORCEMENT DU PARTI.....p.76**
L'extension et l'intensification du contrôle direct ouvrier et paysan — La trempe révolutionnaire des cadres à l'école de la classe ouvrière — Le renforcement continu du Parti à travers la lutte de classe

CHAPITRE IX - LE PTA CONDUIT AVEC DETERMINATION LE PEUPLE DANS LA VOIE MARXISTE-LENINISTE DE L'EDIFICATION INTEGRALE DE LA SOCIETE SOCIALISTE (1976-1980)

- 1. — LE VII^e CONGRES DU PTA, SYNTHESE MARXISTE-LENINISTE DE LA PENSEE ET DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRES.....p.85**
La Constitution de la RPSA, œuvre du Parti et du peuple — La direction indivisible du Parti, gage de l'édification intégrale de la société socialiste — La lutte de classes, principale force motrice qui fait avancer la révolution et l'édification du socialisme — Maintenir les rythmes rapides du développement socialiste. Les directives du 6^e plan quinquennal — L'attitude de principe adoptée par le PTA sur les problèmes de l'évolution mondiale
- 2. — LA DETERMINATION DU PARTI ET DU PEUPLE DE REALISER LES TACHES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE EN TOUTE SITUATION. L'ANEANTISSEMENT DES VISEES DES REVISIONNISTES CHINOISp.99**
Préparation générale pour la réalisation des tâches dans la situation nouvelle — Dénonciation de l'acte hostile que fut l'arrêt, par la direction chinoise, des crédits à l'Albanie socialiste
- 3. — LE RENFORCEMENT DE LA SITUATION INTERIEURE DU PAYS SUR TOUS LES FRONTSp.102**
La lutte pour la réalisation des tâches économiques — Le renforcement de la capacité de défense du pays — Le perfectionnement du travail de direction et d'organisation scientifique. L'intensification du travail de recherche
- 4. — POUR LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA CAUSE DE LA REVOLUTION A L'ECHELLE INTERNATIONALE.....p.110**
Œuvres marxistes-léninistes de grande valeur théorique et pratique — Le PTA, soutien conséquent du mouvement révolutionnaire et du mouvement marxiste-léniniste dans le monde

CONCLUSIONS GENERALES.....p.118

CHAPITRE VII - LA LUTTE DU PTA POUR SA REVOLUTIONNARISATION PLUS PUSSEE ET CELLE DE TOUTE LA VIE DU PAYS (1966-1971)

1. LE V^e CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR LA REVOLUTIONNARISATION PLUS PUSSEE DU PARTI ET DE LA VIE DU PAYS

Le PTA se présentait à son V^e Congrès avec un riche bilan de succès dans sa lutte de principe contre le révisionnisme moderne, surtout contre son chef de file, le révisionnisme khrouchtchévien. Cette lutte lui avait permis d'annihiler les plans de la direction contre-révolutionnaire soviétique visant à détourner le PTA du marxisme-léninisme. Elle constituait un facteur très important garantissant l'Albanie contre tout retour en arrière, à l'image de l'Union soviétique et des autres pays anciennement socialistes, au capitalisme, et assurant son progrès continu dans la voie du socialisme.

Mais de pair avec la lutte contre le révisionnisme moderne, contre l'impérialisme et l'encerclement impérialiste-révionniste, la lutte pour empêcher la création, à l'intérieur, du terrain sur lequel pouvaient naître et croître le révisionnisme et le capitalisme, constituait le facteur décisif du développement ininterrompu du pays dans la voie du socialisme. Sans une lutte résolue et systématique contre les survivances du passé dans la société socialiste, contre les influences bourgeoises et révisionnistes dans la vie et l'activité du Parti, de l'Etat et des masses populaires, contre les manifestations étrangères à l'idéologie prolétarienne et au socialisme, la lutte contre le révisionnisme et l'impérialisme international ne pouvait pas être menée avec succès.

C'est pour cette raison que le PTA, tout en renforçant et en perfectionnant la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, s'attacha à intensifier et à perfectionner la lutte pour la consolidation générale du régime socialiste à travers la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays. L'expérience avait montré que lorsque la situation à l'intérieur du pays est saine, qu'elle demeure révolutionnaire, on parvient à conjurer tout mal qui menace le socialisme et l'indépendance nationale, à écraser toute pression et influence contre-révolutionnaire, régressive, intérieure et extérieure, sur le Parti et le peuple.

La révolutionnarisation plus poussée devait embrasser tous les domaines de la vie, politique, économique, idéologique, culturel, militaire, organisationnel et tendre à renforcer la dictature du prolétariat, à perfectionner les rapports de production socialistes en liaison organique avec le développement accéléré de l'économie et de la culture populaire, à augmenter la capacité défensive du pays. L'accent devait être mis sur l'élévation du niveau de conscience socialiste des gens en tant que condition indispensable de l'heureuse réalisation des tâches de la construction socialiste et de la défense du pays au nouveau stade de développement de la société, et d'une résistance efficace aux puissantes pressions de l'idéologie bourgeoise révisionniste de l'extérieur.

La lutte pour la révolutionnarisation continue devait, comme toujours, avoir pour fondement les principes du marxisme-léninisme et l'expérience révolutionnaire du Parti et des masses travailleuses.

Décisions d'importance historique

Au début, le fer de lance de la lutte pour la révolutionnarisation continue de la vie du pays fut dirigé principalement **contre le bureaucratisme**.

Le PTA avait mené une lutte ininterrompue contre le bureaucratisme, le considérant, selon la définition de Lénine, comme un ennemi du socialisme, comme un mal très dangereux qui affaiblit et détruit les liens du parti prolétarien avec les masses, qui corrompt la dictature du prolétariat. Grâce à cette lutte, il avait empêché ce mal de pousser des racines en son sein et dans celui de l'Etat socialiste.

Malgré tout, dans le travail des organes du pouvoir, des organes économiques et des organes du Parti s'observaient des manifestations sérieuses de bureaucratisme. Maints travailleurs des appareils centraux et locaux de ces organes attachaient plus d'importance aux paperasses, aux règlements, aux lois qu'au travail vivant auprès des gens. Souvent, dans l'activité pratique, les questions n'étaient pas étudiées à partir de positions de classe suivant la politique prolétarienne du Parti, mais d'un œil de technocrate, de fonctionnaire de profession. On voyait apparaître des tendances à fétichiser l'administration et les mesures administratives. Afin de barrer la voie à de pareils phénomènes et de conjurer le danger qu'ils présentaient, il était nécessaire d'intensifier la lutte contre le bureaucratisme et de la mener selon des méthodes révolutionnaires plus parfaites.

Pour mener cette lutte, le Parti tira, entre autres, des leçons de la triste expérience de l'Union soviétique, où le bureaucratisme constituait l'un des facteurs principaux de la dégénérescence et de la liquidation de la dictature du prolétariat.

Le Bureau politique du Comité central du PTA analysa lui-même en décembre 1965 la question du renforcement et du perfectionnement de la lutte contre le bureaucratisme.

Examinant et dénonçant les déformations bureaucratiques, il en vint à conclure que ces déformations étaient dues non seulement aux survivances du passé, mais aussi à la sous-estimation dans la pratique de la dangereuse maladie du bureaucratisme, qu'elles étaient une expression de la pression idéologique et politique de l'ennemi de classe sur le Parti et l'appareil d'Etat. La présence des manifestations bureaucratiques prouvait que le danger du bureaucratisme menaçait constamment le Parti et l'Etat socialiste.

La direction du Parti considérait la lutte contre le bureaucratisme comme l'une des directions importantes de la lutte de classe et soulignait que cette lutte devait être menée « au même titre que celle contre l'ennemi de classe ». Elle décida de prendre contre ces manifestations « de sévères mesures révolutionnaires », d'entreprendre contre elles « une opération profonde, efficace et vigoureuse ». (*Décision du Bureau politique du CC du PTA, 24 décembre 1965. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. IV, pp. 603-604.*)

Cette lutte, quant au fond, visait à renforcer et à parfaire le travail vivant idéologique et politique, d'explication, de persuasion, d'organisation, de mobilisation auprès des gens, elle devait tendre à faire participer les larges masses aux questions de l'administration du pays et de la direction de l'économie.

Le Comité central du Parti recommandait à tous les travailleurs, et en premier lieu aux communistes, de prendre pleinement conscience du danger que présentait le bureaucratisme et de la nécessité de lui livrer une lutte implacable et systématique. Le Parti devait les éduquer et leur apprendre à ne pactiser avec aucune déformation bureaucratique, à dénoncer avec force les lenteurs, les attermoissements bureaucratiques, l'esprit de coterie, le népotisme, les abus de pouvoir, l'indolence, l'outrecuidance, la présomption, les attitudes arrogantes ou négligentes à l'égard des travailleurs, la tendance à étouffer la voix des masses.

Les organes supérieurs du Parti et de l'Etat étaient tenus de cesser toute tutelle bureaucratique sur les organes inférieurs. Les comités du Parti dans les districts ainsi que les organisations de base ne devaient pas seulement exécuter les instructions qu'ils recevaient d'en haut, ils devaient aussi agir eux-mêmes, de leur propre chef, en s'inspirant de la politique prolétarienne du Parti, en assumant une entière responsabilité pour la réalisation des tâches qui leur étaient confiées; les conseils populaires et leurs organes exécutifs devaient exercer toutes les compétences et les droits qui leur étaient conférés par la loi.

Les décisions, les règlements, les états, les statistiques, les fiches, les formulaires sont toujours nécessaires, mais lorsqu'ils dépassent la mesure, ils deviennent nocifs, entravent la juste solution des tâches et des problèmes. C'est pourquoi tout excès dans ce sens devait être banni.

Le Comité central estimait également indispensable une plus juste répartition des communistes et des cadres, et cela en renforçant les activités productives et la base de cadres qualifiés, en réduisant et simplifiant les états de personnel des appareils et de l'administration en général.

Toutes les lois et tous les décrets d'Etat seraient considérés d'un œil critique et conformément au nouveau stade de développement de la société socialiste. La direction du Parti fixait pour tâche de les revoir avec la vaste participation des masses, en y supprimant les articles inutiles et périmés, les formulations embrouillées afin de les rendre le plus simples, le plus compréhensibles et le plus éducatives possible.

Les décisions du Comité central du Parti prévoyant un ajustement du rapport entre les hauts et les moyens et bas salaires, la mise sur pied de comités du parti dans l'armée, le rétablissement de la fonction de commissaire politique et la suppression des grades, ont joué un rôle important dans la révolutionnarisation continue de la vie du pays.

L'ajustement du rapport entre les rémunérations du travail ne touchait que les traitements élevés d'un certain nombre de fonctionnaires de l'appareil d'Etat et du Parti, de la science et de la culture, sans modifier les bas et moyens salaires. En Albanie socialiste la différence entre les hauts et les bas salaires n'a jamais été très prononcée. Le Parti cependant jugea indispensable de la réduire encore. Cette mesure était dictée par la nécessité de rapprocher le plus possible le niveau de vie des cadres dirigeants et de la catégorie supérieure des travailleurs de la culture et de la science de celui de tous les travailleurs du pays. Elle barrait la voie aux tendances à surestimer le travail de bureau, à rechercher une vie douillette et des avantages personnels, à préparer le terrain à la dégénérescence petite-bourgeoise et à la diffusion des conceptions révisionnistes. Mais, par ailleurs, le Parti veilla à ne pas verser dans l'égalitarisme. Le travail de direction et le travail qualifié seraient appréciés à l'avenir également, mais toujours conformément au principe et à la directive du Parti tendant à empêcher la création de couches privilégiées.

La création des comités du Parti, le rétablissement de la fonction de commissaire politique et la suppression des grades dans l'armée avaient pour but de préserver et de renforcer davantage le caractère révolutionnaire populaire des Forces armées de la République et d'élever le niveau de la direction du Parti dans l'armée.

Les grades et les commandements unifiés, malgré tous les avantages qu'ils avaient apportés en leur temps pour donner à l'Armée de libération nationale, issue de la guerre de partisans, le caractère d'une armée moderne, étaient devenus, dans les nouvelles conditions, un obstacle à l'application de la ligne révolutionnaire du Parti dans l'armée. Ils entravaient l'établissement de rapports étroits entre les cadres dirigeants et les soldats, freinaient le développement de l'initiative créatrice, alimentaient la présomption et l'outrecuidance, l'arrogance et d'autres vices bourgeois, ils comportaient donc le danger de voir les officiers et les généraux se couper du peuple.

Les nouvelles décisions du Comité central sur l'armée conjuraient ce danger, tendaient à élever le niveau de formation idéologique et politique, à parfaire l'aptitude et la préparation au combat des Forces armées, à accroître la capacité de défense du pays.

Le Comité central s'attacha à faire comprendre ces décisions correctement et à fond par le Parti et le peuple, à les faire appliquer avec la pleine conviction de leur nécessité et de leur caractère révolutionnaire et à annihiler toute manœuvre de l'ennemi tendant à les présenter comme un changement de la ligne du Parti ou comme l'imitation d'une pratique étrangère.

Le camarade Enver Hoxha tira, de l'étude qui fut faite des décisions révolutionnarisatrices du Comité central par les organisations du Parti, des conclusions très importantes qui contribuaient à assurer jusqu'au bout l'exécution de ces décisions.

La pratique avait démontré, observa-t-il, que la ligne du Parti avait été et continuait d'être juste, que l'essentiel était le bilan positif de son action, mais qu'au cours de l'activité pratique du Parti et du pouvoir des erreurs et des déformations avaient également été observées. « En marxistes que nous sommes, nous devons nous arrêter sur ces défauts, les regarder en face, sans crainte, les analyser, les critiquer et les corriger sans un sentiment de « honte » petite-bourgeoise ». (*Enver Hoxha, Discours prononcé au Bureau politique, février 1966. Rapports et discours 1965-1966, éd. alb., pp. 208-209.*)

Le Parti demandait que les décisions et les mesures prises pour la lutte contre le bureaucratisme fussent correctement jugées du point de vue idéologique et politique et non pas considérées comme des mesures purement administratives tendant uniquement à diminuer la paperasserie et à simplifier les états de personnel. Si ces décisions n'étaient pas jugées ainsi, observait le camarade Enver Hoxha, la paperasse irait augmentant, les états de personnel seraient gonflés à nouveau. **L'objectif primordial de cette lutte est de faire en sorte que le pouvoir politique demeure toujours un pouvoir populaire, un pouvoir prolétarien**, qu'il ne se transforme jamais en un pouvoir bureaucratique bourgeois-révionniste.

Le soutien du peuple aux décisions sur la révolutionnarisation continue de la vie du pays, de même qu'à toute autre décision et directive du Parti, devait, comme toujours, être le gage de leur exécution. Aussi le camarade Enver Hoxha insistait-il pour que tout en éclairant les communistes et le peuple sur la nécessité des nouvelles mesures au nouveau stade de la révolution, le Comité central se présentât en cette occasion devant eux en faisant son autocritique. Dans le même temps, le Parti devait mener un travail vivant et adroit pour expliquer idéologiquement les problèmes clés que comportaient les décisions.

« Je suis persuadé, concluait le camarade Enver Hoxha, que tout ira pour le mieux, car nous avons un parti d'acier, marxiste-léniniste, révolutionnaire... » (*Ibid., p. 245.*)

Le 4 mars 1966, le Plénum du Comité central du Parti décida d'adresser aux communistes, aux travailleurs, aux soldats et aux officiers une **lettre ouverte** où il leur faisait part des décisions révolutionnarisatrices qu'il avait prises les derniers mois et les appelait à combattre de toutes leurs forces pour réaliser les tâches découlant de ces décisions.

La lettre faisait la synthèse marxiste-léniniste de l'activité et de l'expérience du Parti au cours des dernières années, années de travail et de lutte révolutionnaires intenses. En même temps qu'il évoquait les succès et les victoires, le Parti reconnaissait ouvertement devant le peuple ses insuffisances et ses erreurs.

Afin de s'acquitter avec honneur des tâches auxquelles il était confronté, le Comité central demandait que la ligne de masse fût appliquée constamment et résolument dans tous les domaines de la vie, dans toute l'activité du Parti et du pouvoir populaire. C'est dans le peuple que le Parti, comme toujours, trouverait la solution de ses tâches futures.

Voilà pourquoi, soulignait la lettre, « chaque communiste et chaque travailleur doit travailler et penser en révolutionnaire chaque jour et à chaque heure, dans n'importe quel travail ou fonction, se sentir toujours un serviteur dévoué du peuple, attaché jusqu'à la mort aux ouvriers, aux paysans et aux soldats, être prêt, au nom du peuple, de la patrie, de la révolution, du communisme, à sacrifier sa vie... Cela est important non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir de notre patrie socialiste... ». « Le peuple prime tout. C'est là un principe fondamental sur lequel le Parti et les organes du pouvoir populaire se sont guidés et se guident constamment dans leur action ». (*Lettre ouverte du CC du PTA, 4 mars 1966. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. V, pp. 24, 30.*)

Le Comité central exprimait sa conviction que les mesures relatives à la révolutionnarisation continue de la vie du pays qu'avait arrêtées et arrêterait le Parti, seraient justement comprises par tout le monde comme des mesures tendant à promouvoir le développement ininterrompu de la révolution, à renforcer

la société socialiste dans tous les domaines et à rendre invincible la défense de la patrie. Ces mesures détruisaient le terrain à l'action des ennemis de classe, elles déjouaient leurs plans visant à renverser le régime socialiste et à restaurer le capitalisme.

La Lettre ouverte du Comité central devint une arme puissante entre les mains des communistes et de tous les travailleurs. Elle suscita un grand enthousiasme révolutionnaire dans tout le pays.

En même temps qu'était mené un vaste travail idéologique et politique d'éducation, on réussit, avec le concours des masses travailleuses, à parfaire rapidement l'organisation, sur de solides bases révolutionnaires, de l'appareil d'Etat et du Parti au centre et dans les districts. L'organisation des administrations des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles fut également améliorée. Les cadres dirigeants et les autres travailleurs de l'administration répondirent en masse à l'appel du Parti à travailler sur le front principal, dans la production. Le Parti soutint cette initiative révolutionnaire, qui était une manifestation de patriotisme socialiste. Quelque 15.000 cadres de l'administration passèrent à la production, surtout dans les campagnes. Un nombre considérable de cadres, et notamment des cadres supérieurs du Parti et de l'Etat, furent envoyés du centre à la base. Le personnel de l'administration d'Etat au centre fut réduit de moitié. La simplification de l'appareil administratif s'accompagna de la réduction de la correspondance administrative, ce qui permit d'élargir et d'approfondir le travail vivant auprès des gens. Des simplifications furent également opérées dans le système de planification, de tenue des états et de comptabilité.

Le travail dans le domaine économique fut vivifié. Des productions supérieures à celles de toute année antérieure furent obtenues dans diverses cultures, surtout dans celle des céréales panifiables. Nombre de coopératives agricoles montagnaises produisirent en 1966 pour la première fois, la quantité de céréales panifiables nécessaire pour toute l'année. Le plan de la production industrielle pour l'année 1966 fut également dépassé.

Une grande campagne fut lancée pour rattacher le travail intellectuel au travail manuel, à la production. Des travailleurs intellectuels allèrent en masse aider bénévolement les paysans dans les travaux agricoles. Aux termes d'une décision du Comité central, le travail direct à la production pour tous les travailleurs intellectuels fut réorganisé sur des bases plus solides. Tous les employés et les travailleurs de la science et de la culture travaillaient maintenant chaque année pendant un mois à la production. En outre, des dizaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles des écoles secondaires et supérieures prirent une part active aux actions bénévoles dans la construction et la production.

La préparation militaire et physique de la population connut un essor particulier. La question de la défense était comprise toujours mieux par les masses comme une question vitale pour les destinées de l'indépendance et du socialisme en Albanie. Le caractère populaire révolutionnaire de l'armée fut approfondi. Cet approfondissement se traduisit surtout par le renforcement des liens de l'armée avec le peuple.

Ainsi un coup rude fut porté au bureaucratisme. En même temps fut enregistré un tournant pour faire en sorte que les travailleurs pensent, vivent et agissent toujours plus en révolutionnaires.

Mais le Parti ne considérait pas les mesures qu'il prit en 1966 pour sa révolutionnarisation continue et celle de toute la vie du pays comme un pas final, mais comme le maillon d'un long processus révolutionnaire en ascension constante.

Le V^e Congrès du PTA, qui tint ses travaux à Tirana du 1^{er} au 8 novembre 1966, devait donner une nouvelle impulsion à ce processus.

Au Congrès participèrent 791 délégués avec voix délibérative et 43 délégués avec voix consultative, qui représentaient 63 013 membres et 3 314 stagiaires du parti.

Le Congrès analysa l'activité du Parti dans les conditions du blocus impérialiste-révisionniste et définit les tâches **en vue de l'approfondissement continu de sa révolutionnarisation et de celle de toute la vie du pays**, qui devaient être combinées avec la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme à l'échelle internationale. Il apporta quelques modifications aux statuts du Parti et approuva les directives du 4^e plan quinquennal.

Approfondissement de la révolution idéologique dans le cadre du développement général de la révolution socialiste

Les mesures et les décisions prises par le Parti pour sa révolutionnarisation continue et celle de toute la vie du pays se rattachaient en premier lieu à l'approfondissement de la révolution idéologique.

Le Parti avait considéré et considérait toujours la révolution idéologique comme un élément constitutif organique de la révolution socialiste en général.

L'expérience de la révolution socialiste non seulement en Albanie, mais aussi dans les autres pays, avait désormais parfaitement démontré la thèse de Marx et de Lénine selon laquelle cette révolution ne prend fin ni avec la victoire dans le domaine politique, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir prolétarien, ni avec la victoire dans le domaine économique, c'est-à-dire la construction de la base économique du socialisme à la ville et à la campagne. « Puisque la victoire complète de la révolution socialiste dans les domaines idéologique et culturel, soulignait le V^e Congrès, n'est pas encore assurée, les victoires de la révolution socialiste dans les domaines politique et économique ne peuvent, elles non plus, être garanties. » (*Enver Hoxha, Rapport au V^e Congrès du PTA, éd. fr., p. 170.*)

Le Congrès indiqua que l'objectif essentiel de la révolution idéologique « est d'enraciner et de faire triompher totalement l'idéologie socialiste prolétarienne dans la conscience de tout le peuple travailleur et d'en extirper l'idéologie bourgeoise, d'éduquer et de tremper de façon révolutionnaire et communiste l'homme nouveau, le facteur décisif de la solution de tous les problèmes importants et complexes de la construction socialiste et de la défense de la patrie ». (*Ibid., p. 169.*)

Mais la révolution n'était pas menée uniquement dans le domaine idéologique. Elle se développait aussi dans le domaine politique pour la défense, le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat, ainsi que dans le domaine économique, pour la sauvegarde, le renforcement et le perfectionnement des rapports de production socialistes et pour la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, ce qui restait un processus révolutionnaire unique et indivisible, à la fois politique, économique, idéologique et culturel.

La révolution idéologique en Albanie, en tant que partie organique de la révolution en général, fut entamée en même temps que l'était, sous la direction du Parti, la révolution politique (au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale). Avec l'instauration de la dictature du prolétariat, lorsque la classe ouvrière exerçait désormais son pouvoir politique, l'idéologie prolétarienne, le marxisme-léninisme, devint l'idéologie dominante dans le pays, sans pour autant devenir l'idéologie unique. L'ancienne idéologie, bourgeoise, féodale et patriarcale n'était pas détruite dans la conscience des masses populaires, elle y conservait des racines profondes. Dans les conditions de la dictature du prolétariat, la révolution idéologique connut un grand essor. La construction de la base économique du socialisme dans les villes et dans les campagnes constituait une victoire historique dans le domaine économique et social, mais aussi une grande victoire politique et idéologique. Cette victoire marquait, pour la révolution idéologique, une nouvelle étape, supérieure, de la lutte contre l'idéologie bourgeoise pour son triomphe total, qui devait en même temps 'marquer le triomphe de la révolution socialiste en général.

Le V^e Congrès apprécia l'importance de la révolution idéologique de la façon suivante : « La lutte sur le front idéologique pour l'écrasement complet de l'idéologie bourgeoise et révisionniste se rattache, en dernière analyse, à la question de savoir si le socialisme et le communisme seront édifiés et la

restauration du capitalisme évitée, ou bien si l'on ouvrira les portes à l'idéologie bourgeoise et révisionniste, permettant par là même un retour en arrière vers le capitalisme ». (*Ibid.*, p. 170.)

Le Congrès souligna également que la lutte sur le front idéologique est partie constituante de la lutte générale de classe pour mener jusqu'au bout la révolution socialiste dans tous les domaines. Ce n'est qu'en comprenant et en menant correctement, à partir de positions marxistes-léninistes, la lutte de classe en général qu'on peut comprendre et mener correctement la lutte sur le front idéologique, la révolution idéologique.

Les révisionnistes modernes, en suivant une politique de réconciliation avec les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs, s'efforçaient de démontrer que, dans les conditions actuelles de l'évolution mondiale, les enseignements de Marx et de Lénine sur la lutte de classes étaient soi-disant périmés ! Ils tenaient surtout pour dépassée la lutte de classes en régime socialiste. Ils attaquaient âprement Staline, qui avait défendu et enrichi la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes et qui l'avait appliquée fidèlement dans les conditions de l'Union soviétique.

De son côté, la direction chinoise propageait des conceptions contraires à la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classe. Parallèlement à la théorie de « l'épanouissement de cent fleurs et de la rivalité de cent écoles », qui constitue une négation flagrante de la lutte de classes, elle soutenait la thèse selon laquelle la bourgeoisie, en tant que classe, ne disparaît pas avec la construction de la base économique du socialisme, mais qu'elle subsiste en même temps que la classe ouvrière, pendant toute la période du passage du capitalisme au communisme ! A travers cette thèse les dirigeants chinois s'efforçaient de justifier le fait qu'ils avaient maintenu intacte la classe capitaliste dans « la société socialiste » chinoise, qui, comme cela apparut par la suite, n'était nullement socialiste.

Ils s'efforcèrent d'imposer cette thèse antimarxiste au Parti du Travail d'Albanie au cours des entretiens qui eurent lieu à Pékin en mai 1966 entre une délégation albanaise conduite par le camarade Mehmet Shehu et la partie chinoise, qui avait à sa tête Chou En-laï. Ce dernier demanda avec insistance que l'appréciation selon laquelle la classe capitaliste existait en Albanie (!) au même titre qu'en Chine, figure dans la déclaration commune albano-chinoise, allant jusqu'à en faire une condition de l'apposition de sa signature à la déclaration. Mais les représentants du PTA ne cédèrent pas à cette pression. Ils défendirent fermement les conceptions marxistes-léninistes sur les classes et la lutte de classes.

Un mois plus tard, Chou En-laï, venu lui-même à Tirana, exposa à nouveau à la direction du PTA la thèse de Mao Tséoung sur l'existence de la bourgeoisie en tant que classe au cours de toute la période de la construction socialiste, en s'efforçant de prouver la « justesse » de la thèse chinoise et les « erreurs » de Staline à propos de la lutte de classes ! Le camarade Enver Hoxha réfuta scientifiquement tous ces raisonnements de sophiste, en soutenant les justes conceptions marxistes-léninistes sur cette question, exprimées par le PTA à son IV^e Congrès, où il fut proclamé que la construction de la base économique du socialisme avait dès lors été achevée dans les villes comme dans les campagnes. Cette victoire historique dans le développement de la révolution socialiste, marquait la liquidation des classes exploiteuses en tant que classes.

Partant de la grande importance que revêtaient la juste compréhension et l'application révolutionnaire de la théorie marxiste-léniniste sur la lutte de classe dans la construction intégrale de la société socialiste, le Congrès jugea nécessaire de bien mettre en relief la prise de position du Parti à propos de la lutte de classes en socialisme. « **Le Parti, souligna le Congrès, estime que la lutte de classes demeure, même après la liquidation des classes exploiteuses, l'une des principales forces motrices de la société... Cette lutte, en socialisme, comme le démontre l'expérience de notre pays, constitue un phénomène objectif et inéluctable** ». (*Ibid.*, p. 171 (*souligné par la Rédaction*)). La lutte de classes à l'intérieur du pays, loin de s'interrompre et de s'éteindre, **se durcit, connaît des flux et des reflux et elle s'entrelace avec la lutte de classes sur le front extérieur**. Elle englobe tous les domaines de la vie.

La lutte de classe est menée contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Elle est menée contre les débris des classes exploiteuses, qui continuent à opposer leur résistance et à exercer, par tous les moyens, des pressions sur les travailleurs. Elle est menée également contre les nouveaux éléments bourgeois et dégénérés qui naissent au sein de la société socialiste. Puis elle est menée contre les manifestations et les déformations bureaucratiques, contre les attitudes libérales et conservatrices. Elle est menée contre le vol et la déprédation de la propriété socialiste, contre toute manifestation étrangère au socialisme, toute conception, habitude et coutume rétrograde de contenu patriarcal, féodal et bourgeois, contre la psychologie petite-bourgeoise et les préjugés religieux. Elle est menée contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, contre les pressions et les influences politiques et idéologiques de l'impérialisme et du révisionnisme, qui engendrent des attitudes et des idées étrangères, réactionnaires, régressives dans le travail, dans la société, dans le mode de vie, dans les sciences, les arts et la littérature.

La lutte de classes, souligna le Congrès, se reflète aussi au sein du Parti, bien que ce soit un parti monolithique de la classe ouvrière. Les communistes ne sont pas tout à fait dépouillés des anciennes conceptions et coutumes que véhicule le milieu social où ils ont vécu et où ils continuent de vivre; ils ne sont pas non plus immunisés contre elles. D'ailleurs, ils ne sont pas immunisés non plus contre les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste de l'extérieur. En conséquence, dans les rangs mêmes du Parti peuvent apparaître et apparaissent effectivement des éléments dégénérés, qui glissent vers des positions hostiles, antiparti et antisocialistes. Les ennemis ont du reste pour objectif particulier de corrompre et de recruter surtout des cadres communistes des organes dirigeants du Parti et du pouvoir, afin de préparer le terrain à la réalisation de leurs desseins d'anéantissement du régime socialiste par l'agression armée ou la contre-révolution pacifique. D'où la nécessité de mener, au sein du Parti également, une lutte de classe systématique, dirigée contre les éléments antiparti, contre les écarts par rapport à l'idéologie et à la ligne politique prolétarienne du Parti, contre les déformations et les violations de ses décisions et directives, contre les violations des principes et des normes des statuts, contre les défauts et les erreurs au travail des organes dirigeants et des organisations de base du Parti, contre l'opportunisme, le sectarisme, le dogmatisme et toutes les conceptions étrangères au socialisme et anti-marxistes.

Pour toutes ces raisons, le V^e Congrès souligna avec force que « tout éloignement de la lutte de classe entraîne des conséquences fatales pour les destinées du socialisme », que tout en menant cette lutte contre les ennemis extérieurs, les impérialistes et les révisionnistes, il ne faut jamais négliger ni oublier la lutte de classe à l'intérieur du pays. « Sinon l'histoire nous châtierait sévèrement ». (*Ibid.*, p. 172.)

Le Congrès jugea que l'acceptation ou la non-acceptation de la lutte de classes en régime socialiste constitue une ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes, entre les révolutionnaires et les traîtres à la révolution.

Dans les conditions concrètes de l'offensive frontale lancée par le Parti en vue de sa révolutionnarisation et de celle de toute la vie du pays, en soulignant la nécessité de mener la lutte de classe « chaque jour et dans tous les secteurs de la vie », le Congrès s'arrêta spécialement sur la lutte idéologique à livrer pour faire avancer la révolution dans tous les secteurs.

Les tâches considérables et complexes de la construction intégrale de la société socialiste, l'âpre lutte de classe à l'échelle nationale et internationale exigent à tout prix pour être menées à bien des gens dotés d'une haute conscience socialiste, affranchis des conceptions et des coutumes patriarcales, féodales et bourgeoises ainsi que des préjugés religieux, des gens pénétrés de l'idéologie prolétarienne et dotés d'une forte trempe et d'une grande détermination révolutionnaires.

La révolution idéologique servait aussi au Parti et à la classe ouvrière d'arme puissante pour révolutionnariser toute la superstructure de la société. Elle allégeait la dictature du prolétariat et toutes les institutions politiques, économiques et sociales de nombreuses dispositions juridiques, formes et méthodes appropriées à la première étape de la construction socialiste du pays, mais dès lors périmées

et qui faisaient obstacle à la marche impétueuse en avant. Elle purifiait la superstructure de tout élément étranger qui y avait pénétré et éclairait la voie pour rechercher et appliquer des formes et des méthodes nouvelles plus révolutionnaires, pour mieux réaliser la direction de la classe ouvrière et la participation directe de toutes les masses travailleuses à l'administration du pays et à la direction de l'économie, et renforcer la dictature du prolétariat.

Dans le cadre de la lutte politique et idéologique à mener pour le renforcement de la dictature du prolétariat, le Congrès fixa pour tâche de poursuivre le travail et la lutte pour le renforcement et le perfectionnement continu de l'Armée populaire, des organes du ministère de l'Intérieur, de toutes les forces armées de la République, en ayant pour premier objectif leur liaison toujours plus étroite avec le peuple, leur trempe révolutionnaire plus poussée, leur préparation politique, idéologique et militaire systématique, afin qu'elles fussent toujours aptes et prêtes à défendre les victoires de la révolution, la Patrie socialiste. Le Congrès soulignait aussi la nécessité de perfectionner le travail de préparation militaire et d'accroître la disposition au combat du peuple tout entier.

En même temps que s'intensifiait la révolution idéologique, croissait le rôle transformateur des idées révolutionnaires marxistes-léninistes dans le développement de toute la société. L'assimilation, par les larges masses travailleuses, de l'idéologie prolétarienne contribua puissamment à parfaire les rapports de production socialistes et la base économique de la société, à sauvegarder, élargir et renforcer la propriété socialiste, à accentuer le caractère socialiste de la répartition, à révolutionnariser plus avant la gestion de l'économie, ainsi qu'à développer les forces productives et la révolution scientifique et technique.

Sur la base des grands progrès qui avaient été réalisés jusqu'alors dans ce domaine, la libération complète de la femme constituait un objectif important de la révolution idéologique, et le Congrès s'y arrêta spécialement. Il considéra cette question « comme l'un des problèmes les plus importants de la construction socialiste, comme une grande question politique, idéologique et sociale ». (*Ibid.*, p. 153.)

La révolution idéologique devait être développée sous le mot d'ordre « **Pensons, travaillons et vivons en révolutionnaires** » (*Ibid.*, p. 184.), mot d'ordre qui constituerait l'essence de l'éducation communiste, le contenu fondamental de tout le travail d'éducation du Parti.

A l'éducation communiste des travailleurs, à l'approfondissement de la révolution idéologique devait absolument répondre un effort mieux organisé et plus attentif pour faire étudier et assimiler la théorie marxiste-léniniste par les communistes, les cadres, la classe ouvrière et tous les travailleurs. Le Congrès recommandait à cette fin de « mener une âpre lutte contre la conception intellectualiste bourgeoise et réactionnaire selon laquelle la théorie, la philosophie, la science et les arts sont difficiles et ne peuvent être saisis par les masses, ils ne peuvent l'être que par les cadres et l'intelligentsia... Le marxisme-léninisme n'est pas un privilège ni un monopole réservé à un certain nombre de gens qui « ont la tête » pour le comprendre. C'est l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et des larges masses travailleuses, et c'est seulement lorsque ses idées sont assimilées par les larges masses travailleuses, qu'il ne demeure plus quelque chose d'abstrait, mais se mue en une grande force matérielle destinée à la transformation révolutionnaire du monde ». (*Ibid.*, p. 203.)

La révolution dans le domaine de la culture servait directement la révolution idéologique et se développait dans l'unité et en liaison organique avec celle-ci. « Tout le travail culturel, éducatif, artistique doit nous servir en premier lieu à réaliser l'objectif fondamental, l'éducation des communistes et de tous les travailleurs dans un haut esprit de classe révolutionnaire marxiste-léniniste. » (*Ibid.*, p. 185.) Le Congrès fixait pour tâche aux arts et à la culture de s'appuyer puissamment sur le fond national, de s'inspirer du peuple et d'être entièrement à son service. Le Parti du Travail d'Albanie, comme toujours, s'en tenait fidèlement au principe léniniste de l'engagement prolétarien dans les arts, la littérature et dans toute la vie spirituelle de la société. La culture, les arts bourgeois décadents et le cosmopolitisme sont étrangers au socialisme. Les hommes de culture et les artistes ne recueilleraient, comme auparavant, du patrimoine culturel et artistique albanais, que ce qu'il a de progressiste, de

patriotique, de démocratique. Le peuple albanais, au cours des siècles, a créé un riche trésor de vie spirituelle d'un contenu progressiste sain, qui constitue une source et un terrain féconds pour les arts, la littérature et pour la culture nouvelle socialiste, en général. Le Congrès mit également l'accent sur le fait que l'art et la culture en Albanie socialiste ont profité et profiteront de l'expérience de l'art et de la culture progressistes universels. Mais la nouvelle culture albanaise ne devait jamais devenir l'esclave de la culture étrangère ni rien y emprunter sans l'avoir préalablement soumis à une analyse approfondie et à une appréciation critique dans un esprit de classe.

La révolutionnarisation continue de l'école devait comprendre tout le système d'enseignement, le contenu et les méthodes d'enseignement et d'éducation. La trempe révolutionnaire politique et idéologique de la jeunesse, sa préparation plus directe pour la vie et le travail, la liaison de l'étude avec la production, son éducation communiste dans le travail, étaient considérées comme des problèmes primordiaux.

La révolutionnarisation continue du Parti et les qualités communistes de ses membres

Le V^e Congrès considéra le renforcement et la trempe du Parti, en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière, l'accroissement de son rôle dirigeant dans toute la vie du pays, comme la condition première du développement ininterrompu de la révolution socialiste jusqu'à son accomplissement.

Le PTA veillait toujours à la solidité de sa base idéologique et organisationnelle marxiste-léniniste, sans égard au fait que certaines de ses organisations ne remplissaient pas comme il se devait leur rôle dirigeant ou encore que certains de ses membres avaient perdu les qualités propres à un communiste et ne donnaient pas l'exemple de militants d'avant-garde. « Mais, soulignait le Congrès, pas un instant et en aucun domaine, nous ne devons permettre que notre Parti se désarme, qu'il se grise de ses succès, qu'il tombe dans l'indolence, qu'il soit étouffé par la poussière, la routine, le bureaucratisme ». (*Ibid.*, pp. 116-117.)

Il fallait mettre soigneusement à profit la triste expérience de l'Union soviétique, où le Parti communiste s'était enfoncé petit à petit dans le bureaucratisme, la routine, le formalisme et l'apathie, qui l'avaient dépouillé de son esprit révolutionnaire et rendu incapable d'empêcher les révisionnistes de prendre le pouvoir et d'engager le pays dans la voie de la restauration du capitalisme.

Afin de protéger le Parti du Travail d'Albanie contre le bureaucratisme et d'autres maux, pour le renforcer et le révolutionnariser sans cesse, le Congrès donna des directives et fixa des tâches visant à l'amélioration continue de la composition prolétarienne et à l'extension des forces du Parti, à l'élévation du rôle dirigeant de ses organisations de base, à l'approfondissement de la ligne de masse, en ayant particulièrement en vue les qualités révolutionnaires qui doivent caractériser tout communiste.

Depuis 25 ans le peuple albanais n'avait cessé de voir dans les communistes les hommes les plus honnêtes et les plus fidèles, les plus fermement attachés à la cause de la révolution et du socialisme, il les avait toujours vus à la pointe de chaque combat se porter sans hésiter là où la lutte et le travail étaient le plus durs, indomptables face aux ennemis, aux difficultés et obstacles. Le Parti, à travers l'exemple de militants d'avant-garde de ses membres, s'était acquis la sympathie du peuple, il avait noué et n'avait cessé d'entretenir des liens étroits avec les larges masses travailleuses, de les mobiliser dans la révolution, la construction socialiste et la défense de la patrie.

C'est justement sur la base de cette riche expérience de l'activité, des attitudes et des comportements révolutionnaires des membres du PTA que le camarade Enver Hoxha définit leurs traits distinctifs qui répondaient aux nouvelles exigences de l'élévation du rôle dirigeant du Parti, partant, à la réalisation des importantes tâches de la construction intégrale de la société socialiste. Ces traits trouvèrent leur expression dans le rapport du Comité central au Congrès, qui les a fixés dans les statuts du PTA.

Les membres du PTA doivent prouver par leurs actes leur fidélité au marxisme-léninisme et au Parti, leur détermination à servir le peuple, la révolution et le socialisme, c'est là le critère fondamental de leurs qualités de communiste.

La qualité de membre du Parti n'assure aucun privilège ni au communiste ni à sa famille, elle ne lui confère aucun droit de plus que ceux dont jouissent les autres citoyens en Albanie socialiste, elle n'implique que des devoirs plus ardues, une responsabilité plus grande.

Le communiste doit se tenir à la tête des masses et les diriger, mais cette position ne lui est pas assurée automatiquement par sa qualité de membre du Parti. Il ne peut devenir un dirigeant des masses, gagner leur confiance, qu'en travaillant et vivant avec elles; en écoutant avec la plus grande attention leur voix et en s'instruisant à leur école; en étant modeste, juste, honnête, franc, aimable, hostile à la présomption, à l'arrogance et à l'esprit de commandement, en se portant à la pointe des actions, de la lutte pour la réalisation des tâches, si difficiles soient-elles, sans reculer devant n'importe quel sacrifice.

Le communiste se distingue par une discipline de fer et consciente dans l'application des principes, des normes, de la ligne marxiste-léniniste du Parti, ainsi que par un esprit créateur dans son action révolutionnaire, dans l'exécution des décisions et des directives.

Le communiste fait preuve constamment d'une haute vigilance dans la défense et l'application de la ligne du Parti, il mène une lutte intransigeante contre toute tendance à violer et à déformer cette ligne et les lois de l'Etat. Il mène la lutte de classe au sein et en dehors du Parti sans crainte et avec sagesse, conformément à la ligne du Parti, sans verser dans l'opportunisme ni dans le sectarisme. Il se montre, d'une part, impitoyable envers les ennemis, et, d'autre part, patient à l'égard des camarades et des gens du peuple fourvoyés pour les sauver, les ramener sur le droit chemin et les corriger.

Le communiste ne ménage pas non plus ses efforts pour élever constamment son propre niveau idéologique, politique et culturel, considérant cela comme une exigence impérative pour être toujours un militant d'avant-garde.

Le Congrès demandait que ces qualités, incarnées dans l'immense majorité des communistes, deviennent le propre de la totalité des membres du Parti, sans aucune exception. « Faute de quoi, indiquait-il, on ne peut maintenir vivant l'esprit révolutionnaire du Parti, faute de quoi, on ne peut parler de révolutionnarisation de la vie de notre pays. » (*Ibid.*, p. 128.)

Afin d'inculquer aussi ces qualités aux nouveaux membres du Parti, il fut décidé non seulement de veiller plus attentivement au choix des stagiaires, mais aussi de prolonger le stage de candidat, période d'épreuve très importante, d'un an qu'il était, à deux ou trois ans, selon la situation sociale, le caractère de l'emploi et la formation idéologique et politique de chaque candidat.

En vue de révolutionnariser davantage la vie intérieure du Parti, le Congrès demandait un raffermissement de la critique et de l'autocritique, en tirant des leçons de celles que faisait le Comité central à propos des erreurs et des insuffisances du Parti dans sa lettre ouverte de mars 1966. « Notre Parti, indiquait le camarade Enver Hoxha dans son rapport, n'a jamais caché ses erreurs ni ses défauts. Il les a, avec courage et publiquement, découverts et critiqués... Cela aurait-il ébranlé la confiance du peuple envers le Parti ? Cela aurait-il affaibli l'esprit combatif du Parti, des cadres, des travailleurs ? Au contraire, le peuple n'en est que plus lié avec le Parti, son amour pour le Parti et sa foi en lui sont décuplés... » (*Ibid.*, pp. 137-138.)

Les directives du 4^e plan quinquennal

Le Congrès élaborait aussi les directives du 4^e plan quinquennal dans l'esprit de la révolutionnarisation continue de la vie du pays.

Le principal objectif du quinquennat fut ainsi défini : **accélérer la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme en poursuivant l'industrialisation socialiste et en augmentant la production industrielle grâce à une utilisation plus efficace des capacités productives en exploitation et à la construction de nouveaux ouvrages, en s'attachant à assurer un développement plus rapide de la production agricole, surtout de la production céréalière, au premier chef à travers l'intensification de l'agriculture ; élever le bien-être matériel et le niveau culturel de la population et accroître la capacité défensive de la patrie ; perfectionner davantage, dans la voie révolutionnaire les rapports de production socialistes, réduire progressivement les différences entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre l'industrie et l'agriculture et entre le travail intellectuel et le travail manuel ; approfondir la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture, renforcer la dictature du prolétariat, l'unité du peuple autour du Parti, promouvoir la révolution socialiste dans tous les domaines.**

Le Congrès rattachait ainsi organiquement le développement économique et culturel du pays à sa révolutionnarisation plus poussée. Cette révolutionnarisation devait servir de base solide à la réalisation des grands objectifs du développement des forces productives et du perfectionnement des rapports de production socialistes. A l'inverse, le développement de ces forces et de ces rapports socialistes constituait la base matérielle indispensable pour la réalisation des tâches de cette révolutionnarisation.

La production industrielle augmenterait de 50-54 pour cent par rapport à 1965. Les industries chimique, mécanique, d'énergie électrique, du cuivre et du ferro-nickel seraient développées à des rythmes accélérés. Le pays produirait pour la première fois des métaux laminés, des engrais azotés et phosphatés, diverses sortes de papier, des ampoules électriques et un grand nombre d'autres articles. Avec le quatrième plan quinquennal, le pays s'engageait dans une nouvelle phase, celle du développement de l'industrie lourde de traitement.

L'industrialisation demeurait ainsi, comme auparavant, une tâche d'importance vitale « ... dont la réalisation, observait le Congrès, était indispensable pour promouvoir la révolution socialiste sur le front économique ». (*Ibid.*, p. 59.) Mais, dans le même temps, le Parti s'en tenait à la ligne du développement simultané de l'industrie et de l'agriculture, car, pour avoir une économie nationale puissante et indépendante, il faut l'asseoir sur ses deux jambes, l'industrie et l'agriculture.

L'accroissement prévu de la production agricole de 1965 à 1970 était de 71-76 pour cent. En cherchant à atteindre des taux d'expansion plus élevés de la production agricole par rapport à ceux de la production industrielle, le Parti visait à atténuer la disproportion entre l'agriculture et l'industrie, à réduire les disparités entre la campagne et la ville.

Dans l'effort fait pour accroître la production agricole, l'accent fut mis sur l'élévation des rendements. Tout en s'attachant à promouvoir à cette fin une agriculture intensive, on défricherait des terres nouvelles d'une étendue deux fois supérieure à celle réalisée par le 3^e plan. Le Congrès lança le slogan : « **Attaquons-nous aux collines et aux montagnes, pour les embellir et les rendre aussi fertiles que les plaines** ».

Outre ces tâches, le Congrès donna des instructions pour que le Parti et l'Etat contribuent au regroupement en coopératives de toutes les exploitations non encore collectivisées et qui représentaient 10 pour cent des terres de la paysannerie.

Afin de réaliser les objectifs du 4^e plan quinquennal, il fut décidé d'augmenter de 34 pour cent les investissements de base par rapport au 3^e plan et d'en affecter 80 pour cent aux secteurs productifs.

Le revenu national augmenterait de 45-50 pour cent, dont 28,2 pour cent serait réservé à l'accumulation et 71,8 pour cent à la consommation sociale et individuelle. Les revenus réels par tête d'ouvrier et d'employé s'accroîtraient de 9-11 pour cent, et ceux des paysans de 20-25 pour cent. La

question de l'amélioration du bien-être des masses a été toujours l'un des éléments les plus importants de la politique révolutionnaire du Parti. Pour le PTA, assurer le mieux-être, ce n'est pas satisfaire des caprices petits-bourgeois, ce n'est pas permettre à des couches et groupes privilégiés de mener une vie de luxe, mais satisfaire les besoins matériels, culturels et spirituels du peuple entier, et cela non seulement pour l'immédiat, mais à long terme. La satisfaction de ces besoins est fonction du niveau général de développement économique du pays, des exigences de la reproduction élargie et de la défense.

Traitant des problèmes économiques, le Congrès s'arrêta également sur la question du perfectionnement de la direction de l'économie planifiée. Il dénonça la voie suivie par les pays révisionnistes, qui visaient à substituer à la direction centralisée de l'économie une décentralisation anarchique donnant libre cours à l'action des lois du capitalisme et à la transformation complète de l'économie socialiste en économie capitaliste. Le Congrès exprima la détermination du PTA de mettre en œuvre avec esprit de suite la direction centralisée de l'économie aux termes du plan d'Etat unifié et général. Dans le même temps, il insista pour que cette direction d'Etat et centralisée fût profondément démocratique, coordonnée avec la large participation organisée et directe des masses et l'élargissement des droits et des attributions des organes d'Etat et économiques à tous les niveaux.

Le Congrès émit également la directive de faire jouer de façon plus marquée et plus systématique les éléments et catégories économiques qui règlent l'activité des entreprises, notamment le coût de production, le profit, les prix, etc. Mais les organes d'Etat et économiques devaient se guider en cela sur la politique prolétarienne du Parti, sur les intérêts généraux du socialisme et de la défense de la patrie.

Les objectifs du 4^e plan quinquennal, comme ceux de tous les plans quinquennaux antérieurs, se fondaient sur des bases solides, celles de la politique économique révolutionnaire du Parti. Cette politique, à son tour, s'appuyait puissamment sur les lois objectives économiques de la société socialiste, sur les conditions concrètes intérieures et extérieures, sur les possibilités réelles du développement de l'économie et de la culture populaire, sur les ressources, les moyens et les forces du pays. Elle répondait aux besoins actuels et à long terme de la marche du pays en avant et toujours en avant dans la voie du socialisme.

Intensifier la lutte contre l'impérialisme et révisionnisme moderne

Le V^e Congrès procéda à une analyse marxiste-léniniste approfondie de la situation internationale. Il tira de cette analyse la conclusion essentielle que la lutte intransigeante contre l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, et contre le révisionnisme moderne, conduit par le révisionnisme soviétique, était une tâche d'importance décisive pour les destinées de la liberté et de l'indépendance, pour les destinées du socialisme, à l'échelle nationale et internationale.

La cristallisation d'une nouvelle alliance entre l'impérialisme américain et l'impérialisme soviétique était l'un des traits fondamentaux de la situation internationale.

Cette alliance se fondait sur des intérêts et un objectif stratégique communs, consistant dans le partage des zones d'influence et l'instauration dans le monde de la domination des deux plus grandes puissances.

L'alliance soviéto-américaine se concrétisait toujours plus et se manifestait dans tous les domaines à travers divers traités et accords, ouverts ou secrets.

Mais cette alliance ne se développait pas sans difficultés ni contradictions. Ces contradictions avaient leur origine dans les visées hégémonistes et expansionnistes des deux impérialismes, dans les efforts de chacun d'eux pour acquérir la supériorité sur l'autre.

De profondes divergences opposaient l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique à leurs alliés : les Etats-Unis à la France, qui s'était engagée dans la voie de l'opposition ouverte, mais aussi à l'Angleterre, à l'Allemagne occidentale, au Japon etc. ; l'Union soviétique aux autres pays révisionnistes et aux partis révisionnistes de l'Europe occidentale capitaliste, où l'on voyait s'affirmer toujours plus les tendances à la sécession, les frictions et les efforts pour s'affranchir de la tutelle de Moscou.

Afin d'annihiler les plans d'agression de l'impérialisme américain, du révisionnisme khrouchtchévien et de toute la réaction mondiale, de les combattre avec plus de succès, le V^e Congrès posa comme une nécessité objective de grande importance internationale, l'union des peuples dans un vaste front anti-impérialiste mondial. Et pour que ce front eût vraiment un caractère anti-impérialiste, il était parfaitement justifié que s'y regroupent tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, observaient une attitude anti-impérialiste dans les actes et non pas en paroles, qui combattaient de quelque manière l'impérialisme. « Les révisionnistes khrouchtchéviens, soulignait le Congrès, par toute leur politique et leur action, se situent en dehors du front anti-impérialiste. Introduire dans ce front les révisionnistes revient à y introduire la cinquième colonne, un « cheval de Troie », et à le saper de dedans ». (*Ibid.*, p. 244.) Cette attitude révolutionnaire du PTA était dans le même temps une riposte aux flottements de la direction du PCC sur cette question, à ses tendances à s'unir aux divers révisionnistes, même aux révisionnistes soviétiques, en un seul front « anti-impérialiste ».

A son V^e Congrès le PTA souligna une fois de plus et avec fermeté qu'il n'admettait aucune unité d'action avec les révisionnistes khrouchtchéviens. Agir différemment aurait signifié pour lui trahir son propre peuple, le socialisme, le marxisme-léninisme. Le révisionnisme moderne, avec à sa tête le révisionnisme soviétique, constituait déjà non seulement un danger principal, mais aussi un ennemi principal du mouvement communiste et ouvrier international, du socialisme, de la liberté et de l'indépendance des peuples.

Le Congrès critiqua sévèrement et sur le plan des principes tous ceux qui ne combattaient pas le révisionnisme lui-même, mais son ombre, tous ceux qui fermaient les yeux devant la réalité, qui feignaient de ne pas voir la trahison des dirigeants révisionnistes, qui réclamaient la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes ou qui observaient une attitude centriste. « Selon le jugement de notre Parti, le problème à l'ordre du jour qui se pose aujourd'hui avec force, comme un problème actuel de grande acuité, n'est pas la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes, mais bien la rupture et la séparation définitive d'avec eux ». (*Ibid.*, pp. 249-250.)

Le Congrès salua la création d'une série de nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes dans divers pays du monde. La création de ces nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes était la conséquence naturelle de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Deux idéologies et deux lignes contraires ne peuvent jamais coexister au sein d'un parti marxiste-léniniste, en particulier, et au sein du mouvement communiste international, en général.

Au Congrès fut exprimée la disposition du PTA à aider par tous les moyens les nouvelles forces marxistes-léninistes. « Nous considérons ce soutien à accorder comme un noble devoir internationaliste, car nous voyons dans la croissance et le développement de ces nouvelles forces révolutionnaires l'unique voie juste qui mène au triomphe du marxisme-léninisme et à l'anéantissement du révisionnisme. » (*Ibid.*, p. 236.)

Les nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes fondaient surtout leurs espoirs sur le soutien du Parti et de la RP de Chine, en tant que « grand parti marxiste-léniniste » et « grand pays socialiste ». Dans l'ensemble, ils furent déçus en s'apercevant qu'ils ne trouvaient pas l'appui immédiat qu'ils attendaient. En réalité, comme cela a été confirmé par la suite, au début, Mao Tsétoung et ses compagnons n'approuvèrent pas leur création et ils ne leur faisaient aucune confiance. Mais lorsqu'ils virent ces nouveaux partis et groupes se constituer et se renforcer, contre leur volonté, les dirigeants chinois changèrent de tactique. Ils décidèrent de les utiliser dans leurs propres intérêts étroits. Aussi

reconnurent-ils tous ces partis et groupes sans exception, à raison d'un ou même plusieurs dans un seul pays, pourvu qu'ils se disent « marxistes-léninistes », « révolutionnaires », « garde rouge », qu'ils se déclarent attachés à la « pensée-maotsétoung ». Pour sa part, le PTA observait une attitude très pondérée, en jugeant chaque parti et groupe sur son action et non pas sur ses phrases et en considérant que chaque pays ne doit avoir qu'un seul véritable parti marxiste-léniniste.

Afin de promouvoir le renouveau révolutionnaire et le renforcement du communisme international, le Congrès jugea nécessaire et urgent, pour les partis et toutes les forces marxistes-léninistes dans divers pays, d'établir entre eux une collaboration et des liens étroits, et de créer une unité idéologique et d'action fondée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

A l'issue de ses travaux, le V^e Congrès élit à l'unanimité le Comité central du PTA, composé de 61 membres et de 36 membres suppléants, ainsi que la Commission centrale de contrôle et de vérification. Le camarade Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA.

Le Congrès était l'expression de l'unité monolithique du Parti, de sa sagesse, de sa détermination à mener la révolution socialiste jusqu'au bout. Synthétisant la grande expérience de la lutte révolutionnaire au cours du dernier quinquennat, il enrichit et développa la ligne marxiste-léniniste du Parti à propos de la construction intégrale de la société socialiste.

Le Congrès exprima la détermination du PTA dans la lutte ininterrompue contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

La participation au V^e Congrès du PTA des représentants des nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes révolutionnaires constituait un événement important pour le mouvement communiste international, qui avait amorcé sa régénération sur des bases marxistes-léninistes.

2. LA REALISATION DES TACHES POSEES PAR LA REVOLUTIONNARISATION DU PARTI ET DU POUVOIR ET LE RENFORCEMENT DE L'UNITE PARTI-PEUPLE

L'analyse scientifique des grands problèmes d'ordre national et international de l'époque, à laquelle procéda le V^e Congrès ainsi que les orientations qu'il donna, ouvrirent de nouveaux horizons sur la voie de la construction intégrale de la société socialiste.

Tout le Parti et ses courroies de transmission se mobilisèrent pour faire comprendre le mieux possible au peuple les orientations et les tâches assignées par le Congrès, pour les réaliser le plus largement et le plus profondément possible. Le discours du camarade Enver Hoxha sur « la révolutionnarisation continue du Parti et du pouvoir » prononcé le 6 février 1967, joua un rôle important dans ce sens.

L'application révolutionnaire des principes et des normes du Parti en vue du renforcement de son caractère prolétarien

La ferme et constante application des principes et des normes marxistes-léninistes du Parti a été l'une des sources principales de ses grandes victoires. Mais dans les conditions de la propagation du révisionnisme et de l'âpre lutte qui le mettait aux prises avec le marxisme-léninisme à l'échelle internationale, dans les conditions du nouvel élan révolutionnaire qui s'était déclenché en Albanie, l'application révolutionnaire de ces principes et normes revêtait une importance particulière pour la préservation et le renforcement du caractère prolétarien du Parti, ainsi que pour le développement continu de la révolution socialiste dans tous les domaines.

Le Parti de la classe ouvrière ne peut être doté d'une juste ligne marxiste-léniniste s'il n'adopte pas en même temps et n'applique pas de façon révolutionnaire les principes et les normes organisationnels

communistes. Lorsque le Parti communiste de l'Union soviétique abandonna l'idéologie et la politique léninistes-staliniennes, il renonça également à l'application révolutionnaire des principes et des normes marxistes-léninistes du parti, qui furent transformés en des formules creuses.

Dans son discours du 6 février, le camarade Enver Hoxha critiqua le sentiment d'autosatisfaction qui s'observait chez certains communistes et cadres à la suite des succès remportés, et qui les empêchait de déceler les défauts, les erreurs, la violation des principes et des normes des Statuts. Ce sentiment d'autosatisfaction avait ses racines dans la conception idéaliste et métaphysique, selon laquelle les organes et les cadres dirigeants du Parti et du pouvoir sont infaillibles et à l'abri de toute critique. D'où le caractère superficiel et purement formel de la critique et de l'autocritique pratiquées bien souvent dans les organisations du Parti, ainsi que de la critique à l'adresse des organes et des cadres dirigeants. De pareilles faiblesses entravaient la révolutionnarisation continue du Parti.

« La révolutionnarisation du Parti, enseignait le camarade Enver Hoxha, ne peut s'effectuer qu'à travers la voie de la connaissance adéquate de la signification philosophique profonde et de l'application rigoureuse et révolutionnaire des principes marxistes-léninistes sur lesquels se guide le Parti et des normes léninistes qui régissent sa vie et celle des communistes. »

« Cette grande question vitale ne doit pas être comprise de façon purement formelle et nous ne devons pas permettre que les principes soient appliqués de façon mécanique, qu'ils soient appris comme des formules sans âme, sans vie ». (*Enver Hoxha, Discours prononcé le 6 février 1967. Rapports et discours, 1967-1968, éd. fr., pp. 20-21.*)

Suivant cet enseignement et les orientations du V^e Congrès, le Parti porta son attention plus particulièrement dans un certain nombre de directions.

On eut soin de vivifier et d'approfondir l'esprit révolutionnaire des organisations de base du Parti. Il fut demandé aux communistes de mieux se préparer avant de se présenter aux diverses réunions, d'y exposer avec courage leurs idées, de faire des remarques, des critiques, des prévisions et des propositions, en rendant compte d'abord de leurs propres actions avant de demander des comptes à leurs camarades. On critiqua également tous les cas d'attitudes opportunistes, qui font qu'on évite de critiquer ses camarades ou ses supérieurs pour des raisons d'amitié malsaine, de conformisme, de servilité, et aussi de crainte de représailles. Des mesures sévères furent arrêtées envers ceux qui profitaient de leur poste dirigeant pour se venger d'une manière ou d'une autre de ceux qui les avaient critiqués. On s'attacha aussi à mieux faire comprendre que l'on ne peut rester communiste si l'on a peur de critiquer et d'exprimer ouvertement ce que l'on a dans la tête, ou si l'on réprime la critique et les observations de ses camarades. En conséquence, on vit grandir le rôle des organisations de base en tant que foyers d'éducation et de trempe révolutionnaires et organismes dirigeants.

Le maintien et le renforcement de l'unité idéologique et organisationnelle du Parti constituaient une question à laquelle il avait été et il continuerait d'être consacré un soin continu. Le Comité central demandait que l'on fit preuve d'une vigilance de tous les instants à propos de cette question d'importance vitale.

L'un des objectifs permanents des ennemis extérieurs et intérieurs est de détruire l'unité au sein du Parti. Les révisionnistes soviétiques, titistes et autres ne manquaient pas de recourir à tous les moyens pour saper jusque dans ses fondements l'unité d'acier traditionnelle du PTA, susciter en son sein des failles où ils auraient pu s'accrocher pour le détourner de la voie marxiste-léniniste dans la voie révisionniste. En outre, Mao Tsétoung, qui avait depuis longtemps érigé en théorie, comme un phénomène objectif, la présence de fractions et de lignes opposées, ainsi que la lutte entre diverses lignes, au sein du parti, s'efforça, par le truchement de Chou En-laï, lors de la visite de ce dernier en Albanie, en juin 1966, d'imposer cette «théorie» antimarxiste au Parti du Travail d'Albanie.

Le PTA, appliquant le grand principe de l'unité du parti marxiste-léniniste, n'avait jamais permis que se cristallisent en son sein des courants fractionnels et des lignes révisionnistes opposées, il avait

dévoilé et écrasé à temps et par une lutte de principe révolutionnaire les éléments et les conceptions hostiles, les groupes fractionnels, antiparti, avant qu'ils ne se transforment en courants et lignes opposées. Faisant la synthèse de cette expérience et répondant indirectement à la direction chinoise, le camarade Enver Hoxha déclarait : « Un parti marxiste-léniniste qui se respecte en tant que tel ne peut tolérer l'existence de deux lignes en son sein, il ne peut donc pas tolérer l'existence d'une ou de plusieurs fractions. Et même s'il s'y manifeste un phénomène de ce genre, le Parti ne peut ni ne doit en permettre tant soit peu l'existence. Une fraction dans le Parti, en opposition avec l'unité de pensée et d'action marxiste-léniniste, tend à le transformer en un parti social-démocrate et le pays socialiste en un pays capitaliste ». (*Ibid.*, p. 39) La pratique a démontré que la cristallisation d'idéologies et de lignes opposées dans le Parti témoigne soit que ce Parti n'est pas véritablement marxiste-léniniste soit que, tout en l'étant, il n'a pas mené correctement, de façon conséquente et résolue, la lutte de classes en son sein. Afin de maintenir et de renforcer l'unité du Parti suivant les idées du Congrès et les enseignements du camarade Enver Hoxha, la lutte fut concentrée essentiellement sur l'application révolutionnaire des principes et des normes du parti prolétarien. Tout en combattant les violations de ces principes et normes, on dénonça les cas de querelles, de coteries, d'esprit de clan et d'amitié malsaine qui créent un terrain favorable à la violation des statuts, à l'affaiblissement de l'unité de pensée et d'action et à l'activité hostile au sein de l'organisation, et qui l'entravent dans son rôle dirigeant. L'admission de nouveaux membres était une question capitale qui donna une nouvelle impulsion à la révolutionnarisation du Parti. Le V^e Congrès avait exprimé sa désapprobation aux organisations du Parti qui n'avaient pas admis depuis longtemps de nouveaux membres. En 1965 et 1966, les effectifs du Parti s'étaient accrus respectivement de 1,9 et 0,2 pour cent. C'était là une augmentation tout à fait insatisfaisante. L'accroissement de 2,7 pour cent seulement, enregistré en 1967, et cela, malgré les recommandations pressantes du Comité central, ne pouvait non plus être jugé suffisant. Dans l'analyse que le Comité central fit de ce problème, le camarade Enver Hoxha déclarait : « C'est là, camarades, une question sérieuse, nous sommes en train de commettre une grave erreur... ». (*Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA, 21 avril 1967. Rapports et discours 1967-1968. éd. fr., pp. 119-120.*) Puis il demandait qu'on se penchât sérieusement sur ce problème, que chaque organisation et comité du Parti se mît à l'étudier pour le résoudre. La question des nouvelles admissions au Parti fut également étudiée, dans l'ensemble du Parti, par le Comité central lui-même, qui donna, sur cette base, les orientations nécessaires. Tout cela permit d'accélérer le rythme des admissions. Au cours des cinq années 1967-1971 le Parti grossit ses rangs de 20 658 communistes, augmentant ainsi ses effectifs de 31 pour cent, alors que l'accroissement au cours du quinquennat précédent n'avait été que de 3,24 pour cent. Mais c'est le renforcement de la composition du Parti en éléments ouvriers qui constituait le plus grand succès. En 1970, les communistes de condition sociale ouvrière devancèrent, avec un taux de 36,08 du total des membres, pour la première fois les communistes intellectuels et paysans agriculteurs qui n'en représentaient respectivement que 34,68 pour cent et 29,24 pour cent. Cela témoignait du souci particulier du Parti d'être prolétarien non seulement sur le plan idéologique mais aussi par sa composition de classe. C'est là un trait de plus qui distingue le PTA, en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière, des partis révisionnistes, où dominent à tous égards, y compris celui de leur composition sociale, les fonctionnaires bureaucrates et la technocratie.

Dans les années 1967-19 71 les organes dirigeants du Parti connurent aussi un changement qualitatif dans leur composition sociale. Dans l'analyse que le Comité central du Parti fit de cette question vers la fin de 1967, il qualifia d'anormal le fait que 220 seulement des 1 450 membres de plénums des comités du Parti étaient des ouvriers. Il en allait de même de la composition des bureaux des comités du Parti. La composition sociale des bureaux et des secrétaires des organisations de base était un peu meilleure, mais néanmoins encore insatisfaisante.

La direction du Parti en conclut qu'il était indispensable d'améliorer la composition sociale des organes dirigeants et donna à cette fin les orientations requises. Il s'ensuivit une modification de la situation dès les élections au Parti de 1968, et en 1971 les communistes de condition et d'origine ouvrière représentaient 55 pour cent de la totalité des membres des plénums des comités du Parti. Dans les bureaux des organisations de base des entreprises économiques, les ouvriers communistes représentaient 85,2 pour cent des membres et 86,3 pour cent des secrétaires. Cela revêtait une grande

signification de principe dans la mesure où l'on barrait ainsi la route à la dégénérescence bourgeoise des organes dirigeants du Parti, qu'on prévenait le mal qui avait saisi à la gorge le Parti communiste de l'Union soviétique, où les organes dirigeants furent gonflés d'intellectuels et d'employés bureaucrates et technocrates qui finirent par évincer la classe ouvrière du pouvoir politique.

Des améliorations sensibles furent également enregistrées dans l'extension et la répartition des forces du Parti. C'est ainsi qu'en 1971 chaque secteur d'entreprise d'Etat ou de coopérative agricole était doté d'une organisation de base du Parti, et il y avait des membres du Parti dans chaque village. 61 pour cent des communistes travaillaient dans la sphère de la production matérielle et 80 pour cent d'entre eux directement à la production. Répondant à l'appel du Parti, quelque 2 000 communistes passèrent bénévolement de l'administration à la production, des fronts faciles aux fronts les plus ardues, de la ville à la campagne. Cela portait un coup rude à la conception non marxiste selon laquelle «les communistes sont nécessairement appelés à remplir des fonctions officielles».

Toute la lutte pour la révolutionnarisation du Parti revêtait un caractère marqué d'éducation révolutionnaire non seulement pour les membres du Parti, mais aussi pour les larges masses. Cette lutte n'était pas seulement une expression de l'application fidèle et créatrice du marxisme-léninisme mais aussi de l'assimilation de la théorie marxiste-léniniste étroitement liée à la pratique révolutionnaire.

« L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie », qui fut publiée en 1968 et les Œuvres du camarade Enver Hoxha, dont les deux premiers volumes parurent la même année, devaient servir d'armes très importantes dans la lutte pour la révolutionnarisation et l'éducation idéologique et politique révolutionnaire des communistes et des masses populaires. Jusqu'en 1971 avaient paru huit volumes de ces Œuvres, et ils devaient être suivis de beaucoup d'autres. Dans cette période parurent deux nouveaux volumes (III et IV) rassemblant les documents principaux du Parti, et le premier fut réédité. Pour la première fois l'œuvre géniale de Marx « Le Capital » commença à être publiée en albanais (les trois premiers livres du premier volume parurent de 1968 à 1971) ; 35 autres volumes des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline furent également publiés ou réédités.

La lutte multiforme menée pour la révolutionnarisation du Parti fut féconde en enseignements pour l'élévation du travail de direction, d'organisation et d'éducation du Parti, conformément aux tâches importantes et ardues dont était hérissée la voie de la construction intégrale de la société socialiste.

La révolutionnarisation continue du pouvoir

Afin de révolutionnariser plus avant le pouvoir d'Etat, conformément aux orientations du V^e Congrès, on s'attacha essentiellement à poursuivre la lutte contre le bureaucratisme.

Après la campagne intensive menée en 1966, la lutte contre le bureaucratisme risquait d'être tenue pour achevée ou ralentie. Afin de prévenir ce danger, le camarade Enver Hoxha, dans son discours du 6 février 1967, s'arrêta particulièrement sur la nécessité de poursuivre la lutte contre le bureaucratisme en soulignant que « cette lutte ne cessera jamais, qu'elle continuera tant qu'existeront les classes et la lutte de classes. » (*Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., p. 41.*) En outre, il souligna que pour devenir fructueuse, la lutte contre le bureaucratisme doit avant tout être regardée comme une lutte visant à extirper les conceptions idéalistes, anti-marxistes, réactionnaires, et les pratiques antipopulaires en matière de gouvernement qui émanent de ces conceptions. C'est là une âpre lutte politique, idéologique, organisationnelle, à laquelle participent directement les masses sous la direction du Parti, en frappant durement les conceptions et les déformations bureaucratiques, les bureaucrates, indépendamment de leurs fonctions ou de leur grade. Le bureaucratisme et les bureaucrates sont les pires ennemis, les ennemis les plus rusés du Parti marxiste-léniniste, et « en tant que tels, il doit les combattre continuellement, opiniâtement et sans répit ». (*Ibid, p. 43.*)

Cet accent particulier que la direction du Parti mettait à nouveau sur la lutte contre le bureaucratisme, conféra à cette lutte le caractère d'un vaste mouvement populaire, qui avait pour fondement le renforcement de la dictature du prolétariat.

La participation directe des masses à la lutte contre le bureaucratisme rendait indispensable le renforcement et le perfectionnement du contrôle des masses, surtout du contrôle ouvrier sur les organes, les appareils et les cadres du pouvoir et de l'économie.

Ce contrôle avait été réduit plus ou moins à quelques commissions, qui n'avaient que le nom de « contrôle ouvrier », alors qu'en réalité elles étaient dirigées par des gens du personnel de gestion. Critiquant cette si étroite conception du contrôle ouvrier, le Comité central, en avril 1968, s'arrêta spécialement sur cette importante question de principe : « Le problème... dépasse largement la question des commissions ouvrières. La direction et le contrôle de la classe ouvrière et du Parti sur toute chose et sur n'importe qui, sur les cadres, les instances, les administrations, les commissions, doivent être complets, sans faille, décisifs ». (*Enver Hoxha, Discours prononcé au Secrétariat du CC du PTA, 9 avril 1968. Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., pp. 219-220.*)

L'exercice parfait du contrôle de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses sur le plan théorique comme sur le plan pratique est une condition décisive du succès de la lutte contre le bureaucratisme et ses diverses manifestations, que sont le technocratisme, l'intellectualisme et l'économisme, etc.

Les décisions du Plénum du CC du Parti tenu en septembre 1968 donnèrent une nouvelle impulsion à l'application de la directive du V^e Congrès relative à la lutte contre le bureaucratisme et au renforcement du contrôle ouvrier sur des bases révolutionnaires.

Suivant les orientations du Comité central et grâce à la lutte des organisations du Parti pour réaliser ces orientations, la participation des masses à l'administration du pays et à la direction de l'économie s'amplifia et s'intensifia. Le contrôle ouvrier fut purgé des éléments bureaucratiques. Les prétendues « commissions ouvrières » furent également abandonnées, car elles avaient pris des formes bureaucratiques ; il en fut de même de la « triade » composée du directeur, du secrétaire de l'organisation de base du Parti, et du président du comité des Unions professionnelles, autre forme de bureaucratisme, qui, sous le couvert de la « direction opérationnelle », violait la démocratie, les règlements et la ligne du Parti. Toutes ces formes, qui entravaient l'application des directives du Parti sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, furent remplacées par de nouvelles formes et méthodes de contrôle ouvrier direct. Cela s'accompagna d'un soin accru témoigné à l'éducation des ouvriers selon l'idéologie et le courage révolutionnaire de la classe ouvrière.

La participation des larges masses populaires à la lutte contre le bureaucratisme et à toutes les questions du gouvernement à travers leur propre contrôle, et en particulier le contrôle de la classe ouvrière, permit d'enregistrer d'importants progrès dans la révolutionnarisation du pouvoir d'Etat.

Un plus grand nombre de gens de la production qui avaient tous donné des preuves de leur dévouement au peuple et au socialisme, de leur fermeté, de leur courage et de leur esprit militant dans la défense et l'application de la ligne du Parti et des lois de l'Etat, furent élus aux organes représentatifs du pouvoir.

On vit grandir l'autorité et en général le rôle des organes électifs représentatifs du pouvoir. Les Comités exécutifs des conseils populaires et leurs appareils respectifs furent soumis à un contrôle plus attentif de ces derniers. Les organes exécutifs et administratifs furent partout astreints à rendre compte régulièrement de leur action devant les organes élus, et ceux-ci devant les électeurs.

Les organes élus perfectionnèrent leur travail non seulement dans l'adoption des décisions et l'approbation des lois, mais aussi dans le contrôle de leur application, à travers une meilleure

organisation du travail, une division du travail mieux étudiée et une plus grande mise à contribution des députés et des conseillers.

Il fut procédé à une refonte générale de la législation. Cette refonte eut pour résultat l'annulation de plus de 400 actes législatifs, qui furent remplacés par d'autres, plus simples, plus concis et mieux étudiés, conformément aux conditions nouvelles. Les nouveaux projets de refonte des lois les plus importantes, furent soumis au jugement des masses populaires. Dans le même temps, la participation des masses travailleuses à l'instruction et au jugement des affaires pénales fut élargie. Cela fut réalisé grâce surtout à la création des tribunaux des villages, des villes et des quartiers.

Mais la révolutionnarisation plus poussée du pouvoir n'allait pas sans obstacles. Elle se heurtait à des difficultés, et même à une opposition tantôt larvée, tantôt manifeste, de la part du bureaucratisme et des bureaucrates, qui usaient de tous les moyens pour empêcher la parfaite application des décisions et des directives du Parti sur la réduction et la simplification de l'appareil d'Etat et sur la participation des larges masses au gouvernement et à la gestion de l'économie.

Le Comité central observa que les départements centraux et les administrations des diverses entreprises avaient considérablement gonflé à nouveau leurs états de personnel, après les réductions qui leur avaient été apportées en vertu de la décision du Parti de décembre 1965 sur la lutte contre le bureaucratisme. Il qualifia ces ajouts d'irréguliers et chargea (en février 1970) le Conseil des ministres d'examiner ces cas un à un, afin de procéder à nouveau aux réductions possibles et nécessaires. Il recommanda en même temps aux comités et aux organisations du Parti d'être plus attentifs et de déployer plus d'efforts pour appliquer les directives du Parti à la lutte contre le bureaucratisme, en s'appuyant plus puissamment sur les masses, en les faisant participer plus efficacement à cette lutte.

La lutte contre le bureaucratisme pour la révolutionnarisation toujours plus marquée du pouvoir devait nécessairement s'accompagner d'un perfectionnement de la direction et de l'extension des attributions des organes d'Etat et économiques.

Après avoir analysé cette question en décembre 1970, le Comité central décida de faire prendre des mesures pour élargir les compétences des comités exécutifs des conseils populaires, des entreprises d'Etat, des coopératives agricoles et des autres institutions de la base, mais sans enfreindre le principe fondamental du centralisme démocratique dans la direction. Entre-temps, les états de personnel des départements centraux et d'autres institutions d'Etat furent encore réduits, alors que les cadres touchés par ces suppressions d'emplois passèrent à la base.

Ces mesures n'entendaient pas être une transformation radicale dans l'organisation de l'Etat, ni une sorte de réforme. Elles avaient le sens d'une démocratisation encore plus poussée du pouvoir, d'une amélioration de la direction des affaires d'Etat et des affaires économiques. Elles étaient dictées par le nouveau stade même du développement de la société socialiste, en un temps où les rapports de production socialistes avaient été étendus et perfectionnés, où la base matérielle et technique s'était développée et renforcée, où la conscience socialiste de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice s'était élevée et raffermie, où l'intelligentsia populaire avait grandi et s'était consolidée, et où une riche expérience de direction avait été acquise à la base.

Le Parti consacra dans le même temps une grande attention au travail de révolutionnarisation de l'Armée populaire, des Forces de frontières, de la Police populaire et de la Sûreté d'Etat.

Le travail mené dans ce sens eut pour effet de rapprocher davantage ces organes des masses populaires, de les lier plus étroitement à elles, de leur faire acquérir une préparation professionnelle plus solide, surtout une préparation idéologique et politique révolutionnaire plus approfondie.

Toutefois on observait dans l'armée un formalisme marqué dans l'application des décisions révolutionnaires du CC du PTA de 1966 sur les Forces armées ainsi que des autres directives en vue

de la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays. Le Comité central et le camarade Enver Hoxha avaient souvent critiqué ce phénomène. Comme il devait apparaître par la suite, ce formalisme, dans l'armée, était dû à ce que les ennemis mettaient tout en œuvre pour saboter ces décisions et directives. Ils menaient un grand tapage pour faire croire que les mesures révolutionnarisatrices étaient mieux appliquées dans l'armée que partout ailleurs, et cela dans le but de tromper le Parti et de dissimuler les traces de leur trahison, qui devait être découverte et écrasée dans les années suivantes.

La trempe continue de l'unité Parti-peuple

Le Parti a considéré le maintien et le renforcement de l'union du peuple autour de lui comme un processus continu, étroitement lié aux étapes et aux conditions historiques concrètes de la révolution. La base politique de cette union, qui avait été jetée au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, alla se consolidant dans la lutte pour la construction du socialisme. Après la libération du pays, l'union politique du peuple se dota de sa propre base économique et sociale socialiste. Elle vit se renforcer également sa base idéologique dans la mesure où les idées marxistes-léninistes et la morale prolétarienne s'ancraient toujours plus profondément dans la conscience des gens. Elle se trempa et se transforma par la suite en une unité d'acier des masses travailleuses (de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia populaire) avec le Parti.

Les voies à suivre pour le renforcement de l'unité du peuple autour du Parti, au cours de la construction intégrale de la société socialiste, furent élaborées par le camarade Enver Hoxha et exposées au IV^e Congrès du Front démocratique, qui tint ses assises en septembre 1967.

L'unité se trempe à travers un vaste travail d'explication et de persuasion mené auprès des masses pour leur faire comprendre le profond contenu politique et idéologique de la ligne du Parti, de chacune de ses directives, à travers la mobilisation du peuple pour leur mise en œuvre. Le Parti demandait à toutes ses organisations de renoncer au travail en vase clos, d'informer régulièrement les masses des décisions prises, de les éclairer sur ces décisions, de prêter une oreille plus attentive à leur voix, à leurs critiques, de leur rendre des comptes, de fustiger sévèrement tous les communistes et les cadres qui, tout en se posant en défenseurs des principes, de la loi, ne les écoutaient pas, ou, pis encore, étouffaient leur voix et leurs critiques.

L'unité se trempe dans la lutte pour le renforcement continu du pouvoir populaire, pour sa démocratisation ininterrompue et grâce à une plus vivante participation des masses à l'administration du pays.

L'unité se renforce dans la lutte pour la réalisation des grandes tâches que pose le développement de l'économie et de la culture.

L'unité se renforce dans la mesure où l'amour et le dévouement pour la patrie socialiste s'ancrent toujours plus profondément dans le cœur et l'esprit des masses, où les traditions patriotiques et révolutionnaires du peuple albanais sont maintenues vivantes et encore enrichies, où la haine contre les ennemis de classe, contre les impérialistes et les révisionnistes, s'accroît sans cesse et où la préparation morale et politique, économique et militaire du peuple pour la défense du pays est portée au plus haut point.

Mais dans la nouvelle étape de la construction intégrale de la société socialiste, soulignait le camarade Enver Hoxha, le maillon principal servant à renforcer encore l'unité du peuple autour du Parti, c'est « la lutte pour inculquer l'idéologie prolétarienne dans la conscience de tous les travailleurs et la faire pleinement triompher. » (*Enver Hoxha, Rapport au IV^e Congrès du Front démocratique d'Albanie, éd. fr., p. 58.*) La consolidation de la base idéologique de l'unité du peuple entraîne celle de sa base politique, économique et sociale, elle assure la réalisation des tâches du Parti dans les domaines politique, économique, social, culturel et dans celui de la défense.

L'unité se renforce à travers la lutte de classe, la juste solution révolutionnaire des contradictions dans la société socialiste. « Considérer la question de l'unité en dehors de la lutte de classe, renier soi-disant au nom de cette unité la lutte de classe... revient à endormir la vigilance politique et idéologique du Parti et des travailleurs, à saper même l'unité et la cause du socialisme. » (*Ibid.*, p. 53.)

Mais il est nécessaire d'avoir bien soin de distinguer les contradictions antagonistes entre le peuple et les ennemis de classe des contradictions non antagonistes au sein du peuple, afin de ne pas confondre les ennemis avec ceux qui, tout en conservant dans leur conscience des conceptions étrangères à l'esprit de notre doctrine, n'en sont pas moins fidèles au Parti et au socialisme.

Faute de quoi, l'unité est sapée et les liens du Parti avec les masses affaiblis.

Le Front démocratique demeurait l'incarnation de l'unité du peuple autour du Parti. L'expérience de ses 25 années d'existence avait confirmé la grande importance que revêtait cette organisation pour créer, préserver et renforcer constamment les liens d'acier du Parti avec les masses, pour les mobiliser dans l'application du programme du Parti, surmonter les difficultés, vaincre les ennemis et remporter la victoire. Le Parti fixait pour tâche de renforcer le Front démocratique sur le plan de l'organisation, d'élever l'esprit militant et d'initiative de ses instances, d'améliorer la méthode et le style de travail de ces dernières. L'action toujours plus vivante et vigoureuse du Front démocratique devait servir de moyen essentiel pour la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays.

La définition synthétique que donna le camarade Enver Hoxha au IV^e Congrès du Front de la place et du rôle du parti marxiste-léniniste dans le front commun des forces patriotiques révolutionnaires et socialistes, revêt une grande importance théorique et pratique. En traitant ce problème, il entendait dénoncer les conceptions antimarxistes et les tactiques mystificatrices des divers révisionnistes, qui défendaient et propageaient avec zèle le pluralisme idéologique et politique, les compromis de trahison avec les partis bourgeois, les conceptions et les tactiques dirigées contre le rôle prépondérant de la classe ouvrière et la direction du parti prolétarien, et visant à perpétuer le système capitaliste.

Il est notoire que le Front en Albanie fut conçu et considéré constamment comme une union bénévole directe des masses autour du Parti de la classe ouvrière et non pas comme une coalition de partis politiques, à l'image des autres pays où avait existé et existait encore un front national patriotique révolutionnaire. Chez nous il n'existait aucun autre parti politique en dehors du Parti communiste (du Travail) d'Albanie, ce qui, comme le disait le camarade Enver Hoxha, fut « un grand bien, d'un prix incalculable, mais, pour la bourgeoisie, pour la réaction nationale et internationale, un grand malheur, une carence fatale ». (*Ibid.*, p. 17.) Cela ne signifie pas que le PTA ait été en principe contre la collaboration avec des partis antifascistes, progressistes ; si jamais des partis de ce genre devaient se former, il s'unirait à eux en un front commun, contre l'ennemi commun, le fascisme occupant et les traîtres au pays, mais sans renoncer pour autant à son individualité et à son indépendance politique, idéologique, organisationnelle, sans renoncer à s'assurer le rôle dirigeant dans la révolution en persuadant les masses de la justesse de sa ligne.

Mais combien de temps des partis politiques non prolétariens peuvent-ils coexister en collaboration et en union avec le parti de la classe ouvrière dans un front commun ? A cette question de principe le camarade Enver Hoxha répondit en se fondant sur la théorie marxiste-léniniste et sur l'expérience des révolutions socialistes antérieures. « Une fois la dictature du prolétariat instaurée et consolidée..., soulignait-il, l'existence, pour une longue durée, d'autres partis, fussent-ils « progressistes », au sein du front ou en dehors de lui, n'a aucun sens, aucune raison d'être, même de façon purement formelle, soi-disant au nom de leurs traditions... La révolution renverse tout un monde et encore davantage une tradition... La présence d'autres partis non marxistes-léninistes..., surtout après la construction de la base économique du socialisme, serait absurde et opportuniste. Loin de porter atteinte à la démocratie, cela renforce la véritable démocratie prolétarienne. Le caractère démocratique d'un régime ne se mesure guère au nombre des partis, il est déterminé par sa base économique, par la classe qui est au pouvoir, par toute la politique et l'action de l'Etat, par la question de savoir si elles sont ou non dans

l'intérêt des larges masses du peuple, si elles les servent ou non ». (*Ibid.*, pp. 45-46.) Autoriser la présence d'autres partis politiques après cette étape, revient à préserver la bourgeoisie en tant que classe.

Cette conclusion est également dirigée contre les théories de Mao Tsétoung sur la présence et la coexistence de plusieurs partis, sur la multiplicité des lignes dans le parti communiste, sur l'épanouissement de cent fleurs et la rivalité de cent écoles dans la révolution et en régime socialiste.

En Albanie socialiste, l'union bénévole directe du peuple dans le Front démocratique, sous la direction unique du Parti du Travail d'Albanie, demeurait la garantie des grandes victoires révolutionnaires remportées et de nouvelles victoires sur la voie du socialisme et du communisme.

3. LES GRANDS MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES

Le discours que le camarade Enver Hoxha prononça le 6 février 1967 et toute la lutte du Parti pour mettre en œuvre les décisions du V^e Congrès donnèrent une nouvelle impulsion à l'activité révolutionnaire des masses travailleuses. Grands et petits se dressèrent, avec courage, se critiquèrent eux-mêmes et critiquèrent les autres pour combattre les défauts, les insuffisances et les erreurs, purifier la société socialiste des survivances de l'ancienne société et des influences de l'idéologie bourgeoise-révissionniste et inculquer dans le travail et dans la vie les normes et les attitudes révolutionnaires socialistes, les enseignements prolétariens du Parti. On vit les travailleurs prendre de magnifiques initiatives, qui se matérialisèrent dans une multitude d'actions concrètes, et se muèrent en d'importants mouvements révolutionnaires.

Ces mouvements étaient la conséquence directe de la ligne marxiste-léniniste, de toute l'action et de la lutte révolutionnaires que le Parti n'a cessé de mener pour le développement continu de la révolution socialiste.

Et ces mouvements avaient à leur tête la classe ouvrière avec son Parti marxiste-léniniste.

Le mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel

L'essentiel de ce mouvement, c'était l'attaque générale lancée contre la psychologie petite-bourgeoise pour élever la conscience socialiste des travailleurs.

Se fondant sur le grand progrès enregistré après la Libération dans la formation de l'homme nouveau selon la conception révolutionnaire, le Parti jugeait indispensable de donner une nouvelle et vigoureuse impulsion à la lutte contre les conceptions et les attitudes petites-bourgeoises, qui constituent un sérieux obstacle sur la voie du développement socialiste, ainsi que contre la base matérielle, maintenant considérablement rétrécie, qui les alimentait.

L'attachement à l'intérêt personnel étroit était l'expression la plus caractéristique de la psychologie petite-bourgeoise. C'est justement pourquoi, dans la lutte contre cette psychologie, le principal objectif fixé fut de raffermir la conscience de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Le mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel se manifesta dans plusieurs domaines et sous plusieurs formes.

La classe ouvrière prit des initiatives afin de réaliser, grâce à une mobilisation plus intense et à un travail plein d'abnégation, deux ou trois ans avant terme les principaux objectifs économiques prévus pour l'année 1970, sans entamer les réserves de sécurité de l'Etat ni consommer des matières premières, des articles importés, etc., au-delà des limites prévues dans le plan. Les divers processus de production, les anciennes normes de rendement qui retardaient sur le progrès général des forces

productives furent revus, de nouvelles normes plus avancées, plus mobilisatrices furent établies. Des ouvriers d'avant-garde furent adjoints à des brigades retardataires pour leur faire rattraper leur retard.

La plus importante initiative révolutionnaire dans les campagnes proposait de réduire les lopins individuels des coopérateurs. Dans toutes les coopératives, ces lopins furent réduits dans une mesure allant de 50 à 66 pour cent, et les petits troupeaux le furent de moitié. Dans les coopératives des zones de plaine cette réduction était plus marquée. Cette mesure, prise avec le libre consentement des coopérateurs, répondait aux directives du V^e Congrès du Parti recommandant la réduction graduelle des lopins individuels dans la mesure où l'économie collective devenait toujours plus capable de satisfaire les besoins des familles des coopérateurs. Elle se révélait très utile dans la lutte pour extirper des consciences paysannes la psychologie du petit propriétaire, pour renforcer le sentiment de collectivisme et lier les coopérateurs plus étroitement à la propriété commune, qui constitue la source essentielle de leur existence et de leur bien-être.

Dans le flot du mouvement pour la primauté de l'intérêt général, on vit naître des initiatives visant à élargir et à organiser sur des bases plus solides la participation des cadres et de toute l'intelligentsia à la production. Cela permit de renforcer les liens des cadres dirigeants et des travailleurs de l'administration avec les masses, de leur faire pénétrer plus à fond les problèmes économiques et sociaux et ceux de la vie même, de leur faire acquérir une trempe révolutionnaire, d'améliorer la méthode et le style du travail de direction. Dans le même temps, cela marquait un progrès dans le sens d'une réduction toujours plus prononcée de la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Les initiatives prises par les ouvriers et l'intelligentsia pour renoncer aux primes, aux honoraires et à beaucoup d'autres revenus supplémentaires et restituer à l'Etat les obligations des emprunts qu'il avait émis; l'initiative des agriculteurs qui faisaient don à la coopérative des échéances restantes de la vente de leur bétail constituaient autant de manifestations de patriotisme socialiste, de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Les actions nationales et locales de la jeunesse devinrent d'importantes écoles d'éducation révolutionnaire. Des dizaines de milliers de jeunes volontaires, écoliers et étudiants, ouvriers et agriculteurs, apprirent, en travaillant dans de grands chantiers avec un esprit révolutionnaire élevé, à aimer davantage le travail, leurs camarades, à lutter plus efficacement pour éliminer l'ancien et pour propager et inculquer le nouveau, à mieux servir la patrie et le socialisme.

Les brillants succès du mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel ne furent pas obtenus sans difficultés, sans d'âpres heurts entre le nouveau et le progressiste, d'une part, et l'ancien, le réactionnaire, de l'autre. Il y avait, dans les villes et dans les campagnes, des gens qui, en raison des racines profondes de la psychologie petite-bourgeoise, du sentiment de la propriété privée, n'emboîtaient point le pas à l'immense majorité des travailleurs, pour mettre en œuvre les initiatives révolutionnaires. Soucieux de leur intérêt personnel étroit, ils manifestaient des hésitations et des flottements, s'érigeant ainsi en obstacle.

Les obstacles et les difficultés rencontrés furent surmontés grâce à la force du collectif, à la lutte idéologique du Parti, à son travail de persuasion.

Le Parti soutint de toutes ses forces, directement et à travers ses courroies de transmission, les initiatives révolutionnaires. Il veilla à leur propagation et à leur développement dans tout le pays. Il mena un vaste travail pour que la lutte contre la priorité de l'intérêt personnel sur l'intérêt général fût comprise comme un grand problème d'importance idéologique et sociale. Il dénonça en même temps des violations isolées du principe du volontariat et de la persuasion dans l'adoption de ces initiatives révolutionnaires et prévint toute fausse interprétation en expliquant bien que cette lutte n'était pas menée pour rejeter ou éliminer complètement l'intérêt personnel, mais pour l'harmoniser judicieusement avec l'intérêt général, pour subordonner l'intérêt personnel à l'intérêt général.

La Déclaration du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RPA du 29 avril 1967 joua un rôle particulier pour le développement et l'approfondissement du mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Dans cette Déclaration ces initiatives révolutionnaires se trouvaient synthétisées et consacrées. Dans le même temps, se fondant sur ces initiatives, le Comité central du Parti et le Conseil des ministres rendirent publique l'adoption d'une série de mesures à caractère économique et social, qui créaient de meilleures conditions pour raffermir chez les travailleurs, en intensifiant le mouvement déjà engagé, la conviction idéologique de la primauté de l'intérêt général.

L'organisation socialiste du travail et des salaires fut encore perfectionnée.

Partant du fait qu'au cours du processus de la construction socialiste les stimulants moraux prennent toujours plus le pas sur les stimulants matériels, le Comité central du Parti et le Conseil des ministres décidèrent de supprimer les stimulants matériels qui tendaient à créer des couches privilégiées. Une nouvelle baisse des hauts traitements fut décrétée. Toutes les économies résultant de ces réductions furent restituées aux travailleurs à travers l'ajustement des bas salaires et l'augmentation des fonds affectés par l'Etat à l'entretien des jardins d'enfants et des crèches, la suppression des impôts sur les revenus de tous les travailleurs ainsi qu'à travers une série de mesures avantageuses pour la paysannerie coopératrice. Les terres et le bétail, recueillis à la suite de la réduction des lopins individuels des agriculteurs, devaient être, totalement ou en partie, utilisés pour satisfaire les besoins de leurs familles en denrées agricoles.

Les mesures tendant à parfaire l'organisation du travail et le système salarial, n'affectèrent point le principe socialiste fondamental de la répartition selon le travail. Elles contribuaient seulement à barrer la voie à l'individualisme, à l'égoïsme et aux autres maux funestes pour la société socialiste.

La révolutionnarisation plus poussée des esprits permit de mobiliser de nouvelles forces et énergies créatrices qui n'avaient jusque-là jamais été prises en compte dans l'élaboration des plans économiques prospectifs.

La construction, dans l'espace de 25 jours, de plus de 6 300 maisons et autres édifices détruits ou endommagés par le grave tremblement de terre de novembre 1967 dans les districts de Diber et de Librazhd, constitua une magnifique expérience sans précédent. Sur la base de cette expérience virent le jour les actions à assauts convergents, nouvelle forme révolutionnaire d'actions, à travers lesquelles un travail relativement considérable est réalisé en un temps record.

Cette situation posa aux organes du Parti et de l'Etat la nécessité impérieuse de revoir les plans, afin de répondre à l'élan révolutionnaire des masses. Le Plénum du Comité central du Parti prit, en décembre 1967, la courageuse décision d'achever l'électrification des campagnes du pays au 8 novembre 1971, 30^e anniversaire de la fondation du PTA, c'est-à-dire 14 ans plus tôt que le délai prévu par le plan prospectif d'Etat.

Le mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel exalta le patriotisme socialiste du peuple.

Dans les cas où quelque travailleur tombait à son poste sur le front de la construction socialiste ou de la défense de la patrie, il était aussitôt remplacé par ses parents, ses proches et d'autres, ce qui traduisait un patriotisme élevé d'un profond contenu révolutionnaire. Plusieurs milliers de jeunes gens des quatre coins du pays coururent prendre la place de Shkurte Pal Vata, une jeune fille de 15 ans de Dukagjin, qui tomba au chantier de construction du chemin de fer Rrogozhine-Fier.

Cet amour pour la patrie trouva sa pleine expression dans l'entraide fraternelle socialiste. C'est une aide de cette nature que les travailleurs des diverses régions d'Albanie apportèrent à leurs frères des

districts de Diber et de Librazhd pour réparer les effets du tremblement de terre. Cela donna naissance à une nouvelle initiative, qui se propagea dans tout le pays, en vue de la construction de maisons d'habitation au travail bénévole.

En particulier, la propagation de l'initiative prise par les coopératives agricoles les plus riches et les entreprises agricoles d'Etat, de fournir gratuitement aux coopératives des zones montagneuses reculées une grande quantité de bétail revêtit une profonde signification révolutionnaire. Cette initiative, qui fut suivie du mouvement Sud-Nord pour une entraide et un échange d'expérience entre les coopératives agricoles, démontrait que le progrès et le bien-être de chaque coopérative sont inséparables du progrès et du bien-être de l'ensemble de la paysannerie coopératrice, dans les plaines comme dans les montagnes, dans le Sud comme dans le Nord du pays.

Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades

Le Parti du Travail d'Albanie n'a cessé de mener une lutte systématique contre la religion, en tant qu'idéologie des classes exploiteuses, hostile au socialisme, et opium du peuple. Le Parti a considéré la lutte contre la religion, contre les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades qui s'y rattachent directement ou indirectement, comme indispensable pour la libération sociale des travailleurs, pour leur trempe idéologique révolutionnaire et la construction de la société socialiste. D'autre part, il a considéré la lutte pour la liquidation de l'oppression et de l'exploitation économique et sociale, étroitement liée au développement de l'économie et de la culture sur des bases socialistes, comme la condition première et indispensable de la libération des travailleurs de l'asservissement spirituel imposé par la religion. Dans sa lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades il a utilisé des méthodes et des formes révolutionnaires qui ont varié suivant les conditions historiques ou l'état réel des croyances religieuses dans le pays, suivant les étapes de la révolution et le niveau de conscience socialiste des travailleurs. Dans cette lutte il s'est guidé continuellement sur le principe selon lequel les gens devaient se convaincre, par leur expérience même, de l'inutilité de la religion et du tort qu'elle cause à la société socialiste. Les occupants se servaient des diverses religions et de leur clergé respectif pour diviser et asservir le peuple albanais. C'est pour cette raison que la lutte de libération séculaire des Albanais contre la domination et les oppresseurs étrangers était aussi dirigée contre le clergé réactionnaire qui en était un instrument. De ce fait, le peuple albanais n'a pas été étroitement lié aux religions, il n'a pas été particulièrement fanatique, le clergé n'a pas eu, sur les masses populaires, la même influence que dans maints autres pays. Et la tâche du Parti dans sa lutte contre l'idéologie religieuse et le clergé réactionnaire en fut facilitée.

Au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale le Parti annihila les efforts des occupants italiens et allemands et des traîtres au pays pour diviser le peuple en musulmans et chrétiens. Il dénonça et annihila les tentatives du haut clergé, surtout du clergé catholique, pour détacher les masses populaires du Parti et du Front de libération nationale.

Après la Libération, on vit également échouer les efforts des prêtres réactionnaires et des autres ennemis de classe, pour entraver la construction socialiste du pays en invoquant « la parole de Dieu ». Ces menées ne trouvèrent pas d'appui chez les masses. Le peuple écoutait et traduisait dans les faits la parole du Parti.

Dès la proclamation de la République populaire, la Constitution stipulait la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la laïcisation de l'enseignement. Elle interdisait également l'utilisation de l'Eglise et de la religion dans des buts politiques ainsi que la création d'organisations politiques sur des bases religieuses. Une loi édicta l'expropriation de la majeure partie des terres et des autres biens des institutions religieuses. La publication de toute littérature religieuse fut interdite, les possibilités de formation de cadres religieux furent d'abord limitées puis supprimées. Toutefois, le Parti et l'Etat n'interdirent pas les différentes confessions, l'existence des communautés religieuses, ni leurs rites. Ils ne pouvaient non plus interdire les coutumes qui, liées à la religion, et bien que réactionnaires dans leur essence, ne constituaient pas une violation directe des lois de l'Etat. Le Parti ne pouvait blesser les

sentiments d'une masse de travailleurs, surtout dans les campagnes, qui étaient très attachés au Parti et au pouvoir populaire, mais qui continuaient de croire en l'une ou l'autre religion, bien qu'ils ne fissent pas preuve d'un fanatisme excessif. L'abolition de la conception religieuse du monde devait être la conséquence des convictions idéologiques des masses.

La Lutte antifasciste de libération nationale et la construction socialiste du pays furent en elles-mêmes une grande école d'éducation à théiste des travailleurs. Elles ont appris aux gens que la liberté et l'indépendance, le progrès et la prospérité ne viennent pas des prières ni ne sont des cadeaux offerts par « Dieu », mais que ces biens se conquièrent par la lutte et les combats des hommes eux-mêmes, qu'ils sont l'œuvre des masses populaires. Dans le même temps, afin de libérer les gens des croyances religieuses et des coutumes rétrogrades, le Parti mena une vaste propagande athéiste et scientifique à travers la presse, la radio, les diverses publications, les cours, les débats, le cinéma, etc. L'école aussi a joué un rôle très important en propageant la culture, l'instruction et les connaissances scientifiques.

Désormais, les conditions nécessaires étaient créées pour passer à un stade plus élevé de la lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades. Après le V^e Congrès et le discours du camarade Enver Hoxha du 6 février 1967, cette lutte s'engagea sur un large front et revêtit le caractère d'un vaste mouvement de profond contenu idéologique. Elle embrassa toutes les couches du peuple, surtout la jeunesse, mais aussi les plus anciens. Elle fut dirigée, à travers des actions concrètes, non seulement contre la conception réactionnaire et religieuse du monde, mais aussi contre toute base matérielle qui conservait et alimentait la religion et les coutumes rétrogrades.

Dans les villes comme dans les campagnes, la jeunesse et les masses populaires se dressèrent en demandant la fermeture des églises, des mosquées, des tégés et des monastères, de tous « les lieux de culte » ; les ecclésiastiques devaient renoncer à leur vie parasitaire, travailler et vivre comme tout le monde, du fruit de leur labeur. Dans des réunions et conférences populaires, organisées par le Front démocratique et l'Union de la jeunesse, où avaient lieu d'ardents débats, le peuple dénonçait le rôle antinational et antipopulaire de la religion et du clergé réactionnaire, des coutumes religieuses, il se prononçait pour la suppression des lieux de culte et leur transformation en foyers de la culture, pour l'abandon des rites religieux et des coutumes rétrogrades, pour l'élimination des icônes, des livres et autres symboles religieux dans chaque demeure.

Ces initiatives du peuple furent puissamment appuyées par les organisations du Parti et les organes du pouvoir populaire.

En supprimant les foyers religieux, on détruisait des bases importantes d'intoxication des consciences et qui servaient aussi de nids à des menées hostiles.

L'Albanie devint ainsi le premier pays au monde sans églises ni mosquées, sans prêtres chrétiens ni musulmans.

Tout en soutenant le mouvement populaire de lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, le Parti le guidait avec circonspection. Il empêchait toute orientation erronée et il prévint à temps toute action hâtive, ne répondant pas à la volonté de la masse de la population. Il conseilla au peuple de remplacer les jeûnes et d'autres usages qui se rattachaient à la religion, par des fêtes, des pratiques et des normes nouvelles, de contenu socialiste. Les actions de masse ayant pour objectif de détruire les bases de la religion, s'accompagnèrent d'un travail intense d'explication athée et scientifique de la part du Parti.

Le Comité central recommandait aux organisations du Parti de combattre toute conception étroite du problème de la lutte contre la religion, toute manifestation d'autosatisfaction due aux brillants succès remportés dans un très bref laps de temps. La suppression des églises et des mosquées n'avait pas éliminé la religion comme conception du monde. La religion a des racines très profondes. Elle se fonde et s'entrelace par mille liens avec les coutumes rétrogrades, qui ont leur source dans les siècles

lointains, qui subsistent et agissent pendant une très longue période de temps. Aussi était-il nécessaire de mettre à nu la source, la base philosophique idéaliste et réactionnaire des coutumes rétrogrades, des pratiques et des dogmes religieux et de lutter pour la détruire. « Nous devons être réalistes, conseillait le camarade Enver Hoxha, la lutte contre les coutumes, les traditions, les anciennes normes, les conceptions religieuses... n'a pas pris fin. C'est une lutte longue, compliquée et difficile ». (*Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., pp. 89-90.*)

En plus du travail d'éducation, la création de toutes les conditions matérielles et morales appropriées au cours du processus révolutionnaire de construction intégrale de la société socialiste, contribuait à liquider les préjugés religieux et à inculquer la conception du monde matérialiste révolutionnaire dans les consciences.

Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme

C'est le camarade Enver Hoxha qui lança le 6 février 1967 l'appel à ce mouvement : « Tout le Parti et le pays doivent se dresser, jeter au brasier les coutumes rétrogrades et lordre le cou à quiconque foule aux pieds la loi sacrée du Parti qui défend les droits des femmes et des jeunes filles ». (*Enver Hoxha, Discours du 6 février 1967. Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., p. 6.*)

Les organisations du Parti et, sous leur direction, les organisations de l'Union de la femme, du Front démocratique, des Unions professionnelles, de l'Union de la jeunesse, se dressèrent pour exécuter la directive du Parti sur la libération complète de la femme. Le mouvement était si puissant qu'il embrassa même des couches sociales qui étaient d'abord restées indifférentes ou sur des positions conservatrices quant à l'émancipation de la femme. Dans des réunions et assemblées à large participation, qui furent organisées aux quatre coins du pays, jeunes gens et jeunes filles, hommes et femmes, vieux et vieilles, condamnaient hardiment les coutumes et les conceptions conservatrices, patriarcales, féodales et bourgeoises, les croyances religieuses, les coutumiers moyenâgeux qui avaient servi d'instruments d'asservissement de la femme albanaise dans le passé. Les masses populaires s'engageaient unanimement devant le Parti à balayer une fois pour toutes les survivances des coutumes et des coutumiers barbares. La participation plus vivante que jamais des femmes elles-mêmes à la lutte pour leur libération complète revêtait une extrême importance. C'était la première fois que les femmes et les jeunes filles des zones montagneuses du pays et de toutes celles où le poids des coutumes, des coutumiers et des préjugés religieux avaient très lourdement pesé sur elles, se lançaient avec tant de force dans cette lutte. Le mouvement pour la complète égalité des droits entre l'homme et la femme, entre les garçons et les filles, commença également à faire sentir ses effets au sein des familles.

Le déclenchement du mouvement pour l'émancipation complète de la femme était le résultat direct et naturel de la lutte et du grand travail que le Parti n'avait cessé de mener depuis sa fondation. Le Parti avait montré aux femmes albanaises que la seule voie vers leur émancipation était leur participation la plus vaste et la plus vivante possible à la lutte du peuple pour la libération nationale et sociale, pour l'abolition de toute oppression et exploitation, leur participation à la vie politique et sociale, au travail pour la construction socialiste du pays.

Suivant les enseignements du Parti, la femme albanaise, en participant activement à la lutte antifasciste de libération nationale, conquit au prix du sang versé l'égalité des droits avec l'homme.

Guidée par le Parti, la femme albanaise, affranchie de l'oppression et de l'exploitation de classe, au même titre que tous les autres travailleurs, devint une grande force dans tous les domaines de la construction de la société socialiste. Les progrès enregistrés dans la voie de l'émancipation complète de la femme albanaise en moins de deux décennies, furent considérables, si l'on tient compte du fait que dans le passé l'immense majorité des femmes avaient été des esclaves, que plus de 90 pour cent d'entre elles avaient été des illettrées.

Malgré ces progrès, le Parti était conscient qu'il restait beaucoup à faire pour l'émancipation complète de la femme.

Considérant la libération complète de la femme comme un problème social d'une extrême importance, sans la solution duquel « la liberté du peuple et de chacun, le progrès du pays et la réalisation de nos objectifs sont inconcevables » (*Documents principaux du PTA, t. V. éd. alb., p. 260.*), le Plénum du Comité central du Parti examina ce problème au cours d'une réunion spéciale qu'il tint en juin 1967.

Le Plénum définit les orientations à suivre pour intensifier le mouvement de libération complète de la femme et rehausser son rôle dans la société socialiste.

Le Comité central du Parti souligna une fois de plus que la voie principale conduisant à la libération complète de la femme consistait à la faire participer le plus largement possible au travail de production et à la vie politique, sociale et culturelle.

Tout le Parti, le pouvoir populaire et les organisations sociales se mobilisèrent pour appliquer les directives du Comité central.

Les succès remportés au cours des années de dictature du prolétariat dans la participation de la femme au travail, s'accrurent et s'accrochèrent. En 1971, les femmes représentaient 45 pour cent de la totalité des travailleurs du pays. Ce problème, d'une importance décisive pour la libération de la femme, pouvait désormais être considéré comme résolu.

De bons résultats furent également enregistrés dans la participation de la femme à la vie politique et sociale. Le nombre des députés et conseillers femmes augmenta sensiblement. En 1970, elles représentaient 42 pour cent des membres des organes élus du pouvoir d'Etat. Le nombre des femmes admises au Parti s'accrut plus qu'en toute autre période. En 1971 elles représentaient 22,05 pour cent du total des membres, en regard de 12,47 pour cent en 1966. Dans la même période, le nombre des camarades femmes dans les plénums des comités du Parti augmenta aussi, passant de 8 pour cent à 25,1 pour cent.

Le Comité central demandait d'opérer un tournant dans le domaine de la promotion sociale des femmes dans son ensemble, de façon à assurer une plus vaste participation féminine aux fonctions de direction, tant dans le secteur de la production que dans les activités politiques, sociales et culturelles, afin que sur ce plan aussi la femme devînt l'égal de l'homme. Mais il restait à mener un travail considérable et une âpre lutte, à surmonter nombre d'obstacles avant d'atteindre cet objectif.

Les anciennes conceptions qui dédaignaient la femme, et qui étaient profondément ancrées dans les consciences, des hommes en particulier, mais aussi des femmes, constituaient un grand obstacle. Le Parti jugeait avant tout indispensable de combattre ces conceptions avec plus de persévérance, de rigueur et de façon plus systématique.

Un autre obstacle était constitué par le bas niveau de culture, d'instruction et technico-professionnel des femmes par rapport à celui des hommes. Afin de le surmonter, le Comité central chargea les organes du Parti et du pouvoir de prendre toutes les mesures requises pour faire en sorte que, aux termes de la loi de la scolarisation obligatoire, toutes les filles terminent le cycle d'études de huit ans, qu'un nombre toujours croissant d'entre elles poursuivent des études secondaires de formation générale, et qu'il leur soit donné la priorité pour l'inscription aux écoles professionnelles et aux établissements d'enseignement supérieur. Il recommandait également de faire des efforts pour assurer une plus vaste participation des femmes aux écoles du soir ainsi qu'aux cours de qualification. Grâce aux mesures arrêtées en vue de l'application de cette directive, le pourcentage des femmes scolarisées s'accrut. En 1971, les femmes représentaient 43 pour cent des travailleurs dotés d'une instruction secondaire ou supérieure. Le nombre des femmes médecins et ingénieurs était, à lui seul, plus élevé que celui des filles qui suivaient les cours des écoles primaires et secondaires en 1938. Mais une

longue période de temps serait encore nécessaire pour que le niveau d'instruction, de culture et technico-professionnel des femmes atteignît celui des hommes.

Un autre obstacle très sérieux sur la voie de la réalisation de l'égalité complète entre les hommes et les femmes, était constitué par le fait que celles-ci étaient astreintes aux travaux domestiques. Les classiques du marxisme-léninisme ont prévu que la femme ne serait totalement affranchie de l'asservissement à ces travaux qu'à travers la socialisation de l'économie domestique, la transformation de cette économie en branche de la production sociale. Mais il s'agit là d'un problème compliqué, qui exige une base matérielle et technique du régime socialiste très avancée, des moyens matériels et financiers si importants que l'Etat socialiste pendant une longue période n'est pas en mesure d'assurer totalement.

Afin de libérer la femme du lourd fardeau des travaux domestiques le Parti demandait, sans attendre que la socialisation de l'économie domestique fût complètement réalisée, un effort plus persévérant dans deux directions principales. D'abord, chaque homme devait se sentir socialement obligé d'aider la femme dans les travaux du ménage, pour lui faciliter le lourd fardeau de ces travaux qui ne pesaient que sur elle. Il était nécessaire de substituer à l'ancienne conception, dans l'esprit de chaque homme, de chaque garçon, dès l'âge le plus tendre, en l'y inculquant profondément, la nouvelle conception selon laquelle les travaux domestiques n'incombent pas seulement aux femmes, mais aussi aux hommes, à tous les membres de la famille. En outre, le réseau des services sociaux devait mieux être mis à profit et élargi plus rapidement. C'est ainsi que le nombre des crèches et des jardins d'enfants s'accrut au-delà des prévisions; des cantines, des blanchisseries, furent mises sur pied et l'on augmenta la production et la mise en vente d'un plus grand nombre d'appareils ménagers et de produits alimentaires prêts à être consommés.

L'émancipation complète de la femme dépend dans une grande mesure du développement des rapports socialistes dans la famille.

Afin de créer et de renforcer la famille nouvelle socialiste, selon les enseignements du Parti, la lutte pour extirper les anciens rapports dans la conclusion des mariages et dans la vie conjugale, pour établir de nouveaux liens conjugaux et de justes rapports entre le mari et la femme, entre celle-ci et les autres membres de la famille, des rapports affranchis de l'attachement à la propriété privée, aux normes religieuses, aux coutumes et aux conceptions rétrogrades, cette lutte donc devint plus intense et plus concrète. Pour soutenir et renforcer davantage les rapports socialistes dans la famille, on révisa certaines anciennes normes juridiques qui régissaient les rapports familiaux, et y substitua de nouvelles normes conformes aux conditions de la nouvelle étape de développement de la révolution socialiste.

L'émancipation complète de la femme restait l'une des tâches capitales de la révolution socialiste et l'un des fronts les plus importants de la lutte de classe. La lutte sur ce front ne devait absolument pas s'arrêter à mi-chemin, sinon la révolution et la construction socialistes elles-mêmes connaîtraient le même sort.

Le mouvement pour la révolutionnarisation de l'école

La lutte pour accomplir la tâche fixée par le V^e Congrès pour la révolutionnarisation de l'école, revêtit aussi le caractère d'un vaste mouvement populaire. Ce mouvement engloba tous les aspects du travail d'éducation.

Des actions furent entreprises pour la révolutionnarisation du contenu des cours, pour modifier ou améliorer les programmes d'enseignement et les manuels scolaires, pour appliquer de nouvelles formes et méthodes d'enseignement plus révolutionnaires.

Dans les écoles, un vaste mouvement se déclencha en vue de l'étude systématique des documents du Parti et des Œuvres du camarade Enver Hoxha.

Toute la jeunesse scolaire se dressa dans la lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades, et cela non seulement dans le cadre de l'école, mais aussi dans la vie extra-scolaire.

Les initiatives tendant à rattacher l'école à la production, revêtaient une très grande importance. Les actions de masse de la jeunesse, au niveau national et local, dans divers grands travaux qui englobèrent toute la jeunesse lycéenne et estudiantine, jouèrent un rôle important dans ce sens. En outre, des bases de production (petites usines et ateliers) furent mises sur pied petit à petit auprès des écoles, en même temps que des liens étaient établis avec les entreprises d'Etat et les coopératives agricoles. Le nombre des ouvriers et des coopérateurs inscrits aux écoles du soir augmenta.

Dans le même temps, des mesures furent prises pour relier plus solidement l'étude proprement dite à l'aguerrissement physique et à la préparation militaire, en consacrant maintenant plus de temps à ce dernier aspect et en utilisant des méthodes et des formes nouvelles.

L'activité extra-scolaire des enseignants et des élèves fut particulièrement vivifiée. Le Parti soutint les initiatives des enseignants, qui se propagèrent dans tout le pays, en vue d'une liaison plus étroite des maîtres d'école avec les masses paysannes.

Le mouvement de révolutionnarisation de l'école était pénétré d'un esprit de critique révolutionnaire des normes et des méthodes périmées, conservatrices et réactionnaires de la pédagogie traditionnelle bourgeoise, ainsi que des rapports rigides et officiels entre enseignants et enseignés.

Le Parti traitait la révolutionnarisation de l'école comme une très importante composante de la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture, mais aussi comme une arme servant à promouvoir la révolution scientifique et technique.

Le Parti a toujours témoigné à l'école un soin particulier. Après l'instauration du pouvoir populaire, l'école albanaise s'était transformée en un berceau de savoir, de culture et d'éducation révolutionnaire au service des larges masses populaires, en une forge où étaient formés les cadres destinés à tous les secteurs de la vie du pays.

Toutefois, l'école en Albanie ne s'était pas tout à fait affranchie de l'influence de la pédagogie et de l'école bourgeoises. L'enseignement et l'éducation étaient généralement détachés de la vie, de la production. Les méthodes d'enseignement n'étaient pas entièrement dépouillées de formalisme et de conservatisme. Dans les rapports entre enseignants et élèves s'observait un certain officialisme, et le développement de la personnalité de l'élève était quelque peu bridé. C'étaient là autant de phénomènes hérités de l'ancienne école. L'école soviétique avait également influé dans ce sens. L'expérience de cette dernière avait été utile à l'enseignement albanais, mais il apparut que cette école non plus ne s'était pas affranchie des traits de la pédagogie bourgeoise, qu'elle avait donc aussi ses aspects négatifs.

Les transformations radicales apportées à la base économique et sociale de l'Albanie exigeaient absolument que l'école, en tant qu'élément de la superstructure, subît des transformations révolutionnaires qui correspondent mieux à cette base et à l'objectif de la construction intégrale de la société socialiste.

Le camarade Enver Hoxha donna les orientations pour une révolutionnarisation plus poussée de l'école au cours d'une réunion du Bureau politique du CC du PTA, tenue le 7 mars 1968. Ces orientations comportaient une analyse plus approfondie des idées qu'il avait exposées en décembre 1965 à Tirana, dans son discours à l'école secondaire « Qemal Stafa ». Le discours au Bureau politique sur « la révolutionnarisation continue de notre école » constituait un grand programme de travail:

L'école, indiquait-il, a pour première mission de raffermir et de perfectionner la formation de l'homme nouveau selon la conception révolutionnaire marxiste-léniniste. A cette fin, l'étude du marxisme-léninisme à travers le matérialisme dialectique et historique, l'économie politique et l'histoire du Parti, matières figurant dans les programmes, devait être organisée sur des bases plus solides. Le marxisme-léninisme devait être étudié aussi à travers d'autres matières, qui devaient être totalement pénétrées de la philosophie marxiste-léniniste et de la politique prolétarienne du Parti.

L'aguerrissement révolutionnaire des élèves, leur trempe selon la conception marxiste-léniniste du monde devaient se réaliser à travers une étroite liaison de l'étude avec la vie, de l'école avec la production, avec le travail pour la construction socialiste et la défense de la patrie, à travers la participation vivante des pionniers et des jeunes au travail socialement utile, à la vie politique et économique, à la lutte de classe.

L'étroite liaison de l'étude avec le travail productif et la préparation militaire et physique, avec la vie du pays, est également dictée par la nécessité de résoudre les graves problèmes socio-économiques et technico-scientifiques du développement des forces productives, de la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, ainsi que les problèmes de la défense.

Le système d'enseignement devait être perfectionné suivant ces orientations.

Il serait procédé à la révision et à la refonte des programmes et des manuels dans toutes les catégories d'écoles, en en élevant le niveau scientifique et en les débarrassant de tout ce qu'ils avaient de superflu et d'inutile, de la phraséologie et des formulations embrouillées, surtout de tout vestige d'idéalisme. « Nous ne devons pas concevoir l'école nouvelle, socialiste, indiquait le camarade Enver Hoxha, comme pouvant abriter toutes sortes de textes où se côtoient la conception idéaliste-bourgeoise et la conception marxiste-léniniste. Nous ne devons faire aucune concession à la philosophie idéaliste bourgeoise et pas la moindre concession à la théologie ». (*Enver Hoxha, Discours du 7 mars 1968, Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., p. 82.*)

Les méthodes d'enseignement et d'éducation devaient être révolutionnalisées plus avant, en rejetant les méthodes surannées de la pédagogie bourgeoise, le formalisme, les stéréotypes et le dogmatisme, la phraséologie creuse, propres à cette pédagogie.

Un tournant radical était également exigé dans les rapports entre enseignants et enseignés. Il fallait pour cela éliminer l'officialisme et la tutelle bureaucratique dans ces rapports, promouvoir l'esprit de démocratie révolutionnaire à l'école, une conception révolutionnaire de la discipline et de l'autorité de l'enseignant, tout en encourageant la pensée créatrice des élèves et des étudiants.

La révolutionnarisation de l'école exigeait aussi des enseignants révolutionnaires pénétrés du matérialisme dialectique, des idées du marxisme-léninisme, qui connaissent et appliquent avec détermination la ligne politique du Parti, et s'efforcent en même temps de façon incessante d'élargir le champ de leurs connaissances scientifiques et d'élever leur capacité professionnelle.

Le Parti fit de la révolutionnarisation de l'école l'affaire de tous ses membres, du pouvoir, du peuple tout entier. Il organisa à cette fin un grand débat populaire, qui se déroula sur la base des thèses et des orientations formulées par le camarade Enver Hoxha et se prolonga pendant près d'un an. Le débat fut dirigé par une commission spéciale du CC du PTA, présidée par le camarade Mehmet Shehu. Au cours de ce débat, quelque 600 000 personnes firent des suggestions, des observations critiques et des propositions utiles.

C'est le Plénum du Comité central du Parti, tenu en juin 1969, qui fit l'analyse de ces suggestions, observations et propositions. Sur la base de cette analyse et des thèses du camarade Enver Hoxha, il adopta des décisions importantes relatives à la révolutionnarisation continue de l'école albanaise. (*Ces décisions figurent dans le rapport du Bureau politique du CC du PTA, présenté par le camarade*

Mehmet Shehu au Plénum du CC du PTA, le 26 juin 1969. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. V, pp. 552-629.)

Ces décisions avaient pour essence l'orientation principale donnée par le Parti : « Créer une école qui puisse répondre complètement aux tâches de la construction intégrale de la société socialiste ».

Conformément à ces décisions, il fut procédé à la réorganisation de l'école à tous ses degrés.

L'enseignement de huit ans devint obligatoire dans toutes les zones du pays.

Le réseau du cycle inférieur de deux ans de l'enseignement technico-professionnel fut élargi en vue de la formation d'une nouvelle force de travail qualifiée.

L'enseignement secondaire, de cycle quadriennal, fut enrichi d'une série de nouvelles écoles secondaires de formation générale et professionnelle des diverses branches. Il fut étendu dans tous les districts même dans les zones montagneuses.

La structure de l'enseignement supérieur fut améliorée, l'objectif étant ici de former des spécialistes supérieurs dans les diverses branches. La durée du cycle des écoles supérieures fut en général réduite d'un an.

A l'issue de leurs études secondaires, les étudiants n'étaient admis aux établissements d'enseignement supérieur qu'après avoir travaillé une année dans la production. Tout étudiant, après le cycle d'enseignement fixé, était tenu de faire dans un travail concret (correspondant à sa branche) un stage de 8 à 9 mois au cours duquel il se préparait aussi à l'examen d'obtention de son diplôme.

Le nombre des élèves et des étudiants fréquentant des cours réguliers ou pour travailleurs augmenta sensiblement. En 1970, ce nombre avait augmenté de 30 pour cent par rapport à 1965; celui des ouvriers et des coopérateurs qui allaient à l'école, avait triplé. Outre le grand nombre d'écoles de huit ans et secondaires, plusieurs filiales de l'Université de Tirana furent créées dans plusieurs villes et centres industriels.

Le système d'enseignement régulier engloba, à part les écoles, de nombreux cours d'orientations diverses et relativement spécialisés, en vue de la qualification, du recyclage et de la spécialisation des travailleurs.

La réorganisation de l'école assurait avant tout un plus sain contenu idéologique prolétarien de l'enseignement et de l'éducation, une assimilation plus profonde de la théorie marxiste-léniniste et de la ligne politique révolutionnaire du Parti.

La consécration légale de la liaison de l'enseignement avec le travail productif et l'éducation physique et militaire revêtit une importance particulière. Cette liaison devint plus organique.

L'école réorganisée avait aussi pour objectif de doter les écoliers et les étudiants d'une meilleure formation au niveau de l'instruction et de la culture, d'une formation scientifique et pluridisciplinaire.

L'école opéra un tournant surtout dans le sens des principes et des méthodes de la pédagogie révolutionnaire marxiste-léniniste ainsi que des normes de la démocratie socialiste, qui furent maintenant plus parfaitement appliquées.

On clarifia mieux également la conception révolutionnaire selon laquelle l'école en régime socialiste ne forme pas seulement des cadres dirigeants, des fonctionnaires, qu'elle ne délivre pas de diplômes pour des fonctions privilégiées d'intellectuels, mais qu'elle prépare des ouvriers et des coopérateurs

instruits, des spécialistes révolutionnaires, aptes et prêts à servir fidèlement le peuple et le socialisme, là où la patrie a besoin d'eux.

L'école, de même que tous les autres secteurs de la vie du pays, fut soumise plus systématiquement au contrôle direct des larges masses travailleuses, surtout de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice.

Le processus de révolutionnarisation de l'école n'allait pas sans obstacles ni difficultés. Le Parti et le pouvoir devaient livrer une âpre lutte aux mentalités, habitudes, méthodes et anciennes pratiques régressives, résoudre au prix de grands efforts des problèmes de caractère matériel et financier, mais aussi de caractère idéologique et social, afin de mettre en œuvre les décisions du Plénum du Comité central sur l'école. Il s'avéra également nécessaire de combattre et de liquider certaines tentatives de l'ennemi de classe pour faire obstacle à ce mouvement de révolutionnarisation.

Le Parti était conscient que la révolutionnarisation de l'école ne prenait pas fin avec une campagne. Elle devait être un processus continu, qui, comme tout processus, progresserait à travers une âpre lutte de classe et un vaste travail créateur dans tous les domaines.

Pour la révolutionnarisation de la littérature et des arts

La lutte pour la révolutionnarisation de la vie du pays embrassa également la littérature et les arts, qui constituent « l'un des secteurs importants de l'activité idéologique du Parti ». (*Enver Hoxha, Discours à la 17^e Conférence du Parti de Tirana, 21 décembre 1968. Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., p. 276.*)

Ce secteur a toujours été au centre de l'attention du Parti et du pouvoir populaire. C'est à cela que la littérature et les arts de l'Albanie nouvelle, créés au cours des années de dictature du prolétariat, doivent d'avoir progressé à pas sûrs dans la juste voie du réalisme socialiste. Après les orientations données en octobre 1965 par le Plénum spécial du Comité central du Parti sur la littérature et les arts, la création dans ce domaine avait pris un nouvel essor, s'était enrichie d'œuvres nouvelles d'une haute qualité artistique et d'un sain contenu idéologique, elle revêtit également un caractère plus combatif et acquit une plus grande force éducative.

Mais la bourgeoisie et le révisionnisme moderne menaient une lutte acharnée contre la méthode scientifique du réalisme socialiste, cependant que dans les pays capitalistes et bourgeois-révionnistes les courants modernistes avaient connu une très large diffusion dans la littérature et les arts. La littérature et les arts en Albanie n'étaient pas immunisés contre les influences de ces courants. Le V^e Congrès du Parti avait critiqué les institutions culturelles et artistiques, l'Union des Ecrivains, la Maison d'éditions, les organes de la presse littéraire, les organisations de base et les cadres dirigeants de ces institutions, qui ne faisaient pas preuve de la vigilance requise et avaient laissé paraître des travaux littéraires et artistiques, dont le contenu ne se conciliait pas avec l'idéologie prolétarienne, qui ne menaient pas une lutte continue pour l'application des orientations du Parti dans ce domaine. Il avait fixé pour tâche de renforcer la lutte pour le développement d'une littérature et d'un art de réalisme socialiste, de promouvoir une rapide révolutionnarisation des publications littéraires, de l'ensemble de la création littéraire et artistique.

Le Parti et les institutions culturelles et artistiques arrêterent toute une série de mesures en vue de la parfaite application de cette directive. Les œuvres littéraires et artistiques d'un contenu faible et inapproprié furent soumises à une critique sous tous les aspects. La lutte fut dirigée tout à la fois contre les conceptions libérales et modernistes bourgeoises et révisionnistes, et contre les conceptions conservatrices. On dénonça surtout la prétendue « théorie de la distance », selon laquelle la littérature et les arts ne peuvent représenter la réalité sur-le-champ sans que leur niveau artistique en soit affecté. Cette théorie bourgeoise coupe l'écrivain et l'artiste de la réalité, de la vie et de l'activité vivante des masses.

Le Comité central du Parti suivait de près la lutte pour la révolutionnarisation de la littérature et des arts. Afin de donner à cette lutte une plus puissante impulsion, la direction du Parti revint en décembre 1968 sur les problèmes aigus et délicats de la création littéraire et artistique, en demandant que cette création se mette à tout prix au même pas que les masses populaires, au pas de la classe ouvrière. Le camarade Enver Hoxha définissait le mot d'ordre du Parti, sur lequel doivent se guider la littérature et les arts : « Tout doit être fait pour le bien du peuple, tout ce qui est créé doit porter le sceau de la création populaire, de l'esprit révolutionnaire, du réalisme socialiste. En dehors de cela, rien ne vaut ». (*Enver Hoxha, Discours à la 17e Conférence du Parti de Tirana. Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., p. 286.*)

Répondant à cette orientation fondamentale du Parti, nombre d'écrivains et d'artistes s'en allèrent vivre et travailler dans des centres industriels, dans des chantiers de construction et des coopératives agricoles. La vie auprès des ouvriers et des paysans, la participation, côte à côte avec eux, au travail de production, leur apprirent à mieux connaître l'héroïsme des masses, leur esprit et leur force créatrice, leurs progrès gigantesques, les problèmes aigus, les mérites et les défauts, et aussi les obstacles et les difficultés que comportait l'œuvre d'édification socialiste. Cela contribua à rendre leur création plus riche, plus réaliste, plus révolutionnaire, plus militante qu'elle ne l'avait jamais été.

Le mouvement artistique amateur dans les entreprises et les coopératives agricoles connut à cette époque un nouvel essor. Cela permit de porter à un niveau supérieur le rôle des masses dans la création de l'art nouveau.

Le mouvement de révolutionnarisation de la littérature et des arts entraîna l'approfondissement de la lutte de classe en ce domaine. La révolutionnarisation de l'activité littéraire et artistique déjouait les plans des éléments hostiles camouflés, qui espéraient frapper la ligne du Parti, le régime socialiste à travers les influences bourgeoises et révisionnistes sur le front de la culture, de la littérature et des arts et ne ménageaient pas leurs efforts dans ce sens. Le discours du camarade Enver Hoxha en décembre 1968, qui portait un coup écrasant aux manifestations étrangères dans ce domaine, les bloqua, les obligea à battre en retraite, à changer de tactique pour avoir l'air de soutenir la révolutionnarisation. En réalité, ils ne renoncèrent pas à leur activité de sape, ils s'efforcèrent seulement de mener un plus grand tapage pour donner l'impression qu'ils appliquaient les directives du Parti « de façon créatrice ».

Mais les ennemis ne disposaient pas d'une base et de forces suffisantes pour freiner le processus de révolutionnarisation de la littérature et des arts en Albanie. Dans le cours de l'âpre lutte de classe et de la politique révolutionnaire que suivait le PTA dans cette lutte, se découvrait leur vrai visage, la pourriture de leurs conceptions bourgeoises révisionnistes, que le Parti et les masses travailleuses devaient définitivement extirper.

4. LA REVOLUTIONNARISATION DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE

La révolutionnarisation dans le domaine économique se concentra essentiellement sur l'approfondissement de la révolution scientifique et technique, sur le perfectionnement de la direction de l'économie et sur la réalisation des tâches du 4^e plan quinquennal.

L'approfondissement de la révolution technique et scientifique

Le Plénum du Comité central d'octobre 1967 arriva à la conclusion que les exigences de la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme ne pouvaient être satisfaites sans un nouveau progrès de la révolution scientifique et technique en tant que composante de la révolution socialiste.

Le développement de l'économie socialiste en Albanie avait ouvert au pays de nouvelles perspectives. « Mais que faut-il faire pour réaliser ces perspectives ? », demandait le camarade Enver Hoxha au Plénum. « Engageons-nous avec des forces décuplées dans la révolution technique et scientifique et

cela non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture et tous les autres secteurs. Nous devons dépasser partout la phase artisanale et atteindre une technique avancée, une agrotechnique moderne. Nous pouvons déclarer que nous avons assuré les bases nécessaires pour approfondir la révolution technique et scientifique. » (*Enver Hoxha. Discours au 3^e plénum du CC du PTA, 14 octobre 1967. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 250.*)

Cette révolution devait éliminer toutes les pratiques et mentalités artisanales dans la production, libérer les travailleurs du complexe d'infériorité vis-à-vis de la technique, de ce complexe qui avait été enfoui dans leur conscience, et créé dans les conditions du retard de jadis. Elle devait permettre d'étendre le plus possible, d'appliquer et d'assimiler le plus profondément possible la technique moderne et les connaissances scientifiques dans la production.

La question de la mécanisation fut considérée à l'époque comme le maillon principal de la révolution technique et scientifique. Le développement de l'industrie mécanique devait permettre de résoudre nombre de problèmes techniques et économiques, de produire dans le pays même des pièces de rechange, des équipements et des machines pour les mines, l'industrie pétrolière, l'agriculture, la construction, etc., satisfaisant ainsi de multiples besoins. Le Parti demandait, d'une part, que l'on exploitât à fond toutes les capacités productives de l'industrie mécanique existante, qu'on la développât davantage, en résolvant une série de problèmes concernant la concentration et la spécialisation de cette branche en même temps que sa coopération avec d'autres branches.

Pour approfondir la révolution technique et scientifique, il fallait résoudre un certain nombre d'autres questions se rattachant au développement de l'économie populaire. Cela exigeait une mobilisation intense et une meilleure organisation de l'étude de la théorie et des lois scientifiques, l'application d'une discipline scientifique rigoureuse, une préparation et une qualification plus systématiques et plus solidement fondées des cadres, des spécialistes et des travailleurs de tous les secteurs, des efforts plus tenaces de leur part pour maîtriser la technologie avancée.

Le camarade Enver Hoxha attirait, entre autres, l'attention sur la nécessité d'une plus juste compréhension de la révolution technique et scientifique dans les conditions du socialisme. « Ce serait une erreur, soulignait-il, de penser que la révolution technique et scientifique sera réalisée uniquement par quelques gens instruits... Non, la révolution technique et scientifique, comme toute autre révolution véritable, sera accomplie par les larges masses... de travailleurs... » (*Ibid., p. 255.*) Aussi le Parti fixait-il pour tâche de faire de l'assimilation de la technique, de la qualification, de la spécialisation, de l'expérimentation scientifique, des novations, des inventions et des rationalisations, l'affaire des grands collectifs, le bien des masses. A cette fin, il demandait de réaliser une parfaite unité au travail entre les ouvriers, les ingénieurs et les techniciens, entre les agriculteurs et les agronomes. La nouvelle génération, que le Parti et l'Etat socialiste entouraient de leur sollicitude pour promouvoir son niveau idéologique, politique, d'instruction et de formation technique, devait servir de pilier à cette révolution.

Les directives du Parti concernant la révolution technique et scientifique donnèrent un nouvel essor à ce mouvement. Dans leur application même, virent le jour des initiatives des masses travailleuses dans les domaines de la production, de l'éducation, de l'organisation et de la direction. Celui des inventions et des rationalisations en particulier gagna en ampleur. Le travail de recherche et d'expérimentation scientifique fut assis sur des bases plus solides.

Le Parti, qui dirigeait cette révolution pour l'approfondir et l'élargir sans cesse, veillait en même temps à ce qu'elle se développe toujours dans la juste voie. Les idéologues bourgeois et révisionnistes présentaient la révolution technique et scientifique comme une panacée universelle, qui supprimerait tous les maux du capitalisme, ses antagonismes, qui éteindrait la lutte de classes, et transformerait la société capitaliste en une société socialiste ! Rejetant ces thèses absurdes de la bourgeoisie et du révisionnisme moderne, le camarade Enver Hoxha soulignait que, malgré le grand rôle que joue la révolution scientifique et technique, « le seul mouvement capable d'abattre le pouvoir de la

bourgeoisie capitaliste et des révisionnistes modernes, pour y substituer le socialisme, est et demeure la révolution prolétarienne et non pas la révolution scientifique et technique. » (*Enver Hoxha, Discours à la 18^e Conférence du Parti du district de Tirana. Discours 1971-1973, éd. fr., p. 52.*)

La révolutionnarisation continue de la gestion de l'économie

Les grandes tâches immédiates et à plus long terme du développement économique et l'approfondissement de la révolution technique et scientifique exigeaient une meilleure gestion de l'économie. Le perfectionnement de la gestion de l'économie était également dicté par l'achèvement de la collectivisation de l'agriculture en 1967 et par l'agrandissement continu des coopératives agricoles à travers leur fusion en des unités économiques plus importantes.

Mais le perfectionnement de la gestion de l'économie en général était entravé par la routine praticiste, le centralisme excessif. Ces faiblesses et défauts, comme le mit en relief le Plénum du CC du PTA en juin 1970, avaient leur origine dans le caractère petit-bourgeois prononcé de la structure économique de naguère et dans le retard culturel du pays, dans l'absence de traditions et d'une organisation avancée et scientifique au travail. Ils étaient dus également aux déformations bureaucratiques dans l'activité des organes de l'Etat et des organismes économiques, dans le travail du Parti et des organisations de masses.

Analysant la situation du moment, le Comité central décida d'adopter aussi un certain nombre de mesures de révolutionnarisation dans la gestion de l'économie. Les entreprises économiques et les coopératives agricoles se virent élargir leurs compétences, sans qu'il fût touché pour autant au principe de la direction centralisée de l'économie. « L'extension des droits et des compétences reconnus aux entreprises, soulignait le camarade Enver Hoxha, doit être considérée comme une mesure très importante, qui tend à assurer de meilleurs résultats dans le rapide essor de la production et à renforcer la démocratie socialiste dans la voie marxiste-léniniste. Tout cela vise à inculquer chez l'ouvrier le sentiment, la mentalité, la conviction qu'il est lui-même le maître de l'entreprise, qu'il la dirige lui-même, que le sort de l'entreprise et de la production dépend des ouvriers. » (*Enver Hoxha, Discours au Bureau politique, 7 décembre 1970. Rapports et discours 1970-1971, éd. alb., pp. 133-134.*)

En vue de perfectionner la direction scientifique révolutionnaire de l'économie, on s'attacha à suivre les orientations données par le V^e Congrès recommandant d'utiliser judicieusement et persévéramment les catégories et les leviers économiques en vue d'augmenter le rendement, d'abaisser les coûts de production, d'accroître et d'utiliser le plus efficacement possible l'accumulation, d'économiser sur les fonds de base et les fonds circulants, d'exploiter à fond les capacités productives et d'élever la rentabilité du travail des entreprises.

Le renforcement de l'organisation du travail joua un rôle décisif dans le perfectionnement et la révolutionnarisation de l'économie, dans l'approfondissement de la révolution technique et scientifique.

Les instructions données par le Plénum du CC du PTA, en juin 1970, sur la signification théorique et pratique de l'organisation du travail, servirent de base à la réalisation de ces tâches. Le Plénum expliquait que l'organisation est un élément constitutif de l'exécution d'une directive, d'une tâche, d'une loi. C'est un puissant moyen pour promouvoir le développement, toutes les activités en général et la pensée. Une organisation parfaite exige du savoir, une ferme volonté et des efforts inlassables. C'est un art qui se fonde sur de vastes connaissances scientifiques, politiques, économiques, théoriques. « Ne pas organiser le travail conformément aux exigences et aux lois objectives, enseignait le camarade Enver Hoxha, c'est s'exposer à de sérieux dangers qui risquent d'entraîner de graves échecs ». (*Enver Hoxha, Rapports et discours 1969-1970, éd. fr., p. 229.*)

Le Parti, en renforçant son travail de direction et d'organisation en matière économique, influa directement sur la révolutionnarisation de la direction de ce secteur.

L'accomplissement du 4^e plan quinquennal

La politique économique du Parti, son grand travail et celui des masses travailleuses pour révolutionnariser l'économie, donnèrent leurs fruits dans la réalisation des tâches du 4^e plan quinquennal.

Malgré l'encerclement et le blocus impérialistes-révisionnistes, le plan de la production industrielle globale fut réalisé avant terme, en quatre ans et sept mois. Sa croissance moyenne annuelle était de 12,9 pour cent, en regard des 8,7 pour cent prévus par les directives du V^e Congrès. Les augmentations les plus importantes étaient enregistrées dans les industries chimique, mécanique, électrique, des matériaux de construction, dont la production, dans ces cinq ans, s'accrut respectivement de 7, 3.2, 2.8 et 2.6 fois.

Au cours de ce quinquennat furent construits 200 établissements de grande importance pour l'économie et la culture populaires.

La production agricole également connut une augmentation considérable. Au cours du 4^e quinquennat l'agriculture reçut six fois plus d'engrais chimiques, et le niveau de mécanisation des travaux agricoles s'éleva de 80 pour cent.

Les chiffres du revenu national prévus furent dépassés. En même temps, les prévisions pour le mieux-être de la population furent parfaitement réalisées. Il n'y eut aucune hausse de prix, ni le moindre signe d'inflation, cependant que dans le monde capitaliste et révisionniste ces phénomènes étaient devenus dès lors des maladies chroniques et annonçaient le déclenchement d'une crise économique des plus vastes et des plus profondes.

L'électrification de tous les villages du pays, qui fut achevée en octobre 1970, 13 mois avant le terme fixé par la décision du Plénum du CC du Parti de décembre 1967, et l'abolition du système d'impôts par décision du Comité central du Parti et du Conseil des ministres en novembre 1968 constituaient deux grandes victoires de caractère économique et social. C'est ainsi que l'Albanie socialiste, jadis le pays le plus arriéré d'Europe, est devenue l'un des rares pays au monde dont tous les villages sont électrifiés et le premier où les taxes et les impôts ont été supprimés.

Le Comité central du Parti et le Gouvernement arrêtaient aussi toute une série d'autres mesures tendant à améliorer le bien-être matériel du peuple, comme la baisse des prix de quelques marchandises de large consommation, des médicaments, des insecticides, de quelques machines agricoles et d'un certain nombre de services ; la suppression de l'impôt annuel sur les revenus dans les coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes ; la remise gratuite des crédits accordés par l'Etat et la baisse des tarifs des SMT pour leurs travaux dans ces zones.

Le 4^e quinquennat, a dit le camarade Enver Hoxha, « entrera dans l'histoire comme une période de grandes initiatives populaires et d'héroïsme de masse, où la force unie du peuple sous la conduite du Parti, a secoué les montagnes et les plaines. » (*Enver Hoxha, Rapport au VI^e Congrès du PTA, Tirana 1972, éd. fr., p. 64.*)

5. LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE CONSEQUENT DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU PARTI

Le PTA suivait constamment et avec une très grande attention l'évolution de la situation internationale. Il ne le faisait pas en spectateur, mais de façon agissante, pour vivre activement les situations extérieures.

Vivre à l'heure de ces situations a toujours été pour le Parti et le peuple albanais une question vitale pour les destinées de la révolution et du socialisme en Albanie. Le Parti s'applique à les comprendre le plus à fond possible et à les juger correctement, à observer une attitude révolutionnaire marxiste-léniniste à l'égard de tel ou tel événement et de la situation internationale en général, à définir sans se tromper ses amis et ses ennemis, à prévenir les dangers qui menacent de l'extérieur l'indépendance nationale et le socialisme, à s'assurer le soutien des forces révolutionnaires, progressistes et éprises de liberté dans le monde, à savoir réaliser, selon les situations, toutes les tâches de la construction socialiste et de la défense de la patrie et à apporter sa contribution à la cause commune de la libération nationale et sociale des peuples.

Le Parti du Travail d'Albanie, appliquant les directives du V^e Congrès, pratiquait avec esprit de suite une politique extérieure de principe et conséquente dans toutes les directions et à propos de tous les problèmes.

Cette politique se reflète dans ses attitudes révolutionnaires face aux grands problèmes et aux événements internationaux et dans les rapports de l'Albanie socialiste avec les autres pays du monde.

Les attitudes révolutionnaires du PTA à l'égard des problèmes et des événements internationaux

L'un des grands problèmes de l'époque était la question chinoise. Le PTA vint en aide au peuple chinois durant cette phase très critique que traversait la Chine, à la suite des profonds bouleversements intérieurs et des farouches attaques dirigées contre elle par le front impérialiste-révisionniste uni. Pensant que la Chine était un pays socialiste et le PCC un parti marxiste-léniniste, le PTA se montra solidaire avec eux et lutta pour raffermir toujours plus l'amitié et l'alliance militante entre les deux partis et les deux pays sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, malgré les divergences qui l'opposaient à la direction chinoise sur une série de conceptions et d'actions non marxistes de cette dernière.

C'est à partir de ces positions que le PTA soutint la Révolution culturelle chinoise. Toutefois, il ne soutint que son objectif principal, qui semblait réalisable, à savoir la liquidation des éléments capitalistes et révisionnistes, et non pas toute tactique et méthode appliquées dans cette révolution-pagaïlle, qui, comme le fit ressortir le cours des événements, « n'était ni une révolution, ni grande, ni culturelle et surtout nullement prolétarienne ». (*Enver Hoxha, L'Impérialisme et la Révolution, éd. fr., p. 413.*) Le PTA ne pouvait pactiser avec le caractère anarchiste des actions de la Révolution culturelle chinoise, avec l'absence de la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste dans cette révolution. Il défendait la cause du socialisme en Chine, le peuple chinois et le Parti communiste chinois, mais en aucune manière la lutte de fractions entre les lignes et les courants opposés, qui s'entre-déchiraient, allant jusqu'à recourir aux armes, et cela non pas pour sauver ou instaurer la dictature du prolétariat et le socialisme, mais pour prendre le pouvoir chacune pour son compte. Le PTA avait déployé de multiples et constants efforts pour défendre la Chine dans l'arène internationale.

L'Albanie socialiste avait mené une lutte diplomatique longue et opiniâtre pour le rétablissement des droits de la RP de Chine à l'ONU, droits qui lui étaient niés par les impérialistes américains et leurs alliés, et, indirectement, par les révisionnistes soviétiques. Finalement, en octobre 1971, l'Assemblée générale de l'ONU approuva la motion albanaise, élaborée de concert avec un certain nombre d'autres pays, et la RP de Chine vint occuper la place qui lui revenait dans cette organisation internationale.

Cependant, le PTA avait des conceptions contraires à celles des dirigeants chinois à propos de nombreuses questions de leur politique extérieure. Jugeant à partir des intérêts de la révolution et du socialisme à l'échelle mondiale, il leur avait exprimé amicalement à plusieurs reprises son désir de voir la Chine agir plus activement et avec plus d'initiative en faveur des peuples, du mouvement révolutionnaire et des luttes de libération. Cela devait être aussi dans l'intérêt de la Chine elle-même. Mais les dirigeants chinois suivaient une politique d'intérêts nationaux étroits, politique qui avait isolé la Chine des peuples épris de liberté et du monde.

Le PTA et le peuple albanais, dans la mesure de leurs moyens, continuaient de soutenir et d'aider la lutte de libération du peuple vietnamien contre l'agression impérialiste américaine.

Se voyant incapables de vaincre le peuple vietnamien sur le champ de bataille, les agresseurs américains recoururent à toutes sortes de subterfuges pour atteindre leur objectif. Finalement ils choisirent de tenter d'imposer leur volonté à travers des « négociations pacifiques », la seule voie qui leur restait, bénéficiant en cela de l'aide des révisionnistes soviétiques. Le PTA jugeait la voie des négociations vaine et lourde de dangers. Il s'en tenait fermement à son idée que le peuple vietnamien vaincrait sûrement, mais qu'il ne pourrait le faire que par la lutte armée.

En 1970, lorsque les impérialistes américains entreprirent une agression armée contre le peuple cambodgien, le PTA adopta aussitôt une position ferme, prenant fait et cause pour le peuple agressé dans sa lutte contre cette agression et contre la réaction intérieure.

Il condamna également sans hésitation l'agression perpétrée par l'armée israélienne avec l'aide directe des USA, en juin 1967, contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie et dénonça le véritable objectif de cette agression comme un grand complot inter-impérialiste contre la liberté, l'indépendance et les intérêts économiques des peuples arabes. Les impérialistes américains n'étaient pas seuls dans les coulisses de ce complot, les impérialistes soviétiques aussi y avaient leur place. Les uns et les autres, qui se posèrent immédiatement en arbitres, cherchaient à occuper des positions militaires et économiques au Proche-Orient, qui constituait un nœud stratégique très important et une zone riche en pétrole.

Soutenant la juste cause arabe en général et la cause palestinienne en particulier, le PTA exprimait sa conviction que les peuples arabes ne devaient faire confiance ni aux Soviétiques ni aux Américains, car les uns et les autres étaient leurs ennemis. Il ne pouvait y avoir de solution pacifique de ces questions. C'est seulement en s'unissant dans la lutte armée de libération contre les sionistes et les impérialistes, sans permettre aucune intervention extérieure, que les peuples arabes devaient pouvoir défendre leur honneur et recouvrer leurs droits légitimes.

Le PTA observait les mêmes attitudes résolues de principes et révolutionnaires à l'égard des autres questions et événements internationaux.

Il s'opposait fermement aux manœuvres des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques sur le problème du désarmement. Le bruit que ceux-ci menaient à ce propos avait pour seul but de mettre les peuples en sommeil. Tout en prétendant tapageusement « souhaiter » et « s'efforcer » de réaliser le désarmement à grand renfort de comités et de commissions, ils poursuivaient leur course effrénée aux armements, développaient les armes d'extermination massive, étendaient et renforçaient leurs bases navales et leurs flottes de guerre. Le PTA dénonça en particulier le prétendu « Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires », signé à Washington, à Moscou et à Londres en mars 1970, le qualifiant de grand complot impérialiste-révisionniste, de nouvelle tentative pour tromper les peuples, d'accord qui ne constituait point « un progrès vers le désarmement » comme le déclaraient ses auteurs, mais un nouveau pas dans la compétition des superpuissances pour accroître et perfectionner ces armes, partant, une menace accrue contre la paix et la sécurité des peuples.

Le PTA démasquait le bluff impérialiste-révisionniste sur la sécurité européenne. Le peuple albanais, comme tous les autres peuples d'Europe, aspirait ardemment à la paix et à la sécurité sur ce continent et dans le monde entier. Mais ni les révisionnistes soviétiques, ni les impérialistes américains, qui avaient étouffé l'Europe d'armées, de flottes et de bases militaires, ainsi que de leurs capitaux asservissants, ne pouvaient lui assurer la paix et la sécurité. La « sécurité européenne » que recherchaient l'Union soviétique révisionniste et certains pays d'Europe occidentale derrière lesquels se cachaient les Etats-Unis, ne faisait en fait qu'accroître l'insécurité, perpétuer le statu quo de la domination soviéto-américaine en Europe et aggraver encore l'exploitation impérialiste révisionniste des peuples de ce continent.

Le PTA dénonça le véritable objectif du Traité soviéto-ouest-allemand, signé en août 1970. Contrairement à ce que prétendaient les révisionnistes soviétiques, les buts de ce traité n'étaient nullement pacifiques. Au contraire, les deux parties poursuivaient des visées hégémonistes en Europe. Cet accord fut conclu sans que ses signataires eussent consulté le moins du monde les peuples qui avaient versé leur sang dans la lutte contre le nazisme allemand.

Le PTA suivait avec la plus grande attention l'évolution de la situation dans les anciens pays socialistes, où avait été complètement restauré le capitalisme porteur de tous les maux, comme l'oppression et l'exploitation des travailleurs, l'inflation, la hausse des prix, les crises économiques, politiques et spirituelles, le mode de vie bourgeois, la politique extérieure nationaliste. Ces pays, y compris l'Union soviétique, étaient constamment le théâtre de troubles, de grèves, de mouvements de protestations et de révoltes provoqués par le mécontentement des masses populaires. En Pologne, en 1970, les ouvriers d'un certain nombre de villes organisèrent une grève générale et eurent de violents affrontements avec les forces de la police dans les rues et les usines. Cet événement provoqua le renversement de la clique traîtresse de Gomulka, mais n'entraîna, comme du reste elle ne pouvait entraîner, aucun changement révolutionnaire de la situation. La classe ouvrière et les larges masses des travailleurs, désarmées, manquant d'unité, de la préparation idéologique et politique nécessaire, dépourvues d'une direction révolutionnaire, étaient incapables de mener à bien des actions radicales. Dans ces conditions, estimait le PTA, « la classe ouvrière des pays révisionnistes se trouve maintenant devant la nécessité historique impérieuse de livrer de nouveau bataille, d'entreprendre une lutte implacable et conséquente jusqu'au bout pour renverser et écraser les cliques traîtresses, pour refaire la révolution prolétarienne, pour restaurer la dictature du prolétariat ». (*Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. fr., pp. 279-280.*)

La dénonciation du Pacte de Varsovie

L'attitude de principe révolutionnaire du PTA sur les questions internationales apparut encore plus à l'évidence lors de l'agression militaire perpétrée par les révisionnistes soviétiques, en août 1968, contre la Tchécoslovaquie.

A cette agression, outre les forces soviétiques, prirent part des troupes polonaises, est-allemandes, bulgares et hongroises. Ces forces occupèrent tout le territoire tchécoslovaque, renversèrent la clique Dubcek, qui capitula honteusement sans opposer la moindre résistance, et la remplacèrent par une autre clique traîtresse, entièrement docile à l'impérialisme soviétique. Le peuple tchécoslovaque, trahi, privé de toute direction, se borna à opposer une résistance passive.

Le PTA condamna résolument cet acte barbare, le qualifiant d'« agression de type fasciste », qui « constitue la plus grande honte dont la clique révisionniste khrouchtchéviennne de Brejnev-Kossyguine ait souillé l'honneur et le prestige de l'Union soviétique et du peuple soviétique », « l'avertissement le plus sérieux pour le peuple soviétique, les peuples des pays socialistes et des pays dominés par des cliques révisionnistes, pour les peuples d'Europe et du monde entier contre le danger que présente la clique révisionniste contre-révolutionnaire actuellement au pouvoir en Union soviétique, contre ses visées et ses méthodes impérialistes et fascistes pour la domination des peuples. » (*Déclaration du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RP d'Albanie, 22 août 1968. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. V, p. 412.*) En ces moments difficiles que traversait le peuple tchécoslovaque, le PTA lui exprima la solidarité et le soutien internationalistes le plus fermes du peuple albanais, en lui rappelant que « la seule voie de salut et pour recouvrer la liberté... était la lutte sans compromis et jusqu'au bout contre les occupants étrangers, les révisionnistes soviétiques, allemands, polonais, hongrois et bulgares, la lutte contre l'impérialisme américain et le revanchisme allemand, la lutte contre tous les révisionnistes et les réactionnaires du pays ». (*Ibid., p. 413.*) Dans le même temps, il appelait tous les communistes et les révolutionnaires du monde à condamner l'agression barbare et à se solidariser avec la juste cause du peuple tchécoslovaque.

L'agression perpétrée par les armées du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie prouvait que ce traité, d'instrument défensif qu'il était, s'était entièrement transformé, en un instrument d'agression et d'asservissement, au même titre que le bloc agressif de l'OTAN.

Pour le PTA et l'Etat socialiste albanais, le Pacte de Varsovie n'était plus depuis longtemps, depuis que la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens avait été mise à nu, un moyen de défense, mais un danger qui menaçait la liberté et l'indépendance du peuple albanais. En réalité, les révisionnistes en avaient exclu depuis longtemps l'Albanie socialiste. Depuis 1961, l'Albanie avait rompu tout lien avec ce Pacte, elle n'avait participé à aucune de ses réunions. Elle n'était donc nullement responsable des décisions et des actions de cette organisation militaire, qui montrait toujours plus ouvertement son caractère agressif. Le PTA et l'Etat albanais n'avaient cessé d'élever leur voix contre ces décisions et actions foncièrement impérialistes des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites du Pacte de Varsovie. L'Albanie avait donc depuis longtemps juridiquement le droit de quitter ce traité et de le dénoncer. A la suite de l'agression brutale commise contre la Tchécoslovaquie, le PTA jugea nécessaire de rompre aussi *de jure* les liens de l'Albanie avec le Pacte de Varsovie. Cette agression mit entièrement à nu le visage de fasciste et d'impérialiste des révisionnistes soviétiques.

Le Plénum du CC du PTA, à sa réunion du 5 septembre 1968, prit la décision de dénoncer le Pacte de Varsovie. Dans la conjoncture internationale créée par l'agression contre la Tchécoslovaquie, « cet acte, soulignait le Plénum, est à cent pour cent en notre faveur. » (*Documents principaux du PTA, éd. alb., t. V, p. 419.*) La décision de quitter le Pacte de Varsovie et de le dénoncer fut sanctionnée par une loi spéciale adoptée par l'Assemblée populaire à sa session du 13 septembre 1968. Cette loi libérait juridiquement l'Albanie socialiste de toute obligation découlant de ce traité, auquel elle avait adhéré en mai 1955.

Cette décision fut immédiatement approuvée par la totalité du peuple albanais, qui traduisit ce sentiment par un nouvel élan révolutionnaire pour réaliser les tâches dans les divers domaines de la construction socialiste et de la défense du pays.

Cette décision courageuse fut également accueillie avec un sentiment de solidarité et d'admiration par l'opinion progressiste et révolutionnaire mondiale.

La dénonciation du Pacte de Varsovie attestait la détermination du Parti et du peuple albanais de poursuivre leur cours marxiste-léniniste, de défendre leur liberté, l'indépendance nationale, le socialisme. Elle montrait également que la seule voie pour défendre la liberté, l'indépendance et le socialisme était l'opposition implacable à la politique hégémoniste et asservissante de l'impérialisme américain et soviétique, la lutte résolue contre le révisionnisme.

L'attitude révolutionnaire du PTA dans les rapports de l'Albanie avec les autres pays

Le PTA s'employait constamment à établir de justes rapports d'intérêt et d'avantage réciproques, selon le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, avec tous les peuples et pays. Il n'était opposé qu'à l'établissement de rapports avec les deux superpuissances impérialistes et les régimes fascistes.

Il s'efforçait surtout, à partir de positions révolutionnaires marxistes-léninistes, d'établir et d'entretenir de justes rapports avec les pays voisins.

En mai 1971, l'Albanie et la Grèce rétablirent des relations diplomatiques. Depuis des années, le PTA et l'Etat albanais n'avaient pas ménagé leurs efforts pour résoudre cette question, en se fondant sur la réalité des choses et sur les intérêts réciproques et les aspirations des peuples albanais et grecs. Le seul obstacle à la réalisation de cette aspiration résidait dans les prétentions absurdes des monarcho-fascistes grecs sur l'Albanie du Sud et sur le prétendu état de guerre entre la Grèce et l'Albanie. L'établissement de relations diplomatiques entre les deux Etats mettaient en fait un terme à la situation

anormale et servait de base pour renforcer l'amitié et la collaboration entre ces deux peuples voisins, et consolider la paix et la sécurité dans les Balkans.

La politique de bon voisinage que suivait l'Albanie socialiste avait abouti à la normalisation des rapports d'Etat à Etat avec la Yougoslavie, avec laquelle elle entretenait aussi des relations commerciales et culturelles. Le PTA se prononçait pour l'amélioration continue des rapports d'Etat à Etat dans tous les domaines d'intérêt réciproque manifeste.

En de nombreuses occasions, il exprimait l'amitié du peuple albanais pour les peuples de Yougoslavie, amitié qui avait été forgée au cours de la Lutte antifasciste ; il exprimait son souhait de les voir libres, indépendants et souverains et déclarait qu'il se trouverait à leurs côtés pour faire face aux chantages, aux menaces ou à l'agression dont ils seraient l'objet de la part de l'une ou l'autre puissance impérialiste.

Dans le même temps, le PTA ne cachait pas sa détermination de s'opposer à l'idéologie et à la politique révisionnistes de la direction yougoslave; au contraire, il continuait de mener avec esprit de suite la lutte de principe contre le révisionnisme titiste, qui demeurait un danger et un ennemi du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme.

Le PTA élevait sa voix contre la politique extérieure pro-social-impérialiste du gouvernement bulgare, vassal du révisionnisme soviétique, qui constituait une menace contre l'Albanie socialiste, contre la paix dans les Balkans.

Les visées expansionnistes de l'impérialisme soviétique dans les Balkans étaient désormais notoires. Mais le PTA ne pouvait accepter en aucune manière la proposition que la direction chinoise, par le truchement de Chou En-laï, lui fit en 1968, de conclure une alliance militaire avec la Yougoslavie et la Roumanie, afin de soi-disant « faire face » à ces visées. La direction du PTA rejeta cette proposition comme étant une tentative malveillante pour faire tomber l'Albanie socialiste dans le piège des complots bellicistes, une manœuvre impérialiste pour faire des Balkans une poudrière.

Le PTA luttait pour l'amitié et la compréhension entre les pays balkaniques et soulignait que cette amitié et cette compréhension devaient avoir leurs fondements dans les peuples. Les peuples des Balkans étaient parfaitement à même de décider seuls et en toute souveraineté de leurs rapports entre eux. Les impérialistes, jadis, avaient fait des Balkans une poudrière. C'est une politique analogue que les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques continuaient de suivre à l'égard des Balkans.

Les peuples balkaniques, soulignait le PTA, avaient pour devoir de prendre eux-mêmes en main la situation et de s'en rendre maîtres en rompant les liens avec les pactes et les blocs militaires agressifs de l'OTAN et du Traité de Varsovie pour que la paix véritable pût régner dans la péninsule.

Grâce à leur politique extérieure révolutionnaire, de principes et conséquente, le PTA et l'Etat albanais avaient accru leur prestige et leur autorité internationale. Loin de se trouver isolée, comme souhaitaient la voir ses ennemis qui ne ménageaient pas leurs efforts à cette fin, l'Albanie socialiste avait renforcé sa position dans le monde.

En témoignait notamment l'établissement en quatre ans, de 1968 à 1971, de relations diplomatiques avec un bon nombre d'autres pays. Mais une preuve encore meilleure en était que les forces révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde, qui regardaient avec admiration la lutte révolutionnaire courageuse et continue, que l'Albanie socialiste menait sur des bases de principes, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, lui apportaient toujours plus largement leur appui et leur soutien.

CHAPITRE VIII - LA LUTTE DU PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT, A TRAVERS UNE APRE LUTTE DE CLASSE, DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES (1971-1976)

1. LE VI^e CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES

Le VI^e Congrès du Parti se tint à Tirana du 1^{er} au 7 novembre 1971. Y participaient 676 délégués avec voix délibérative et 174 délégués avec voix consultative, qui représentaient 86 985 communistes, dont 18 127 stagiaires.

Le Congrès analysa l'activité du Parti au cours des cinq dernières années. Se fondant sur cette expérience, il procéda à des synthèses, tira des leçons et définit de nouvelles tâches, visant à l'approfondissement de la révolution socialiste dans tous les domaines. Il approuva par ailleurs les directives du 5^e plan quinquennal de développement économique et culturel du pays.

Le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat sur la base du développement de la démocratie socialiste

Le VI^e Congrès du Parti estimait indispensable d'insister à nouveau sur la nécessité de renforcer et de révolutionnariser la dictature du prolétariat, et cela pour plusieurs raisons. Le PTA appliquait avec détermination l'enseignement marxiste-léniniste suivant lequel sans dictature du prolétariat il n'y a pas de socialisme, il n'y a pas de souveraineté ni d'indépendance nationale complète, il n'y a pas de progrès vers le communisme. La dictature du prolétariat en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes ayant été réduite à néant, et les révisionnistes modernes, de concert avec tous les ennemis du socialisme, ayant pointé leur fer de lance contre elle, à la fois comme théorie et comme pratique, la défense, le renforcement et la révolutionnarisation de la dictature du prolétariat en Albanie devenaient l'une des premières tâches fondamentales incombant au Parti et à toutes les masses travailleuses. Les très importantes mesures qu'avait arrêtées le Parti au cours des cinq à six dernières années dans les domaines politique, idéologique et organisationnel, la lutte contre le bureaucratisme et les autres manifestations dangereuses pour le pouvoir prolétarien, avaient sensiblement renforcé et perfectionné le pouvoir d'Etat, la dictature du prolétariat.

Mais malgré toutes ces mesures et tous les coups portés au bureaucratisme en particulier, malgré les progrès considérables enregistrés dans la participation du peuple à la gestion du pays, le Congrès observait qu'il y avait, dans la pratique, de nombreux exemples révélant que l'on n'avait pas parfaitement compris l'importance de la lutte contre le bureaucratisme, que cette lutte était entravée par des conceptions conservatrices et libérales, qu'elle revêtait souvent un caractère formel et frappait des manifestations marginales, qu'elle se heurtait donc à la résistance des éléments bureaucrates.

Aussi le Congrès recommandait-il aux organisations du Parti et aux organes du pouvoir de concentrer constamment leur attention sur la lutte contre le bureaucratisme en tant que « lutte d'importance vitale » en recherchant et en appliquant de nouvelles formes et méthodes révolutionnaires.

Dans les circonstances d'alors, le Congrès définit le développement de la démocratie socialiste comme la voie générale du renforcement de la dictature du prolétariat et du régime socialiste tout entier. « Sans démocratie socialiste, souligna le Congrès, il n'y a pas de dictature du prolétariat, comme il ne peut y avoir de démocratie authentique pour les travailleurs sans la dictature du prolétariat. » (*Enver Hoxha, Rapport au VI^e Congrès du PTA, éd. fr.. p. 115.*)

La participation accrue et plus active des travailleurs au gouvernement du pays, constituait l'élément fondamental du développement ultérieur de la démocratie socialiste.

On y parviendrait tout d'abord en faisant mieux comprendre aux masses le rôle qu'il leur appartient de jouer dans la vie politique, sociale et économique en tant que sujets de la révolution, bâtisseuses du socialisme et créatrices de l'histoire.

Le Congrès recommandait surtout d'appliquer de façon plus systématique la méthode de consultation des masses et leur contrôle, particulièrement le contrôle ouvrier d'en bas. Il chargeait spécialement les organisations du Parti et des Unions professionnelles d'oeuvrer à mieux faire prendre conscience d'elle-même à la classe ouvrière, à l'amener à « comprendre, avant toute chose, non seulement son rôle de force productive déterminante, mais encore son rôle politique comme classe d'avant-garde de notre société. » (*Ibid.*, p. 121.)

Afin de renforcer la dictature du prolétariat et de développer la démocratie socialiste, le Congrès exigea une application scrupuleuse, sans hésitations ni déformations, des décisions sur la rotation des cadres, sur leur participation directe à la production, leur contrôle par les masses et leur obligation de rendre compte de leur action devant les ouvriers et les coopérateurs.

L'approfondissement de la démocratie socialiste devait être également favorisé par l'accroissement du rôle des organes élus du pouvoir d'Etat. Les résultats obtenus dans ce domaine au cours des dernières années devaient être portés plus avant et on ne devait permettre en aucun cas que leur rôle fût évincé par les organes exécutifs et leurs appareils. On s'attacherait à faire en sorte que la voix du député ou du conseiller fût écoutée attentivement et que les décisions adoptées par les conseils populaires fussent exécutées sans la moindre hésitation.

Dans le cadre de la consolidation de la dictature du prolétariat, le Congrès traita aussi de la grande question de la défense de la Patrie.

En ce qui concerne la défense, l'idée marxiste-léniniste de l'armement, de la disposition et de la préparation au combat du peuple tout entier, fut développée plus avant. Se guidant sur la recommandation de Lénine selon laquelle « chaque citoyen doit être un soldat et chaque soldat un citoyen », le Congrès donna la directive que tous les travailleurs devaient tout à la fois travailler, étudier et se préparer pour la défense de la Patrie. C'était là en quelque sorte l'application des instructions que le camarade Enver Hoxha avait données au ministère de la Défense populaire en 1970 en vue du passage au système de l'éducation militaire libre.

L'Armée populaire était, comme le soulignait le 12^e plénum du CC du PTA en juillet 1971, seulement une partie du peuple en armes alors que la Patrie devait être défendue par le peuple tout entier. Le Congrès qualifiait notre Armée d'armée du peuple, de la révolution, de la dictature du prolétariat, d'armée ne faisant qu'un avec le peuple en armes, à la différence des armées des pays bourgeois et révisionnistes qui sont des armées de caserne, une caste fermée, coupée du peuple, au-dessus du peuple et contre le peuple.

Les manifestations d'arrogance, d'outrecuidance, de brutalité, l'attitude distante à l'égard des hommes de troupe, soulignait le Congrès, sont étrangères à l'Armée populaire. C'était là une critique lancée contre les officiers qui avaient laissé apparaître dans leur comportement des manifestations contraires à la ligne du Parti et au caractère révolutionnaire de l'Armée.

L'entraînement militaire de l'Armée et du peuple tout entier avait pour but de préparer les citoyens à la guerre populaire conformément aux thèses du Conseil de défense sur l'art militaire populaire.

Le Congrès mit particulièrement l'accent sur le renforcement de la direction du Parti dans l'Armée. « Le Parti a été et demeure l'âme de l'Armée, le cerveau qui la guide sur la voie juste, la force vivifiante

qui la rend invincible. Dans notre armée, à la pointe de notre défense et au commandement il y a le Parti. » (*Ibid.*, p. 131.)

C'étaient là des coups portés contre les tendances à l'affaiblissement du rôle dirigeant du Parti dans l'Armée, contre tous les cadres militaires contaminés par le mal du bureaucratisme et du technocratisme qui cherchaient à évincer les organisations de base et les comités du Parti, à en faire des instruments des commandements et des états-majors.

Le Congrès décida que devait être élaborée une nouvelle Constitution de l'Etat socialiste albanais. C'était une mesure de grande importance théorique et pratique pour le renforcement et le perfectionnement du système de la dictature du prolétariat.

La révision de la Constitution était dictée par les nouvelles conditions économiques, sociales, culturelles et idéologiques créées en Albanie à la suite de l'édification de la base économique du socialisme. Nombre d'articles de la Constitution existante ne répondaient plus à ces conditions. Le Congrès proposait que la nouvelle Constitution « reflète pleinement la ligne du Parti, incarnée dans notre pratique révolutionnaire, et soit une source d'inspiration pour tous les travailleurs dans leur lutte pour l'édification intégrale de la société socialiste. » (*Ibid.*, p. 137.)

Marchons résolument dans la voie du développement ininterrompu de la révolution idéologique et culturelle Le VI^e Congrès procéda à la synthèse de l'expérience des grands mouvements révolutionnaires de caractère idéologique et social qui se développèrent après le V^e Congrès et en tira des leçons en vue de l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle. « Si l'on ne s'emploie pas de toutes ses forces à approfondir la révolution idéologique et culturelle, indiqua le camarade Enver Hoxha dans son rapport, on abandonne, en fait, la révolution socialiste en chemin, on compromet sa réalisation dans le domaine politique et économique et l'on fraie la voie à la dégénérescence bourgeoise dans tous les domaines. » (*Ibid.* p. 140.)

Les mouvements idéologiques et sociaux montrèrent que plus les travailleurs s'affranchissent des préjugés, des conceptions et des vieilles coutumes rétrogrades, plus ils sont réfractaires à toute influence de l'idéologie bourgeoise-révisionniste, plus ils deviennent des combattants conscients et résolus du socialisme. Ils ont montré d'autre part que seul le socialisme est en mesure de créer les conditions indispensables non seulement pour affranchir les gens de l'oppression et de l'exploitation, mais aussi pour les libérer sur le plan moral de tous les maux cultivés par la société de classes antagonistes.

Mais la libération spirituelle ne peut se réaliser du même pas que la libération politique et la libération économique et sociale. Celles-ci constituent la base de la libération spirituelle. C'est sur une telle base que s'appuyaient les mouvements idéologiques et sociaux et toute la révolution idéologique et culturelle dans notre pays, base qui fut préparée durant trente ans de lutte révolutionnaire, incessante, de transformations politiques et économiques radicales effectuées par les masses travailleuses sous la conduite du Parti. Tout au long de cette période, les vieilles idéologies réactionnaires avaient reçu des coups écrasants, mais elles n'avaient pas été totalement extirpées. Elles avaient perdu leurs fondements politiques et socio-économiques capitalistes. Mais, ce qu'on appelle le « droit bourgeois » (bien que très restreint) sous le socialisme, les différences existant entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail qualifié et le travail non qualifié, etc., ne pouvaient pas ne pas concourir à maintenir en vie les vestiges des vieilles conceptions et coutumes de la psychologie petite-bourgeoise. Le système capitaliste mondial constitue une source d'influence encore plus grande exercée du dehors.

C'est pour cette raison que le VI^e Congrès exigeait la poursuite ininterrompue de la révolution idéologique et culturelle, de la lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades, contre la psychologie petite-bourgeoise et les attitudes étrangères à l'égard du travail et de la propriété socialiste, de la lutte pour la libération complète de la femme, pour une vie véritablement

démocratique dans la famille, etc. La lutte sur le front idéologique sera aussi longue que la lutte des classes, laquelle, souligna de nouveau le Congrès, se poursuit au cours de toute la période de passage du capitalisme au communisme.

L'ancien réactionnaire, rejeté et anéanti, cède la place au nouveau révolutionnaire. Mais ce nouveau qui naît dans le cours de la lutte n'est, au début, pas encore solidement mis sur pied, aussi a-t-il besoin d'être appuyé le plus solidement possible, de se consolider sans cesse jusqu'à son affirmation complète. Si le nouveau, un nouveau plein de santé et en essor continu, ne comble pas le vide, l'ancien revient à la charge. Le triomphe du nouveau ne peut être garanti que par la lutte de classe. Ayant en vue cet enseignement, le Congrès affirmait : « Aux conceptions et aux idées bourgeoises et révisionnistes nous opposons nos points de vue marxistes-léninistes. A la vieille psychologie petite-bourgeoise nous opposons la nouvelle psychologie socialiste. Aux manifestations d'individualisme et d'indifférentisme bourgeois et petit-bourgeois nous opposons la primauté de l'intérêt collectif et la solidarité socialiste. Au libéralisme bourgeois et au conservatisme patriarcal nous opposons notre esprit progressiste sain. Aux tendances à une vie faite de quiétude et à la présomption nous opposons l'esprit de sacrifice et de l'action, l'esprit pratique, la modestie et l'exigence envers soi-même. » (*Ibid.*, p. 161.)

Le Congrès soulignait que les nouvelles conditions objectives, créées à la suite des profondes transformations et des grands progrès économiques, sociaux et culturels de caractère socialiste, ainsi que l'action révolutionnaire pour créer et renforcer la nouvelle psychologie socialiste, jouèrent un rôle considérable. A cet effet, il était indispensable que la propagande et tout le travail d'éducation mené par le Parti fût lié et entrelacé avec la vie, avec les réalisations et les tâches de l'édification socialiste.

Le travail d'éducation politique devait toucher comme toujours tous les travailleurs, tous les citoyens, jeunes et vieux. Le Congrès demandait qu'un soin particulier fût témoigné à l'éducation de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Le Parti recommandait de donner la priorité, comme toujours, à l'éducation idéologique et politique de la classe ouvrière en raison de son rôle de classe dirigeante au pouvoir, afin de lui faire prendre pleinement conscience de cette mission.

L'attention particulière à accorder à l'éducation révolutionnaire de la jeunesse était dictée par son rôle de force la plus vivante de la révolution et de l'édification socialistes.

Le PTA et la classe ouvrière albanaise ont toujours eu la jeunesse à leurs côtés, ils l'ont éduquée dans l'esprit des idées révolutionnaires, ont réalisé ses rêves et ses revendications naturelles politiques, matérielles, culturelles, spirituelles immédiates et à plus long terme; ils l'ont engagée dans l'action révolutionnaire, ont fait d'elle une force révolutionnaire gigantesque. Ils n'oublient jamais que la classe qui a la jeunesse avec elle est assurée de la victoire.

L'école a particulièrement pour mission de faire de la jeunesse une combattante consciente et capable de la révolution et du socialisme. Le Congrès prescrivait de poursuivre avec détermination la lutte frontale pour appliquer jusqu'au bout les orientations du Parti en matière d'enseignement.

Le Congrès porta une attention particulière à la formation culturelle de l'homme nouveau. Il conseillait aux organisations du Parti et aux organisations de masse, ainsi qu'aux organes du pouvoir, d'œuvrer avec un plus grand soin à élever le niveau de culture de la vie en général et du travail de production, à créer aux travailleurs de meilleures conditions de travail, de repos, de loisir, à améliorer l'environnement. « Notre vie socialiste est et doit être pénétrée de culture ». (*Ibid.*, p. 170.)

Le Congrès prescrivait à la littérature et aux arts d'appliquer plus à fond la méthode du réalisme socialiste. « Pour assurer un meilleur épanouissement de l'art du réalisme socialiste il faudra consolider les positions acquises, en luttant contre toute influence étrangère au socialisme et

inconciliable avec notre idéologie socialiste, en combattant tout aussi bien le modernisme que le conservatisme... » (*Ibid.*, p. 173.)

Les sciences avaient pour tâche d'étendre et de perfectionner leur activité de recherche. Au stade atteint à l'époque, indiquait le Congrès, en aucun domaine on ne pouvait aller de l'avant rapidement, sans procéder à des études et à des synthèses scientifiques d'intérêt immédiat ou à plus long terme, sans accomplir la révolution scientifique et technique.

L'accroissement plus poussé du rôle dirigeant du Parti

Le Parti se présentait à son VI^e Congrès plus fort, mieux trempé, plus pur du point de vue idéologique et politique, dans une unité marxiste-léniniste d'acier, étroitement lié au peuple et jouissant d'un prestige international accru.

La lutte pour la révolutionnarisation de la vie du pays avait renforcé le rôle dirigeant du Parti et mieux mis en évidence que la révolution et le socialisme ne pouvaient poursuivre leur marche en avant dans la juste voie que sous la direction du Parti de la classe ouvrière. Le Congrès en concluait que « dans le développement et la consolidation du socialisme, le rôle dirigeant du Parti, loin de s'affaiblir, se renforce et se parfait au contraire toujours davantage. » (*Ibid.*, p. 182.) L'expérience négative de l'Union soviétique, de la Yougoslavie et les événements qui se produisirent en Chine lors de la Révolution culturelle, le montraient bien. Faute d'une direction saine, authentique et conséquente du parti de la classe ouvrière, on voit naître et s'épanouir, au lieu de la révolution, la contre-révolution, au lieu du socialisme, le capitalisme, on voit naître et se développer l'anarchie, le désordre, germer et croître toutes sortes de lignes, d'écoles et d'herbes vénéneuses qui étioilent et annihilent la révolution, le socialisme.

Le Congrès estimait « indispensable de porter à un niveau supérieur le rôle dirigeant, éducatif, organisationnel et mobilisateur du Parti » en jugeant cet effort « une tâche permanente vitale. » (*Ibid.*, p. 183.)

L'accroissement du rôle dirigeant du Parti devait, selon les directives du Congrès, être réalisé principalement grâce à **l'exemple donné par les communistes, en tant que militants d'avant-garde, et à l'activation des organisations de base, en tant que fondements du Parti.**

Le Congrès soulignait que tous les communistes sont responsables de l'application de la ligne du Parti et de la réalisation de son rôle de guide partout et sur tout. Un communiste n'accomplit pas seulement la tâche pour laquelle il est rétribué. Il doit avant tout, par son travail et son exemple, conduire la classe et les masses dans la montée de la révolution et du socialisme. S'il ne doit pas agir de façon irréfléchi ni se montrer impulsif, il ne doit pas non plus être hésitant et indifférent.

Pour le membre du Parti il n'y a pas d'alternative: du fait même qu'il est communiste il doit nécessairement être toujours un élément d'avant-garde, juste, honnête, courageux, un combattant révolutionnaire, qui donne partout l'exemple; sinon, son appartenance au PTA n'a pas de sens.

Le Congrès prescrivait aux organisations du Parti de travailler à aider et à éduquer les communistes retardataires, à corriger ceux qui se trompaient, à les amener tous sur des positions militantes, à les faire avancer au rythme du temps, pour qu'ils soient dignes du titre élevé de membre du Parti. Les incorrigibles, ceux qui, de quelque manière, avaient perdu les qualités de combattant d'avant-garde, devaient être exclus des rangs du Parti.

Le rôle d'avant-garde des communistes ne peut se concevoir en dehors du rôle de guide de l'organisation de base du Parti. Le Parti dirige de façon collégiale, organisée, sur la base du centralisme démocratique. L'organisation de base est le maillon principal qui assure le rôle dirigeant du Parti dans chaque cellule de la vie du pays. Le rôle de l'organisation de base en tant qu'organisme

dirigeant de la collectivité où elle est constituée et agit, ce rôle dont sont dépourvues les organisations des partis révisionnistes ou sociaux-démocrates, constitue un trait qui distingue un parti marxiste-léniniste de tout faux parti ouvrier.

Le Congrès indiquait que, pour promouvoir ce rôle dirigeant, les organisations de base « sont tenues de faire preuve de plus de souplesse et de hardiesse, de ne pas attendre des solutions toutes faites d'en haut pour les problèmes qui les préoccupent, de ne pas agir mécaniquement sans tenir compte du caractère de la directive et des conditions de l'entreprise, de la coopérative ou de l'institution où elles agissent ». (*Ibid.*, p. 201.)

Critiquant la conception étroite de l'organisation de base, relevée parfois dans la pratique, le Congrès souligna : « La vie de l'organisation de base ne se réduit pas aux réunions de cette dernière, elle englobe la totalité de l'activité des communistes considérés un à un et dans leur ensemble, avant, pendant et après la réunion... ». (*Ibid.*, p. 201.)

Le Congrès s'arrêta également sur la vaste et profonde signification théorique et pratique de la démocratie dans le Parti. « L'essence de cette démocratie, expliquait le camarade Enver Hoxha dans son rapport au Congrès, consiste en ce que chaque communiste est tenu de participer activement à l'élaboration et à l'application de la ligne du Parti,... de critiquer ouvertement les défauts et de faire l'autocritique de ses propres insuffisances. » (*Ibid.*, p. 204.) La démocratie se renforce à travers les débats et la confrontation des opinions. La confrontation des idées dans la juste voie n'est pas une manifestation de manque d'unité, mais au contraire un moyen efficace pour son renforcement. Là où on évite les débats, où dominant l'apathie et la fausse harmonie, il y a stagnation et l'unité est purement formelle. Une telle unité nuit à l'organisation, la paralyse et l'expose à de fâcheuses surprises. La confrontation des opinions, lorsqu'elle s'inspire de la politique et des intérêts du Parti, de la classe, du socialisme, n'est jamais nuisible, elle est au contraire nécessaire et utile, en ce qu'elle renforce le caractère militant de l'unité, crée des possibilités de mieux déceler et combattre les erreurs et les défauts, les violations et les déformations de la ligne et de prendre des décisions plus justes. La crainte de la confrontation des idées est un trait caractéristique du petit-bourgeois, du bureaucrate, qui veut éviter les tracas.

Le renforcement du rôle dirigeant du Parti impliquait nécessairement le perfectionnement de ses liens avec les masses, sur la base de la grande expérience accumulée les dernières années dans la lutte contre le bureaucratisme pour la révolutionnarisation de toute la vie du pays.

Le PTA, en tant que parti marxiste-léniniste authentique, ne s'est jamais coupé de la classe et des masses, il ne s'est jamais placé au dessus d'elles, sans cependant s'identifier avec la classe et les masses. S'il est le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière et le guide des masses dans la révolution et la construction socialistes, s'il a parfaitement le droit de parler au nom de la classe et des masses, le Parti ne s'est jamais pour autant arrogé le droit de les dominer.

Cela étant, le Congrès fixait pour tâche d'éliminer tout formalisme, tout travail superficiel, toute attitude inattentive, toute forme de travail étroit auprès des masses. Les organisations de base du Parti devaient rendre compte périodiquement devant les collectifs de travailleurs de leur action pour l'application des directives et des décisions du Parti, ainsi que de l'activité des communistes pris isolément et dans leur ensemble. « Le contrôle de la classe ouvrière et des masses travailleuses sur toute l'activité des organisations du Parti et des communistes, soulignait le Congrès, revêt une grande importance de principe, ce contrôle permet au Parti de ne pas se couper de la classe ouvrière et des masses, de demeurer révolutionnaire jusqu'au bout et de servir avec dévouement les intérêts du peuple. » (*Ibid.*, p. 208.)

Le renforcement de la composition sociale du Parti également devait servir à rehausser son rôle de guide.

Le Congrès considéra comme une grande victoire le fait qu'à ce stade les communistes de condition ouvrière constituaient la catégorie la plus nombreuse dans les effectifs du Parti. Il recommanda de lutter à l'avenir aussi pour grossir les rangs du Parti principalement d'ouvriers, sans négliger les admissions de coopérateurs et d'un toujours plus grand nombre de femmes.

Tout en soulignant la grande importance que revêt une saine origine sociale des membres du Parti, le Congrès renouvelait la position connue du Parti à cet égard et suivant laquelle ce facteur n'est pas tout. La condition d'ouvrier et de coopérateur joue un grand rôle lorsqu'elle s'accompagne de l'éducation idéologique et politique prolétarienne. C'est l'idéologie marxiste-léniniste et la ligne prolétarienne du Parti qui ont empêché les communistes albanais, indépendamment de leur origine et de leur état social, de moisir, de se bureaucratiser et de dégénérer, qui les ont poussés à agir en combattants résolus et conséquents pour la cause du communisme.

Les directives du 5^e plan quinquennal

Le Congrès élabora les directives du 5^e plan quinquennal (1971-1975) conformément aux orientations fondamentales du Parti pour la construction intégrale de la société socialiste, conformément au nouveau stade de développement du pays vers ce but stratégique et aux nouvelles tâches à remplir pour approfondir la révolution socialiste dans tous les domaines, dans les conditions du blocus impérialiste et révisionniste.

La principale tâche fixée pour le quinquennat était **d'assurer le renforcement général de l'économie populaire dans le cours de la transformation de l'Albanie de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole, afin d'élever le degré d'autonomie de notre économie, de consolider davantage le régime socialiste, de rehausser le niveau de vie matériel et culturel du peuple en atténuant surtout les disparités essentielles existant entre la ville et la campagne et d'accroître la capacité de défense du pays.**

Le Parti s'en était toujours tenu à la politique de la mise sur pied d'une puissante industrie nationale. Grâce au travail héroïque de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia populaire pour mettre en œuvre cette politique, le retard économique séculaire avait été rattrapé et le pays avançait rapidement dans la voie de son industrialisation socialiste. Sur la base de ces résultats et du développement général des forces productives, le Congrès concluait que désormais les conditions matérielles pour une croissance relativement plus forte de la production industrielle étaient créées. Cela devait permettre tout à la fois de porter à un degré supérieur l'industrialisation du pays et de promouvoir un développement plus rapide et plus harmonieux de l'agriculture, élevant ainsi, comme fixé, le degré d'autonomie de l'économie nationale. Ce n'est pas par hasard que le Parti mettait l'accent sur ce point. Dans les conditions du blocus impérialiste et révisionniste cela revêtait une importance vitale pour faire face à tout imprévu, sauvegarder la souveraineté nationale et poursuivre la marche en avant dans la voie du socialisme.

Conformément à cette politique économique, révolutionnaire et clairvoyante du Parti, le Congrès définit les objectifs à atteindre au cours du futur quinquennat dans les diverses branches et les divers secteurs de l'économie ainsi que dans le domaine de la culture.

Le produit social devait connaître un accroissement de 54-58 pour cent, et la production industrielle globale de 61-68 pour cent. La production des moyens de production augmenterait à un rythme supérieur.

Une des tâches fondamentales fixées par le Congrès consistait à élever d'un nouveau degré la qualité de la production industrielle, d'en élargir et d'en améliorer la structure, de mettre sur pied pour la première fois une sidérurgie, de renforcer la base énergétique, d'accroître la production de matières premières, d'assurer une exploitation plus rationnelle des ressources et richesses du pays. Le 5^e plan quinquennal était celui de la construction de grands établissements de l'industrie lourde, comme le

complexe métallurgique d'Elbasan, la centrale hydro-électrique de Fierze, la grande raffinerie de pétrole de Ballsh, etc.

L'agriculture demeurait la branche fondamentale de l'économie. Le 5^e plan quinquennal fut défini comme celui d'une offensive d'envergure pour le développement rapide et général de la production agricole, qui devait être en 1975 de 65 à 69 pour cent supérieure à celle de la dernière année du quinquennat précédent. Le rapide accroissement de la production de céréales, sans que soient négligés l'élevage et les autres branches de l'agriculture, demeurait une tâche économique et politique fondamentale. L'accroissement de la production agricole serait assuré principalement grâce à l'élévation des rendements. Des terres nouvelles d'une superficie de 92 000 hectares seraient défrichées. Le Congrès exigea que l'organisation et la gestion scientifique des coopératives agricoles fussent portées à un niveau supérieur afin que celles-ci deviennent des exploitations modernes de grande production socialiste. Dans les zones de plaines du pays devaient être constituées des « coopératives de type supérieur ».

Pour la réalisation des tâches du plan, le Congrès donna la directive d'accroître les investissements de 70 à 75 pour cent par rapport à ceux du 4^e quinquennat. Aux secteurs productifs seraient affectés 83 pour cent du volume global des investissements.

Le revenu national augmenterait de 55 à 60 pour cent, dont 34 à 37 pour cent irait à l'accumulation. Les revenus réels par habitant devaient augmenter de 14 à 17 pour cent, et les revenus de la paysannerie coopératrice doubler. Au cours du nouveau quinquennat le système des pensions de retraite et de la sécurité sociale serait étendu aux coopératives agricoles. Au cours de cette période 80 000 nouveaux logements devaient être construits dans les villes et les campagnes. Dans le domaine de l'enseignement le plus grand accroissement de la scolarisation était prévu dans le cycle secondaire, cette augmentation devant atteindre 110 pour cent dans les campagnes. Les établissements d'enseignement supérieur formeraient, dans diverses branches et disciplines, trois fois plus de spécialistes qu'il n'en était sorti au cours du quinquennat précédent.

Pour la mise en œuvre des tâches du 5^e plan quinquennal on s'en tiendrait comme toujours au principe immuable de l'appui sur ses propres forces.

En alliance avec toutes les forces révolutionnaires et éprises de liberté du monde, poursuite jusqu'au bout de la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne

Le VI^e Congrès se tenait dans des conditions marquées par l'aggravation des contradictions et de grands affrontements à l'échelle mondiale. Il procéda à une analyse scientifique approfondie de ces circonstances et, sur cette base, définit les tâches du Parti dans l'arène internationale.

Cette analyse et ces tâches fixées font clairement ressortir le cours immuable suivi par notre Parti, cours fondé sur les principes marxistes-léninistes de la lutte sans compromis contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, de la solidarité avec toutes les forces révolutionnaires et éprises de liberté dans le monde. Le Parti dénonça et stigmatisa également les attitudes contre-révolutionnaires et pragmatistes des divers révisionnistes et opportunistes envers les grands problèmes mondiaux.

Les communistes albanais, soulignait le Congrès, étaient convaincus que l'avenir appartient à la liberté et à l'indépendance des peuples, au socialisme. Mais cette conviction ne les empêchait pas de constater qu'une situation très trouble s'était créée dans le monde et que l'Albanie socialiste et tous les peuples étaient menacés de graves dangers de la part de l'impérialisme américain et du nouvel impérialisme soviétique, de leur politique et de leur action agressives, de leurs visées de domination mondiale.

L'impérialisme américain demeurait l'ennemi principal de tous les peuples, le plus grand oppresseur et exploiteur des autres pays, le bastion de la réaction internationale. Il poursuivait sa guerre barbare au Vietnam, il avait étendu son agression au Cambodge et au Laos, il encourageait et soutenait Israël dans

l'invasion des terres arabes, organisait partout où il pouvait des complots et des putschs, aidant par tous les moyens les régimes et les forces réactionnaires fascistes, il avait encerclé les continents de ses bases et ses flottes militaires, il faisait cliqueter partout ses armes et menaçait de guerre le monde entier. Rien, donc, dans sa nature et sa politique réactionnaire, dans sa stratégie agressive, dans le danger qu'il représentait pour les peuples, pour la révolution et le socialisme, n'avait changé.

C'est pour ces raisons que le Congrès qualifiait la lutte contre l'impérialisme américain de « tâche suprême pour toutes les forces révolutionnaires de notre époque, pour tous les peuples » (*Ibid.*, p. 21.) et l'attitude à adopter à son égard, comme « la pierre de touche » de toutes les forces politiques du monde ». (*Ibid.*, p. 22.)

Par ces prises de position révolutionnaires, l'instance suprême du PTA ne donnait pas seulement une ferme riposte aux révisionnistes soviétiques, qui suivaient depuis longtemps une politique d'alliance avec l'impérialisme américain pour le partage du monde, aux révisionnistes yougoslaves, qui avaient vendu leur pays à l'impérialisme américain, ainsi qu'à tous les autres révisionnistes, qui avaient effacé de leur programme la lutte contre l'impérialisme ; elle visait également les dirigeants opportunistes chinois, qui manifestaient des flottements marqués dans la lutte contre l'impérialisme.

Les dirigeants chinois avaient abandonné la juste attitude définissant l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique comme les deux ennemis principaux des peuples, des ennemis dangereux au même titre, attitude consacrée dans la Déclaration commune sino-albanaise de mai 1966. Ils considéraient maintenant comme l'ennemi principal et le plus dangereux seulement le social-impérialisme soviétique, suivant dès lors à l'égard de l'impérialisme américain, qu'ils ne jugeaient plus dangereux, une politique de concessions et de recul.

A l'été 1971, le secrétaire du Département d'Etat américain effectua une visite secrète à Pékin, où il entreprit des négociations en vue de la «normalisation» des relations sino-américaines et aboutit à un accord sur une visite en Chine du président des USA, Nixon. Cette visite eut lieu en 1972. Le président américain fut reçu par Mao-Tsé-toung en personne. Cet événement marquait un tournant radical dans la politique chinoise. La Chine entra dans la ronde des rivalités impérialistes pour le repartage du monde, pour s'assurer elle aussi sa part, se rangeant du côté de l'une des superpuissances, les USA, contre l'autre, l'Union soviétique.

Le CC du PTA ne tarda pas à en conclure judicieusement qu'il s'agissait là d'une politique et d'une stratégie très dangereuses de la part de la Chine.

Aussi jugea-t-il nécessaire d'exprimer par lettre au Comité central du PCC, la ferme opposition du PTA à ce tournant, qui était contraire aux intérêts de la Chine populaire elle-même, aux intérêts de la révolution et du socialisme à l'échelle mondiale. « Nous, jugeons votre décision de recevoir Nixon à Pékin, était-il dit dans cette lettre, non fondée et inopportune, nous ne l'approuvons ni ne la soutenons. Nous estimons également que la visite annoncée de Nixon en Chine ne sera pas approuvée par les peuples, par les révolutionnaires et les communistes des divers pays ». (*Lettre du CC du PTA au CC du PCC, 6 août 1971. ACP.*)

Le PTA ne pouvait, à l'époque, s'opposer ouvertement à la visite de Nixon en Chine ni au net tournant pris par la politique extérieure chinoise. Néanmoins, la différence radicale entre l'attitude du PTA et l'attitude du PCC envers l'impérialisme américain ne pouvait échapper à l'opinion mondiale. Cette différence se manifesta aussi au VI^e Congrès du PTA.

Tout en qualifiant l'impérialisme américain d'ennemi principal, le Congrès observa que « l'impérialisme révisionniste soviétique de fraîche date est, pour les peuples et la révolution, un ennemi tout aussi dangereux, rusé et agressif que l'impérialisme américain ». (*Documents principaux du PTA, éd. alb., t. VI, p. 84.*)

L'Union soviétique s'était entièrement transformée en un Etat fasciste, néo-colonialiste, en une superpuissance social-impérialiste. De même que les Etats-Unis, les gouvernants révisionnistes soviétiques avaient installé des bases militaires dans les pays satellites de l'Europe de l'Est et ils s'évertuaient à en établir d'autres dans divers pays du monde, ils avaient infesté les océans de croiseurs, de torpilleurs et de sous-marins, s'étaient engagés dans une course fébrile aux armements d'extermination massive, faisaient preuve d'une avidité insatiable pour engloutir les richesses des peuples; ils étaient devenus de gros marchands d'armes, des usuriers rapaces, ils provoquaient des complots contre-révolutionnaires, attisaient les conflits entre les nations, organisaient des aventures militaires, ils avaient perpétré leur infâme agression contre la Tchécoslovaquie et menaçaient de guerre les autres pays. La « théorie de la souveraineté limitée » fabriquée par Brejnev, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, était définie par le camarade Enver Hoxha comme une « théorie de chauvinisme et d'expansion de grande puissance, une théorie à l'aide de laquelle les nouveaux impérialistes soviétiques cherchent à étouffer toute souveraineté des autres peuples et à s'arroger le « droit souverain » d'intervenir où et quand bon leur semble ». (*Ibid.*, p. 88.)

Puisque l'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste soviétique sont les ennemis principaux et également dangereux des peuples, de la révolution et du socialisme, la lutte contre l'une des superpuissances ne peut être dissociée de la lutte contre l'autre; au contraire, il est indispensable de les fondre en un seul courant, à l'opposé de ce que faisaient les dirigeants chinois, qui avaient renoncé à la lutte contre les impérialistes des USA.

Le Congrès mettait en évidence que, en dépit de leurs efforts pour préserver et renforcer leur alliance, il existait fatalement entre les deux superpuissances de profondes contradictions qui étaient une source d'âpres conflits et rivalités et entraînaient l'établissement d'une unité parfaite et d'une alliance solide entre elles. L'une et l'autre, tout en s'efforçant de conjuguer leur action dans la lutte pour la domination mondiale, ne pensaient qu'à se détruire mutuellement. Les forces révolutionnaires, les peuples épris de liberté, les marxistes-léninistes devaient-ils exploiter ces contradictions ? Certes oui, mais uniquement dans le but de démasquer les plans et les menées agressives et rapaces des deux superpuissances impérialistes, de faire prendre conscience aux peuples du danger d'une nouvelle guerre mondiale découlant de la rivalité entre elles et les amener à se dresser pour déjouer leurs plans. La tendance que manifestaient les opportunistes chinois à s'entendre et à se lier avec les Etats-Unis contre l'Union soviétique, sous prétexte d'exploiter les contradictions existant entre ces deux superpuissances, n'était nullement marxiste-léniniste. Le Congrès, la critiquant, déclarait de façon catégorique : « Il n'est pas possible de s'appuyer sur un impérialisme pour s'opposer à l'autre ». (*Ibid.*, p. 88.)

Le révisionnisme moderne constitue la base idéologique la plus dangereuse du capitalisme et de l'impérialisme. Par conséquent « la lutte idéologique contre le révisionnisme demeure toujours actuelle, elle reste une tâche primordiale qu'il convient de conduire à son terme, jusqu'à la destruction complète de ce courant ». (*Ibid.*, p. 86.)

Des contradictions existaient également au sein des révisionnistes, de ceux qui étaient au pouvoir comme de tous les autres. Ces contradictions ont les mêmes fondements et sont de la même nature que celles qui opposent les capitalistes. C'est pour cette raison que le PTA rejetait également l'attitude anti-marxiste des dirigeants chinois consistant à appuyer les révisionnistes les plus faibles, pour combattre les plus forts, les révisionnistes soviétiques. Il avait repoussé avec répugnance toute proposition de leur part pour cesser la lutte idéologique contre le révisionnisme yougoslave et les autres courants révisionnistes et la limiter uniquement au révisionnisme khrouchtchévien !

Le Congrès considérait la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme non seulement comme une condition nécessaire pour conserver et garantir la liberté et l'indépendance conquises, le socialisme en Albanie, mais aussi comme une « composante du combat révolutionnaire général des peuples ». (*Ibid.*, p. 96.)

Le Congrès exprima de nouveau ses sentiments les plus sincères d'amitié, de solidarité et de collaboration fraternelle envers les pays et les peuples qui menaient une lutte héroïque de libération, envers toutes les forces anti-impérialistes et révolutionnaires du monde. Il approuva aussi une résolution spéciale à l'appui de la lutte de libération du peuple vietnamien.

Le Congrès considérait les nouveaux partis marxistes-léninistes déjà créés ou en cours de création dans de nombreux pays du monde, comme un facteur important du développement de la lutte de libération du prolétariat et des peuples. Le renouveau du mouvement marxiste-léniniste sur des fondements révolutionnaires avait inquiété l'impérialisme, la réaction et les révisionnistes modernes en particulier, qui s'étaient lancés de toutes leurs forces à l'attaque contre lui, en recourant à tous les moyens, pressions, chantages et calomnies. Le Congrès salua cordialement les nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes et leur souhaita de toujours plus grands succès et victoires en faveur de la grande cause commune. Il les assura que le PTA les appuierait de toutes ses forces et par tous les moyens. « Nous considérons cela comme un devoir internationaliste primordial, de même que nous apprécions la solidarité des partis et des forces révolutionnaires à l'égard de notre Parti et de notre pays ainsi que le soutien qu'ils leur prêtent, comme un facteur très important pour la cause du socialisme en Albanie ». (*Ibid.*, p. 201.)

Les délégations des partis communistes marxistes-léninistes, qui participèrent au Congrès apportèrent au Parti du Travail d'Albanie et au peuple albanais le soutien et l'amitié révolutionnaires des communistes et des révolutionnaires de tous les coins du monde. Au nom de tous les délégués, le camarade Enver Hoxha apprécia cet appui et cette amitié comme «un encouragement et une grande source d'inspiration» pour les communistes et les travailleurs albanais. Le Parti communiste chinois n'avait pas envoyé de délégation à notre VI^e Congrès. La direction chinoise essaya de motiver cette violation brutale des pratiques connues dans les relations entre partis frères par des justifications absurdes. En fait, c'était une forme de « vengeance » contre la critique que le CC du PTA, par sa lettre du 6 août, avait adressée au CC du PCC à propos de la visite de Nixon en Chine et une pression sur le PTA pour le contraindre à renoncer à son attitude révolutionnaire et à adopter le nouveau cours de la politique extérieure chinoise.

Les travaux du VI^e Congrès dans leur ensemble constituaient une défense résolue du marxisme-léninisme. Mais le Congrès jugea nécessaire d'insister particulièrement sur cette question en raison des déformations que les révisionnistes des divers courants avaient fait subir au marxisme-léninisme.

La trahison révisionniste avait engendré toutes sortes de théories et de doctrines « nouvelles » soutenant l'ordre capitaliste, ranimant toutes sortes de courants antimarxistes, trotskistes, anarchistes et maoïstes qui s'infiltraient dans les rangs de la jeunesse, surtout estudiantine, et de l'intelligentsia des pays capitalistes. Les idées de Mao Tsétoung dans la Révolution culturelle chinoise avaient également créé une confusion notable.

Dans ces conditions, soulignait le Congrès, la lutte des marxistes-léninistes pour libérer la classe ouvrière et les masses travailleuses des influences de l'idéologie bourgeoise et les armer de la seule idéologie scientifique, le marxisme-léninisme, revêtait une très grande importance.

La bourgeoisie et le révisionnisme moderne avaient particulièrement pour cible l'hégémonie de la classe ouvrière, la révolution et le socialisme; aussi le Congrès s'arrêta-t-il en particulier sur la défense des enseignements marxistes-léninistes portant sur ces trois grandes questions. Il les défendit en se fondant sur l'expérience historique et actuelle du mouvement révolutionnaire mondial et sur l'expérience révolutionnaire de l'Albanie. Sur cette base, il rejeta, avec des arguments scientifiques à l'appui, toutes les vues qui niaient le rôle dirigeant de la classe ouvrière, la révolution et le socialisme scientifique et déformaient les enseignements du marxisme-léninisme en ces matières.

« L'attitude à l'égard de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant, soulignait le Congrès, est une pierre de touche pour tous les révolutionnaires... Les conditions qui font de la classe ouvrière la force

déterminante de l'évolution mondiale actuelle, la force dirigeante de la lutte pour la transformation révolutionnaire du monde capitaliste, n'ont nullement changé ». (*Ibid.*, pp. 185-186.)

La révolution conduite par la classe ouvrière demeure le seul moyen de transformation radicale du monde capitaliste, la seule voie de la libération complète sociale et nationale. La révolution a ses propres lois, découvertes et formulées par Marx et Lénine, des lois qui, comme le souligna le Congrès, « sont générales et obligatoires pour chaque pays. La négation de ces lois conduit au révisionnisme ». (*Ibid.*, p. 193.)

Le but de la révolution dirigée par la classe ouvrière est l'édification de la société socialiste authentique. « A notre époque, il n'est question ni de copier les pseudo-socialismes révisionnistes, ni d'inventer de nouveaux socialismes. Le socialisme existe et se développe en tant que théorie et en tant que pratique. Il a accumulé une riche expérience historique qui a été synthétisée dans la théorie marxiste-léniniste, et vérifiée dans la vie par sa vitalité. Se basant sur cette théorie scientifique et l'appliquant dans les conditions de chaque pays, les forces révolutionnaires trouveront la juste voie vers le socialisme ». (*Ibid.*, p. 199.)

A l'issue de ses travaux, le VI^e Congrès élit à l'unanimité les instances dirigeantes suprêmes du Parti: le Comité central composé de 71 membres et 39 membres suppléants et la Commission centrale de contrôle et de vérification. Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA.

Les travaux du Congrès traduisirent la juste ligne conséquente marxiste-léniniste du Parti, qui s'enrichit et se développa davantage, l'unité d'acier de ses rangs, ses liens étroits avec le peuple, sa solidarité internationaliste avec toutes les forces marxistes-léninistes et révolutionnaires du monde, sa maturité, sa clairvoyance, sa détermination et son courage dans la lutte contre tous les ennemis du communisme, contre toutes les difficultés et tous les obstacles, pour la construction intégrale de la société socialiste et la défense de la pureté du marxisme-léninisme.

2. LES MASSES EDIFIENT LE SOCIALISME, LE PARTI LEUR FAIT PRENDRE CONSCIENCE

De même que les congrès précédents du Parti, le VI^e Congrès ouvrit de nouveaux horizons de travail et de lutte révolutionnaires dans la voie de la construction socialiste du pays, de la sauvegarde de la patrie, de la défense et de l'application créatrice des principes du marxisme-léninisme.

Le Parti s'attacha avec soin à bien faire comprendre et assimiler les idées et les directives du Congrès, par les communistes en premier lieu, par la classe ouvrière et tous les travailleurs en vue de leur juste et entière application.

Le discours du camarade Enver Hoxha au plénum du Comité du Parti du district de Mat, le 26 février 1972, joua un grand rôle pour la réalisation de cet objectif.

Le but essentiel de ce discours était de faire comprendre plus à fond et de mieux faire appliquer le grand principe marxiste-léniniste suivant lequel ce sont les masses du peuple qui édifient le socialisme, tandis que le rôle du parti de la classe ouvrière est de leur faire prendre conscience, principe qui fut expressément souligné au Congrès.

Le PTA avait appliqué ce principe depuis le jour de sa création. Il poursuivait sa marche résolue dans cette voie. Mais pourquoi soulevait-il de nouveau avec force cette question ? Le camarade Enver Hoxha expliquait que la lutte pour l'édification du socialisme s'était engagée dans une phase qui exigeait une participation plus active et plus militante des masses du peuple, avec, de leur part, un niveau de conscience socialiste plus élevé et un sens politique et idéologique plus profond des tâches à accomplir.

Dans la lutte pour la réalisation des grandes tâches du nouveau quinquennat on se heurterait à de multiples obstacles et difficultés, une âpre lutte de classe devait être menée contre l'ancien réactionnaire, régressif, contre les ennemis de dehors et de dedans. C'est uniquement grâce à la détermination des masses profondément conscientes, conduites par le Parti, dans le travail et dans la lutte, que l'on peut surmonter les obstacles et les difficultés, l'emporter sur l'ancien et vaincre les ennemis.

Mais la participation active et militante des masses était entravée par des erreurs et des déformations des directives du Parti, erreurs et déformations qui avaient été observées dans l'activité non seulement des simples communistes, mais aussi de certains cadres. Le camarade Enver Hoxha exigeait qu'une nouvelle attaque générale fût lancée contre ces phénomènes, pour éviter qu'ils ne s'aggravent, pour corriger les erreurs et empêcher toute violation et déformation de la juste ligne du Parti.

Le maintien et l'amélioration de justes rapports entre le Parti, les cadres et les masses

Le rôle du Parti demeurait toujours déterminant. C'était le Parti qui avait élaboré et appliqué constamment une juste ligne révolutionnaire, qui, grâce à la mise en œuvre de cette ligne, avait remporté de si grands succès et victoires dans tous les domaines de la vie du pays. Mais ces succès et ces victoires auraient été inconcevables sans la lutte et le travail héroïque du peuple.

Dès lors que ce sont les masses qui font la révolution et édifient le socialisme, le parti de la classe ouvrière ne peut élaborer une juste ligne que s'il tient compte de leurs aspirations et revendications, s'il s'appuie sur leur expérience vivante et assure leur participation directe. C'est également à travers la participation du peuple, soulignait le camarade Enver Hoxha, qu'on combat les erreurs et corrige les défauts. « C'est en cela que réside un des plus grands principes léninistes, principe dont nous n'avons jamais dévié et dont nous ne dévierons jamais ». (*Enver Hoxha, Discours 1971-1973, éd. fr., p. 107.*)

Le PTA a été toujours une véritable avant-garde de la classe ouvrière. Qu'est-ce que cela signifie ? La classe ouvrière « est constamment en lutte, elle travaille dans les mines, dans les usines, dans les champs, sur les chantiers de construction, partout. Elle se heurte à des difficultés et à des privations de toutes sortes, et elle lutte pour les surmonter. Mais son avant-garde, le Parti, où doit-il se trouver ? Eh, bien,, il doit toujours, et à tout prix, se porter à la pointe de la lutte, du travail dans la production, voilà la place d'honneur pour les communistes, faute de quoi le Parti ne peut jouer son rôle d'avant-garde ». (*Ibid., p. 108.*) C'est pourquoi la grande majorité des communistes devaient s'engager dans la production, travailler sur les fronts les plus ardues de la lutte et du travail. « Sinon, prévenait le camarade Enver Hoxha, nous deviendrions des « messieurs » et des « commandants » ». (*Ibid., p. 108.*) Le rôle d'avant-garde du Parti et son rôle dirigeant ne peuvent nullement être assurés avec des « messieurs » et des « commandants » et si la majorité des communistes s'enferment dans des bureaux.

Le Parti n'a jamais été contre les appareils, que ce soient les siens, ceux de l'Etat, de l'économie ou des organisations de masse, mais il a combattu résolument toute tendance à les gonfler. Le Comité central attirait l'attention sur le fait que la tendance à gonfler les appareils d'employés superflus n'était pas éliminée complètement. Aussi, la direction du Parti exigeait-elle qu'il fût mis un frein à cette tendance et que de nouvelles mesures fussent prises en vue de débarrasser et d'alléger les appareils des éléments superflus. Cette tendance découlait de la sous-estimation du rôle des organes élus d'Etat, des conseillers et des députés, de l'armée des activistes sociaux, ouvriers, coopérateurs, intellectuels, ainsi que des organisations de masse.

Le Comité central, considérant comme une grave erreur de ne pas mettre à contribution dans la mesure requise les conseillers et les députés, les représentants directs du peuple, ses élus aux fonctions de direction de l'Etat et dans le contrôle de l'économie, prescrivait de prêter une plus grande attention à cette question, de leur créer la possibilité de s'acquitter de toutes les attributions qui leur étaient conférées par la loi et par les enseignements mêmes du Parti.

Il était également indispensable d'établir un plus juste rapport entre les communistes et les gens (les cadres) sans-parti dans les organes d'Etat, les appareils de l'administration, de l'économie et des organisations de masse. Il n'était pas juste du tout que près de la moitié des employés des départements ministériels fussent des membres du Parti. Dans certains ministères, ils constituaient même la majorité, dans les appareils de l'Union de la Jeunesse, au centre et dans les districts, ils représentaient 51 pour cent des cadres, dans les appareils des Unions professionnelles 67 pour cent et dans ceux de l'Union des Femmes 66 pour cent. Dans l'Assemblée populaire également, les membres du Parti constituaient un pourcentage élevé des députés. Et cela, parce que le principe suivant lequel les cadres dirigeants doivent être issus des rangs des meilleurs travailleurs était appliqué de façon étroite et par la voie la plus simple, les communistes étant les éléments les mieux connus. Mais les communistes ne sont pas seuls à être des travailleurs révolutionnaires. Parmi les travailleurs sans-parti il y a un grand nombre d'éléments capables de devenir des cadres dirigeants. Une autre raison qui a empêché la promotion des éléments sans-parti à des postes de direction était aussi une certaine méfiance à leur égard.

Le camarade Enver Hoxha critiquait sévèrement cette relative méfiance à l'égard des travailleurs sans-parti et le peu d'élan montré pour leur confier des fonctions de direction. « Le marxisme-léninisme nous enseigne, disait-il, qu'un communiste doit traiter un sans-parti d'égal à égal, qu'il doit lui témoigner la confiance d'un frère... Cela revêt une très grande importance, camarades, pour nous comme pour n'importe quel parti ». (*Ibid.*, p. 120.)

La promotion aux organes du pouvoir et de l'économie d'un grand nombre d'ouvriers, communistes ou sans-parti, était une très importante exigence de principe dictée par la réalité d'un pays socialiste, où le pouvoir appartient à la classe ouvrière.

L'afflux aux organes du pouvoir et de l'économie d'un nombre toujours accru d'ouvriers constituait par ailleurs une forme du contrôle ouvrier. Le Parti, certes, luttait avec une vigueur particulière pour instaurer le contrôle ouvrier, mais on n'en observait pas moins des flottements et des zigzags dans l'application de la directive concernant ce grand problème de principe. Le camarade Enver Hoxha recommandait de lutter avec persévérance pour mettre en œuvre sans hésiter cette directive, et de prendre des mesures pour traduire dans les faits la parole des ouvriers dans le plus bref délai. « Faute de quoi, disait-il, il n'y a pas de contrôle de classe, mais seulement de vaines paroles ». (*Ibid.*, p. 129.)

Les collectifs de travailleurs, les ouvriers et les coopérateurs devaient non seulement demander régulièrement aux cadres dirigeants de rendre compte sérieusement, et non pas de façon purement formelle, de l'accomplissement de leurs fonctions et de leurs tâches, mais d'exprimer aussi leur avis sur la nomination et la rotation des cadres. On avait, certes, sollicité leur avis auparavant aussi, mais cette pratique devait désormais devenir une règle obligatoire. Les décisions sur la nomination et la mutation des cadres ne devaient être prises par les organes compétents qu'après consultation préalable des ouvriers, des coopérateurs, des collectifs de travailleurs, et avec leur approbation. Le Parti, les masses populaires, la dictature du prolétariat tirent de grands avantages de cette procédure démocratique, car chacun est ainsi passé au crible et l'on empêche par là l'accession à la direction d'éléments qui en sont indignes, bureaucrates, technocrates, serviles, bavards et carriéristes. L'admission de nouveaux membres également devait obligatoirement être soumise à la discussion des masses.

Les problèmes posés par le camarade Enver Hoxha et les mesures qu'il conseillait, entraînèrent une intensification de la lutte contre le bureaucratisme.

En dépit des coups écrasants qu'il avait reçus, le bureaucratisme relevait parfois la tête et tentait de nuire au Parti et à la dictature du prolétariat, d'entraver le développement du pays dans la voie du socialisme. Les bureaucrates déformaient les directives et les enseignements du Parti, ils empêchaient l'application en profondeur et en ampleur de la ligne de masse, cachaient au Parti le véritable état de choses à la base, et cherchaient à dissimuler les erreurs et les défauts pour masquer leur propre incapacité.

Le Comité central exigeait une nouvelle fois une vigilance et un esprit militant élevés pour défendre le Parti, pour renforcer sans cesse ses liens avec la classe et les masses, pour faire comprendre le plus à fond possible que la force du Parti réside justement dans ces liens, que le Parti, certes, a des droits, mais que ceux-ci ne sont pas illimités, qu'il n'a le droit de faire que ce que veut le peuple, ce que veut la classe ouvrière, ce que lui permettent les lois, ce qui est conforme à sa ligne marxiste-léniniste, pour démasquer et remettre à leur place tous les éléments qui, au nom du Parti, déformaient sa ligne, violaient ses directives, ses principes et ses normes.

La ligne de masse est appliquée correctement quand on combat à la fois et le sectarisme et le libéralisme

Afin que les grandes idées du discours du camarade Enver Hoxha à Mat fussent bien assimilées et mises en œuvre, on organisa l'étude de ce discours par les communistes et les masses travailleuses tout entières ainsi qu'une discussion populaire consacrée spécialement à ce sujet. Cela contribua à ranimer encore le travail du Parti et de l'Etat, à élever l'esprit révolutionnaire et à accroître la mobilisation des travailleurs pour la réalisation des tâches dans les domaines économique et social. Au cours de cette étude et de cette discussion nombre d'erreurs et de déformations des directives jusque-là inobservées apparurent au grand jour, et ensuite elles furent combattues.

Le Comité central du Parti, qui suivait de près le débat, veillait à ce qu'il se déroulât dans la juste voie et que les questions posées par le camarade Enver Hoxha dans son discours ne donnent pas lieu à une interprétation et à une compréhension unilatérales.

A peine l'étude et la discussion de ce discours avaient-elles été entreprises que la direction du Parti attirait l'attention sur le fait que certaines questions n'étaient pas encore parfaitement comprises ou qu'elles étaient parfois interprétées de façon erronée.

Comme le discours de Mat mettait l'accent sur une large participation des masses aux affaires de l'Etat et à la gestion de l'économie à travers la libre expression des idées sur chaque problème, à travers la critique courageuse et sans réserve des défauts et des erreurs de tous ceux qui déformaient ou violaient les directives du Parti et les lois de l'Etat, il fut des gens qui pensèrent que la voie avait été ainsi ouverte au libéralisme. Le libéralisme fut encouragé en sous main par les éléments hostiles sous le couvert de la lutte contre le sectarisme et le bureaucratisme. Mais le Comité central ne permit pas que les choses prissent un cours erroné. « Un jugement superficiel et irréfléchi..., prévenait-il, peut entraîner des dangers pour le Parti, en le faisant glisser soit à droite soit à gauche... Le libéralisme serait un grand danger, comme pourrait l'être aussi le sectarisme... Ces deux phénomènes, le libéralisme et le sectarisme, sont également dangereux et il faut les combattre sous quelque forme qu'ils se manifestent ». (*Ibid.*, p. 159.)

Cette mise en garde aida le Parti à aiguïser la vigilance contre le danger de libéralisme.

Mais tout en attirant l'attention sur ce danger et en exigeant une vigilance accrue, le Comité central conseillait de bien veiller à ce que cela n'engendrât pas un travail sectaire et en vase clos ni ne fût obstacle au développement d'une large démocratie des masses.

Du moment que la classe ouvrière et son parti étaient au pouvoir et avaient le peuple tout entier avec eux, il n'y avait pas de raisons de garder le secret sur les directives, les décisions et les problèmes principaux. Il n'était pas juste que seul un nombre limité de cadres fût mis au courant des décisions des comités de parti, et que les masses n'en eussent pas connaissance. « Si vous, camarades dirigeants des districts, leur conseillait la direction du Parti, désirez être à la pointe du travail et de la direction des masses, il faut que vous fassiez en sorte que les problèmes que vous examinez trouvent une large et rapide résonance dans les larges masses du peuple de votre district, encadrées dans les organisations de masse ». (*Ibid.*, p. 166.)

Le camarade Enver Hoxha enseignait que les masses devaient être informées non seulement des directives et des décisions, mais aussi des graves erreurs commises par un communiste, un secrétaire d'organisation ou de comité du Parti, un membre du Comité central, ou du Gouvernement, dès lors qu'ils étaient non seulement critiqués ou punis, mais même destitués de leurs fonctions. « Le Parti... n'a pas de raison de cacher qu'un communiste a mal agi... de taire aux masses la faute de toute une organisation et de ne pas leur montrer la voie à suivre pour corriger convenablement et à fond ce genre de fautes. Bien plus, il doit à cette fin demander absolument l'aide et l'avis des personnes sans-parti, qui constituent l'immense majorité des travailleurs. Si nous suivons cette voie, nous aurons bien agi envers les masses, qui diront sûrement : « Vive le Parti, car sa façon d'agir est la plus juste ! » ». (*Ibid.*, p. 171.)

Pour renforcer les liens avec les masses, une très grande attention fut consacrée aux lettres adressées par le peuple au Comité central, aux comités du Parti dans les districts et aux organisations de base du Parti. Critiquant sévèrement les attitudes répréhensibles de certains cadres dirigeants, qui ne consacraient pas une attention suffisante aux lettres du peuple, le camarade Enver Hoxha soulignait leur grande importance pour les liens des masses avec le Parti. « Les lettres adressées par les gens du peuple, disait-il, constituent... un trésor inestimable... Une lettre du peuple est un témoignage des plus ouverts, des plus utiles et des plus féconds, qui nous éclaire, nous prévient, nous critique, nous conseille, et elle renforce le Parti, l'Etat, elle dénonce les ennemis, les trafiquants et les menteurs. Aussi quiconque sous-estime ces lettres, ne tient pas compte comme il se doit de la directive du Parti à ce sujet, du rôle des masses dans la construction du socialisme ». (*Enver Hoxha, Discours au Secrétariat du CC du PTA, 11 avril 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., pp. 188, 191.*)

Bien entendu, le camarade Enver Hoxha et les autres dirigeants et cadres du Parti n'étaient pas en contact avec le peuple uniquement par des lettres. Ils avaient de fréquentes rencontres directes avec les masses.

Le Comité central veillait très attentivement à ce que le travail pour une compréhension et une application plus profondes des directives du Parti, des idées du camarade Enver Hoxha sur la ligne de masse, se poursuivit et s'améliorât sans cesse.

3. L'APPROFONDISSEMENT DE LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LES MANIFESTATIONS ETRANGERES AU SOCIALISME ET LES ATTITUDES LIBERALES A LEUR EGARD

Après le VI^e Congrès, on observa une montée de la lutte de classes. Cela tenait à ce que les affrontements devenaient toujours plus âpres entre le peuple albanais avec son Parti en tête, d'une part, et les ennemis du dehors et du dedans, de l'autre, et surtout entre l'idéologie prolétarienne et les idéologies réactionnaires anciennes et nouvelles.

Décus par les échecs de leurs efforts des années 60 pour faire dévier le PTA de sa voie révolutionnaire et engager l'Albanie socialiste dans la voie du capitalisme, les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques, les révisionnistes yougoslaves et tous les laquais de la bourgeoisie et du révisionnisme international accentuèrent leurs pressions. Ils étendirent et intensifièrent la subversion idéologique pour encourager et soutenir la contre-révolution pacifique en Albanie. La pression idéologique des ennemis revêtit le caractère d'une véritable agression idéologique. Ils raffermirent également leur blocus économique, leurs menées d'espionnage et de sabotage, leur chantage, leurs préparatifs pour une agression militaire, qui devait suivre leur agression idéologique.

Cette activité intense des ennemis extérieurs fut soutenue par les ennemis intérieurs, qui avaient réussi à pénétrer au sein même du Parti, du pouvoir d'Etat, de l'Armée, des organes dirigeants de l'économie nationale.

Le Parti barre la voie au libéralisme

Les ennemis visaient à abattre le PTA et à miner le socialisme en Albanie, ce pays qui demeurait le seul bastion socialiste en Europe, un exemple inspirant les forces révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde ; et l'impérialisme, le révisionnisme et la bourgeoisie internationale espéraient parvenir à leurs fins.

La voie qu'ils suivaient était désormais notoire : elle consistait à encourager et à propager le libéralisme partout, dans le Parti, dans l'Etat et dans l'économie, le mode de vie dissolu bourgeois, la musique, la littérature et les arts modernistes, la dégénérescence, surtout de l'intelligentsia et de la jeunesse. Pour ce faire, les ennemis recouraient à tous les moyens ; ils mirent surtout à profit l'ouverture de la Chine « socialiste » vers les Etats-Unis d'Amérique. Ils essayaient également d'exploiter à leurs fins la lutte du PTA contre le bureaucratisme et le conservatisme pour l'approfondissement de la démocratie socialiste, de donner à cette lutte une direction erronée, ils tentaient d'exploiter une certaine euphorie suscitée chez un très grand nombre de travailleurs et de cadres par les grands progrès réalisés dans le développement économique, social et culturel, etc.

Cette action « pacifique » délétère était menée par la voie légale et illégale, selon les cas et les possibilités.

Elle engendra des phénomènes étrangers à l'esprit du socialisme, de caractère libéral, bourgeois, qui s'observaient surtout dans les domaines de la culture et de l'idéologie, en particulier dans la littérature et les arts, dans la façon de s'habiller et le comportement d'un bon nombre de jeunes, dans le travail d'organisation, dans l'action idéologique et politique menés auprès de la jeunesse et de l'intelligentsia. Ces phénomènes tenaient aussi aux agissements néfastes du groupe hostile conduit par Fadil Paçrami et Todi Lubonja, ex-membres du Comité central.

Mais le Parti ne permit pas que ces phénomènes grossissent, il barra la voie au libéralisme, prévenant ainsi le grand danger qui menaçait la dictature du prolétariat, le socialisme en Albanie. Trempé dans les batailles révolutionnaires contre les farouches ennemis du dehors et du dedans, contre les traîtres qui agissaient en son sein, le Parti ne fut pas pris au dépourvu, le peuple non plus. On n'en trouvait pas moins des organisations du Parti, des communistes, des cadres et des travailleurs qui avaient relâché leur vigilance.

L'appel à la lutte contre les manifestations étrangères au socialisme et les attitudes libérales à leur égard fut lancé par le camarade Enver Hoxha en janvier 1973, dans son discours au Présidium de l'Assemblée populaire. Après avoir critiqué sévèrement ces manifestations et attitudes, le camarade Enver Hoxha indiquait : « Tout en menant une lutte active contre les diverses manifestations de conservatisme, nous ne devons pas verser dans le libéralisme, relâcher notre vigilance contre les influences corruptrices actuelles de l'idéologie et de la culture bourgeoises. Nous ne devons pas minimiser ces influences ou rester passifs à leur égard, mais les combattre avec détermination et avec l'ardeur révolutionnaire requise ». (*Enver Hoxha, Discours au Présidium de l'Assemblée populaire, 9 janvier 1973. ACP.*)

Le Parti tout entier se dressa dans cette lutte surtout après le discours du camarade Enver Hoxha à la réunion générale des communistes de l'appareil du Comité central du PTA, le 15 mars 1973, sur la manière d'interpréter et de combattre l'encerclement impérialiste-révionniste.

La direction du Parti exigeait que fût bannie toute tendance à sous-estimer cet encerclement ; il fallait bien en faire comprendre à tous la nature et les dangers, agir avec une conscience et un esprit de mobilisation révolutionnaires élevés pour le briser en toute situation.

Elle critiquait les travailleurs qui disaient à la légère : « Nous sommes forts, on ne peut rien contre nous ». On est courageux, expliquait le camarade Enver Hoxha, quand on comprend parfaitement ce qu'on doit défendre, quand on est conscient que l'on doit défendre ce qu'on a créé soi-même, par son

sang versé, par sa peine et son labeur. La négligence, le laxisme, les attitudes libérales, l'affaiblissement de la vigilance, l'euphorie ne portent de l'eau qu'au moulin de l'ennemi.

Le Parti était contre l'idée erronée de certains qui disaient : « Pourquoi soulever ces questions, ne faisons pas de bruit à leur sujet ». Le camarade Enver Hoxha estimait indispensable de combattre cette idée non révolutionnaire. Il demandait surtout d'écraser les tentatives de Fadil Paçrami et des dévoyés politiques qu'il avait pour acolytes, pour faire considérer le conservatisme comme le principal danger. « C'est là la thèse de l'ennemi », disait-il. Et il leur demandait : « Etes-vous pour la thèse du Parti ou pour celle de l'ennemi de classe ? ». (*Enver Hoxha, Discours du 15 mars 1973. Discours 1971-1973, éd. fr., p. 287.*) Le Parti s'en tenait constamment à la seule méthode juste, celle de la lutte sur les deux fronts, aussi bien contre le libéralisme et le conservatisme que contre l'opportunisme et le sectarisme. C'est seulement parce qu'il avait mené la lutte contre les ennemis de cette manière, qu'il n'avait été ni ne serait jamais pris au dépourvu.

Le libéralisme était également encouragé par l'ennemi de classe. Aussi le camarade Enver Hoxha jugeait-il indispensable que le Parti mobilisât toute l'opinion du pays pour créer un front d'acier contre le front adverse, composé des ennemis extérieurs et intérieurs, il recommandait aux travailleurs de comprendre correctement et profondément les dangers que présentait ce front hostile, de le combattre sans merci, efficacement, dans tous les domaines, idéologique, politique, économique, sans faire aucune concession, sans en sous-estimer le danger.

Il était également indispensable de comprendre correctement la lutte idéologique contre les survivances étrangères au socialisme dans la conscience des gens, de ne pas permettre que cette lutte se réduise à de simples cours et entretiens, de l'apprécier comme un combat multiforme et complexe, auquel le Parti, le pouvoir et les masses doivent porter la plus grande attention.

Les communistes, la classe ouvrière, la jeunesse et tous les travailleurs firent leurs thèses avancées par le camarade Enver Hoxha et les tâches qu'il avait fixées dans son discours du 15 mars 1973. A la lumière de ces thèses et de ces recommandations, chaque organisation du Parti, chaque communiste mettait à nu et critiquait les erreurs, les défauts, les manifestations étrangères au socialisme, les attitudes libérales, observées chez certains communistes, certains cadres et travailleurs. Partout s'instaura une atmosphère pleine de vie, de débats et de confrontations, un esprit de mobilisation pour corriger les erreurs, pour mieux comprendre le rapport entre les droits et les devoirs, pour renforcer la discipline et élever la vigilance, pour réaliser les tâches, les directives du Parti, et appliquer les lois de l'Etat.

Le démantèlement du groupe hostile de Fadil Paçrami et Todi Lubonja

Ces débats et ces confrontations, les critiques des communistes et des travailleurs permirent de mettre à nu les origines et les ramifications de l'activité hostile de F. Paçrami, T. Lubonja et de leurs tenants.

Les conclusions du débat dans le Parti et parmi les masses populaires sur la lutte contre les influences étrangères au socialisme, contre les manifestations de libéralisme ainsi que l'activité hostile du groupe de F. Paçrami et T. Lubonja, furent analysées par le 4^e plénum du CC du PTA du 26 au 28 juin 1973.

Le Plénum aboutit à la conclusion que la discussion sur la lutte contre les manifestations libérales était une grande école, qui démontrait combien il était utile de débattre dans un esprit critique les problèmes aigus au sein du Parti, combien la consultation ouverte avec la classe ouvrière et les autres masses travailleuses sur ces problèmes était instructive et féconde. Le Parti tirait de grandes leçons de ce débat.

Il ne fallait oublier à aucun moment que l'Albanie socialiste était la cible de pressions multiformes exercées par le monde capitaliste et révisionniste, qu'elle était l'objet d'une agression idéologique

frontale. Cette agression était permanente, il fallait donc la combattre et la refouler constamment, chaque année, chaque mois, chaque jour.

L'encouragement au libéralisme dans tous les domaines constitue l'essence de l'agression idéologique bourgeoise et révisionniste. « Mais de quelque manière et où qu'il se présente, le libéralisme reste, dans son essence, une expression de l'opportunisme idéologique et politique, un abandon de la lutte opiniâtre de classe,... il constitue une adhésion à la coexistence pacifique avec l'idéologie ennemie ». (*Enver Hoxha. Rapport au 4^e plénum du CC du PTA. Discours 1971-1973, éd. fr., p. 334.*)

La pression des ennemis du dehors et celle des ennemis du dedans s'entrelaçaient en un front unique avec un objectif commun : créer le terrain, l'aliment nécessaires à l'apparition de l'opportunisme de droite, du révisionnisme. En dépit des masques gauchistes dont ils s'affublaient pour tromper les masses, tous les ennemis du Parti et du peuple étaient des éléments de droite.

C'était une chose à ne jamais oublier. Mais il ne fallait pas non plus sous-estimer le danger du gauchisme ni renoncer à la lutte contre les manifestations de l'opportunisme de gauche. Cette lutte devait être menée, comme elle l'avait toujours été, sur les deux fronts, sinon la ligne du Parti serait vacillante, instable et erronée.

Si ces influences se sont ainsi propagées, indiquait le Plénum, c'est principalement parce que « la juste orientation du Parti pour une lutte idéologique menée de front sur les deux flancs, à la fois contre le conservatisme et contre le libéralisme, n'a pas été appliquée avec esprit de suite et qu'on s'en est détourné ». (*Ibid., p. 342.*) Les éléments hostiles exploitèrent cette circonstance dans le but d'annihiler la méthode du réalisme socialiste sous le couvert de la prétendue lutte contre le conservatisme.

Les comités et les organisations de base du Parti ne consacraient pas l'attention requise aux problèmes des lettres et des arts. Les secteurs de l'appareil du Comité central s'occupant du travail idéologique n'avaient pas, eux non plus, apporté toute la contribution nécessaire pour barrer la voie aux influences étrangères dans la littérature et les arts. Le Comité du Parti pour le district de Tirana fut particulièrement critiqué pour le soin insuffisant qu'il avait témoigné à ce secteur. C'est à Tirana que se trouvaient la majeure partie des écrivains et des artistes, les principales institutions artistiques du pays, où l'esprit de libéralisme s'était répandu plus que partout ailleurs. Une grande part de responsabilité pour les déviations de la ligne du Parti dans la littérature et les arts retombait sur l'Union des écrivains et des artistes, dont certains dirigeants n'avaient pas seulement permis la propagation de conceptions et de théories étrangères à l'esprit du socialisme, mais les avaient même alimentées par leurs attitudes libérales. Le ministère de l'Education et de la Culture, en sous-estimant le danger de libéralisme et en reculant devant les pressions libérales, était aussi en très grande partie responsable de ces déviations. Il devait apparaître par la suite que les dirigeants mêmes de ce ministère avaient glissé dans le bourbier du libéralisme.

Mais la plus lourde responsabilité retombait particulièrement sur F. Paçrami et T. Lubonja et leur groupe antiparti. Profitant, le premier, de son poste de secrétaire du Comité du Parti pour le district de Tirana, le second, de ses fonctions de directeur de la Radio-télévision, ils déformaient et sabotaient dans des buts hostiles, bien définis, la ligne du Parti sur la littérature, les arts et la culture.

Le Plénum du CC fixait pour tâche aux organisations et organes du Parti de bannir toute négligence à l'égard de la littérature et des arts, d'infuser dans chacune de leurs cellules l'esprit de parti prolétarien, de les diriger de près, en ayant toujours en vue que la littérature et les arts exercent sur les masses « une grande influence qui se reflète puissamment non seulement dans l'état d'esprit des travailleurs, mais aussi dans le travail et la production ». (*Ibid., p. 358.*) Le Parti exprimait la conviction que les écrivains et les artistes, par leurs efforts révolutionnaires, extirperaient les mauvaises herbes et porteraient hardiment en avant, dans sa ligne marxiste-léniniste, la grande cause des lettres et des arts, de la culture socialiste, qu'ils serreraient toujours plus les rangs autour du Parti auquel ils étaient liés comme la chair à l'os, pour créer de nouvelles œuvres de qualité.

Dans le cadre de cette lutte contre les manifestations étrangères au socialisme et contre les attitudes libérales à leur égard, le Plénum fixait des tâches importantes afin d'inculquer des conceptions révolutionnaires sur la façon de vivre, sur le comportement dans la vie sociale et les goûts idéo-esthétiques.

Le mode de vie, le comportement et les goûts idéo-esthétiques sont une partie intégrante de l'idéologie et de la culture, de la superstructure de la société. Leur caractère socialiste, comme celui de toute la superstructure, se crée et se renforce sous l'influence directe de la base économique socialiste et à travers la lutte de classe aussi bien contre les conceptions et les coutumes vétustes et rétrogrades, que contre l'influence qu'exercent du dehors l'idéologie, la culture et le mode de vie bourgeois, contre le conservatisme et le libéralisme.

Les dernières années, les conceptions conservatrices avaient été durement dénoncées. Mais on avait sous-estimé dans une certaine mesure la lutte contre les influences bourgeoises-révisionnistes et contre les manifestations libérales dans le mode de vie. Le groupe hostile de F. Paçrami et de T. Lubonja exploita cette négligence dans le but d'encourager, par le biais des écrits littéraires, des pièces théâtrales, des émissions musicales, etc., les vices bourgeois, la violation des normes de la morale socialiste. Par ailleurs on observait une certaine indifférence de beaucoup de travailleurs à l'égard des manifestations étrangères à cette morale.

Le Plénum estimait indispensable de poursuivre sur un large front la lutte contre ces phénomènes. Il fallait dresser les masses dans la lutte pour éliminer tout indifférentisme et instaurer partout une atmosphère asphyxiante à rencontre des violations des normes de la morale socialiste. Il fallait constituer un front unique qui exercerait une influence positive sur la jeunesse et cultiverait en elle, dans un esprit révolutionnaire, une conception socialiste du mode de vie, des goûts idéo-esthétiques et du comportement, un front sur lequel se conjugueraient les efforts de l'école, du lieu de travail, de tous les moyens de propagande et de culture, des organisations sociales, de la famille et de l'opinion sociale tout entière.

L'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie avait un rôle particulier à jouer en ce domaine. Le Plénum du CC du Parti demandait que cette organisation corrigeât les erreurs commises dans l'activité idéopolitique, culturelle et organisationnelle, conséquences des attitudes libérales d'Agim Mero, ex-premier secrétaire du CC de l'UJTA et qu'elle prît des mesures pour redresser la situation en restant à la pointe de l'élan révolutionnaire de la jeunesse. Au sein de la jeunesse, comme partout ailleurs, la lutte serait menée sur les deux flancs, aussi bien contre le patriarcalisme et le conservatisme que contre le libéralisme.

Le Plénum estimait indispensable d'étendre la lutte contre les phénomènes étrangers et contre les attitudes libérales aux autres domaines de la vie, particulièrement dans l'économie.

La discussion dans le Parti et les collectifs de travail avait révélé aussi des défauts dans ce très important domaine. Dans la direction et la gestion de l'économie nationale, on observait des insuffisances et des erreurs, des manifestations de volontarisme et de subjectivisme, de sous-estimation des lois économiques, d'intérêt personnel étroit, ministériel, local, de groupe, des infractions à la discipline dans le travail. On faisait preuve de libéralisme à l'égard de ces faiblesses et manifestations étrangères. Les demandes de comptes et le contrôle rigoureux de l'Etat faisaient défaut. Le Plénum critiqua les départements économiques, et surtout la Commission du Plan d'Etat et le ministère des Finances, pour ces manifestations et attitudes et il leur recommandait d'analyser dans un esprit critique leur travail de direction et de gestion.

Il critiqua aussi les Unions professionnelles pour l'autosatisfaction et le formalisme qu'elles avaient montrés dans leur activité et il exigea d'elles qu'elles améliorent leur travail d'éducation et de persuasion auprès des ouvriers et des autres travailleurs, qu'elles combattent opiniâtrement les attitudes étrangères à la société socialiste envers le travail et la propriété socialiste, qu'elles luttent pour une

saine discipline prolétarienne, pour la préservation de la propriété collective, pour une qualité et un rendement élevés dans la production. Elles devaient avoir soin de ne pas reculer devant les pressions petites-bourgeoises, mais de poursuivre leurs efforts pour dresser les masses travailleuses dans une lutte intransigeante contre ces pressions.

Dans le cadre de la lutte contre les manifestations étrangères au socialisme et les attitudes libérales à leur égard, le Plénum analysa aussi l'activité du Parti. Il mit en évidence que des manifestations et des attitudes de ce genre s'étaient également fait jour dans la vie et l'activité du Parti. Des attitudes libérales s'observaient au sein des organisations du Parti qui n'assumaient pas toutes leurs responsabilités pour l'état et la direction des affaires là où elles avaient été mises sur pied et menaient leur action ; qui permettaient la propagation de ce genre de phénomènes ; qui n'exigeaient pas une application rigoureuse des principes et des normes des statuts par tous les communistes et les cadres, quels que fussent leur poste ou leur fonction de direction ; qui ne luttaient pas pour faire en sorte que chaque communiste donne l'exemple comme combattant d'avant-garde.

Le Plénum fixa pour tâche de renforcer encore le rôle dirigeant du Parti, ce qui devait se concrétiser à travers une juste et parfaite exécution de ses décisions et de ses directives, des lois de l'Etat, des tâches dans les divers domaines de la vie, qui serait fondée sur les profondes convictions idéologiques et politiques des masses, sur une direction et une organisation parfaites des affaires, et un meilleur fonctionnement des puissants leviers du Parti, que sont les organes du pouvoir et les organisations sociales.

Analysant les conclusions du débat dans le Parti et parmi les masses sur les problèmes de la lutte contre le libéralisme et dégagant de cette analyse des enseignements et des tâches, le Plénum du CC démantela définitivement aussi le groupe hostile de F. Paçrami et de T. Lubonja. Ce groupe avait entamé son activité dans les années 60, lorsque avait été engagée la lutte frontale contre le révisionnisme soviétique. Ils espéraient que l'encerclement et le blocus impérialistes et révisionnistes causeraient nécessairement en Albanie une « crise » profonde. A la faveur de cette « crise », ces ennemis escomptaient mener à bien leur plan de propagation du révisionnisme et de restauration du capitalisme. Cependant, la « crise » souhaitée ne se faisait pas jour. Mais lorsque, au début des années 70, courants révisionnistes et l'esprit pacifiste connurent une très vaste propagation à l'échelle mondiale, lorsque la direction chinoise se mit à pratiquer ouvertement une politique de conciliation avec l'impérialisme américain, les ennemis intensifièrent leur action. Ils visaient, en premier lieu, à désorienter la jeunesse et l'intelligentsia, à les dresser contre le Parti et le socialisme, de la même manière que les révisionnistes avaient agi dans les anciens pays socialistes. Mais en Albanie, les ennemis échouèrent dans leurs desseins et furent anéantis.

Considérant leurs attitudes antiparti et antisocialistes sur le plan théorique et pratique, les torts qu'ils avaient causés au Parti, à l'Etat et à la construction du socialisme, le Plénum du Comité central du Parti exclut F. Paçrami et T. Lubonja du Comité central et du Parti et les démit de toutes leurs fonctions d'Etat.

Les conclusions et décisions du 4^e plénum du CC renforcèrent davantage l'unité du Parti, portèrent sa vigilance et son esprit de combat à un niveau supérieur, perfectionnèrent l'activité des organes et des organisations du Parti. Elles contribuèrent à intensifier la lutte de classe contre les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, contre toutes les manifestations étrangères au socialisme, contre les déformations et les violations des directives du Parti, des lois de l'Etat et des normes de la société socialiste.

Mais, comme il devait apparaître par la suite, tous les ennemis au sein du Parti n'avaient pas encore été découverts et annihilés. Le groupe de traîtres démantelé par le 4^e plénum n'était qu'un élément de la trahison. En ces moments critiques, les autres ennemis encore cachés prirent peur. Sans cesser leur activité antiparti et antisocialiste, ils opérèrent un léger retrait, en attendant que cette « vague » passât, dans l'espoir surtout que viendrait la « crise » tant souhaitée pour se lancer alors dans des attaques

ouvertes. Entre-temps ils tentèrent de déformer et de minimiser la profonde et vaste signification des décisions du Plénum, en cherchant à faire croire que ces décisions concernaient seulement la littérature et les arts et certaines manifestations étrangères dans le mode de vie, comme le port des cheveux long chez les jeunes, etc.

Mais la vague de la lutte révolutionnaire ne retombait pas. Elle ne cessait de monter. Cette vague qui s'étendait et pénétrait partout devait nettoyer aussi les autres écuries de la trahison.

4. LE RENFORCEMENT GENERAL DE LA DEFENSE DU PAYS

Depuis plusieurs années le Comité central du Parti était inquiet par certains phénomènes étrangers au socialisme, par les déformations et les violations des directives du Parti qui s'étaient fait jour dans l'armée et entravaient l'application du programme révolutionnaire de préparation de l'armée et du peuple tout entier pour la défense du pays à travers la guerre populaire.

Dans la nouvelle vague révolutionnaire qui avait embrassé toute la vie du pays, le Parti découvrit finalement que toutes ces manifestations, ces violations et déformations avaient leur source dans les menées clandestines hostiles du groupe de traîtres comprenant notamment Beqir Balluku, ex-ministre de la Défense populaire, Petrit Dume, ex-chef de l'Etat-major général, Hito Çako, ex-chef de la Direction politique de l'Armée, etc.

Le démantèlement du groupe hostile de Beqir Balluku, Petrit Dume et Hito Çako

Les chefs de file de ce groupe avaient depuis longtemps été en opposition avec la ligne du Parti et au service des révisionnistes. A la suite des décisions prises en 1966 par le Comité central du Parti sur la suppression des grades, la création des comités du Parti et le rétablissement de la fonction de commissaire politique dans l'armée, ces traîtres s'étaient fixé pour tâche de saboter l'application de ces décisions profondément révolutionnaires, de susciter du mécontentement et des oppositions parmi les cadres de l'armée et de se fonder là-dessus pour combattre la ligne militaire marxiste-léniniste du Parti et y substituer une ligne révisionniste contre-révolutionnaire ; enfin, au moment qu'ils jugeraient opportun, ils exécuteraient un putsch pour liquider le CC du Parti et le gouvernement et, après s'être emparés du pouvoir politique, renverser l'ordre socialiste.

Petit à petit, ils rassemblèrent autour d'eux un certain nombre de gens désorientés par les pressions idéologiques et politiques impérialistes-révionnistes, des gens à tendances individualistes et carriéristes, conservant des survivances marquées des anciennes idéologies réactionnaires, des gens dégénérés, créant ainsi un groupe très dangereux de comploteurs et de putschistes.

Pour réaliser leurs visées criminelles, ils avaient absolument besoin de l'aide et de l'appui étrangers. A cette fin, ils s'efforcèrent par tous les moyens de rétablir leurs anciens rapports avec les révisionnistes soviétiques. Dans le même temps, ils s'assurèrent l'aide et l'appui de la direction chinoise, qui devint la principale instigatrice du groupe de comploteurs. Pour atteindre leurs objectifs les traîtres étaient prêts à utiliser toute aide et tout appui, d'où qu'ils leur vinssent.

Ce furent précisément cette aide et cet appui des ennemis extérieurs de l'Albanie socialiste qui poussèrent les traîtres à intensifier leurs agissements antiparti et antisocialistes après 1971, et cela dans une conjoncture marquée par une profonde aggravation de la lutte des classes dans le pays et à l'échelle internationale.

Le Bureau politique du CC, et notamment le camarade Enver Hoxha, tout en ignorant ces menées, avaient, à maintes reprises, critiqué B. Balluku, P. Dume et H. Çako pour des manifestations malsaines, des irrégularités, des insuffisances et des erreurs graves dans leur travail respectif, dans l'activité du ministère de la Défense et de la Direction politique de l'armée, des commandements et des

organisations de base du Parti de diverses formations et unités militaires, ainsi que pour la conduite de nombreux cadres dirigeants de l'armée.

Or les traîtres avaient réussi à dissimuler, des années durant, leurs préparatifs de complot et toutes leurs menées hostiles, en utilisant des moyens et des méthodes propres à des conspirateurs professionnels. D'une part, ils enfreignaient et dénaturaient les décisions et les directives du Parti et du Conseil de la Défense, et, de l'autre, ils cherchaient à donner l'impression qu'elles étaient parfaitement appliquées dans l'armée, que tout y marchait à merveille! Ils trompaient le Comité central et le gouvernement, ils trompaient également les cadres, les communistes, les soldats, en leur faisant croire qu'ils n'agissaient que sur l'ordre ou avec l'approbation de la direction du Parti. Le mal était que leurs mensonges et calomnies avaient pris sur bon nombre de cadres et de communistes contaminés par les maux que sont l'arrivisme, la servilité, le conformisme, l'attachement à une vie douillette et à l'intérêt personnel, le relâchement de la vigilance. Les comploteurs spéculaient sur le caractère « spécifique » de l'armée, et sur la garde du secret militaire pour barrer le chemin à tout contrôle de la part du Parti, de l'Etat, des masses, faire de l'armée une tour d'ivoire, annihiler les principes de collégialité et de démocratie, et mettre en œuvre leur politique contre-révolutionnaire.

Mais en fin de compte le complot fut éventé, encore que pas totalement et avec un certain retard.

Il pointa les oreilles au moment où les traîtres, effrayés par la vague révolutionnaire montante qui déferlait sur tout le pays après le 4^e plénum du CC, se hâtaient, tout en hésitant, de porter le coup décisif avant d'être démasqués.

D'abord furent découvertes les prétendues « thèses théoriques militaires », élaborées par les putschistes sur la base de la conception de la direction chinoise selon laquelle l'Albanie ne pouvait faire face à une agression étrangère, et surtout soviétique, qu'en appliquant la tactique de la guerre de partisans ! Chou En-laï avait exprimé ce point de vue à B. Balluku, lui suggérant aussi la création d'une alliance militaire de l'Albanie avec la Yougoslavie et la Roumanie, lorsque celui-ci, en 1968, se trouvait en Chine à la tête d'une délégation du Parti et du gouvernement. Ayant pris connaissance de ces propositions, la direction du PTA les rejeta sans hésitation, comme étant anti-albanaïses et contre-révolutionnaires. Obligé de se rallier formellement à cette attitude, B. Balluku avait, en cachette et à l'insu du Comité central du Parti et du Conseil de la Défense, fait rédiger ses « thèses théoriques militaires » et les avait distribuées aux commandements des unités militaires de l'armée afin de s'assurer leur soutien. Ces thèses, ou plutôt ces antithèses, que le Parti qualifia de « documents sinistres », s'opposaient à la ligne militaire révolutionnaire du Parti et aux Thèses du Conseil de la Défense sur l'art militaire populaire. Ces documents étaient pénétrés d'un esprit défaitiste, ils ouvraient les portes à l'invasion étrangère et à la capitulation.

Lorsqu'il fut demandé à B. Balluku de rendre compte de cette action clandestine, il apparut qu'il n'était pas seulement responsable de l'élaboration de ces documents sinistres, mais que, nourrissant de sombres desseins, il s'était aussi rendu coupable de bien d'autres menées hostiles. Mis au pied du mur, l'archi-traître avoua en partie ses fautes, en niant cependant avoir eu des intentions hostiles. Mais il ne dit rien d'important sur ses principaux complices, ses compagnons de complot. Entre-temps, P. Dume et H. Çako tentèrent de se poser en « sauveurs » du Parti et rejetèrent toute la responsabilité sur B. Balluku. Les traîtres visaient par là à sauver leur groupe hostile, avec le moins de sacrifices possible, pour pouvoir mener le complot jusqu'au bout, même sans B. Balluku.

Le 5^e plénum du Comité central du Parti, réuni les 25 et 26 juillet 1974, condamna l'activité antiparti et antisocialiste de B. Balluku. décida de l'exclure du Comité central du Parti et de le démettre de toutes ses fonctions au gouvernement et dans les organisations sociales.

Les autres comploteurs crurent un moment qu'avec cela l'affaire avait été close. Mais le Comité central du Parti et le camarade Enver Hoxha, avec un flair révolutionnaire, en étaient venus à la conclusion qu'il ne s'agissait pas de l'activité hostile isolée d'un seul individu ou seulement de la révision de la

ligne militaire du Parti et des Thèses du Conseil de la Défense sur l'art militaire populaire, mais d'une activité plus vaste et aux visées plus profondes contre le Parti et le peuple. Aussi donnèrent-ils l'instruction que la question fût largement discutée dans le Parti afin de bien dévoiler les desseins, toutes les racines et tous les fils de cette activité hostile.

Les conclusions du camarade Enver Hoxha à la réunion du Bureau politique du CC tenue le 10 octobre 1974 sur les menées hostiles dans l'armée et son discours du 14 du même mois « Balayons d'une main de fer l'activité hostile de B. Balluku », prononcé devant les principaux cadres de Forces armées, non seulement mirent à nu les dessous de l'affaire, mais enflammèrent aussi la discussion de ce problème dans les organisations du Parti. Pendant près de six mois on discuta, au sein du Parti, des menées hostiles dans l'armée et l'on en fit l'analyse. A la lumière de ce débat et de cette analyse, les objectifs, les directions, les tactiques, les méthodes et la nocivité du groupe de traîtres apparurent au grand jour.

Les conclusions de la discussion dans le Parti furent soumises à l'examen du 6^e plénum du CC qui se réunit les 16 et 17 décembre 1974. Le plénum dressa le bilan complet de l'action antiparti et contre-révolutionnaire du groupe hostile et lui porta un coup écrasant final.

Avec de nombreux faits, documents et autres matériaux à l'appui, il fut démontré que les traîtres avaient eu pour but d'abattre par un coup de force le Comité central du Parti et le gouvernement, de s'emparer du pouvoir et d'instaurer dans le pays un régime bourgeois-révisionniste. Leurs liens et leur collaboration avec les ennemis du dehors furent également confirmés.

Dans leur action pour atteindre leurs objectifs hostiles, les traîtres avaient deux cibles principales: le rôle dirigeant du Parti et le caractère révolutionnaire populaire de l'armée.

La force invincible de l'Armée populaire a toujours résidé dans le rôle dirigeant du Parti en son sein. L'affaiblissement et la suppression de ce rôle auraient rendu l'armée inapte à accomplir ses grandes tâches dans le domaine de la défense, ce qui aurait entraîné son démantèlement immédiat en cas d'agression impérialiste ou social-impérialiste.

Les comploteurs profitaient de la moindre occasion pour dénaturer la ligne, les principes et les normes marxistes-léninistes de notre Parti. Ils ne diffusaient que de façon très limitée les documents et les matériaux du Parti, les oeuvres du camarade Enver Hoxha destinés à l'armée et en empêchaient l'étude. Dans le même temps, ils répandaient en fraude dans les diverses formations et unités de notre armée, des publications politiques et idéologiques révisionnistes et bourgeoises traduites en albanais qu'ils faisaient imprimer à de forts tirages. Les ennemis cherchaient à mettre les commandements et les états-majors au-dessus des comités ou des organisations du Parti, à introduire dans la vie intérieure du Parti la hiérarchie et la discipline militaires, l'esprit de commandement. Ils prônaient la thèse selon laquelle « l'armée peut se passer de comités, d'organisations du Parti et de commissaires, mais elle ne peut se passer de commandements, d'états-majors et de commandants » ! C'est ainsi qu'ils avaient interdit de critiquer les commandants et les autres cadres supérieurs dans les organisations du Parti et de leur demander des comptes. En particulier, ils foulaient aux pieds les directives et la politique du Parti concernant les cadres, en y substituant une politique personnelle comme il en va dans les armées bourgeoises ou révisionnistes.

Le Parti a créé, élevé et éduqué l'Armée populaire en tant qu'armée du peuple, de la révolution et du socialisme. Les traîtres, eux, s'efforçaient de la dépouiller de son esprit populaire révolutionnaire, d'en faire une armée de caserne, se prêtant à des complots et à des putschs, sabotant ainsi de toutes les manières la thèse léniniste, la directive du Parti et les enseignements du camarade Enver Hoxha sur l'armement et la préparation du peuple entier à la défense, sur l'éducation militaire libre. Ils combattirent systématiquement les mesures prises par le Parti pour démocratiser l'armée. Ils disaient un peu partout que « la ligne de masse a nui à l'armée ». Ils s'attachaient à entretenir la nostalgie des grades supprimés et à inculquer l'idée que les ordres reçus doivent être exécutés aveuglément même s'ils sont en opposition avec les directives du Parti et les lois de l'Etat. Donnant l'exemple, ils

cherchaient à creuser en ce sens un profond fossé entre les cadres et les soldats, entre les cadres supérieurs et les cadres inférieurs ou moyens. Us s'attachaient, par leur exemple, à cultiver chez les cadres les vices odieux de l'officier bourgeois et révisionniste, l'arrogance, la brutalité, la présomption, l'outrecuidance, l'arrivisme, la servilité, le mensonge, la dégénérescence morale.

Mais les traîtres ne parvinrent pas à leurs fins, pas plus qu'ils ne réussirent à faire réviser la ligne militaire du Parti, ni à saboter la mise en œuvre de l'art militaire populaire, ni à exécuter leur putsch pour la prise du pouvoir, leur objectif final, car le Parti dévoila leurs plans et leur travail hostile et les écrasa définitivement.

Le 6^e plénum du Comité central considéra le groupe hostile à la tête de l'armée comme « le plus dangereux que notre Parti et notre pays avaient connu jusqu'à ce jour, et sa découverte et son démantèlement comme une victoire d'une importance extrême, salvatrice pour les destinées du socialisme en Albanie, pour la liberté et l'indépendance de notre peuple ». (*Lettre du CC du PTA aux travailleurs sur les menées de complot de B. Balluku, P. Dume et H. Çako, décembre 1974, ACP.*)

Compte tenu du tort qu'ils avaient fait à la cause de la défense, de leurs visées et de leur activité criminelle de comploteurs, le plénum exclut aussi P. Dume et H. Çako du Comité central et du Parti. Les principaux comploteurs furent traduits en justice.

A l'issue de l'analyse marxiste-léniniste approfondie qu'il fit de l'activité hostile du groupe de traîtres dans l'armée, le Comité central tira d'autres enseignements importants pour le Parti et le peuple. A part les organisations du Parti, il informa aussi les masses travailleuses de l'analyse qu'il avait faite, des décisions qu'il avait prises et des enseignements qu'il en avait tirés.

L'exécution des directives sur la défense

Les communistes dans l'armée et dans le secteur civil, le peuple tout entier, s'attelèrent à un grand travail révolutionnaire pour l'exécution des directives des 5^e et 6^e plénums du CC du Parti afin d'éliminer toute conséquence et tout vestige de l'activité hostile, de développer et de consolider dans la voie révolutionnaire l'armée en particulier et la capacité de défense du pays en général.

L'exécution de ces directives et des enseignements du camarade Enver Hoxha permit d'obtenir, en un laps de temps relativement court, de très importants résultats.

Les organisations et les comités du Parti assumèrent entièrement la direction du travail dans les différentes unités et les formations de notre armée. Après la suppression de la Direction politique de l'armée, considérée comme un organisme superflu, la direction du travail du Parti dans l'armée tout comme dans le secteur civil fut directement prise en main par le Comité central du Parti, et cela sur décision de son 6^e plénum. Cette mesure révolutionnaire barrait la voie à tout danger de voir les commandements primer le Parti. A cet effet, la fonction de commissaire politique devint une fonction distincte de celle de secrétaire du comité du Parti de l'unité militaire. Les organes et les organisations du Parti dans l'armée appliquaient maintenant pleinement des méthodes révolutionnaires marxistes-léninistes, tout comme les organes et les organisations du Parti dans le secteur civil, avec les mêmes devoirs et attributions prévus par les statuts du Parti. Les comités et les organisations du Parti des districts ne ménagèrent pas leur appui pour le renforcement du travail du Parti dans l'armée.

Les rangs des cadres dans l'armée furent épurés sans hésitation, mais dans un esprit de justice et avec une maturité révolutionnaires, suivant l'orientation donnée par le 6^e plénum du CC. Un très petit nombre de cadres seulement s'étaient faits les instruments conscients des traîtres, alors que les autres s'étaient fourvoyés involontairement, aussi fallait-il les aider à se corriger; ce qui fut fait. Dans le même temps, l'on nomma à des postes dirigeants de nouveaux cadres, issus des rangs des militaires et des réservistes, des hommes dévoués et animés d'un esprit de parti prolétarien, idéologiquement, politiquement et militairement formés, des organisateurs et éducateurs capables.

Le Parti mena un travail vaste et approfondi pour la formation idéologique et politique marxiste-léniniste des militaires, surtout des cadres. Il organisa l'étude systématique de la théorie marxiste-léniniste à travers les œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline, les documents du PTA et les Œuvres du camarade Enver Hoxha, en rattachant étroitement cette étude au travail et à la lutte héroïques de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice, à la trempe révolutionnaire des cadres de l'armée dans l'action révolutionnaire. A travers une lutte de classe résolue, les manifestations de bureaucratisme, de libéralisme, de technocratie et d'intellectualisme, d'arrogance et d'autres vices bourgeois, furent liquidées. On vit appliquer la démocratie socialiste et la ligne de masse, le contrôle direct ouvrier et paysan, la pratique consistant, pour tout communiste et cadre, à rendre compte de son activité devant la masse des soldats. Dans le même temps, fut instaurée une discipline militaire de fer mais consciente. On assista à un renouveau de toutes les vertus prolétariennes, cultivées dans l'armée par le Parti depuis l'époque de la Lutte antifasciste de libération nationale et par la suite, qui devinrent ainsi une grande force morale et motrice dans l'accomplissement des tâches que comporte la défense de la patrie en général.

Les fondements révolutionnaires marxistes-léninistes de la préparation de l'Armée populaire et de tout le peuple-soldat pour la guerre populaire se trouvèrent ainsi raffermis. L'éducation militaire libre devint un système général de préparation au combat des masses travailleuses de toutes les structures militaires. Elle était dispensée suivant des programmes bien étudiés, fondés sur la ligne militaire marxiste-léniniste du Parti, sur l'art militaire populaire et les instructions du Conseil de la Défense. L'armée et le peuple en armes acquirent ainsi un degré de préparation et d'aptitude à la défense jamais atteint auparavant, devenant capables de s'acquitter de leurs tâches militaires dans n'importe quelle situation, face à toute agression ou coalition d'agresseurs, dans toutes ses variantes possibles.

Cela ne signifiait pourtant pas que tout était maintenant parfait, qu'on pouvait dormir sur ses deux oreilles et cesser la lutte pour éliminer les moindres vestiges des menées réactionnaires et antipopulaires des traîtres. Le devoir de la défense, considéré par le Parti comme un devoir qui prime tous les autres, exigeait pour être accompli un travail et une lutte révolutionnaire continus, une préparation et une vigilance sans faille, des sacrifices de la part de tous, des connaissances scientifiques et une organisation parfaite, mais surtout et avant tout une direction prolétarienne avisée du Parti dans tous les secteurs.

5. LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE

L'un des principaux domaines de la lutte du Parti était l'économie, où il s'agissait pour lui d'appliquer sa politique économique et de réaliser les tâches du 5^e plan quinquennal. C'était une lutte complexe qui fut menée de façon combinée dans plusieurs directions.

Le démantèlement du groupe hostile d'Abdyl Këllezhi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela

Dans l'application de sa politique économique et des tâches du plan, le Parti eut surtout à combattre les menées hostiles du groupe de traîtres d'Abdyl Këllezhi, ancien président de la Commission du plan, Koço Theodhosi, ancien ministre de l'Industrie et des Mines, et Kiço Ngjela, ancien ministre du Commerce.

A l'instar des autres groupes hostiles, ce groupe, profitant des postes de ses membres dans le Parti et l'Etat, ainsi que des déficiences dans le travail des organisations du Parti, des organes d'Etat et des organismes économiques, menait en sous main depuis des années une activité hostile. Dans le flot révolutionnaire de la lutte de classe, le Parti finit par percer aussi à jour l'action de sape et de sabotage de ce groupe, qui, à l'instigation et avec l'appui des ennemis extérieurs, se livrait à ses agissements en gardant des contacts et en collaborant avec les deux autres groupes de traîtres, et cela dans le même but: la liquidation du socialisme en Albanie. Tout comme le groupe de B. Balluku, le groupe d'A. Këllezhi et consorts bénéficiait de l'aide de la direction chinoise, qui encourageait leurs menées traîtresses contre-révolutionnaires.

En opposition avec la politique économique du Parti, les traîtres cherchèrent par tous les moyens à la dénaturer, à en entraver l'application, à propager des vues et des pratiques bourgeoises-révisionnistes, ainsi qu'à introduire dans la gestion et l'organisation de l'économie des formes de travail et des méthodes de l'autogestion titiste et de l'économisme capitaliste.

Ils dirigèrent leurs coups contre le principe de la direction centralisée de l'économie en cherchant à étendre sans mesure et hors des limites du plan les rapports d'approvisionnement et de répartition entre les entreprises, à supprimer le contrôle d'Etat, financier et bancaire, etc.

Ils cherchèrent à gonfler les appareils de l'Etat et de l'économie en créant de nombreux organismes inutiles et en les remplissant d'employés et de technocrates, en fabriquant de prétendus états de personnel afin d'augmenter le personnel bureaucratique non productif, qu'ils qualifiaient artificiellement d'élément ouvrier.

Les traîtres provoquèrent de grandes irrégularités dans la planification afin d'ouvrir la voie à la spontanéité et à l'anarchie dans le développement de l'économie et d'engager l'économie socialiste dans une impasse.

Leur plus grand crime envers le peuple et le socialisme consistait dans leur activité de sabotage, qui entraîna des dommages incalculables pour l'économie nationale.

Des années durant, ils sabotèrent le secteur du pétrole et du gaz naturel, en désorganisant la prospection, l'extraction et le traitement. Dans le même temps, leur politique eut pour effet de diminuer l'extraction du charbon. Ils se livrèrent également à des actes de sabotage dans le secteur de la géologie. Coordinant leurs plans avec ceux de la direction chinoise, ils multiplièrent leurs tentatives pour saboter la construction des nouveaux ouvrages et désorganiser l'emploi des fonds affectés aux investissements de base en général. Forts de l'appui des anciens dirigeants du ministère de l'Agriculture, ils se livrèrent aussi à des actions de sabotage dans cette branche. Par ailleurs, ils menèrent une action très nocive dans le commerce extérieur du pays.

Leur objectif était de priver l'Albanie socialiste des matières premières stratégiques si nécessaires et de céréales panifiables, d'entraver le développement de l'industrie et de l'économie dans son ensemble, d'orienter cette dernière sur une fausse voie. A cette fin, ils cherchaient à provoquer le mécontentement du peuple, à ouvrir les portes aux impérialistes et aux révisionnistes en mettant l'économie nationale sous leur dépendance et en faisant du marché albanais un appendice des marchés capitalistes.

Ils utilisèrent le réseau du commerce extérieur pour maintenir la liaison entre les groupes de traîtres et les ennemis extérieurs qu'ils servaient.

En outre, profitant de leurs postes officiels, les traîtres gaspillèrent des fonds et un matériel considérables.

Leur action de trahison dans le domaine économique commença à être éventée en février 1975. Les ennemis mirent tout en œuvre et recoururent à tous les subterfuges pour ne pas être entièrement démasqués et se dérober au jugement de leur activité antiparti, antisocialiste et antipopulaire, par les communistes et les masses travailleuses. Mais, au premier signal, et avec l'aide du Comité central du Parti, les organisations du Parti et les collectifs de travailleurs des secteurs économiques où les traîtres avaient mené leur besogne hostile, procédèrent à une analyse approfondie des problèmes et des choses, mirent à nu toute leur activité néfaste et acculèrent les traîtres le dos au mur.

Cette activité traîtresse fut examinée et définitivement annihilée par le 7^e plénum du CC du Parti, qui se tint du 26 au 29 mai 1975. La découverte et le démantèlement des menées de ces ennemis saboteurs, dit le camarade Enver Hoxha à ce plénum, « constitue un grand succès qui doit raffermir

notre confiance dans l'action juste et salvatrice du Parti, lequel nous oriente et nous dirige judicieusement dans notre travail pour l'édification du socialisme et dans la lutte de classe que nous menons contre tous les ennemis qui cherchent à nuire à notre Parti et à notre pouvoir populaire ». (*Enver Hoxha, Discours au 7^e plénum du CC du PTA, ACP.*)

Le plénum exclut A. Këllezi et K. Theodhosi du Comité central et du Parti et les démit en même temps de toutes leurs fonctions dans les organes d'Etat et les organisations sociales. Quant à K. Ngjela, il fut exclu du Comité central et du Parti par le 8^e plénum en octobre 1975.

En anéantissant ce groupe de traîtres et de saboteurs, le Comité central et tout le Parti étayèrent les conclusions dégagées par les 4^e, 5^e et 6^e plénums.

L'une de ces conclusions les plus importantes et qui avait trait en particulier à la liquidation, par le 7^e plénum, de l'activité hostile dans le domaine économique, était que, dans ce domaine également, se développait une âpre lutte de classe combinée avec la lutte dans les domaines politique et idéologique. Le plénum en concluait que si cette question était bien comprise et traitée comme il se devait dans la pratique, alors les choses marcheraient bien partout, la politique économique du Parti et les tâches du plan seraient correctement et entièrement réalisées.

Faisant connaître au Parti et au peuple les décisions et conclusions du 7^e plénum, le Comité central et le camarade Enver Hoxha les appelaient à mobiliser toutes leurs forces pour réaliser parfaitement les objectifs du plan de 1975, dernière année du 5^e quinquennat, et à se préparer à de nouveaux efforts pour accomplir les tâches du plan quinquennal suivant.

La lutte pour surmonter les difficultés et les obstacles dans l'accomplissement des tâches économiques

L'un des objectifs très importants de la lutte dans le domaine économique consistait à vaincre les difficultés de croissance.

L'accomplissement des tâches ardues du plan et le développement à long terme de l'économie exigeaient le perfectionnement des rapports de production socialistes dans leur ensemble.

A cet effet, le Parti et le gouvernement adoptèrent une série de mesures qui avaient pour premier but de porter à un niveau supérieur l'organisation et la gestion scientifiques de l'économie. De gros efforts furent faits pour perfectionner le travail à normes de rendement, fondé sur une compréhension idéologique, politique et économique plus approfondie du système des normes en tant que force régulatrice de la production, instrument de mobilisation des travailleurs en vue de résultats toujours meilleurs dans leur activité productive. On vit ainsi augmenter le nombre des ouvriers et des coopérateurs travaillant selon des normes de rendement. Des efforts furent faits en particulier pour passer des normes simplement statistiques à des normes techniques progressives.

Afin de surmonter les difficultés dues au décalage entre le niveau de formation technique et professionnel des travailleurs et des spécialistes, d'une part, et la technique et les processus technologiques modernes, de l'autre, on s'employa à promouvoir leur qualification professionnelle en leur faisant fréquenter divers cours et écoles, en encourageant leurs efforts individuels et l'aide réciproque. Afin de stimuler la qualification, l'assimilation de la technique et l'acquisition d'aptitudes professionnelles, il fut institué un système d'attestation du niveau de formation culturelle et professionnelle des ouvriers, du personnel technique-administratif et des employés, définissant leur niveau de qualification. De même, il fut procédé à une refonte du classement par catégories des opérations et des postes de travail conforme à la technologie de la production.

Satisfaire, chaque année, 40 000 nouvelles demandes d'emploi était un problème permanent, dont la solution ne pouvait être laissée à la spontanéité. Suivant la directive du Comité central, et après une

étude minutieuse de la question, les organes d'Etat répartirent ces forces dans l'agriculture, dans les chantiers de grands travaux, les mines, les scieries, le bâtiment et ailleurs.

La nouvelle réduction des traitements élevés et certains ajustements apportés dans le système des salaires et des rémunérations des travailleurs arrêtés par le Comité central du Parti et le Conseil des ministres en avril 1976, constituaient une mesure d'une grande portée économique et sociale, idéologique et politique. Il en résulta une nouvelle réduction du rapport entre les hauts et les bas salaires. De 1 à 2,5 qu'il était auparavant, ce rapport fut abaissé à 1 à 2, et le rapport entre les traitements des directeurs d'entreprise et le salaire moyen des ouvriers, jusque-là de 1 à 2, fut réduit à 1 à 1.7.

Dans ces réajustements du système des salaires, le Parti se fonda *d'abord* sur le principe du rétrécissement continu de la sphère d'activité du « droit bourgeois » dans la société socialiste au fur et à mesure que cette société va vers le communisme, où ce droit aura complètement disparu ; *ensuite*, sur le principe de la priorité du travail productif sur toute autre forme de travail en matière de rémunération. Le travail productif, créant les biens matériels, doit servir de fondement à l'édification d'un système juste de rémunération selon le travail. Ces deux principes révolutionnaires avaient depuis longtemps été foulés aux pieds dans les pays révisionnistes, où, comme dans tous les pays capitalistes, agissent les lois et les principes de rémunération bourgeois.

Soucieux, comme toujours, du sort de la paysannerie travailleuse, le Parti prit à cette époque de nouvelles mesures révolutionnaires pour parfaire les rapports socialistes, développer les forces productives et élever le niveau de vie dans les campagnes.

La création des **coopératives agricoles de type supérieur** fut la première grande mesure arrêtée après le VI^e Congrès du Parti. De 1972 à la fin de 1975 des dizaines de coopératives de ce genre furent créées dans le pays. Cette forme d'organisation avait pour but d'accélérer les rythmes d'expansion de la production agricole et animale et de rapprocher d'un nouveau pas la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier. Ce qui distingue les coopératives de type supérieur des coopératives ordinaires, c'est la contribution financière et matérielle de l'Etat, sans esprit de retour, à l'économie sociale agricole coopérative, ainsi que l'application de certaines formes d'organisation, de direction et de rémunération apparentées aux formes pratiquées dans le secteur d'Etat.

Le bien-fondé de cette mesure s'avéra en l'espace de quelques années. Bien qu'il s'agît là d'une nouvelle expérience, appliquée pour la première fois en Albanie. les coopératives de type supérieur, qui occupaient 23 pour cent de la terre cultivée de l'ensemble du secteur coopératif, fournirent, quatre ans après leur création, 25 pour cent de la production céréalière, 40 pour cent du tournesol, plus de 50 pour cent du riz et du coton, etc. D'autres mesures en faveur du développement des campagnes, tendant à réduire les disparités entre celles-ci et les villes, étaient notamment : la prise en charge par l'Etat des dépenses des services socio-culturels, des investissements pour la construction, dans les campagnes, d'écoles, de jardins d'enfants, de crèches, de maisons de la culture et d'établissements sanitaires ; l'accroissement des crédits accordés par l'Etat en vue de la construction de nouveaux ouvrages et de l'agrandissement du système d'adduction d'eau dans les zones de collines et de montagnes ; l'abaissement du prix des engrais azotés destinés à ces zones ; l'institution d'un système de pensions de retraite pour les coopérateurs, etc.

Pour surmonter les difficultés de croissance et résoudre les problèmes qui en découlaient, le Parti mena une âpre lutte contre les défauts et les carences, surtout contre les manifestations de libéralisme, de bureaucratisme, de technocratie, d'intérêt étroit et de globalisme, qui avaient été encouragées entre autres par le groupe de traîtres dans le secteur économique afin d'entraver l'application de la politique économique du Parti et la réalisation du plan. La mise en chantier de certains ouvrages à partir d'études et de projets inachevés, le dépassement des investissements prévus pour les ouvrages en cours de construction, les infractions à la discipline du plan et du travail, la violation des contrats, les

faiblesses dans la coopération et la coordination, les déprédations de la propriété socialiste, furent autant d'autres manifestations nocives qui firent l'objet d'une critique vigoureuse.

Le Parti et l'Etat durent surmonter des obstacles et des difficultés non négligeables pour briser le blocus impérialiste et révisionniste, et neutraliser toute influence négative de la crise économique du monde capitaliste sur l'économie nationale albanaise. Tenant bien compte de la situation, le Parti mit surtout l'accent sur la nécessité d'augmenter les réserves, de découvrir de nouvelles sources de matières premières, d'assurer de plus grandes quantités de ces matières et de produire dans le pays même de nombreux articles et marchandises, surtout des pièces détachées, jusqu'alors importées.

D'autre part, l'inexécution des accords et des protocoles officiels par les Chinois, entraîna des difficultés et des obstacles sérieux pour la réalisation des plans économiques. Les projets de divers ouvrages économiques, qui devaient être construits avec des crédits chinois, ainsi qu'une quantité de machines, de biens d'équipement et d'autres matériels destinés à ces ouvrages, n'arrivaient en Albanie qu'avec de grands retards. Il s'ensuivit que beaucoup de ces ouvrages ne purent être construits dans les délais fixés. Cela influa négativement aussi sur la réalisation des plans de production dans des branches particulières et dans l'industrie en général.

La réalisation du 5^e plan quinquennal

Grâce à la lutte révolutionnaire du Parti et des masses populaires pour surmonter les difficultés de croissance, remédier aux faiblesses dans le travail et combattre les manifestations étrangères au socialisme, l'encerclement et le blocus impérialistes-révisionnistes, ainsi que les groupes hostiles, les tâches fixées par le VI^e Congrès pour le développement de l'économie et de la culture nationales furent pleinement accomplies.

La production industrielle globale au cours du 5^e quinquennat s'accrut à un taux moyen annuel de 8,7 pour cent. En 1975, l'économie nationale fournissait 85 pour cent de la production des articles de consommation courante.

La production agricole s'accrut à un taux moyen annuel de près de 6 pour cent. Poursuivant dans la voie de son intensification, l'agriculture fut dotée d'une base mécanique plus vaste et plus complexe.

Au cours de ce quinquennat, on travailla à 310 ouvrages économiques et socio-culturels importants, dont 155 furent mis en service.

L'accroissement des exportations fut supérieur de 8 pour cent à celui des importations.

Le taux d'accroissement du revenu national fut trois fois supérieur à celui de la population. Le revenu réel par habitant augmenta en moyenne, conformément aux prévisions du plan, de 14,5 pour cent, alors que dans les campagnes cette augmentation atteignit 20.5 pour cent.

Le réseau sanitaire fut étendu davantage, surtout dans les campagnes. Au lieu d'un médecin pour 1 800 habitants en 1970, on en comptait en 1975 un pour 870. La durée moyenne de vie, atteignit 68 ans.

Au cours du 5^e quinquennat, l'enseignement connut une nouvelle extension. En 1975 un Albanais sur trois allait à l'école.

En 1972, avait été fondée l'Académie des sciences.

L'enthousiasme et le nouvel élan révolutionnaires que suscitérent les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e plénums du CC se matérialisèrent encore mieux en 1976 par une série de nouveaux succès. Le plus important fut la

production sur place, pour la première fois dans l'histoire du pays, de tout le pain nécessaire à la population. Ce succès peut être considéré comme une victoire historique pour l'Albanie socialiste.

Le bien-fondé de la politique économique révolutionnaire poursuivie par le Parti ressort encore plus clairement de la comparaison de ces résultats avec la situation de 1960, époque à laquelle les révisionnistes soviétiques entamèrent leur blocus à l'encontre de l'Albanie socialiste. En 1975, la production industrielle était 4 fois supérieure à celle de 1960 et la production agricole 2,5 fois. La production de l'industrie électrique s'était multipliée par 7, celle de l'industrie mécanique par 14,5 et celle de l'industrie chimique par environ 25. Dans l'agriculture, on disposait de 17 000 tracteurs, alors qu'en 1960 il n'y en avait eu que 4 500 ; quant aux engrais chimiques, ils étaient produits en totalité dans le pays même et l'on en utilisait 25 fois plus. En 1976, on obtint en moyenne 27 quintaux de blé à l'hectare (33 quintaux dans les plaines), alors qu'en 1960 ce rendement avait été de 7,4 quintaux. Les écoles supérieures du pays formèrent, ces quinze dernières années, 6,5 fois plus de cadres et spécialistes de professions diverses.

Un certain nombre de tâches du 5^e plan quinquennal ne furent pas réalisées entièrement, certaines unités industrielles ne furent pas construites dans les délais fixés, à cause surtout du sabotage pratiqué par la direction chinoise et des agissements hostiles des traîtres, mais aussi en raison des difficultés suscitées par les faiblesses dans la direction et l'organisation du travail. Néanmoins, aucun motif, aucune circonstance, aucune difficulté, aucune pression étrangère ne purent arrêter la marche triomphante de l'Albanie socialiste.

6. L'ELEVATION DU RÔLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE RENFORCEMENT DU PARTI

A mesure que la révolution socialiste progressait dans tous les domaines à travers une âpre lutte de classe, la nécessité de raffermir le rôle dirigeant de la classe ouvrière, en tant que classe au pouvoir, et de renforcer son parti, devenait toujours plus impérieuse.

L'extension et l'intensification du contrôle direct ouvrier et paysan

La classe ouvrière au pouvoir réalise toujours son rôle dirigeant à travers son parti et la dictature du prolétariat. Mais, comme l'a montré l'amère expérience de l'Union soviétique et des autres anciens pays socialistes, le parti de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat peuvent dégénérer, être contaminés par les graves maladies du bureaucratisme et du libéralisme et se transformer de parti et de pouvoir ouvrier en parti et pouvoir bourgeois-révisionnistes. La classe ouvrière, au premier chef, a pour important devoir de ne pas permettre cette dégénérescence afin d'éviter « la transformation des organes d'Etat de serviteurs de la société en maîtres de celle-ci », comme disait Engels (*K. Marx - F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., 1975, t. I, p. 504.*), de préserver et de raffermir sans arrêt le caractère prolétarien du parti et de l'Etat socialiste.

La lutte pour le démantèlement des groupes de traîtres et de comploteurs, combinée avec la lutte frontale contre le libéralisme, le bureaucratisme et le technocratisme, montra encore mieux combien il est important que la classe ouvrière s'acquitte de cette tâche, combien est nécessaire le contrôle ouvrier sur l'activité des organes et des organisations du Parti, des organes administratifs et économiques, des appareils et des cadres, partout et sur tout, à la ville comme à la campagne, conformément aux orientations du VI^e Congrès. Depuis avril 1968, époque où le camarade Enver Hoxha demandait, dans son discours sur le contrôle ouvrier, une juste compréhension et application de ce contrôle en tant qu'élément fondamental du rôle dirigeant de la classe ouvrière, de grands progrès avaient été réalisés dans ce sens.

Le contrôle ouvrier direct était devenu partie intégrante de l'activité révolutionnaire du Parti, de l'Etat, des masses travailleuses. Toutefois, on constatait encore des louvoiements, des conceptions étroites ou

unilatérales, des pratiques erronées, on se heurtait à des obstacles dans l'application de la directive du Parti et des enseignements de Lénine sur le contrôle ouvrier.

Tout d'abord, le Parti s'employa à faire bien comprendre le sens idéologique et politique du contrôle ouvrier direct en tant que nécessité objective et principe fondamental de la vie de la société et de l'Etat socialistes.

Le contrôle ouvrier trouva une encore plus vaste application, englobant également les coopérateurs, aussi fut-il dès lors appelé **contrôle ouvrier et paysan**. La classe ouvrière ne peut participer au gouvernement et à la gestion de l'économie sans avoir à ses côtés la paysannerie coopératrice, sa proche alliée, elle ne pouvait donc l'écartier de l'exercice de ce contrôle direct en tant que moyen très important pour réaliser cette participation.

Suivant les instructions du CC du Parti, les employés ne peuvent participer au contrôle ouvrier et paysan. Les employés spécialistes peuvent, en cas de besoin, être mis à contribution, mais non pas en tant que membres des groupes de contrôle; ils ne peuvent l'être que comme auxiliaires.

Les objectifs du contrôle ouvrier et paysan furent mieux éclaircis. Souvent ce contrôle ne saisissait pas les questions fondamentales. Selon certains points de vue, le contrôle ouvrier et paysan ne pouvait être exercé sur les questions administratives, juridiques, financières, techniques, dans les secteurs de l'enseignement, de la science, de la littérature et des arts, car sur ces questions et dans ces secteurs les ouvriers et les coopérateurs ne seraient soi-disant pas en état d'exprimer des jugements pondérés, précis et bien définis, du fait que ce ne sont soi-disant pas des spécialistes et qu'ils manquent de compétence en la matière ! On disait également que le contrôle ouvrier et paysan ne peut être exercé sur aucune question concernant la défense, car en ce domaine tout est secret ! Ces vues étaient encouragées et propagées essentiellement par les éléments hostiles et bureaucrates afin d'écartier le contrôle exercé par la masse, qui mettait à nu les déformations et les violations de la ligne du Parti et des lois de l'Etat.

Le Comité central et le camarade Enver Hoxha en personne durent intervenir à maintes reprises pour mieux expliquer les grands objectifs du contrôle ouvrier et paysan. Ce contrôle a pour but de vérifier la juste application de l'idéologie et de la ligne du Parti, la parfaite réalisation des tâches, l'application du plan, des lois de l'Etat et des normes de la société socialiste; de lutter contre le bureaucratisme, le libéralisme et toutes les manifestations étrangères au socialisme; d'établir l'ordre et une discipline de fer dans le travail et l'administration d'Etat; de défendre la propriété socialiste contre les déprédations.

Dans le contrôle ouvrier, on constatait également des cas traduisant deux tendances opposées, mais nocives au même titre, à savoir le contrôle spontané et le contrôle bureaucratique, circonscrit.

Le Parti combattit à la fois ces deux tendances.

Il fit clairement comprendre que le contrôle ouvrier et paysan direct doit être dirigé judicieusement. C'est le Parti qui dirige ce contrôle comme il le fait de toute autre activité politique, économique, sociale, culturelle, militaire, etc. « Le rôle dirigeant du PTA, l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière de notre pays, constitue la condition primordiale pour l'application, dans une juste voie, du contrôle ouvrier et paysan, qui n'est pas une action spontanée et anarchiste, mais un contrôle organisé ». (*Décision du Bureau politique du CC du PTA « Sur le renforcement du contrôle ouvrier et paysan direct », 27 novembre 1975. ACP.*)

Mais tout en consolidant la direction du contrôle ouvrier et paysan direct par le Parti, le Comité central recommandait d'avoir soin de ne pas en faire un contrôle de parti. Il ne fallait aucunement confondre ces deux contrôles, bien que tous deux fussent un contrôle de la classe ouvrière. Leurs sphères d'action et leurs compétences diffèrent. Le contrôle ouvrier et paysan, quoique dirigé par le Parti, reste toujours

un contrôle exercé directement par les ouvriers et les coopérateurs, alors que le contrôle de la part du Parti est directement exercé par les instances dirigeantes et les organisations du Parti.

Pour assurer une meilleure organisation du contrôle ouvrier et paysan, une décision du Comité central du Parti prescrivait la création auprès des organisations de base, des bureaux du Parti dans les entreprises et les coopératives, ainsi qu'auprès des comités régionaux du Parti, de groupes spéciaux de contrôle composés d'ouvriers et de coopérateurs d'avant-garde, communistes ou sans parti.

Mais l'organisation du contrôle ouvrier et paysan ne signifiait pas qu'il fallait dresser des plans et des programmes de contrôle pour une période de trois, six ou douze mois. L'élaboration de tels programmes aurait conduit à la bureaucratisation de ce contrôle et à la perte de l'effet de surprise et de la souplesse qu'il doit avoir.

Quant à savoir sur qui et à propos de quel problème ce contrôle doit être exercé, cela, c'est le comité du Parti ou l'organisation du Parti qui en décide, selon les cas. Chaque fois que les organes et les organisations du Parti, qui dirigent et contrôlent l'ensemble du travail, constatent que dans tel ou tel secteur, telle ou telle entreprise, coopérative ou institution, pour telle ou telle question, les choses ne marchent pas bien, que les tâches ne sont pas accomplies ni les directives appliquées, où que s'y font jour des problèmes préoccupants, ils décident de façon collégiale d'y envoyer immédiatement une équipe de contrôle ouvrier et paysan pour découvrir les défauts, les erreurs, les fautes, pour constater sur place les torts causés, pour en rechercher les responsables et prendre les mesures qui s'imposent.

Le contrôle ouvrier et paysan direct était également investi de certaines compétences.

Les cadres et les organes respectifs sur lesquels s'exerce ce contrôle sont tenus de rectifier aussitôt les attitudes et les actes relevés par les équipes de ce contrôle et qui sont en opposition avec les lois, ordonnances et règlements en vigueur, avec les décisions et directives du Parti.

Les équipes de contrôle ouvrier et paysan ont le droit de suspendre de ses fonctions n'importe quel cadre dirigeant ou employé lorsqu'il a manifestement commis de graves erreurs ou infractions, et cela jusqu'à ce que le problème soit définitivement résolu par les organes compétents dont relève l'intéressé.

Les équipes de contrôle proposent aussi aux organisations et aux organes du Parti, aux organes administratifs et économiques, aux collectifs de travailleurs, de prendre toutes les mesures qu'elles jugent nécessaires.

Dans tous les cas, les mesures et les tâches proposées, les recommandations faites et les problèmes évoqués par le contrôle ouvrier et paysan sont soumis au jugement des travailleurs.

Les organisations des unions professionnelles ne dirigent pas le contrôle ouvrier direct. Mais elles ne doivent en aucune manière rester indifférentes à cette question. Il leur incombe de mener un vaste travail d'éducation pour faire prendre conscience à la classe ouvrière de sa grande mission de direction et de l'importance du contrôle ouvrier direct, pour aider les équipes de contrôle et pour mobiliser les travailleurs afin qu'ils exécutent les recommandations données par ces équipes et résolvent les problèmes soulevés par celles-ci. La même tâche incombe aussi aux organisations du Front, de l'Union de la Jeunesse et de l'Union des Femmes pour la formation idéologique et politique des masses travailleuses, de la jeunesse et des femmes dans l'exercice du contrôle ouvrier et paysan.

D'autre part, les organes administratifs, les conseils populaires et leurs comités exécutifs, les tribunaux et les Parquets, les commandements des unités militaires et les organes du ministère de l'Intérieur doivent, eux aussi, aider les équipes de contrôle ouvrier et paysan sous tous les aspects.

Un soin particulier fut attaché à la formation idéologique et politique ainsi qu'à la spécialisation des équipes de contrôle. Suivant les instructions du Comité central et les enseignements du camarade Enver Hoxha, leurs membres doivent être dotés d'une formation idéologique et politique, mais également spécifique, et ce afin d'avoir la compétence requise sur les divers problèmes et questions qu'ils examinent.

Il importait surtout de bien comprendre que le contrôle ouvrier et paysan direct devait être exercé en harmonie avec les contrôles assumés par le Parti et l'Etat. Ces contrôles émanent tous trois de la classe ouvrière, ils revêtent un caractère prolétarien, ils ne constituent donc, sous cet aspect, qu'un seul et même contrôle. Mais ils ne se substituent pas l'un à l'autre ni ne s'excluent. Il suffit que l'un d'eux fasse défaut ou soit déficient pour que le contrôle exercé par la classe ouvrière soit bancal et que le travail ne marche pas bien. Aussi le Comité central demandait-il que l'on veillât bien à ne pas faire du contrôle ouvrier et paysan direct un appendice du contrôle exercé par le Parti et par l'Etat, à ne pas sous-estimer ce dernier, et à exercer ces trois contrôles en liaison organique entre eux, afin qu'ils s'appuient et se complètent mutuellement.

Les résultats du contrôle ouvrier et paysan direct, ainsi que du contrôle exercé par le Parti et l'Etat, sont appréciés non pas en fonction de la fréquence de ces contrôles, mais de la réalisation des tâches et de la réduction des manifestations étrangères au socialisme, des violations et déformations des directives du Parti, des lois de l'Etat, des normes de la société socialiste, de la diminution des contraventions et de la criminalité.

La trempe révolutionnaire des cadres à l'école de la classe ouvrière

Conformément aux orientations de son VI^e Congrès, le Parti eut grand soin d'intensifier sa lutte pour la révolutionnarisation continue des cadres.

Dans son appréciation du rôle des cadres, dans leur formation et leur éducation, le Parti s'est toujours guidé sur le principe marxiste-léniniste des rapports entre les cadres et les masses, suivant lequel les cadres sont les serviteurs des masses. Les mérites et la valeur des cadres sont également fonction des services qu'ils rendent au peuple, à la classe ouvrière, à la révolution et au socialisme.

Traitant du rôle joué par les cadres dirigeants, Lénine disait : « Aucune classe dans l'histoire n'a accédé au pouvoir sans engendrer ses propres dirigeants politiques, ses représentants progressistes capables d'organiser le mouvement et de le diriger. » (*V. Lénine, Les tâches immédiates de notre mouvement, Œuvres, éd. alb., t. 4, p. 432.*) La classe ouvrière non plus ne peut pas se passer de dirigeants, de ses cadres dirigeants. Comme toute autre classe, elle aussi prépare ses propres cadres.

S'il est important que la classe ouvrière et son parti forment les cadres dirigeants de la révolution et du socialisme, il ne l'est pas moins qu'elle les préserve contre toute influence bourgeoise, qu'elle les éduque et les trempe continuellement dans un esprit révolutionnaire, pour qu'ils restent ses serviteurs et ceux du peuple jusqu'au bout.

En Union soviétique, la contre-révolution fut l'œuvre des cadres qui avaient échappé au contrôle et à la direction de la classe ouvrière, qui avaient perdu leur esprit révolutionnaire et s'étaient embourgeoisés, qui faisaient la loi sur la classe ouvrière et son parti. Le PTA tirait de ce fait de très importants enseignements pour l'exercice permanent de son contrôle et de son rôle dirigeant, ainsi que de ceux de la classe, sur les cadres. « Les cadres ... doivent s'éduquer avant tout à l'école de la classe ouvrière, nous enseigne le camarade Enver Hoxha. S'ils ne suivent pas cette école, les cadres n'ont pas de valeur. Un cadre qui n'est pas doté de l'éducation et de l'esprit de classe, est prédisposé, tôt ou tard, si l'occasion s'en présente, à courber sous lui le Parti et les masses. » (*Enver Hoxha, Les cadres doivent s'éduquer à l'école de la classe ouvrière, 31 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 149.*)

Après son VI^e Congrès, le Parti mena un travail intense et attentif pour mettre en pratique cet enseignement.

Il combattit et annihila les tentatives des éléments hostiles, libéraux et bureaucrates pour faire de la politique des cadres, de monopole du Parti qu'elle doit être, leur propre monopole, pour la subordonner à leurs visées et à leurs intérêts.

Dans le même temps, liquidant les déformations de caractère bureaucratique, sectaire ou libéral, il expliqua encore mieux le sens du principe selon lequel la politique des cadres est le monopole du Parti.

En ce qui concerne les cadres, le Parti suit une ligne politique bien définie, il établit des critères, des orientations, des compétences et des procédures, auxquels tous, sans exception, doivent se soumettre. Ce ne sont pas seulement quelques travailleurs spécialement chargés du travail auprès des cadres, ni les secrétaires des comités du Parti, qui ont à s'occuper et à répondre de la mise en œuvre de cette politique, mais tous les organes et toutes les organisations du Parti, tous les communistes, tous les cadres dirigeants, secrétaires et présidents, ministres et directeurs, commandants et commissaires politiques. Aucune action individuelle, ni l'appréciation du travail d'un cadre, ni sa nomination ou sa promotion, ni la prise de sanctions contre lui quand elles s'avèrent nécessaires, n'est permise en ce domaine. Toutes les décisions concernant les cadres sont prises de façon collégiale.

Les cadres jouent un rôle irremplaçable dans l'application de la ligne du Parti, mais ils ne sont pas le Parti. Ce rôle, ils ne peuvent l'assumer que sous la direction du Parti, de ses organes et de ses organisations de base. « Les cadres sont nécessaires et ils ont un rôle à jouer, souligne le camarade Enver Hoxha, mais ce ne sont pas eux qui doivent faire la loi sur le Parti ; au contraire, ce sont le Parti et la classe ouvrière qui doivent faire la loi sur eux. » (*Enver Hoxha, Intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA, 26 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 133.*) Les fonctions et les compétences assignées aux cadres ne sont pas des privilèges, elles ne peuvent pas être exercées selon le bon vouloir ou dans l'intérêt de tel ou tel autre, mais pour accomplir les tâches fixées par le Parti, pour appliquer ses lois, ses directives et ses décisions. Il n'y a dans l'organisation du Parti ni grades ni titres. C'est l'organisation du Parti qui commande et non pas les cadres.

Chaque cadre, quelles que soient les responsabilités qu'il assume, est obligé de se soumettre au jugement et à la volonté de l'organisation du Parti. Quand aux cadres ayant une mentalité de koulak, de bureaucrate ou de libéral, qui se croient inviolables, tout-puissants pour agir et décider de tout sans consulter l'organisation, la classe ouvrière et les masses, « le Parti, enseigne le camarade Enver Hoxha, doit leur briser le nez, les jarrets, et les mettre à pied sur-le-champ et sans hésiter... ». (*Enver Hoxha, Discours à la réunion du Secrétariat du CC du PTA, 4 avril 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 184.*)

S'éduquer à l'école de la classe ouvrière veut dire, pour les cadres, qu'ils doivent travailler auprès d'elle, à la même cadence qu'elle et suivant sa discipline, se donner de la peine et verser leur sueur comme elle, et, dans le même temps, assimiler son idéologie et sa politique, se guider sur celles-ci dans chacune de leurs actions, être constamment sous le contrôle de la masse des travailleurs et leur rendre compte systématiquement de leur action.

Pour mettre en œuvre cette ligne du Parti, on combattit la tendance d'un certain nombre de cadres des bureaux à se dérober de diverses manières au travail manuel.

La rotation des cadres fut également organisée de façon plus rigoureuse. On brisa la résistance bureaucratique à la rotation d'un certain nombre de cadres, surtout de spécialistes des ministères et des institutions scientifiques et culturelles, prétendument irremplaçables.

Le Parti mena un vaste travail d'éducation auprès des cadres qui, d'une façon ou d'une autre, étaient tombés malgré eux sous l'influence des groupes d'ennemis et de comploteurs. Non seulement il fit une distinction entre ceux, fort rares, qui étaient vraiment des ennemis et ceux qui s'étaient trouvés pris par hasard dans le tourbillon des ennemis, mais il tendit aux fourvoyés une main paternelle, les rééduqua, les promut à nouveau au rang de combattants fidèles à la révolution et au socialisme, tout comme il le faisait avec d'autres cadres qui avaient commis des erreurs et qui, grâce à son aide, en prenaient conscience et les corrigeaient.

Des améliorations considérables furent apportées particulièrement dans le domaine de la promotion des cadres.

Après la critique et les recommandations du camarade Enver Hoxha faites dans son discours de Mat (février 1972), le rapport des cadres membres du Parti à ceux sans-parti fut partout réajusté. En 1976, près de 12 pour cent des élus aux organes du pouvoir d'Etat, des organisations de masse, des coopératives agricoles, étaient sans-parti, et le nombre des employés sans-parti nommés dans tous les secteurs (l'armée exceptée) était de 82 pour cent. C'était là un témoignage des liens d'acier du Parti avec le peuple, de la grande confiance du Parti dans les travailleurs sans-parti, qui étaient traités sur un pied d'égalité avec les communistes, un témoignage de la démocratie socialiste.

Dans le même temps, on vit s'accroître le nombre des cadres d'origine ou de condition ouvrière. Les cadres d'origine ou de condition ouvrière, passée ou présente, représentaient 46 pour cent des effectifs des organes dirigeants du Parti, du sommet à la base, et 40 pour cent de ceux des départements ministériels. Par ailleurs, le taux des ouvriers et des paysans dans les organes électifs du pouvoir, des organisations de masse et des coopératives agricoles, était de 70 pour cent. Cela attestait l'esprit de classe qui anime le Parti dans sa politique des cadres pour empêcher qu'ils ne se déprolétarisent, comme cela s'est produit en Union soviétique et ailleurs. Un succès évident fut obtenu aussi dans la promotion de jeunes cadres. On vit entrer au Comité central du Parti, à l'Assemblée populaire, au Conseil des ministres, dans les comités du Parti, dans les conseils populaires et dans tous les organismes du Parti, de l'Etat, de l'économie et des organisations de masse, un plus grand nombre de cadres relativement jeunes. En 1976, 40 pour cent du total des cadres de tous les secteurs étaient âgés de moins de trente ans, alors que 31 pour cent de ce total avaient de trente et un à quarante ans. La pratique a démontré combien une telle attitude de la part du Parti est juste et indispensable. Mais le Parti ne commit pas pour autant l'erreur de sous-estimer ou de traiter avec négligence les vieux cadres. Il accomplissait toujours son travail auprès des cadres avec la plus grande sagesse et maturité, en s'attachant à harmoniser le mieux possible les jeunes et les anciens, en sorte que les tâches présentes et futures de la révolution fussent menées à bien.

Au cours de cette période, le Parti s'employa aussi à mieux éclaircir une autre question importante et de principe concernant le rôle de l'école dans la formation des cadres. Certes, l'école joue un rôle important en cette matière. La société socialiste ne peut être ni dirigée ni édifiée en dehors de la culture, de l'enseignement et de la science. Mais l'école ne forme pas directement des cadres dirigeants. Ceux-ci émergent de la lutte et des combats révolutionnaires pour l'édification socialiste et la défense de la patrie. C'est en fonction de leur détermination et de leurs capacités dans cette lutte et ces combats que le Parti, la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice les élèvent à des postes de direction. D'autre part, la nouvelle réduction des hauts traitements, certains autres ajustements apportés dans le système des salaires et des rémunérations, exercèrent leur influence sur l'éducation révolutionnaire des cadres et de l'intelligentsia. Cela réduisait encore la sphère d'action du danger de leur dégénérescence bourgeoise-révisionniste. Tout comme « la propriété privée engendre chaque jour le capitalisme ». (*Citation de Lénine.*), les « traitements ronds », disait le camarade Enver Hoxha pour expliquer l'adoption de cette mesure par le Parti, font naître l'envie de s'assurer de gros profits, licites ou illicites, l'envie de vivre, de manger, de s'habiller mieux [que les autres] et de s'embourgeoiser tout en se camouflant derrière des slogans communistes et avec la carte du Parti en poche ». (*Enver Hoxha, Intervention au Secrétariat du CC du PTA, 28 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 144.*)

La réduction des hauts traitements n'affaiblit nullement l'activité des cadres et de l'intelligentsia en général, elle imprima au contraire un plus grand essor à la direction des affaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, en les perfectionnant toujours plus.

La lutte livrée contre la tendance à gonfler les états de personnel y contribua également. Le Parti mobilisa dans cette lutte les masses populaires sous le mot d'ordre « Lorsque la classe ouvrière fait entendre sa voix, le bureaucratisme se tait » lancé par le camarade Enver Hoxha dans son discours de Mat.

La lutte menée par le Parti pour l'éducation et la trempe révolutionnaires des cadres à l'école de la classe ouvrière créa des conditions encore plus saines en vue de l'application de cet enseignement du camarade Enver Hoxha : « Tous les cadres doivent faire la révolution toute leur vie durant, la faire en eux-mêmes et chez les autres. Cela doit avoir pour eux force de loi, sinon ils moisissent, ils sont atteints de sclérose petite-bourgeoise, de ce mal qui porte plusieurs noms : présomption, arrogance, arrivisme ». (*Enver Hoxha, Intervention au Secrétariat du CC du PTA, 26 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975. éd. alb., p. 136.*)

Le renforcement continu du Parti à travers la lutte de classe

Le renforcement du Parti, qui fut réalisé à travers une âpre lutte de classe, joua un rôle déterminant dans l'accomplissement des tâches fixées par le VI^e Congrès du Parti.

Cette lutte fut d'abord menée contre les groupes hostiles de F. Paçrami, de B. Balluku et d'A. Këllezhi et consorts. Ces groupes furent découverts et démantelés isolément, mais, comme cela fut démontré par le cours même de la lutte pour leur anéantissement, ils s'intégraient dans un seul et même complot contre-révolutionnaire coordonné qui préparait le renversement de la dictature du prolétariat et de tout le système socialiste, ainsi que l'occupation de l'Albanie.

Les ennemis étaient fort peu nombreux, mais ils présentaient un grand danger. Ce danger ne tenait ni à leur nombre ni à un éventuel soutien qu'ils auraient trouvé dans les rangs du Parti et au sein du peuple, car ils n'y jouissaient d'aucun appui. S'ils mettaient en péril le Parti, la dictature du prolétariat, le régime socialiste, c'était de par les importantes fonctions qu'ils assumaient dans les organes dirigeants du Parti, du pouvoir, de l'économie et de l'armée ; par ailleurs, un autre grand péril était constitué par le fait qu'ils étaient des agents des ennemis extérieurs.

Mais ces dangers furent écartés, car les groupes de traîtres furent découverts et démantelés avant d'avoir pu se consolider et se cristalliser en courants et en lignes antimarxistes adverses au sein du Parti. A peine découverts et dénoncés par le Comité central, ces groupes furent aussi frappés et écrasés par le Parti et le peuple tout entier. Les communistes et les travailleurs se dressèrent tous comme un seul homme contre les traîtres et leurs menées antiparti, antisocialistes et antinationales.

Cela prouvait une fois de plus que le grave danger de la création de courants fractionnels et de lignes opposées au sein du parti de la classe ouvrière, et de l'apparition du révisionnisme, existe objectivement et de façon permanente. Mais cela montrait en même temps qu'en suivant comme toujours et avec esprit de suite une seule ligne révolutionnaire et en appliquant fermement les principes et les normes marxistes-léninistes du Parti, on peut conjurer ce danger, prévenir les courants et lignes contraires, préserver l'unité idéologique et organisationnelle du Parti et la renforcer.

Le PTA a mené sa lutte sans relâche, il s'est gardé du vertige du succès, il ne s'est pas monté la tête à cause de son unité d'airain, de sa juste ligne, de ses liens solides avec les masses et des grandes victoires remportées sous sa conduite. L'autosatisfaction, la présomption, l'euphorie préparent le terrain à la pénétration du ver bourgeois et révisionniste dans le parti et la dictature du prolétariat, et à son action corrosive de dedans.

Le Parti a également combattu sans répit tout relâchement de la vigilance révolutionnaire, quelle qu'en fût la raison. « La vigilance du Parti, sa grande expérience, son flair révolutionnaire et sa pondération, explique le camarade Enver Hoxha en parlant de la découverte des groupes de traîtres et de comploteurs, lui ont permis d'éventer ces menées hostiles dans toute leur nocivité et toute leur ampleur. » (*Enver Hoxha, Discours de clôture au 7^e plénum du CC du PTA, 29 mai 1975, ACP.*)

Si le Parti a réussi à éviter des scissions désastreuses et des courants fractionnels en son sein, c'est aussi grâce à son attitude révolutionnaire, résolue et conséquente face aux ingérences étrangères, aux tentatives des divers révisionnistes pour lui imposer leur cours antimarxiste. Les ennemis extérieurs du marxisme-léninisme ont toujours encouragé les traîtres au sein du PTA à y semer le germe de la division et du révisionnisme. C'est ce que démontrèrent la découverte et le démantèlement des derniers groupes hostiles. Mais, une fois de plus, les ennemis virent annihiler tous leurs atouts face à la détermination du Parti de ne permettre aucune ingérence étrangère et d'appliquer fidèlement son cours marxiste-léniniste. Cette ferme attitude de principe démontra encore mieux que l'unique manière de faire sienne une juste ligne révolutionnaire est d'élaborer et d'appliquer sa ligne en toute indépendance sur la base du marxisme-léninisme, l'unique boussole de tout parti authentique de la classe ouvrière.

La lutte contre ces groupes hostiles de comploteurs et de saboteurs, tout comme la lutte contre les traîtres antérieurs, était au premier chef une lutte idéologique au même titre que toute la lutte de classes au sein du Parti. Mais cette lutte revêtait aussi un caractère politique. La lutte idéologique n'atteint jamais son objectif si elle ne s'accompagne pas de mesures organisationnelles et politiques. Le Parti a mené avec patience, auprès de ceux qui ont versé dans l'action antiparti, un travail d'éclaircissement et de persuasion pour les ramener sur la bonne voie. Mais dès que cette action a pris un caractère de complot et de crime contre le peuple et le socialisme, il n'a pas hésité à les chasser de ses rangs et, qui plus est, à les déférer en justice pour qu'ils soient châtiés selon la gravité de leurs fautes. C'est là une attitude profondément révolutionnaire, marxiste-léniniste. La révolution, la dictature du prolétariat ne peuvent manquer d'user de la violence contre les ennemis du Parti, du peuple, du socialisme. Les contradictions entre nous et les ennemis de classe ne peuvent être résolues autrement. Tenter de résoudre ces contradictions comme on résout les contradictions entre les masses travailleuses, entre les divers aspects du régime socialiste, c'est verser dans l'idéalisme, dans la réconciliation des classes.

L'épuration du Parti des éléments qui lui sont hostiles, sa lutte pour le démantèlement de leur activité antiparti et antisocialiste, l'ont aguerri davantage idéologiquement et politiquement comme avant-garde de la classe ouvrière et guide du peuple. Mais il s'est aussi trempé par la lutte contre les déficiences et les erreurs dans le travail de ses organes et de ses organisations, contre toutes les manifestations étrangères à l'idéologie, à la politique et aux normes marxistes-léninistes dans l'action et le comportement des communistes.

Il est objectivement impossible qu'aucun défaut ou erreur, aucune manifestation étrangère au socialisme, aucun phénomène négatif, ne se fasse jour au sein des organisations et des organes dirigeants du Parti tant que se poursuit et se poursuivra l'âpre lutte de classes entre le socialisme et le capitalisme dans le pays et à l'échelle internationale. Le Parti lutte pour empêcher les manifestations étrangères de grossir, pour les étouffer dans l'œuf et éviter qu'elles ne deviennent des maladies incurables au point d'asphyxier le Parti de la classe ouvrière et de le transformer en parti bourgeois-révionniste.

L'objectif principal du Parti est l'application de sa juste ligne. Aussi le Parti a-t-il dirigé ses coups principaux contre toute violation ou déformation de ses directives, contre toute attitude ou action libérale, bureaucratique ou sectaire, contre tout ce qui entrave l'application de sa ligne ou nuit à sa politique.

Toutes les organisations et tous les membres du Parti sont responsables de l'application de sa ligne. C'est justement sur ce point que le Parti concentra son attention en demandant à chaque organisation et

à chaque communiste de combattre opiniâtrement, sans aucune faiblesse, toute violation des directives par qui que ce soit.

La quasi-totalité des organisations du Parti et des communistes agissaient bien ainsi, mais il était un certain nombre de communistes et d'organisations qui ou bien violaient eux-mêmes telle ou telle de ces directives, ou bien s'abstenaient de mener une lutte intransigeante contre les violations et les déformations de la ligne du Parti, contre les déviationnistes, contre les éléments anti-parti.

Les traîtres découverts et écrasés par le Parti dans les années 1973-1975 enfreignaient et déformaient ses directives dans les domaines de l'idéologie, de l'enseignement et de la culture, de la défense, de la planification, du commerce extérieur, du pétrole et de l'agriculture. Un certain nombre de communistes ne voyaient pas ces infractions et déformations, ils se montraient politiquement myopes ; d'autres constataient bien des manifestations étrangères au socialisme, des violations et des déformations, mais n'agissaient pas énergiquement pour défendre la ligne du Parti, se montrant par là même libéraux, et manquant de courage révolutionnaire. Entre-temps, les organisations de base dont faisaient partie les traîtres et les déviationnistes, avaient perdu leur vigilance, elles avaient fait passer la technique avant la politique du Parti, et affaibli ainsi sensiblement leur rôle dirigeant. Les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e plénums du CC secouèrent ces organisations et les remirent sur le droit chemin.

Ces plénums ne secouèrent pas seulement les organisations ankylosées par les traîtres, mais aussi nombre de communistes et d'autres organisations qui ne combattaient pas les violations et les déformations, qui n'appliquaient pas les directives avec la persévérance, l'esprit militant et l'esprit de suite exigés par le Parti.

L'épuration des rangs du Parti non seulement des éléments hostiles, mais encore de tous ceux qui, sous un aspect ou un autre, avaient perdu les qualités de militant d'avant-garde, contribua au renforcement ultérieur du Parti. Une épuration n'est pas importante par le nombre des éléments qu'elle frappe, c'est par son contenu et sa signification qu'elle s'avère utile et indispensable.

L'épuration effectuée au cours des années qui suivirent le VI^e Congrès du Parti présentait tous les traits des épurations antérieures.

A la différence de beaucoup d'autres partis de la classe ouvrière, le PTA n'a jamais fait l'objet de purges massives. Cela s'explique par le fait que le Parti n'a pas vu se créer en son sein des courants fractionnels et des lignes contraires, dont le démantèlement aurait nécessité des exclusions en masse. L'épuration du PTA s'est toujours effectuée par les voies normales, dans le processus de l'application régulière des principes et des normes de ses statuts.

Cette épuration, comme les précédentes, s'effectua conformément aux principes de la démocratie intérieure du Parti. Celui-ci sollicita aussi l'avis des masses travailleuses qui jugent l'action de tel ou tel communiste d'après l'image que, d'expérience, elles se sont faite du communiste, en qui elles voient l'homme le plus pur, le combattant le plus résolu pour la cause du peuple, de la révolution et du socialisme. Tout en épurant ses rangs des éléments indignes de porter le titre élevé de communiste, le Parti témoigne un grand soin pour les exclus. Parmi eux les éléments anti-parti sont rares. Le Parti veille de près sur les autres, les aide et les éduque.

Le travail mieux organisé et d'un niveau supérieur mené pour l'étude de la théorie marxiste-léniniste, des rapports et des décisions du Comité central, des conclusions du Bureau politique et de son Secrétariat, ainsi que des discours du camarade Enver Hoxha, joua un grand rôle dans le renforcement du Parti. Pour contribuer à l'étude de la théorie marxiste-léniniste, à l'éducation idéologique et politique révolutionnaire des communistes et des travailleurs, de 1972 à 1976 furent publiés des dizaines de livres rassemblant des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline, ainsi que des documents du Parti et des œuvres du camarade Enver Hoxha.

CHAPITRE IX - LE PTA CONDUIT AVEC DETERMINATION LE PEUPLE DANS LA VOIE MARXISTE-LENINISTE DE L'EDIFICATION INTEGRALE DE LA SOCIETE SOCIALISTE (1976-1980)

1. LE VII^e CONGRES DU PARTI, SYNTHESE MARXISTE-LENINISTE DE LA PENSEE ET DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRES

Le VII^e Congrès du PTA se tint à Tirana du 1^{er} au 7 novembre 1976. Il rassemblait 843 délégués, dont 734 avec voix délibérative et 109 avec voix consultative, représentant 88 000 membres du Parti et 13 500 stagiaires.

Le rapport d'activité du CC présenté par le camarade Enver Hoxha, le rapport sur les directives du 6^e plan quinquennal présenté par le camarade Mehmet Shehu, les interventions des délégués et les décisions du Congrès constituaient une synthèse marxiste-léniniste de la pensée et de l'action révolutionnaires de notre Parti. Les tâches fixées ainsi que les directives du 6^e plan quinquennal approuvées à ce Congrès ouvrirent de nouvelles perspectives dans la voie de l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie.

La Constitution de la RPSA, œuvre du Parti et du peuple

La première question examinée par le Congrès fut celle de la nouvelle Constitution de l'Albanie socialiste.

Conformément à la décision du VI^e Congrès du Parti, le Comité central avait pris toutes les mesures pour mener les études nécessaires à cette fin et élaborer le projet de cette loi fondamentale. La commission de rédaction du Projet de Constitution était présidée par le camarade Enver Hoxha.

Dans le premier semestre 1976, le Comité central du Parti et l'Assemblée populaire soumièrent le Projet de Constitution au peuple pour qu'il le discute. Ce débat prit la forme d'une grande action populaire, politique et idéologique. Aux réunions organisées à cette fin, participèrent 1 500 000 personnes, soit la totalité de la population adulte du pays ; quelque 300 000 d'entre elles intervinrent au cours du débat. Les observations et les propositions très pertinentes des travailleurs furent prises en compte dans la réélaboration du projet. Les masses populaires approuvèrent unanimement le contenu du Projet de Constitution, autrement dit elles approuvèrent la ligne générale du PTA, la voie révolutionnaire qu'il avait suivie.

La nouvelle Constitution marque une nouvelle progression qualitative de l'Etat socialiste albanais, progression qui répond à la nouvelle étape de la révolution — l'édification intégrale de la société socialiste. On y trouve incarnés les grandes transformations révolutionnaires réalisées par le peuple albanais sous la direction du PTA ainsi que les éléments nouveaux apportés par notre Parti et le camarade Enver Hoxha à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique.

Selon la nouvelle Constitution, l'Etat albanais prend l'appellation de **République Populaire Socialiste d'Albanie (RPSA)**. Cette dénomination reflète plus exactement les transformations socialistes qualitatives opérées à la base et à la superstructure de la société, tout en conservant l'élément de tradition.

Le Congrès souligna le net caractère de classe de la Constitution.

Ce caractère, la Constitution l'exprime : en proclamant et en sanctionnant le caractère d'Etat de dictature du prolétariat de la RPSA et le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans toute la vie du pays ; en définissant le Parti du Travail d'Albanie, avant-garde de la classe ouvrière, comme l'unique force politique dirigeante de l'Etat et de la société ; en légalisant le marxisme-léninisme comme idéologie dominante, suivant laquelle se développe tout l'ordre social socialiste ; en définissant la lutte de classes comme une grande force motrice pour promouvoir la révolution socialiste, à travers laquelle seront assurées la victoire définitive de la voie socialiste, l'édification intégrale du socialisme et du communisme.

En même temps, le Congrès souligna à nouveau le caractère profondément démocratique et populaire de l'Etat albanais de dictature du prolétariat ainsi que l'humanisme socialiste authentique clairement et pleinement marqués dans la Constitution. « *La dictature du prolétariat*, dit le camarade Enver Hoxha dans son rapport, *est indissociable de la plus large, la plus profonde et la plus complète démocratie pour les travailleurs* ». (Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, éd. fr., p. 19.)

Cette démocratie plus large pour les travailleurs est exprimée, entre autres, dans l'article suivant de la Constitution : « En République populaire socialiste d'Albanie, tout le pouvoir d'Etat émane du peuple travailleur et lui appartient ».

La démocratie socialiste a assuré à la classe ouvrière, à la paysannerie coopératrice et aux autres travailleurs l'exercice du pouvoir tant à travers les organes représentatifs que directement, une participation effective, large et organisée à l'administration du pays et l'exercice de leur contrôle direct sur quiconque et sur tout.

En RPSA le pouvoir est un et indivisible. Les organes représentatifs d'Etat, l'Assemblée populaire et les conseils populaires, élus directement par le peuple au suffrage universel, égal et au scrutin secret, sont, d'après la Constitution, les seuls à exercer la souveraineté du peuple. Tous les autres organes d'Etat déploient leur activité sous la direction et le contrôle des organes représentatifs et leur en rendent compte. Par ailleurs, tous les élus ainsi que les fonctionnaires nommés de l'Etat sont tenus de rendre systématiquement compte au peuple de leur action.

Le Congrès souligna que « la structure et le fonctionnement de l'ensemble du mécanisme étatique et social, socialiste, sont régis chez nous par le principe du centralisme démocratique, qui consiste fondamentalement dans la direction centralisée de toute la vie du pays par la classe ouvrière, à travers son Parti et son Etat prolétariens, dans une judicieuse coordination de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses ». (*Ibid.*, pp. 20-21.) En incarnant ce principe révolutionnaire, la Constitution de la RPSA s'oppose à toutes les conceptions et pratiques révisionnistes, aux libérales-anarchistes qui renient le centralisme prolétarien comme aux centralistes-bureaucratiques qui excluent les masses travailleuses de la participation à l'administration de l'Etat.

Contrairement à ce qu'il en est dans les pays capitalistes et révisionnistes, où les droits des travailleurs restent sur le papier ou de vaines paroles, en RPSA, ces droits incarnés dans la Constitution, comme l'égalité des citoyens devant la loi, indépendamment du sexe, de la race, de la nationalité, du niveau d'instruction et de la position sociale, le droit au travail, la liberté d'expression, de presse, d'organisation, de réunion, le droit à l'instruction et à l'assistance médicale gratuites, l'égalité de la femme avec l'homme, etc., sont effectivement et pleinement mis en œuvre dans la pratique. La Constitution garantit aux minorités nationales la protection et le développement de leur culture et de leurs traditions populaires, l'usage de leur langue maternelle, l'égalité de développement social.

Les droits sont en unité et en harmonie avec les devoirs, dont l'accomplissement n'est pas fondé uniquement sur le caractère obligatoire que leur confèrent les lois d'Etat, mais aussi sur la conscience socialiste, sur le principe de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Tout en définissant la propriété socialiste comme la base intangible de l'ordre socialiste, la source du bien-être du peuple et de la capacité de défense de la patrie, la Constitution lie organiquement la propriété sociale au principe socialiste de la répartition « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Ce principe se concrétise dans des dispositions qui en garantissent la juste application révolutionnaire et barrent la voie à toute spéculation de droite ou de « gauche » et à la création de couches privilégiées. La Constitution sanctionna également la décision prise depuis longtemps par le Parti sur l'exonération des citoyens de tous impôts et taxes.

La ligne du Parti sur les grandes questions de la défense de la patrie, de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté nationale a été parfaitement traduite et clairement formulée dans la Constitution. La défense de la patrie, en tant que devoir suprême, est assurée par le peuple en armes, dont la principale force de choc est l'Armée populaire. Les Forces armées sont dirigées par le PTA, et le Premier secrétaire de son Comité central est à la fois Commandant suprême de ces forces et Président du Conseil de la Défense. La Constitution interdit à quiconque de signer ou de reconnaître au nom de la République populaire socialiste d'Albanie la capitulation ou l'occupation du pays, et elle qualifie tout acte de ce genre de trahison à la patrie. De même, elle prohibe l'installation de bases et de troupes étrangères sur le territoire de l'Etat albanais. L'indépendance économique étant indispensable à une véritable indépendance politique, la nouvelle loi fondamentale interdit également l'octroi de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou mixtes avec des monopoles et des Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes, ainsi que l'acceptation de crédits de ces derniers.

La sauvegarde de l'indépendance économique et politique, souligna le Congrès, est directement conditionnée par l'application conséquente du principe de l'appui sur ses propres forces. La Constitution sanctionna également ce grand principe révolutionnaire appliqué depuis toujours par notre Parti et le peuple albanais dans la révolution, dans l'édification socialiste et la défense du pays.

La Constitution consacra aussi une série de principes, de normes et de conquêtes qui se situent aux fondements de la société socialiste en Albanie.

« La nouvelle Constitution, a dit le camarade Enver Hoxha, offre le miroir d'une société véritablement socialiste, édifiée selon les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, enseignements incarnés et confirmés dans la pratique révolutionnaire de notre pays ». (Ibid., p. 30.)

Ce document fondamental a servi au renforcement et au perfectionnement continu de l'Etat socialiste albanais dans tous les domaines, il a donné une puissante impulsion à la lutte et au travail révolutionnaires pour la réalisation des grandes tâches de l'édification intégrale de la société socialiste.

La nouvelle Constitution de la RPSA, après son approbation unanime par l'Assemblée populaire, entra en vigueur le 28 décembre 1976.

La direction indivisible du Parti, gage de l'édification intégrale de la société socialiste

Les grandes tâches auxquelles notre pays était confronté, posaient la nécessité de renforcer davantage le Parti, de rehausser son rôle dirigeant.

Pour atteindre cet objectif, le Congrès recommanda d'œuvrer à comprendre toujours mieux et plus à fond que « la direction du Parti est une et indivisible. Elle ne se réalise que si son idéologie et sa politique marxistes-léninistes, ses décisions et directives sont appliquées avec succès dans tous les domaines et dans toutes les directions, dans les organes du pouvoir et dans l'économie, dans la culture et dans l'armée, que si toutes les institutions d'Etat, les organisations sociales, tous les cadres et les travailleurs se guident dans toute leur activité sur cette idéologie et cette politique, sur ces directives et décisions ». (Ibid., p. 82.)

L'un des principaux facteurs qui ont permis au Parti, tout au long de son existence, de réaliser si parfaitement son rôle dirigeant et l'hégémonie de la classe ouvrière, a été son unité idéologique et organisationnelle d'acier.

Pour préserver et raffermir constamment l'unité, pour réaliser la direction incontestée de la classe ouvrière, il est déterminant, souligna le Congrès, de combattre avec persévérance pour ne jamais permettre l'existence de fractions et de lignes opposées en son sein, pour appliquer avec fermeté et esprit de suite une ligne unique, marxiste-léniniste et conséquente du Parti, une discipline révolutionnaire unique pour tous les communistes, indépendamment de leur position ou fonction.

Le Congrès souligna que, pour que le rôle dirigeant du Parti fût réalisé parfaitement, une autre condition, comme la pratique suivie jusqu'alors l'avait confirmé, était également indispensable: tous les organes du Parti à tous les niveaux, toutes les organisations de base doivent assumer ce rôle dirigeant, toute la masse des communistes doit se porter à l'avant-garde.

L'organisation de base est le fondement du Parti. Plus ce fondement est solide, plus le Parti sera fort, invulnérable. Le Parti avait mis et mettait à nouveau l'accent sur la nécessité de rehausser le rôle dirigeant de l'organisation de base, parce que c'est de cette question, plus que de toute autre, que dépend l'accomplissement de sa mission historique de direction prolétarienne dans la révolution et l'édification socialistes. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que « pour que soit appliqué le principe « le Parti doit tout diriger », l'organisation de base doit être partout à la direction ». (*Enver Hoxha, Intervention au Bureau politique, 5 mars 1975. ACP.*)

De même, il fut recommandé de veiller particulièrement à renforcer et à parfaire le rôle dirigeant des plénums des comités de district du Parti et des comités du Parti dans l'armée. « Le plénum, soulignait le Congrès, est la plus haute instance dans l'intervalle entre deux conférences et il dirige toute l'activité du Parti dans le district. Le bureau ne peut jamais se substituer au plénum et il ne peut mener son action que dans le cadre des décisions de ce dernier et du contrôle de la part de ses membres. Le bureau est obligé de rendre compte de son activité devant le plénum. Et ces principes s'appliquent aussi au Comité central et à son Bureau politique. » (*Enver Hoxha, Rapport au VII^e Congrès du PTA, éd. fr., p. 91.*)

Une grande expérience avait été acquise, particulièrement les dernières années, sur la promotion des plénums au rôle d'instances dirigeantes. Se basant sur les leçons que le Parti avait tirées de cette expérience, la lutte serait poursuivie pour réaliser totalement le déplacement du centre de gravité de la direction des bureaux aux plénums, en barrant la voie à tout signe de culte des bureaux et des secrétaires, et à toute tendance à mettre les bureaux au-dessus des plénums, à investir les appareils des fonctions qui incombent aux comités du Parti.

L'essence de cette lutte est d'assurer le mieux possible la direction collégiale dans l'activité des organes dirigeants du Parti. « La pensée et l'action collégiales, souligna le Congrès, sont la forme de pensée et d'action la plus profonde et la plus juste et elles jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre du rôle dirigeant du Parti. La direction collégiale évite la bureaucratie et l'arbitraire, elle vivifie en même temps la pensée et l'action individuelles et ne permet pas l'apparition de la routine ni la propagation du conformisme. » (*Ibid., p. 92.*)

Une autre condition importante de l'élévation du rôle dirigeant du Parti est le renforcement continu de sa composition prolétarienne.

De nouveaux progrès notables avaient été enregistrés en cette matière depuis le Congrès précédent. Sur l'ensemble des nouveaux membres admis au cours de cette période, 41 pour cent étaient d'origine ou de condition ouvrière, 38 pour cent provenaient de la paysannerie coopératrice et près de 21 pour cent de la catégorie des employés, de l'intelligentsia et des militaires. Ces nouvelles admissions concernaient à 82 pour cent les organisations des branches de la production matérielle.

La très grande majorité des nouveaux adhérents étaient âgés de moins de 30 ans. Cela attestait, soulignait le Congrès, les liens d'acier qui unissent notre jeunesse au Parti et au communisme. Cela prouvait aussi le souci constant du Parti de ne jamais vieillir physiquement, de rester toujours à la fois mûr et jeune, par la pensée comme par l'action révolutionnaires, d'être un parti du présent et de l'avenir. Les ouvriers, avec 37,5 pour cent, venaient toujours au premier rang dans l'effectif du Parti. Le taux des coopérateurs était de 29 pour cent. Une importante augmentation s'observait dans le nombre des femmes communistes qui constituaient 27 pour cent de l'effectif contre 22 pour cent cinq ans auparavant.

Les progrès enregistrés dans la composition sociale du Parti devaient être un encouragement pour en réaliser de nouveaux dans la voie révolutionnaire. Les efforts seraient poursuivis en vue de grossir les rangs du Parti de nouveaux adhérents provenant de la classe ouvrière au premier chef, et de la paysannerie coopératrice. Le Congrès fixa comme objectif que les coopérateurs accèdent au second rang après les ouvriers dans l'effectif du Parti.

Durant le quinquennat précédent, plus que durant toute autre période, des communistes avaient été envoyés de l'administration à la production, des villes dans les campagnes, des fronts moins difficiles aux plus difficiles. 62 pour cent de l'effectif total des membres du Parti travaillaient dans la sphère de la production et 82 pour cent d'entre eux directement à la production. Ce taux était de plus de 86 pour cent dans les mines et le secteur géologique et d'environ 87 pour cent dans les coopératives agricoles.

Dans l'avenir, il fut décidé de mieux ajuster le rapport entre les communistes travaillant directement à la production dans les secteurs économiques et les communistes occupés à l'administration, à l'avantage des premiers. Le rehaussement du rôle dirigeant du Parti, la sauvegarde et le renforcement continu de ses liens avec les masses, la consolidation de l'unité Parti-peuple se fondent toujours sur la conviction qu'ont les masses de la justesse de sa ligne.

Pour étayer cette vérité, le Congrès citait Staline qui a dit que « diriger, c'est savoir convaincre les masses de la justesse de la politique du Parti ». (*J. V. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 8, p. 52.*) Toute tentative de s'imposer aux masses par simple commandement, par l'application mécanique du principe du rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière, conduit à la violation de la ligne du Parti, à un écart par rapport à la ligne de masse. Les communistes convainquent les masses avant tout par la concordance de leurs actes avec leurs paroles, par l'exemple qu'ils donnent en tant que combattants d'avant-garde.

Les organisations sociales, écoles d'éducation communiste et de participation des masses à l'administration du pays, courroies de transmission de la ligne du Parti, jouent un grand rôle, un rôle irremplaçable pour convaincre profondément les masses du bien-fondé des décisions et des directives du Parti, de la nécessité de réaliser les tâches concrètes qui en découlent. A cet égard, le Congrès recommanda que la direction des organisations sociales fût perfectionnée par le concours des organisations et des organes du Parti. La riche expérience du PTA sur son travail auprès de ces organisations a montré que son rôle de direction prolétarienne, continue et avisée dans les organisations de masse barre la voie à l'instauration d'un climat d'indolence dans leur action, à l'apparition en leur sein de vues et de pratiques antimarxistes, révisionnistes, tendant à les couper du Parti, à les mettre au-dessus du Parti et de la classe ouvrière, à promouvoir les théories de l'autogestion et de l'économisme, à nier la dictature du prolétariat; au contraire, ce rôle de direction préserve ces organisations comme des armes acérées du Parti et du pouvoir prolétarien.

La lutte de classes, principale force motrice qui fait avancer la révolution et l'édification du socialisme

Le Congrès mit en particulier l'accent sur la lutte de classes, résumant en substance la ligne de notre Parti sur cette question suivant les principes du marxisme-léninisme et son expérience révolutionnaire de plusieurs années.

Le PTA a toujours suivi une ligne nette, catégorique, révolutionnaire sur la lutte de classes, il a toujours mené et dirigé cette lutte correctement et résolument. Le Congrès jugea indispensable de s'arrêter spécialement sur cette question du fait que, dans les nouvelles situations créées, la lutte de classes revêtait une importance encore plus décisive pour les destinées du socialisme et de l'indépendance nationale. Mieux on comprend et l'on assimile cette question, plus correctement on applique la ligne du Parti sur la lutte de classes, et mieux et plus correctement on applique sa ligne générale marxiste-léniniste pour avancer sans arrêt dans la voie du développement socialiste.

Le Congrès souligna de nouveau la thèse connue de notre Parti selon laquelle la lutte de classes « en régime socialiste également, est un phénomène objectif, c'est la principale force motrice qui fait avancer la révolution et l'édification du socialisme ». (*Enver Hoxha, Rapport au VII^e Congrès du PTA, éd. fr., p. 115.*)

Cette thèse s'accorde avec la définition que les classiques du marxisme-léninisme donnent de la lutte de classes en tant que « force qui détermine le développement de la société », « véritable force motrice de l'histoire », qui se poursuit jusqu'à la liquidation des classes. « La construction du socialisme est un processus de lutte de classes acharnée... ». (*Ibid., p. 114.*) Cela signifie que non seulement l'existence de la lutte de classes, mais aussi son âpreté, constituent un phénomène objectif. Objectivement, l'ennemi de classe oppose une résistance et exerce une pression continues, il ne renonce pas de son propre gré au pouvoir, à ses richesses, à ses privilèges. Il combat avec acharnement les forces politiques et sociales qui visent à l'exterminer. D'autre part, la classe ouvrière et ses alliés ne peuvent atteindre les objectifs fixés, la construction de la société socialiste et communiste, que par la révolution et une lutte résolue.

Les zigzags, les oscillations constatés dans la lutte de classes traduisent des variations de degré dans son acuité. Ils se rattachent aux questions qui concernent concrètement cette lutte, à des moments particuliers de la lutte, aux situations et aux conjonctures intérieures et internationales ainsi qu'à d'autres facteurs de caractère objectif et subjectif.

Il est très important, au cours de l'activité pratique, de bien comprendre et d'appliquer correctement cette conclusion du Parti confirmée par la pratique pour être sûr de toujours adopter de justes attitudes, pour ne verser ni dans l'opportunisme, ni dans le sectarisme.

D'autre part, il n'est pas permis à notre Parti et à la dictature du prolétariat d'encourager ou de mener artificiellement la lutte de classe. Le PTA ne l'a jamais fait, il n'a jamais entrepris d'actions hâtives, aventureuses.

L'excitation artificielle de la lutte de classes, expliquait Staline, conduit à la guerre civile; le déclenchement d'une telle guerre dans les conditions de la dictature du prolétariat sape le socialisme dans ses fondements.

C'est à travers la lutte de classes que les contradictions de classe, antagonistes et non antagonistes, se résolvent et la société progresse. Le PTA a toujours été conscient qu'avec la liquidation des classes exploiteuses en socialisme, les contradictions antagonistes ne se résolvent pas. Elles continuent d'exister de pair avec les contradictions non antagonistes qui sont propres à la société socialiste.

Les contradictions antagonistes existent entre la voie socialiste et la voie capitaliste, entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise et révisionniste, entre la morale socialiste, d'une part, et la psychologie petite-bourgeoise, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, d'autre part, entre le peuple travailleur et les ennemis. Les contradictions non antagonistes apparaissent au sein des masses travailleuses, entre divers aspects de l'ordre socialiste.

La contradiction fondamentale antagoniste jusqu'au triomphe du communisme reste la contradiction entre le socialisme et le capitalisme.

Pour mener correctement la lutte de classe il est indispensable de connaître à fond les contradictions et leur caractère; de bien déterminer la contradiction fondamentale, car de sa solution dépend la solution de toutes les contradictions ; de ne pas confondre les contradictions antagonistes avec les contradictions non antagonistes et vice-versa ; de ne pas sous-estimer ou surestimer ni les unes ni les autres.

Réaffirmant la thèse du Parti d'après laquelle la lutte de classe se développe dans tous les domaines et sur tous les fronts, le Congrès souligna : « Notre pratique de la révolution et de l'édification socialistes nous enseigne que la lutte de classe n'est jamais complète si elle n'est pas développée dans toutes ses principales directions, dans les domaines politique, économique et idéologique... A des périodes déterminées peut surgir au premier plan soit l'une soit l'autre d'entre elles, mais en toute circonstance cette lutte doit être menée de front ». (*Ibid.*, p. 122.)

En même temps, le Congrès indiqua que non seulement il est indispensable et important au même titre de mener la lutte de classe dans tous les domaines et dans toutes les directions, mais aussi que les trois formes principales de cette lutte, politique, économique et idéologique, doivent « s'imbriquer et se compléter mutuellement ». (*Ibid.*, p. 122.) La lutte de classe se développe donc dans des directions qui s'entrelacent, dans la mesure où s'entrelacent aussi l'idéologie, la politique et l'économie.

Cet entrelacement et l'importance tout aussi grande que revêt la lutte de classe dans chacune des directions principales ne réfutent pas la thèse selon laquelle la lutte politique reste, jusqu'à la liquidation des classes et des ennemis, la forme la plus élevée de la lutte des classes, en ce que cette lutte ne prend une telle âpreté et n'atteint ce paroxysme en aucun autre domaine autant que celui du pouvoir d'Etat. C'est là qu'a ses origines la lutte acharnée qui s'est toujours livrée et se livrera aussi dans l'avenir entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes sur la question de la dictature du prolétariat.

Le Congrès traita également la liaison étroite, l'entrelacement entre le front intérieur et le front extérieur de la lutte de classes. Cette liaison et cet entrelacement dérivent des liens mêmes et de la coordination existant entre les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Tous les ennemis intérieurs sans exception sont à la fois, d'une façon ou d'une autre, des agents des ennemis extérieurs impérialistes et révisionnistes. Les fils qui les unissent sont multiples. « *Voilà pourquoi*, recommanda le Congrès, *nous devons faire face au front uni des ennemis en renforçant notre front intérieur dans tous les domaines, dans la défense et l'économie, dans la politique et l'idéologie, et en menant la lutte de classe sans répit et avec esprit de suite* ». (*Ibid.*, p. 120.)

La lutte de classes est une loi objective, mais c'est le facteur subjectif qui joue le rôle décisif dans l'issue de cette lutte. La victoire du socialisme dépend du niveau de conscience, de l'élan, de la préparation, de l'organisation, de la mobilisation et de la capacité de combat de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, et ce sont là des conditions subjectives que prépare le parti de la classe ouvrière, en tant que dirigeant de la révolution.

Le Parti doit suivre une ligne révolutionnaire de la lutte de classes, édifiée sur la connaissance approfondie et l'application des lois et des conditions objectives de cette lutte, mener cette lutte suivant des méthodes révolutionnaires, toujours de concert avec les masses et en assumant la direction.

Toute attitude ou tout acte qui n'est pas conforme aux lois et aux conditions objectives, l'attentisme, l'aventurisme, le désarroi, la peur, le désordre au combat, et, pis encore, la capitulation face à la pression des ennemis ou des difficultés et des obstacles, sont fatals pour la révolution, cela conduit à l'échec de la lutte de classe, cela fournit aux forces adverses, bourgeoises-impérialistes, révisionnistes, réactionnaires la possibilité de l'emporter.

« L'ennemi de classe, souligna le Congrès, s'efforce de mettre en sommeil la vigilance des masses, il cherche des périodes de tranquillité et de répit dans le développement de la lutte de classe, pour

regrouper ses forces et frapper par surprise. Les organisations du Parti et tous les travailleurs, avec à leur tête la classe ouvrière, ont pour devoir d'empêcher la création de telles situations-favorables pour l'ennemi et d'être toujours à l'offensive, de garder toujours bien acéré le fer de lance de la lutte de classe, d'être intransigeants à l'égard des ennemis et de leurs idéologies ». (*Ibid.*, p. 123.)

Les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e plénums du CC du Parti étaient de grandes écoles de la lutte de classe. La lutte contre les groupes de traîtres qui ont été découverts et anéantis dans ces plénums montra encore une fois que « *le danger principal, l'ennemi principal de notre Parti comme de tout le mouvement communiste et ouvrier révolutionnaire international, a été et demeure l'opportunisme de droite, le révisionnisme* ». (*Ibid.*, p. 115.)

Il fallut au Parti du Travail d'Albanie mener une âpre lutte de front contre l'opportunisme de droite.

Notre Parti combattit avec la même vigueur le sectarisme, les attitudes rigides, gauchistes. « Souvent, les sectaires, a dit le camarade Enver Hoxha, se posent en « révolutionnaires conséquents », « respectueux des principes ». En fait, ce sont des opportunistes et ils agissent ainsi simplement « pour se mettre à couvert » ». « *Aussi le Parti, souligna le Congrès, doit-il éclairer à fond ces questions et expliquer qu'on ne peut combattre avec succès l'opportunisme si l'on ne combat pas en même temps le sectarisme, et inversement* ». (*Ibid.*, p. 124.)

Le développement de la lutte de classe et le triomphe complet du socialisme sur le capitalisme et sur le révisionnisme ont pour facteur déterminant *la direction de la classe ouvrière*. Tout dépend de la mise en place puis de la sauvegarde de cette direction.

L'expérience de l'édification socialiste en Albanie réfute les conclusions anticommunistes que la bourgeoisie et ses laquais tirent de la restauration du capitalisme en Union soviétique et confirme pleinement la justesse de la théorie marxiste-léniniste sur le rôle hégémonique de la classe ouvrière et sur la lutte de classes.

Le contrôle ouvrier direct a servi d'arme puissante entre les mains du Parti pour réaliser le rôle dirigeant de la classe ouvrière en régime socialiste.

Le Parti, fort de cette arme, a attiré l'attention sur le fait qu'il ne faut pas confondre le contrôle direct avec la direction « directe » de la classe ouvrière.

La classe ouvrière exerce son rôle hégémonique dans la révolution à travers son parti ainsi qu'à travers la dictature du prolétariat lorsqu'elle parvient à instaurer son pouvoir prolétarien. Aucune classe, au cours de l'histoire, n'a réussi à gouverner et diriger directement, mais uniquement à travers ses organisations et ses partis politiques ou son propre Etat.

Le contrôle direct n'est pas une direction directe. Il se réalise sous l'égide du Parti et a comme objectif la sauvegarde et le renforcement du caractère prolétarien de l'Etat et du Parti, la parfaite application de sa ligne prolétarienne, des lois et des plans de l'Etat socialiste.

Le Congrès fixait comme tâche de consolider sans arrêt le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Pour ce faire, indiquait-il : « *A l'avenir aussi, le Parti se doit d'œuvrer avec fermeté pour éduquer le classe selon l'idéologie marxiste-léniniste, pour lui faire prendre conscience de son rôle et de ses devoirs...* » (*Ibid.*, p. 137.)

Tout en reconnaissant à la classe ouvrière le rôle dirigeant que lui a assigné l'histoire, le PTA a toujours apprécié correctement la grande place que doit occuper aussi la paysannerie travailleuse ainsi que sa grande force. Dans le feu de la révolution, dans les âpres combats de classe, il a su forger la puissante alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, sous la direction de la classe

ouvrière. « Cette alliance, soulignait le Congrès, a été et demeure le principe de base de la dictature du prolétariat, le fondement de l'unité du peuple autour du Parti ». (*Ibid.*, p. 139.)

Maintenir les rythmes rapides du développement socialiste. Les directives du 6^e plan quinquennal

Le VII^e Congrès de notre Parti devait absolument tenir compte de tous les facteurs intérieurs et extérieurs, de leurs effets positifs ou négatifs, avant de fixer les tâches du nouveau plan quinquennal.

L'aggravation de la crise économique dans le monde capitaliste et l'apparition sans masque du révisionnisme chinois, le rapprochement de la Chine avec l'impérialisme américain et sa tendance à devenir une superpuissance impérialiste, avaient créé une nouvelle situation internationale. Cette situation avait suscité, pour le développement économique et la défense de l'Albanie socialiste, de nouvelles difficultés et de nouveaux obstacles.

De toute façon, les facteurs intérieurs (la direction révolutionnaire et la juste ligne du Parti, la dictature du prolétariat, l'unité d'acier Parti-peuple, l'ordre économique socialiste, la base matérielle et technique correspondante, l'armée de cadres et de spécialistes, la grande masse d'ouvriers et d'agriculteurs qualifiés, les aptitudes bien ancrées acquises dans la production, l'organisation et la direction au cours du quinquennat précédent), ces facteurs, donc, qui sont toujours déterminants, offraient toutes les possibilités pour surmonter les difficultés et les obstacles et poursuivre le développement socialiste à des rythmes accélérés.

Se fondant sur ces conditions effectives, le Congrès fixa pour le 6^e plan quinquennal 1976-1980 la tâche fondamentale suivante : **poursuivre à des rythmes rapides l'édification socialiste du pays en vue de faire de l'Albanie socialiste un pays industriel-agricole, doté d'une industrie et d'une agriculture avancées, conformément au principe de l'appui sur ses propres forces, et de renforcer davantage et sous tous les aspects l'indépendance économique du pays ; perfectionner encore les rapports de production socialistes et la superstructure ; renforcer la dictature du prolétariat et accroître la capacité de défense de la patrie ; élever le niveau matériel et culturel des masses travailleuses, en réduisant encore les différences entre la ville et la campagne.**

Le volume global de la production industrielle prévu pour le 6^e quinquennat devait être supérieur au volume global de la production des vingt années écoulées (1951-1970). L'industrie du fer-nickel, l'industrie électrique, l'industrie chimique devaient connaître l'essor le plus marqué. L'industrie nationale satisferait environ 95 pour cent des besoins du pays en pièces de rechange. La production agricole égalerait la production des trois premiers plans quinquennaux (1951-1965) pris ensemble. L'objectif principal dans l'agriculture était de faire en sorte que notre pays se suffise en pain. Mais le développement de l'agriculture, indiqua le Congrès, devait être général, harmonieux et diversifié.

Les investissements de l'Etat dans les années 1976-1980 dépasseraient ceux qu'il avait faits pendant les vingt années, de 1951 à 1970. Le Congrès mit l'accent sur la nécessité de faire surtout des investissements de haute efficacité, fondés sur des études approfondies, des projets et des devis exacts, des normes techniques et économiques avancées.

Le revenu national devait, selon les prévisions, s'accroître proportionnellement au produit social total. 35 pour cent de ce revenu iraient au fonds d'accumulation. D'importantes dépenses seraient engagées pour accroître le fonds des logements, protéger la santé du peuple, défendre l'environnement contre la pollution, etc.

Le Congrès fixait d'importantes tâches pour le développement de l'enseignement, de la culture et des sciences. Il donnait comme directive de faire de la recherche scientifique une pratique généralisée, qui pénètre et précède tout travail, qui contribue effectivement à la solution des problèmes immédiats et à long terme de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie.

Le Congrès s'arrêta en particulier sur les différences qui subsistaient encore entre la ville et la campagne, définissant la lutte menée pour les réduire comme la voie principale pour renforcer toujours plus l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice dans les conditions actuelles. Le camarade Enver Hoxha indiquait à ce propos dans son rapport que notre Parti se guide sur le « *principe selon lequel le socialisme ne se construit pas seulement à la ville, ni seulement pour la classe ouvrière, mais qu'il se construit aussi à la campagne et aussi pour la paysannerie* ». (*Ibid.*, p. 69.) Afin de promouvoir le développement des campagnes, l'Etat agirait plus efficacement, par sa contribution en fonds et moyens divers, pour élever dans l'ensemble le niveau de vie de la paysannerie coopératrice, toujours sur la base de l'accroissement de la production agro-pastorale. Au cours du quinquennat suivant, le taux d'accroissement du revenu réel par habitant devait être 3 fois plus élevé à la campagne qu'à la ville.

L'heureuse réalisation des tâches économiques du nouveau quinquennat devait avoir pour effet de renforcer la capacité de défense de notre patrie. En même temps, le Congrès assigna des tâches spéciales dans le domaine de l'entraînement militaire et de la préparation au combat des Forces armées, du peuple-soldat tout entier en vue d'accroître la capacité de défense de notre pays. L'Armée populaire et les autres structures militaires, guidées par l'idéologie et la politique prolétariennes du Parti, devaient mener un vaste travail, opiniâtre, marqué par une discipline d'acier, pour assimiler la ligne militaire de notre Parti, l'art militaire de la guerre populaire, afin de maîtriser parfaitement les armes et autres moyens de combat.

Alors que l'encerclement impérialiste-révisionniste se conjugait avec la grande crise économique et financière du monde capitaliste, l'application du principe de l'appui sur ses propres forces revêtait une importance exceptionnelle. « Ce grand principe marxiste-léniniste, d'un profond contenu révolutionnaire, soulignait le Congrès, est non seulement une loi de l'édification du socialisme, mais aussi, dans les conditions de notre pays, un impératif absolu pour tenir tête victorieusement aux blocus et à l'encerclement que nous imposent nos ennemis ». (*Ibid.*, p. 75.)

L'attitude de principe adoptée par le PTA sur les problèmes de l'évolution mondiale

La politique extérieure du PTA, de même que sa politique intérieure et sa ligne générale, a toujours été une politique de principes prolétariens. Tout au long de son histoire, à chaque moment décisif, sur chaque problème-clé, intérieur ou extérieur, le PTA a adopté des attitudes de principes marxistes-léninistes. En 1960, lorsqu'un bon nombre de partis anciennement communistes avaient adopté ou adoptaient le cours bourgeois-révisionniste de Khrouchtchev, et que celui-ci exerçait une pression extrême sur le PTA pour le contraindre à s'écarter lui aussi de la voie du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha, exprimant la volonté de tous les communistes et du peuple albanais tout entier, déclarait : « Quitte à rester sans pain, nous, Albanais, nous ne violons pas les principes, nous ne trahissons pas le marxisme-léninisme. Que cela soit bien clair pour tous, amis et ennemis ». (*Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 19, p. 338.*)

C'est justement dans cette politique de principes prolétariens que le Parti du Travail d'Albanie a puisé sa force pour affronter de grands et puissants ennemis, pour dénoncer et anéantir leurs plans diaboliques.

La politique de principes du PTA s'oppose à toute politique pragmatiste, conjoncturelle, elle est l'ennemie de la diplomatie camouflée des coulisses, de la vente à l'encan des intérêts de son propre peuple et des autres peuples, caractéristiques de la politique extérieure des pays capitalistes et révisionnistes.

La politique de principes prolétariens suivie avec esprit de suite par le PTA se refléta également dans l'analyse que le VII^e Congrès fit de la situation internationale, dans ses prises de position sur les grands événements et les problèmes de l'évolution mondiale.

« Notre Parti, déclara le Congrès, estime qu'il faut parler aux peuples ouvertement des situations qui se créent, car c'est seulement ainsi que l'on contribue à leur véritable union, à l'union des Etats et des gouvernements véritablement anti-impérialistes et progressistes ». (*Enver Hoxha. Rapport au VII^e Congrès du PTA, éd. fr. p. 185.*)

Le Congrès aboutit à la conclusion que la situation dans le monde apparaissait trouble, qu'elle était grosse de contradictions et d'importants affrontements.

Les superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, dans leurs visées de domination du monde, se préparaient fiévreusement à la guerre.

La situation internationale trouble était encore aggravée par la crise très profonde, la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, qui s'était abattue sur tous les pays capitalistes et révisionnistes, sur les pays avancés comme sur les pays les moins développés. Cette crise frappait tous les domaines, la base et la superstructure du système capitaliste et bourgeois-révisionniste, c'était une crise à la fois économique, politique, idéologique, militaire et culturelle.

Elle était le résultat de l'approfondissement et de l'aggravation des contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le socialisme et le capitalisme, entre les peuples et les puissances impérialistes et entre ces puissances elles-mêmes.

« La crise actuelle, a dit le camarade Enver Hoxha, a prouvé une nouvelle fois que le capitalisme, en tant que système social, ne peut jamais échapper à ses contradictions et à ses plaies, qu'il est incapable tout à la fois d'assurer ses superprofits et de préserver un équilibre social intérieur ». (*Ibid., p. 171.*)

Les superpuissances tendaient à surmonter les crises en cherchant de nouvelles formes de collaboration pour résoudre leurs divergences mais aussi en s'affrontant entre elles.

« Notre Parti, souligna le Congrès, soutient la thèse que, quand les superpuissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde ». (*Ibid., p. 196.*)

Face aux visées et aux menées agressives, expansionnistes et rapaces des superpuissances, face à l'oppression et à l'exploitation barbares exercées par les monopoles capitalistes, face à la violence et à la terreur de la réaction et de la contre-révolution internationale, les mécontentements allaient croissant, la résistance et la lutte du prolétariat et des forces révolutionnaires et progressistes, la lutte et la résistance des peuples bouillaient et étaient toujours mieux organisées. « Le monde, conclut le Congrès, se trouve dans une phase où la cause de la révolution et de la libération nationale des peuples n'est pas seulement une aspiration et une perspective, mais un problème posé et à résoudre ». (*Ibid., p. 168.*)

Dans les conditions d'alors, il était d'une importance primordiale pour les forces marxistes-léninistes, pour toutes les forces révolutionnaires, pour toutes les nations et tous les peuples épris de liberté, d'apprécier correctement la situation, d'adopter de justes attitudes de classe, à l'égard des superpuissances. « Une attitude de principes en cette question fondamentale, souligna le Congrès, constitue la seule base juste pour la détermination d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires conséquentes, elle sert de critère pour distinguer les forces progressistes et les forces réactionnaires et pour les juger ». (*Ibid., p. 175.*)

Une pareille prise de position devenait d'autant plus indispensable que la direction chinoise avait, elle aussi, déployé le drapeau du révisionnisme et du social-impérialisme. La théorie anti-marxiste des « trois mondes » et la politique de collaboration avec les impérialistes américains et avec le capitalisme

mondial contre le soi-disant unique ennemi du monde, le social-impérialisme soviétique, épaississaient encore le brouillard autour de la stratégie et de la tactique des forces révolutionnaires mondiales, elles semaient parmi ces forces la confusion idéologique et politique.

C'est pourquoi le Congrès s'arrêta en particulier, en même temps que sur la critique des vues et des prises de position du révisionnisme soviétique, yougoslave, etc., sur celle des vues et des prises de position anti-marxistes du révisionnisme chinois. Pour des raisons de tactique, il ne jugea pas opportun de le citer nommément, mais le monde entier allait apprendre contre qui étaient dirigées ces critiques, car tous étaient déjà au courant des « théories » et des menées contre-révolutionnaires chinoises.

Compte tenu de ces théories et de ces menées, il est d'une importance décisive, souligna le Congrès, de bien comprendre que les deux superpuissances, les USA et l'Union soviétique, sont les puissances impérialistes agressives les plus grandes et les plus dangereuses qu'ait connues l'histoire, que, agissant isolément ou de concert, elles constituent au même titre et au même degré les ennemis principaux de la révolution et du socialisme.

Toute conception, déclara le Congrès, qui ne situe pas les deux superpuissances sur le même plan en tant qu'ennemis principaux, ou qui considère l'impérialisme américain comme moins dangereux parce qu'il se serait soi-disant affaibli, qu'il ne suivrait plus une politique agressive mais défensive, qu'il ne serait pas pour la guerre et le repartage du monde mais pour le statu quo, toute attitude consistant à s'appuyer sur une superpuissance pour combattre l'autre, comme étant soi-disant plus dangereuse, n'est pas marxiste-léniniste, révolutionnaire, mais antimarxiste, très néfaste pour la révolution, le socialisme, les peuples.

De même, les vues et les attitudes qui placent l'OTAN et le Pacte de Varsovie, le Marché commun et le Comecon sur des plans différents et ne les considèrent pas au même titre comme des instruments d'oppression et d'exploitation, sont antimarxistes et contre-révolutionnaires. A plus forte raison, les positions consistant à appuyer l'un d'eux pour combattre l'autre, à collaborer avec l'impérialisme américain et ses alliés contre le social-impérialisme soviétique, avec l'OTAN contre le Pacte de Varsovie, avec le Marché commun contre le Comecon ou vice-versa, sont-elles des positions contre-révolutionnaires. De même, l'encouragement et le soutien à l'union impérialiste de l'Europe constitue une attitude antimarxiste similaire à celle adoptée par la II^e Internationale.

Le Congrès déclara que le partage du monde en « premier monde », « second monde » et « tiers monde », les notions de « pays non alignés » et de « pays en voie de développement » ne sont pas marxistes-léninistes, pas plus que ne sont marxistes-léninistes les théories des révisionnistes soviétiques et des autres révisionnistes sur la « voie non capitaliste de développement », le « socialisme national », les « variantes du socialisme ».

Toutes ces divisions et appellations n'ont pas un caractère de classe, elles camouflent les contradictions fondamentales entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les peuples et l'impérialisme, entre le socialisme et le capitalisme.

« Le marxisme-léninisme, souligna le camarade Enver Hoxha, nous enseigne qu'à notre époque les pays se divisent, selon le système social en vigueur, en pays bourgeois-capitalistes et en pays socialistes ». (*Ibid.*, p. 183.)

Toutes les théories qui font une division des pays différente de celle-ci, sapent la révolution, sabotent la lutte des forces progressistes et éprises de liberté, elles favorisent l'impérialisme et la réaction.

Dénonçant et rejetant ces théories réactionnaires fallacieuses des révisionnistes chinois et autres, le Congrès jugeait qu'en un temps où la question de la révolution et de la libération nationale était un problème posé et à résoudre, il incombait au prolétariat, aux forces révolutionnaires et aux peuples d'intensifier et de raffermir la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme

soviétique, contre la bourgeoisie réactionnaire sur tous les fronts, de s'unir à la lutte pour la liberté, l'indépendance et le progrès social. Pour atteindre cet objectif, il était avant tout indispensable de fixer une ligne de démarcation, de bien définir quels étaient les ennemis principaux, contre qui il fallait lutter et avec qui il fallait s'unir.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, aux côtés des autres peuples épris de liberté, des forces révolutionnaires et progressistes et des partis marxistes-léninistes, continueraient à combattre avec résolution les deux superpuissances, à s'opposer à la guerre de rapine impérialiste, à la réaction internationale. « *Notre pays, déclara le camarade Enver Hoxha, se trouvera en toute circonstance aux côtés de tous les peuples dont la liberté et l'indépendance sont menacées, et les droits foulés aux pieds.* » (*Ibid.*, p. 204.)

Le PTA continuerait en même temps d'attacher toute l'attention requise au développement et à l'extension des relations de l'Albanie socialiste avec les Etats voisins et les autres pays sur la base des principes connus de l'égalité, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de l'avantage mutuel.

Le PTA confirma encore une fois au Congrès son attitude immuable de ferme opposition à la conclusion de tout accord avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, ces ennemis principaux du peuple albanais et des autres peuples, ennemis de la révolution et du socialisme.

Dans la nouvelle situation internationale, soulignait le Congrès, la lutte contre le révisionnisme moderne, lutte salvatrice pour la révolution et le socialisme, devient encore plus indispensable, plus impérative.

Le PTA devait renforcer et perfectionner cette lutte pour lui donner une plus grande force de persuasion en dénonçant non seulement le révisionnisme en général, en tant qu'idéologie contre-révolutionnaire, mais aussi chacun de ses courants en particulier.

Il continuerait de dénoncer à fond le révisionnisme soviétique, que le Congrès définit comme la théorie et la pratique les plus complètes de la contre-révolution révisionniste.

Notre Parti n'abandonnerait pas la lutte contre le révisionnisme yougoslave, arme préférée de la bourgeoisie internationale contre le socialisme et les mouvements de libération.

Le Congrès fixait comme tâche de dénoncer le prétendu « eurocommunisme » représenté par les partis révisionnistes italien, espagnol, français, qui affichaient une certaine indépendance à l'égard de Moscou, soi-disant pour donner le change à la bourgeoisie, mais en réalité pour tromper le prolétariat et les peuples.

Le PTA lutterait au même titre contre le nouveau courant révisionniste représenté par la théorie des « trois mondes », qui rend un grand service à l'impérialisme et à la bourgeoisie internationale, ainsi que contre les autres courants du révisionnisme moderne.

Le PTA combattrait tous les autres courants et théories anti-marxistes, révisionnistes et « gauchistes », apparus en si grand nombre dans l'ancien monde capitaliste, aux moments les plus critiques qu'il traverse en vue de prolonger son existence.

Dans les conditions présentes, soulignait le Congrès, il était plus que jamais indispensable que les partis marxistes-léninistes authentiques arborent partout le drapeau du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, que les révisionnistes avaient foulé aux pieds.

La situation actuelle au sein du mouvement communiste international, conclut le Congrès, s'apparente aux périodes historiques de la lutte révolutionnaire de principe menée par Marx et Engels, Lénine et

Staline. Eux ne vivent plus, mais leur doctrine victorieuse, le marxisme-léninisme, vit. « *Dans cette lutte de grande ampleur et ardue, le prolétariat doit se battre en rangs serrés, mais il ne réalisera l'unité de ses rangs qu'en suivant et en appliquant fidèlement la doctrine marxiste-léniniste. Notre Parti a avancé et il avancera dans cette voie. Il ne s'est guidé et il ne se guidera que sur le marxisme-léninisme* ». (Ibid., p. 253.)

Le Congrès exprima sa pleine solidarité internationaliste à l'égard des nouveaux partis marxistes-léninistes du monde qui se développaient et se renforçaient à travers la lutte révolutionnaire. « *De même que les partis marxistes-léninistes et les hommes progressistes partout dans le monde nous ont aidés dans le passé pour notre libération nationale et pour l'instauration de la dictature du prolétariat, déclara le camarade Enver Hoxha au nom de tous les communistes albanais, ainsi nous avons pour devoir d'aider le prolétariat, les partis marxistes-léninistes et toutes les forces progressistes dans la lutte qu'ils mènent afin que leurs peuples aussi conquièrent la liberté et accèdent au socialisme* ». (Ibid., p. 255.)

Le Congrès jugea indispensable que les partis marxistes-léninistes renforcent la collaboration entre eux, sans naturellement dépendre ni recevoir d'ordres les uns des autres.

Cette collaboration, fondée sur des bases marxistes-léninistes, pouvait être multiforme. Elle permettrait en premier lieu un échange d'expérience entre les partis. L'échange d'expérience pouvait être bilatéral ou multilatéral. Quand les conditions requises seraient jugées mûres, on pourrait organiser aussi une grande réunion des représentants de tous les partis marxistes-léninistes.

Le Congrès constata que c'était précisément cette politique extérieure et intérieure de principes prolétariens, qui avait accru le prestige et l'autorité du PTA au sein du mouvement marxiste-léniniste international, et consolidé les positions internationales de l'Albanie socialiste. Celle-ci comptait dans tous les continents un très grand nombre d'amis et de sympathisants qui l'aimaient et la respectaient pour sa politique de principes et pour sa lutte conséquente révolutionnaire. Le VII^e Congrès du PTA lui-même constituait un témoignage de son prestige et de son autorité à l'échelle internationale. Les délégations des partis marxistes-léninistes qui participèrent au Congrès définirent le rapport du camarade Enver Hoxha non seulement comme un grand programme de lutte pour l'Albanie socialiste, mais aussi comme un important document pour le mouvement communiste et ouvrier, marxiste-léniniste, international.

A l'issue de ses travaux, le Congrès élit unanimement le Comité central du Parti composé de 77 membres et de 38 membres suppléants ainsi que la Commission centrale de contrôle et de vérification.

Le Bureau politique élu du CC se composait d'Enver Hoxha, Adil Çarçani, Haki Toska, Hekuran Isaï, Hysni Kapo, Kadri Hazbiu, Manush Myftiu, Mehmet Shehu, Pali Miska, Ramiz Alia, Rita Marko et Spiro Koleka.

Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC.

Pilo Peristeri fut élu Président de la Commission centrale de contrôle et de vérification.

Les travaux du Congrès firent ressortir les traits révolutionnaires communistes qui distinguent le Parti du Travail d'Albanie des partis révisionnistes et de tous les autres faux partis de la classe ouvrière, notamment son unité d'acier idéologique et organisationnelle, sa fidélité au marxisme-léninisme, sa détermination, sa maturité et son courage révolutionnaire pour l'appliquer et le défendre contre toute déviation ou attaque, d'où qu'elle vienne, pour surmonter les difficultés et les obstacles dans la voie de la révolution et avancer sans arrêt vers le communisme.

Le VII^e Congrès du Parti entra dans l'histoire comme le congrès de la nouvelle Constitution de l'Etat albanais à l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste et comme le congrès qui engagea ouvertement la lutte contre le révisionnisme chinois.

2. LA DETERMINATION DU PARTI ET DU PEUPLE DE REALISER LES TACHES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE EN TOUTE SITUATION. L'ANEANTISSEMENT DES VISEES DES REVISIONNISTES CHINOIS

Une profonde prise de conscience des situations dans lesquelles il faudrait travailler et lutter ainsi que des multiples obstacles et difficultés à surmonter était essentielle pour une parfaite mise en œuvre des décisions et des tâches fixées par le VII^e Congrès du Parti.

Préparation générale pour la réalisation des tâches dans la situation nouvelle

Ainsi que le Congrès l'avait prévu, impérialistes et révisionnistes intensifièrent leurs pressions idéologiques, politiques et économiques sur l'Albanie en vue d'entraver sa marche en avant dans la voie du socialisme. La direction chinoise en particulier, pour se venger du PTA, qui avait fait à son VII^e Congrès une critique de principe de la théorie antimarxiste des « trois mondes », intensifia son activité hostile anti-albanaise. Les dirigeants chinois accusèrent le PTA d'avoir, à son Congrès, attaqué la Chine, le Parti communiste chinois et Mao Tsétoung. Ils cherchèrent à dresser contre lui non seulement le peuple chinois mais aussi les partis marxistes-léninistes et toutes les forces révolutionnaires dans le monde.

Par une série d'actes et d'attitudes protocolaires et de propagande, les dirigeants chinois donnaient à entendre à l'opinion mondiale que la Chine ne considérait plus l'Albanie socialiste comme une alliée et qu'elle ne lui accorderait plus son soutien. De façon démonstrative, ils étendirent et consolidèrent leurs rapports (d'Etat et de parti) avec la Yougoslavie, sans cacher le dessein spécifiquement anti-albanais qui inspirait, entre autres, cette action. Ils invitèrent et reçurent le révisionniste Tito en Chine avec des honneurs et une pompe extraordinaires, qualifiant celui-ci de « grand dirigeant marxiste-léniniste » et le parti révisionniste yougoslave de « parti marxiste-léniniste », qui, entre autres multiples grandes oeuvres révolutionnaires (!), avait soi-disant résolu d'une façon exemplaire la question nationale, et cela à un moment où le monde entier voyait bien la politique chauvine des révisionnistes yougoslaves, en particulier à l'égard des Albanais de Yougoslavie et de l'Albanie elle-même.

Entre-temps, le Comité central du Parti expliqua à tous les communistes et, à travers eux, au peuple, que la direction chinoise suivait une politique tendant à promouvoir le développement capitaliste de la Chine et sa transformation en superpuissance impérialiste, qu'un nouveau courant révisionniste était apparu au grand jour dans l'arène internationale. Le PTA, en défenseur résolu et conséquent du marxisme-léninisme, allait engager une lutte idéologique intransigeante contre le révisionnisme chinois, de même que contre le révisionnisme soviétique et les autres courants du révisionnisme moderne.

Le 2^e plénum du CC du PTA, réuni en juin 1977, examina la question de la lutte contre le révisionnisme chinois. Conformément à la directive du VII^e Congrès, le plénum donna l'orientation de développer davantage la critique de la théorie réactionnaire des « trois mondes », qui constituait l'essence des vues révisionnistes et de la politique contre-révolutionnaire et hégémoniste des dirigeants chinois. L'article paru le 7 juillet 1977 dans le « Zëri i popullit » sous le titre « La théorie et la pratique de la révolution », qui eut un large écho à l'échelle internationale, était une cuisante dénonciation, scientifiquement argumentée, de cette théorie.

Le Plénum du CC, exprimant sa détermination de poursuivre la lutte contre le révisionnisme chinois, prévint notre Parti et notre peuple que les dirigeants chinois contre-attaqueraient non pas sur le front idéologique, où ils se sentaient incapables de lutter contre le PTA, mais dans les autres domaines, dans les rapports d'Etat à Etat, surtout sur le front économique et militaire, où ils croyaient pouvoir nuire au

socialisme en Albanie. A cette fin, ils intensifieraient graduellement leurs actes de sabotage dans l'économie et la défense de la RPSA. Ils ne respecteraient pas les contrats et les accords économiques et militaires et finiraient par couper les crédits et les aides prévus dans ces accords.

Ce fut effectivement ce qu'il advint. Aussitôt après le VII^e Congrès de notre Parti, beaucoup de produits, de machines et d'équipements que la Chine devait envoyer sur la base des accords conclus n'arrivèrent pas à destination ou ne parvinrent qu'en mauvais état. Entre-temps, les spécialistes chinois qui travaillaient en Albanie se livrèrent, suivant les directives reçues, à divers actes de sabotage.

Cette activité hostile anti-albanaise, qui s'adjoignait aux menées de l'impérialisme et du révisionnisme international, suscita nécessairement à notre Parti et au peuple albanais de nouvelles et grandes difficultés.

Afin de faire face à la nouvelle situation en cours, le Comité central de notre Parti prit toutes les mesures nécessaires pour y préparer à tous égards les communistes et le peuple entier, pour raffermir en eux la confiance en leurs propres forces et faire en sorte qu'ils soient capables de s'acquitter en toute situation des tâches de l'édification socialiste et de la défense. C'est à cela que servirent les 3^e et 4^e plénums du CC, (tenus respectivement en novembre 1977 et en janvier 1978.)

La direction de notre Parti soulignait que les difficultés et les obstacles créés par l'activité anti-albanaise des révisionnistes chinois conjuguée avec celle des autres ennemis extérieurs, seraient surmontés grâce à la mobilisation de toutes les énergies révolutionnaires et patriotiques du peuple, à l'appui sur la force gigantesque du socialisme, sur les grandes réalisations dans le domaine économique et les autres domaines. « Jamais, et encore moins à présent, soulignait le plénum du CC, le sort du socialisme et de l'Albanie n'a dépendu des autres. Grâce à la juste ligne de notre Parti, nous avons une économie puissante développée de façon multilatérale et capable de marcher de ses propres jambes ». (*Rapport du Bureau politique au 3^e plénum du CC du PTA, 15 novembre 1977. ACP.*) L'Albanie socialiste, assurait-il, est à même d'aller de l'avant par ses propres forces en poursuivant les rythmes rapides du développement socialiste, sans rabaisser le niveau de vie du peuple, et en conservant une défense puissante. Elle trouverait les forces requises pour saper le blocus impérialiste-révionniste qui devenait alors plus féroce, plus menaçant. Le blocus, enseignait le Parti au peuple, peut être brisé grâce à une action révolutionnaire, à une mobilisation exemplaire, à une discipline d'acier et à la réalisation de toutes les tâches.

Dans la nouvelle situation créée, la réalisation des tâches économiques revêtait une très grande importance. Le Parti exigeait que chaque travailleur, et avant tout chaque communiste, fût parfaitement conscient que réaliser ces tâches, c'était préserver et développer encore le socialisme, défendre l'indépendance nationale.

Tout en luttant pour résoudre les problèmes et réaliser les tâches actuelles, le Parti insistait pour que ses organes et organisations, toutes les institutions étatiques, sociales, économiques, militaires travaillent en pensant à l'avenir. « Il ne faut jamais marcher au hasard, à tâtons... sans définir des objectifs nets pour le présent et pour l'avenir ». (*Enver Hoxha, Discours de Gjirokaster, mars 1978, « Quand le présent a des fondements d'acier, l'avenir est sûr », éd. alb., p. 44.*)

Dans cette situation, l'élévation du rôle dirigeant du Parti, le perfectionnement de son travail de direction, d'organisation et d'éducation, l'amélioration de la méthode et du style de ce travail étaient déterminants pour lui faire porter au plus haut point son pouvoir de persuasion, de mobilisation et de transformation.

En particulier, le travail du Parti acquiert ce pouvoir s'il bannit toute attitude unilatérale, susceptible de se manifester surtout lors des changements de situations. Le Comité central du Parti recommanda aux organes du Parti, aux communistes, aux cadres de se garder de toute attitude de ce genre. Ils devaient mettre l'accent sur les tâches économiques, mais ne pas négliger pour autant celles qui se posaient dans

les domaines politique, idéologique, culturel, etc. Ils devaient lutter ouvertement contre le révisionnisme chinois, mais ne pas atténuer pour cela la lutte contre le révisionnisme soviétique et les autres courants du révisionnisme moderne. Ils devaient combattre les manifestations de libéralisme, sans cependant négliger la lutte contre le sectarisme et le bureaucratisme, etc. A des moments donnés, en fonction des situations nouvelles, selon les problèmes aigus qui se posaient, notre Parti a mis l'accent tantôt sur une question tantôt sur une autre, mais il ne s'est jamais laissé aller à des attitudes unilatérales, il n'a pas oublié qu'il convient de résoudre à la fois tous les problèmes, de réaliser toutes les tâches, de lutter constamment à la fois sur les deux flancs. Dans la société socialiste existe une liaison organique d'une logique de fer entre tous ses aspects, entre les diverses tâches dans les différents domaines, entre le particulier et le général, entre l'intérieur et l'extérieur, entre les devoirs et les droits, entre la démocratie et le centralisme, entre le passé, le présent et l'avenir, etc. Une vision unilatérale des choses est étrangère à la dialectique marxiste-léniniste, partant, à la ligne et à l'action révolutionnaires du Parti. Dans la situation d'alors également, seule la lutte frontale menée à la fois dans toutes les directions, seul l'accomplissement de toutes les tâches, seule la réalisation des plans dans tous les secteurs et tous les postes devaient permettre de surmonter les difficultés et d'assurer la bonne marche des affaires.

Dénonciation de l'acte hostile que fut l'arrêt, par la direction chinoise, des crédits à l'Albanie socialiste

De même que naguère les khrouchtchéviens, la direction chinoise se lança ouvertement dans des actions hostiles à l'Albanie. Le 7 juillet 1978, elle publia sa décision de cesser immédiatement ses crédits et ses aides économiques et militaires à l'Albanie et de retirer du pays tous ses spécialistes.

La note chinoise communiquant cette décision était truffée de mensonges. En outre, la vraie raison qui avait poussé les dirigeants chinois à entreprendre cet acte arbitraire, déloyal et hostile, y était omise.

Le Comité central de notre Parti et le gouvernement de la RPSA répondirent à cet acte, le 29 juillet 1978, par une lettre adressée au CC du PC chinois et au gouvernement chinois. La lettre dévoilait avec des arguments solides et des faits documentés à l'appui tous les mensonges et le véritable but des révisionnistes chinois.

Cet acte de la Chine constituait une violation brutale des règles et des normes élémentaires des relations internationales, un acte entrepris à partir de positions de grande puissance impérialiste, qui frappait le socialisme en Albanie et le marxisme-léninisme en général.

Les raisons de cette décision de couper les crédits et les aides à l'Albanie n'avaient pas un caractère technique, comme la direction chinoise tentait de justifier son acte impérialiste, mais un caractère foncièrement politique et idéologique. Cet acte était le résultat logique du cours qu'elle avait adopté pour développer le capitalisme en Chine et faire du pays une superpuissance social-impérialiste.

L'opposition constante du PTA à ce cours avait suscité des contradictions et des désaccords idéologiques et politiques sérieux entre les deux partis.

Partant de positions révolutionnaires internationalistes, croyant qu'il avait toujours affaire à un parti marxiste-léniniste et à un pays socialiste, et appuyant par conséquent la Chine en toute confiance, le PTA a, en toute occasion, signalé aux dirigeants chinois leurs vues et leurs prises de position erronées et il les a critiqués dans un esprit de camaraderie. Il s'est efforcé de faire en sorte que les contradictions et les désaccords ne grossissent pas mais qu'ils fussent résolus dans la voie marxiste-léniniste.

Or, les dirigeants chinois, cependant qu'ils saluaient et louaient à grand bruit l'appui que leur prêtait le PTA, n'accueillaient guère favorablement ses observations critiques. Ils ne tinrent aucun compte des critiques que leur fit le PTA sur la question des frontières d'Etat sino-soviétiques, sur leurs illusions lors de la chute de Khrouchtchev, sur leur rapprochement avec les impérialistes américains et sur la

visite de Nixon en Chine. Qui plus est, jugeant avec une logique de grand parti et de grand Etat, ils cherchèrent à imposer au Parti du Travail d'Albanie leurs points de vue et leurs attitudes antimarxistes. C'est dans cet esprit qu'ils s'abstinrent de répondre à la proposition que leur fit le CC du PTA, en janvier 1974, d'envoyer à Pékin une délégation de haut niveau pour qu'elle s'entretienne sur les questions donnant lieu à des contradictions et à des désaccords, et cela en un temps où Mao Tsétoung, Chou En-laï et autres recevaient en Chine avec des honneurs exceptionnels des présidents américains, des rois et des princes, divers réactionnaires et fascistes. Les dirigeants chinois voulaient que le PTA, avant d'envoyer sa délégation, eût souscrit à leur ligne sans conditions.

Le PTA s'en tenait inébranlablement aux principes marxistes-léninistes et à sa ligne révolutionnaire. C'est justement à partir de ces positions qu'il critiqua à son VII^e Congrès la théorie des « trois mondes », toutes ses démarches pour une discussion directe avec les dirigeants chinois ayant échoué. Le PTA avait dès lors la pleine conviction que les dirigeants chinois suivaient en toute conscience un cours antimarxiste, hégémoniste, qui portait gravement atteinte au mouvement communiste marxiste-léniniste international, à toutes les forces révolutionnaires mondiales.

L'échec des tentatives des dirigeants chinois pour soumettre le PTA, le courage avec lequel celui-ci s'opposait à leur ligne, sa résolution de poursuivre en toute indépendance sa ligne révolutionnaire, voilà ce qui est réellement à l'origine de leur décision de couper les crédits et les aides à l'Albanie.

La lettre du CC du PTA faisait connaître à l'opinion mondiale la vérité sur les rapports économiques albano-chinois.

Les faits des dernières années avaient révélé très clairement que, contrairement à ce que le PTA et le peuple albanais avaient cru, la Chine ne nous accordait pas ces crédits et ces aides dans un esprit d'internationalisme prolétarien. Elle avait de sombres desseins et voulait faire de l'Albanie sa vassale, une base de son expansion en Europe.

La lettre expliquait également que ces aides n'étaient pas des aumônes mais des crédits, des obligations bilatérales qui découlaient des accords officiels conclus, selon les vœux et les intérêts de l'une et de l'autre partie, conformément à la pratique internationale des relations entre Etats souverains.

En arrêtant son aide économique et militaire, la direction chinoise s'imaginait, comme l'avaient pensé en leur temps les khrouchtchéviens, que l'Albanie socialiste se soumettrait à elle ou qu'elle se vendrait aux autres grandes puissances. Le Parti du Travail lui répondait : « L'Albanie ne se rendra jamais à personne, elle restera fidèle jusqu'au bout au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, elle avancera sans arrêt dans la voie du socialisme et du communisme... » (*Lettre du CC du PTA et du Gouvernement albanais adressée au CC du Parti communiste chinois et au gouvernement chinois, 1978, éd. fr., p. 59.*)

3. LE RENFORCEMENT DE LA SITUATION INTERIEURE DU PAYS SUR TOUS LES FRONTS

Notre Parti ne cachait ni ne sous-estimait les difficultés que créaient au pays la cessation des crédits chinois et les menées hostiles à l'Albanie des dirigeants chinois dans leur ensemble. Mais ces difficultés ne suscitèrent aucune crise ni la moindre dégradation de la situation intérieure, comme le souhaitaient les révisionnistes chinois, comme le souhaitaient aussi les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques pour profiter de la grave situation qui se créerait selon eux en Albanie et réaliser ainsi leurs desseins contre-révolutionnaires et expansionnistes. Cela ne se produisit pas, parce que notre Parti s'était préparé d'avance et qu'il avait préparé le peuple à tous égards pour ne pas être pris à l'improviste, pour faire front à n'importe quelle situation, pour réaliser les tâches de l'édification socialiste et de la défense du pays.

La lutte pour la réalisation des tâches économiques

Le Parti veilla à la parfaite exécution des décisions du VII^e Congrès dans tous les domaines et toutes les directions, en particulier dans l'économie. Motivant ce souci de notre Parti, le camarade Enver Hoxha disait : « Comme on le sait, l'économie, constitue le front principal de l'édification socialiste. A son stade actuel de développement et dans les présentes conditions internationales, son essor est devenu plus complexe et plus difficile ». (*Enver Hoxha. Discours au 7^e plénum du CC du PTA, 15 janvier 1980. ACP.*) Une économie puissante constitue toujours l'épine dorsale de l'ordre socialiste, et dans les circonstances d'alors plus qu'en toute autre situation, la réalisation des tâches économiques était le signe de la force invincible de cet ordre en général, de la dictature du prolétariat en particulier, de la juste, ligne du Parti et de ses liens d'acier avec les masses, de leur niveau de conscience socialiste, la réalisation de ces tâches assurait également une défense invulnérable.

Pour développer son économie socialiste, la RPSA ne recevait désormais aucun crédit ni aucune aide matérielle de l'extérieur, et cela dans les conditions de la grave crise économique et financière qui tenaillait le monde capitaliste et du féroce blocus impérialiste-révisionniste.

Les impérialistes, les révisionnistes, toute la réaction mondiale se mirent à claironner que l'Albanie serait incapable d'aller de l'avant en ne s'appuyant que sur ses propres forces. Elle serait obligée, disaient-ils, de tendre la main à l'Union soviétique, aux Etats-Unis d'Amérique ou à l'Europe occidentale ! Mais l'Albanie socialiste devait démontrer par son exemple que l'on peut vivre fort bien et avancer d'un pas sûr sans les crédits et les aides des Etats capitalistes et révisionnistes. Les difficultés étaient très grandes, mais c'est justement dans des situations difficiles plus qu'en toute autre occasion que l'ordre socialiste, le peuple libre et souverain, le parti marxiste-léniniste prouvent leur invincibilité.

Les difficultés furent surmontées entre autres grâce à une parfaite utilisation de tous les moyens matériels, des capacités productives et des réserves. Les organisations du Parti, les organes du pouvoir et de l'économie, les cadres, les travailleurs se mobilisèrent encore davantage, firent preuve de plus de sagacité, d'opiniâtreté, de courage dans leurs idées et dans leurs actions, en renforçant la discipline au travail, en combattant plus résolument les défauts, les erreurs, les manifestations étrangères à l'esprit du socialisme, en résolvant plus vite et mieux les divers problèmes de la production et des services.

Répondant à l'appel de notre Parti, les travailleurs des diverses branches, des divers secteurs et entreprises prirent une série d'initiatives et se mirent au travail pour construire par leurs propres forces les ouvrages restés inachevés du fait de l'arrêt des crédits chinois ; pour produire dans le pays même des pièces de rechange et d'autres nouveaux articles auparavant importés, des équipements et des machines complètes pour l'industrie, l'agriculture, la construction, etc.; pour perfectionner la technologie, pour utiliser plus largement les capacités productives et accroître l'efficacité des investissements; pour économiser encore davantage et faire progresser la production en général.

En conséquence, malgré toutes les difficultés créées par l'arrêt des crédits chinois, le produit social brut et la production industrielle s'accrurent en 1979 et 1980, les deux premières années du développement de notre économie nationale sans aucune aide matérielle de l'extérieur, à un taux moyen annuel respectivement de 4,9 et 6,6 pour cent, contre 4,2 et 5,7 pour cent en 1976-1978.

Une bonne partie du complexe « L'Acier du Parti » d'Elbasan, la centrale hydro-électrique « La Lumière du Parti » de Fierze, la raffinerie de pétrole de Ballsh, une autre usine mécanique et plusieurs autres ateliers du combinat d'autos-tracteurs « Enver Hoxha » de Tirana, la papeterie de Lezhe, la mine de houille de Valias, l'usine de ferrochrome de Burrel, l'usine pyrométallurgique de Laç, la voie ferrée Perrenjas-Guri i Kuq, etc., furent achevés et mis en exploitation. Avec la construction de ces ouvrages furent établies de nouvelles bases importantes pour promouvoir un développement de notre économie indépendant des importations. En 1979-1980 furent produits plus de 25 000 nouveaux articles, construits environ 350 nouvelles chaînes de fabrication, ateliers et usines. L'objectif que le VII^e Congrès de notre Parti avait fixé à l'industrie pour la production dans le pays de 95 pour cent du total

des pièces de rechange fut atteint et dépassé. Tout cela fut le fruit du labeur et de l'intelligence créatrice des ouvriers, des cadres et des spécialistes albanais.

Il faut aussi tenir compte du fait que ces résultats furent obtenus en un temps où l'Etat et le peuple albanais eurent à engager de grandes dépenses imprévues et à affecter une nombreuse main-d'œuvre à une tâche particulière, afin d'éliminer, en l'espace de cinq à six mois, sans aucune aide de l'étranger, les conséquences du tremblement de terre d'avril 1979 à Shkoder, Lezhe et autres districts du Nord du pays. Le travail accompli pour éliminer les effets de ce tremblement de terre était en même temps une expression de l'unité d'acier de notre peuple autour de son Parti, de la vitalité de l'ordre socialiste.

Entre-temps, notre agriculture continuait de satisfaire à elle seule chaque année les besoins de la population en céréales panifiables, ainsi que les besoins de l'industrie, de l'élevage et des réserves d'Etat.

Notre Parti et notre Etat fournirent un gros effort pour faire face aux difficultés qui furent créées dans notre commerce extérieur et parer à la perturbation causée dans notre import-export, où la part de la Chine avait été jusque-là de quelque 40 pour cent. De ce fait, des pas importants furent accomplis dans le tournant demandé en cette occasion par le Parti, en perçant avec hardiesse et habileté sur le marché international selon le principe « vendre et acheter sans crédit ». Certes, dans les conditions du blocus et de la crise économique-financière du monde capitaliste, ce n'était pas chose facile.

En ce qui concerne le plan quinquennal dans son ensemble, indépendamment du fait que certains de ses indices ne furent pas réalisés dans divers secteurs et branches de l'économie, et que, en raison de l'arrêt des crédits et pour d'autres motifs, un certain nombre d'unités industrielles ne furent pas construites dans les délais fixés, sa principale tâche, à savoir « la poursuite accélérée de l'édification socialiste du pays », fut dans l'ensemble réalisée. Le taux moyen d'accroissement de la production sociale (atteint dans les vingt dernières années depuis 1960) et supérieur de deux à trois fois à la croissance démographique, fut maintenu. La production industrielle augmenta à un rythme moyen annuel de 6,1 pour cent, alors que la production agricole au cours du 6^e quinquennat fut supérieure de 22 pour cent à celle du quinquennat précédent.

Conformément au développement et à la consolidation de la base économique du socialisme, la base matérielle et technique des forces productives en général et les rapports de production socialistes furent portés à un plus haut degré.

Le PTA n'a jamais permis que se creuse un fossé entre les deux aspects du mode de production socialiste, qu'un conflit surgisse des contradictions (non antagonistes) qui existent et existeront toujours entre les rapports de production socialistes et les forces productives. D'un quinquennat à l'autre, parallèlement au développement des forces productives, des mesures ont été adoptées en vue de développer et de perfectionner les rapports de production dans les domaines de la propriété, de la répartition, de la circulation et de la gestion. Ainsi, sans marquer le pas, en continuant de progresser, conformément au développement des forces productives, les rapports de production ont servi de grande force motrice pour faire avancer la base matérielle et technique du socialisme et la société socialiste dans son ensemble.

L'une des mesures les plus importantes adoptées par le Parti pour le perfectionnement des rapports de production socialistes au cours du 6^e quinquennat fut la limitation du lopin individuel et le regroupement en troupeaux collectifs du bétail des familles de coopérateurs.

Le lopin individuel, en tant que propriété personnelle et source complémentaire de revenu pour les familles des coopérateurs, a constamment été sujet à des modifications au fur et à mesure du renforcement des coopératives. Avec la consolidation et le développement de la propriété coopérative, avec sa transformation graduelle en propriété du peuple tout entier, le lopin individuel perd sa fonction

et ne répond plus au but pour lequel il a été institué, il tend à s'étioler pour finir par s'effacer totalement lorsque tous les besoins du paysan seront satisfaits par la propriété collective.

C'est justement cette orientation qui fut à l'origine de la décision prise par le CC du Parti en novembre 1980 sur une nouvelle limitation du lopin individuel des familles des coopérateurs afin d'éliminer la grave contradiction créée entre cette petite exploitation et la propriété coopérative dans le développement de cette dernière. Cette mesure sert à rapprocher le lopin individuel, en tant que propriété privée, de la propriété collective, elle crée de meilleures conditions pour la transformation graduelle du lopin en propriété du peuple tout entier; elle rattache encore plus l'intérêt personnel du paysan à l'intérêt général, au profit de ce dernier; elle contribue à assurer une meilleure satisfaction des besoins matériels des familles des coopérateurs; elle relie les paysans plus étroitement à la propriété et au travail collectif, aussi bien économiquement que moralement.

Une autre mesure adoptée par le Parti tendait à parfaire la rémunération selon le travail fourni. Aux termes de cette mesure, la rémunération n'est plus seulement ou essentiellement fonction de la quantité, mais aussi de la qualité et du coût de production, ces trois indices constituant le fondement de la rémunération de tous les travailleurs du secteur productif.

Mais le résultat le plus important du 6^e plan quinquennal fut la mise sur pied d'une puissante base matérielle, l'acquisition d'une vaste expérience dans la production, la gestion et l'organisation, en vue d'entamer le 7^e quinquennat dans d'excellentes conditions. De nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel ainsi que de minerais furent découverts, les gisements existants furent exploités à une plus grande échelle, des études et des préparatifs furent faits pour construire de nouvelles usines d'enrichissement des minéraux, de nouvelles centrales électriques, usines, fabriques et de nouveaux ateliers, et pour concentrer encore plus la production agricole. Des études et des travaux préparatoires furent également menés en vue de résoudre une série de problèmes relatifs au développement des forces productives dans l'industrie, la construction, les transports, l'agriculture, et au perfectionnement des rapports de production (le développement et la consolidation de la propriété socialiste, le perfectionnement de la répartition et de la circulation, l'amélioration de la gestion planifiée de l'économie).

Le 7^e plan quinquennal est le premier plan de développement de notre économie et de notre culture qui se réalisera sans aucun crédit ou soutien matériel étrangers. Selon les prévisions, les ressources matérielles drainées et le revenu financier global seront, au cours de ce quinquennat, supérieurs à ceux de n'importe quel quinquennat antérieur, et cela en calculant même les crédits étrangers utilisés naguère.

Le renforcement de la capacité de défense du pays

La situation créée exigeait le plus grand soin dans l'accomplissement de toutes les tâches fixées par le Parti pour la défense de la patrie.

Les puissances impérialistes, surtout les Etats-Unis et l'Union soviétique, chercheraient à mettre à profit cette situation pour réaliser leurs visées expansionnistes et rapaces dans le cadre de leurs plans stratégiques dans les Balkans et en Europe. Les superpuissances visent l'Albanie non seulement à cause de sa position stratégique dans l'Adriatique et la Méditerranée, mais aussi parce qu'elles veulent y détruire le socialisme et la pleine indépendance nationale qui sont une source d'inspiration pour les forces révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde entier.

Le 5^e plénum du CC du PTA, qui examina la question du renforcement de la défense du pays dans la situation d'alors, donnait l'orientation suivante : « Nous devons être parfaitement préparés à affronter toute situation. Et c'est justement ce que nous faisons. Aussi ne nous berçons pas d'illusions sur la situation relativement calme qui règne aujourd'hui autour de nos frontières, mais ne relâchons pas un instant notre vigilance et préparons-nous à la défense de la patrie contre une agression étrangère,

même dans les conditions pour nous les plus difficiles, dans l'éventualité la plus pénible, ainsi que le prescrit la ligne militaire de notre Parti ». (*Rapport du Bureau politique au 5^e plénum du OC du PTA. 26 juin 1978. ACP.*)

Le plénum constatait que le tournant à opérer dans le domaine de la défense, après le démantèlement du groupe hostile dirigé par B. Balluku, « a été entièrement réalisé conformément aux exigences de la ligne du Parti ». De grands progrès furent enregistrés. L'état de préparation au combat de notre armée et de notre peuple tout entier, pour faire face à une éventuelle agression armée de la part de l'ennemi, de n'importe quel côté et à n'importe quel moment, avait été porté à un haut niveau.

Sur la base des conclusions et des orientations du plénum, dans la ligne des directives antérieures du Parti, et en particulier de son VII^e Congrès, sur la défense du pays, les organes et les organisations du Parti dans l'armée et le secteur civil consacrèrent une attention prioritaire à certaines questions fondamentales.

L'expérience de plus de trente ans accumulée après la Libération avait montré que la défense d'un pays dépend de sa situation intérieure. Toute puissance impérialiste ou social-impérialiste, sans exception, a des plans stratégiques particuliers pour attaquer et occuper tel ou tel pays, telle ou telle région, dans telle ou telle situation. Mais ces plans ne sont réalisables que si la situation dans le pays attaqué et occupé est précaire du point de vue politique, économique, moral et militaire.

C'est pourquoi le Parti s'attacha essentiellement à mieux expliquer et faire comprendre le rôle décisif du facteur intérieur, de la lutte pour la consolidation générale de la situation intérieure, d'une préparation aussi parfaite que possible de l'armée et de tout le peuple en armes pour la défense du pays.

Cela n'implique aucune sous-estimation du facteur extérieur, du puissant soutien que les forces progressistes et éprises de liberté dans le monde et au sein du mouvement marxiste-léniniste international apportent à l'Albanie socialiste et lui apporteront encore plus en cas d'agression impérialiste-révisionniste contre elle. Mais ce soutien extérieur n'est efficace que si la situation intérieure du pays est solide et stable, si le facteur intérieur est à la hauteur requise.

Grâce au travail mené pour mettre en œuvre les idées et les décisions du VII^e Congrès du Parti, les orientations de son CC et les enseignements du camarade Enver Hoxha, la défense du pays, définie par le Parti comme un devoir primant tous les autres, prit une signification plus profonde, plus complète, plus concrète.

L'histoire a montré que tout ce qui se crée et se conquiert par la sueur et le sang versés doit aussi être défendu par la sueur et par le sang.

La lutte pour conquérir la liberté et l'indépendance, pour édifier le socialisme est indissociable de la lutte pour les défendre. En fait, ce n'est là qu'une seule et même lutte.

Cela étant, le Parti combattit tout signe d'une conception étroite de la défense, qui la réduit à la préparation et aux autres exigences purement militaires, conception qui avait été cultivée à des fins hostiles par le traître B. Balluku et consorts. Tous se persuadèrent encore plus que la défense du pays est d'autant plus puissante que les plans économiques sont plus parfaitement réalisés, que l'ordre social socialiste, la dictature du prolétariat et l'unité entre le Parti et le peuple sont plus solides, que les gens sont mieux formés du point de vue politique, idéologique, culturel et technique.

Dans le même temps, le Parti inculqua profondément dans l'esprit des travailleurs l'idée que la défense est assurée par les armes sur la base de l'art militaire de la guerre populaire. Sans une parfaite maîtrise de cet art et de l'utilisation des armes et des moyens de guerre dans leur ensemble, on ne peut vaincre les agresseurs. Notre Parti mena à cet égard un grand travail en vue d'une meilleure compréhension

des exigences de la guerre populaire, d'une étude et d'une assimilation créatrices de l'art de cette guerre.

Le renforcement continu des liens et de la coopération entre les organisations du Parti dans le secteur civil et dans l'armée, entre les organes du pouvoir, les entreprises, les coopératives agricoles et les commandements des unités et des formations militaires contribua à une meilleure combinaison organique des tâches militaires et des tâches économiques, politiques, idéologico-sociales et culturelles, en tant que parties intégrantes d'une seule et même cause.

Grâce à la mise en œuvre du rôle de direction unique, du Parti dans les questions concernant la défense et au souci constant de chacun pour la garantir, une série de problèmes touchant l'entraînement, la fortification, l'équipement en matériel militaire moderne, l'état de préparation au combat de toutes les armes, de toutes les structures de la défense, de tout le peuple en armes, trouvèrent une meilleure solution et des succès sans précédents furent enregistrés en ce domaine.

Ces progrès démontrent la justesse des décisions et des mesures adoptées par le Parti en vue de la consolidation et de la révolutionnarisation plus poussée de nos forces armées et de la préparation à la défense dans son ensemble.

Le perfectionnement du travail de direction et d'organisation scientifique. L'intensification du travail de recherche

Pour la réalisation des objectifs dans les domaines de l'économie et de la défense du pays, ainsi que dans d'autres domaines, le Parti attacha une très grande importance au travail de direction et d'organisation scientifique de toutes les activités, en considérant le perfectionnement de ce travail comme un des « facteurs les plus déterminants ». Cet objectif, selon lui, ne pouvait être réalisé sans l'intensification des activités de recherche scientifique.

Le pays avait atteint un développement économique, social et culturel assez élevé. Une économie diversifiée et complexe avait été mise sur pied, et son développement intensif ne pouvait être assuré sans un solide appui sur les sciences, la technique, la technologie et les méthodes avancées, sans une parfaite connaissance et application des lois scientifiques. Les rapports de production socialistes avaient été perfectionnés et devaient l'être encore davantage en fonction du développement des forces productives. De grandes transformations, organiquement liées aux nouveaux rapports de production avaient eu lieu, et il fallait les ancrer plus profondément dans la conscience socialiste des masses, dans leur psychologie du travail, de la propriété et du mode de vie. En plus, l'Albanie construisait la société socialiste intégrale en étant encerclée par le monde capitaliste-révissionniste et sans aucune aide économique ni crédit de l'étranger.

Ces conditions objectives exigeaient précisément une direction et une organisation scientifique plus parfaites des diverses activités, l'intensification du travail de recherche scientifique. En de telles conditions, on ne peut diriger de manière empirique, avec des conceptions et des pratiques artisanales surannées. La culture, de vastes connaissances, des études approfondies, une discipline scientifique de fer sont partout nécessaires.

Ces questions si importantes furent examinées aux 7^e et 8^e pléniums du CC (janvier et juin 1980), qui se complètent l'un l'autre.

Conformément aux orientations données par le Comité central, une lutte sur toute la ligne fut menée pour porter l'activité du Parti et de l'Etat à un niveau scientifique supérieur.

Pour ce faire, on s'attacha à éliminer les manifestations de subjectivisme et de volontarisme et à fonder plus solidement le travail de direction et d'organisation sur les lois du matérialisme dialectique et historique et de l'économie politique marxiste-léniniste, sur les lois économiques objectives de la

société socialiste, ainsi que sur les lois des sciences naturelles. Ces lois, enseigne le Parti, ce sont des lois de fer. Ne pas les connaître et ne pas les appliquer entraîne de graves conséquences, très nocives pour la société socialiste.

Le Parti demanda à tous de mieux tenir compte surtout de certaines lois générales de la production. Le plan ne fixe pas seulement la production globale, mais aussi le rendement, le coût de production, la qualité, l'éventail des produits, le niveau de l'accumulation, les exportations, etc. Il est absolument nécessaire d'en réaliser les objectifs point par point, faute de quoi on va au devant de perturbations qui peuvent devenir irréparables. Conformément aux lois générales de la production socialiste, la majeure partie de l'augmentation du produit social doit provenir de l'élévation de la productivité du travail et non pas de l'accroissement du nombre des travailleurs ; le produit pour la société doit s'accroître plus rapidement que le produit pour soi ; la productivité du travail doit augmenter plus rapidement que le revenu réel par tête d'habitant. C'est l'unique moyen d'assurer la reproduction socialiste élargie, le mieux-être de la population, le développement à des rythmes rapides de l'édification socialiste. Le Parti, exigeant l'application de ces lois dans les conditions concrètes de l'édification socialiste du pays, mit l'accent sur la nécessité d'apporter une solution plus judicieuse et plus complète au problème posé par l'utilisation rationnelle et l'économie du travail vivant et des valeurs matérielles, aux problèmes financiers et à d'autres questions comme le sont la nécessité d'assurer des sources intérieures d'accumulation, une plus grande efficacité de la production sociale, une plus parfaite utilisation des capacités productives existantes, l'élévation de la productivité du travail et la baisse du prix de revient, la rentabilité des entreprises, l'emploi des nouvelles forces de travail créées chaque année, etc.

La direction scientifique de la production commence par la planification scientifique. La vie a fait ressortir la nécessité de perfectionner sans arrêt la méthodologie de la planification sur la base de l'expérience accumulée sur cette question majeure, d'améliorer le travail de planification en éliminant les manifestations de globalisme et en poussant plus avant la planification de la production en nature, en reflétant et en matérialisant mieux dans le plan les liens de collaboration et de coopération entre les diverses branches et divers secteurs de l'économie à l'échelle nationale, entre les districts, entre les entreprises et les coopératives agricoles, ainsi qu'en assurant une plus judicieuse harmonisation des indices économiques, techniques et financiers des plans.

Le Parti insista en particulier sur la nécessité d'une parfaite réalisation du plan dans son intégralité comme pour chacun de ses secteurs ou de ses articles, en tant que plan unique d'Etat.

Le plan unique d'Etat exige également une direction unique de l'économie par l'Etat sur la base du centralisme démocratique. L'organisation de l'économie en branches et en secteurs, suivant le type de la production et au niveau des districts, ne doit pas porter atteinte à cette direction unique. Suivant cette orientation du Parti, on combattit les pratiques qui nuisaient à la direction unique de l'économie par l'Etat, comme l'application peu rigoureuse des lois, des ordonnances et des règlements établis, les pratiques erronées consistant à regarder les choses sous l'angle des intérêts étroits de chaque département, secteur, district, entreprise ou coopérative, et on s'efforça de mettre en œuvre une collaboration, une coordination et une coopération solides, synchronisées et continues. Le Conseil des ministres fut chargé de mieux réaliser la direction unique par l'Etat à l'échelle nationale.

Afin d'améliorer la direction et l'organisation scientifique des affaires, le Parti attacha une grande importance à une plus large participation des masses travailleuses à cette question, participation qui devait être fondée sur leur profonde conviction de la justesse de sa ligne, de ses directives, et des plans de l'Etat, ainsi que de la possibilité de réaliser les tâches fixées. La pratique montrait que si de nombreuses tâches du plan dans telle ou telle entreprise ou coopérative agricole n'avaient pas été parfaitement accomplies, c'était parce que les masses n'en avaient pas pris suffisamment conscience. C'était là également l'origine de maintes infractions à la discipline du travail, de la dégradation et du mauvais usage de la propriété collective, de l'indifférentisme. Des instructions furent données et des mesures adoptées à ce sujet en vue d'un travail idéologique et politique plus solide et plus efficace, accompagné de mesures techniques, économiques et organisationnelles. Les pratiques consistant à

abandonner la solution des problèmes aux seules instances supérieures furent critiquées et la lutte d'en haut fut mieux rattachée à la lutte d'en bas, à la lutte des masses organisées elles-mêmes, condition indispensable d'une direction scientifique des affaires et de l'accomplissement des tâches. Cela rendait également nécessaire de perfectionner le travail des organisations sociales, ces puissants leviers du Parti qui ont pour mission de convaincre les gens, puis de les mobiliser, sur la base même de leurs convictions, pour la mise en œuvre des directives, des lois et des tâches fixées. Une direction et une organisation scientifique des diverses activités exigent, entre autres, que chaque organe et organisation du Parti, chaque maillon du système administratif d'Etat, chaque collectif de travailleurs, chaque communiste et chaque cadre s'acquittent de la tâche qui leur est confiée avec le plus haut sentiment de responsabilité, avec esprit d'initiative, compétence et habileté. Le Parti a toujours critiqué, et il le fit avec encore beaucoup plus de force dans ces circonstances, les pratiques consistant à attendre des instructions d'en haut pour se mettre au travail et accomplir ses tâches, ainsi qu'à faire retomber le fardeau de son travail et de sa responsabilité sur les autres. « Que chacun s'acquitte avec dévouement et compétence de sa tâche, soulignait le camarade Enver Hoxha, il ne faut pas que certains travaillent et d'autres se prélassent à l'ombre. » (*Enver Hoxha, Discours au 7^e plénum du CC du PTA, 15 janvier 1980 ACP.*) Mais le Parti ne manqua pas de critiquer aussi les cadres dirigeants qui accaparent eux-mêmes tout le travail, qui s'occupent un peu de tout au lieu de mobiliser chacun à sa tâche et de le faire répondre de son travail ; il critiqua aussi les comités du Parti et les comités exécutifs des districts qui essaient de résoudre les problèmes de la base seulement d'en haut en y envoyant équipe sur équipe, en créant état-major sur état-major, au lieu d'exiger de la base qu'elle les résolve elle-même et de l'aider dans ce sens, au lieu de mettre à contribution les organes et les hommes élus, les organismes existants et les organisations de masse, et de faire assumer pleinement à chaque organisation de base son rôle dirigeant.

La révolutionnarisation plus poussée du contrôle de l'exécution des décisions, des directives et des tâches contribua à améliorer la direction et l'organisation du travail. En demandant un renforcement du contrôle, le Parti fit encore plus clairement comprendre que ce qui importe, ce n'est pas tant la fréquence du contrôle que le type du contrôle exercé: un contrôle révolutionnaire, qui perce à jour les défauts et les insuffisances et dresse les communistes, les cadres, les travailleurs dans une lutte intransigeante contre ces carences en vue de l'accomplissement des tâches, ou au contraire un contrôle bureaucratique et libéral, qui s'attache à des vétilles sans découvrir ni rectifier quoi que ce, soit. Tout en tâchant de parfaire le contrôle ouvrier et paysan, le Comité central du Parti n'en prévint pas moins tout risque de malentendu et il barra la route aux pratiques erronées qui menaçaient de substituer au contrôle du Parti et de l'Etat le contrôle ouvrier et paysan, assurant par là même une plus correcte application de la directive concernant ce contrôle.

Dans cet effort pour parfaire la direction et l'organisation scientifique de toutes les activités, le Parti eut plus largement recours à la propagation de l'expérience avancée, et cela de façon plus systématique et mieux étudiée. A cette fin, des écoles pour la diffusion de l'expérience avancée furent créées au niveau des districts, des entreprises et des coopératives agricoles, et certaines même à l'échelle nationale.

Le développement, en extension et en profondeur, des sciences elles-mêmes, de la recherche scientifique devait entraîner une amélioration du travail de direction et d'organisation scientifique. « ...Il n'y a ni ne peut y avoir de direction et d'organisation scientifique, soulignait le camarade Enver Hoxha, sans études approfondies et des plus vastes, d'intérêt immédiat ou à long terme, sans analyses et synthèses scientifiques. » (*Ibid.*)

Le Comité central du Parti prit des décisions et fixa des tâches concrètes pour l'intensification du travail de recherche scientifique.

Dans le domaine des sciences techniques et naturelles il posa comme tâche fondamentale de développer et d'approfondir la révolution scientifique et technique au profit surtout de l'accroissement de la production ; de découvrir et de traiter de nouvelles matières premières, de nouveaux

combustibles et matériaux divers; de créer de plus grandes réserves de ces matières et matériaux; de perfectionner de façon continue la technologie de la production ; de préserver, d'étendre, d'enrichir et d'exploiter intensivement les terres cultivées, d'améliorer les races et d'accroître la production dans le secteur de l'élevage, etc.

Dans les sciences sociales, le principal objectif fixé fut de développer encore plus, sur la base du marxisme-léninisme, la pensée révolutionnaire créatrice, de synthétiser la riche expérience de la révolution, de la construction socialiste et de la défense du pays, d'affronter avec courage les grands problèmes que pose la vie et d'étayer scientifiquement les perspectives de développement du pays dans la voie du socialisme. Elles devaient, autrement dit, s'orienter avant tout sur les questions actuelles, sur les problèmes exigeant une solution.

Il est nécessaire, prescrivait le Comité central, de mettre les questions actuelles au centre des sciences qui étudient l'histoire, la langue et la culture du peuple albanais. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille négliger les études sur les valeurs historiques et culturelles du peuple albanais au cours des âges.

Afin d'assurer une direction, une organisation et une coordination plus parfaites de l'activité de recherche et des forces scientifiques à l'échelle nationale, une décision du plénum du CC institua le Comité des sciences et de la technique près le Conseil des ministres.

Le Comité central recommanda aux organes et organisations du Parti d'attacher une plus grande importance aux sciences et au travail de recherche scientifique, de faire en sorte que tous comprennent à fond et apprécient correctement le très grand profit que le socialisme et la défense du pays tirent de ce travail, que les lois scientifiques soient partout observées, que de nouvelles méthodes et une technologie avancée soient largement introduites dans la production, et qu'enfin la direction et l'organisation de toutes les activités soient portées à un niveau supérieur.

Il demanda aux organes et aux organisations du Parti de procéder eux-mêmes à des études sur son travail de direction, d'éducation et d'organisation. Le travail du Parti, enseigne le camarade Enver Hoxha, est une science, et même l'une des plus avancées. Il fournit la clé pour la solution de tous les problèmes, pour l'accomplissement de toutes les tâches. En tant que tel, il n'est fécond que lorsqu'il est mené sur des bases scientifiques. Les études sur divers aspects et questions de ce travail aident à l'empêcher de dégénérer en un travail de routine, bureaucratique, et à lui conférer une plus grande force de persuasion, de mobilisation, de transformation.

4. POUR LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA CAUSE DE LA REVOLUTION A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Dans les conditions concrètes créées alors dans l'arène internationale, le devoir de défendre le marxisme-léninisme revêtait une encore plus grande importance. Dans leur dessein d'étouffer la révolution, de saper le socialisme et de vaincre les mouvements de libération des peuples, les forces contre-révolutionnaires mondiales, l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, le social-impérialisme chinois, l'impérialisme et le révisionnisme internationaux avaient pris pour cible le marxisme-léninisme. Toutes sortes de théories et de thèses bourgeoises, capitalistes et révisionnistes, qui avaient semé un désarroi idéologique et politique que le mouvement révolutionnaire international n'avait jamais connu jusqu'alors, avaient été inventées et répandues contre le marxisme-léninisme.

Dans ces conditions, le PTA estimait indispensable d'approfondir davantage l'analyse que le VII^e Congrès avait faite des problèmes fondamentaux de la révolution et de l'évolution mondiale, de l'impérialisme et du révisionnisme moderne en général, et du révisionnisme chinois en particulier en tant que révisionnisme nouveau, ainsi que de tout autre courant révisionniste. Cela devait l'aider à s'acquitter de son devoir fondamental et permanent, la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale.

Œuvres marxistes-léninistes de grande valeur théorique et pratique

La question de l'approfondissement et du renforcement de la lutte pour la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale a été analysée dans bon nombre de réunions et de documents du CC du PTA. Mais c'est surtout dans les œuvres majeures du camarade Enver Hoxha : *L'Impérialisme et la Révolution*, *L'Autogestion yougoslave, théorie et pratique capitalistes*, *Réflexions sur la Chine*, *Avec Staline*, *L'Eurocommunisme c'est de l'anticommunisme* et *Les khrouchtchéviens*, que l'on en trouve une analyse complète et profondément scientifique, marxiste-léniniste. Ces ouvrages mettent à nu la stratégie globale de l'impérialisme et du révisionnisme moderne, qui vise à détruire le socialisme et à étouffer la révolution partout dans le monde. C'est ce dessein qui unit toutes les forces impérialistes, révisionnistes et réactionnaires du monde contre le prolétariat mondial, contre les pays socialistes, contre les forces révolutionnaires et progressistes, contre les mouvements de libération des peuples.

On y trouve dévoilée également la stratégie propre à chacune des superpuissances impérialistes, les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine (qui ambitionne de devenir une superpuissance). Ces stratégies distinctes peuvent ne pas empêcher une superpuissance de s'unir à une autre provisoirement dans certaines conjonctures lorsque leurs intérêts concordent, mais elles tendent plutôt à attiser leur rivalité pour la domination du monde, engendrant par là la menace d'une nouvelle guerre mondiale.

Dans les ouvrages susmentionnés, le camarade Enver Hoxha révèle les causes de l'apparition et de la diffusion du révisionnisme moderne en général et de chacun de ses courants en particulier. Le révisionnisme moderne, pris dans son ensemble, est un produit de la pression impérialiste extérieure sur les pays socialistes, sur la classe ouvrière dans les pays capitalistes et sur les partis communistes et ouvriers. Il est en même temps un produit de la pression intérieure: dans les pays socialistes, des traditions, des coutumes, des conceptions bourgeoises héritées du passé, de la psychologie petite-bourgeoise sur la propriété et le travail longtemps conservée dans la conscience des gens, de ce qu'on appelle le « droit bourgeois » dans la répartition, des différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre la ville et la campagne, entre le travail qualifié et non qualifié, etc. ; dans les pays capitalistes, de la pression que la bourgeoisie locale exerce dans tous les domaines, économique, politique, idéologique et culturel. La pression extérieure et la pression intérieure se conjuguent pour agir sur les masses travailleuses et les partis de la classe ouvrière. Un facteur en particulier joua un rôle dans l'apparition et le développement du révisionnisme. Ce fut l'« épanouissement » temporaire de la production capitaliste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans la conjoncture créée à la suite de l'extraordinaire enrichissement, pendant la Guerre, des impérialistes américains, qui mobilisèrent leur immense potentiel économique, financier, technique et scientifique pour redresser le capital ouest-européen et japonais, pour ranimer le capitalisme mondial et, s'appuyant sur ce potentiel, mirent en action leur gigantesque machine bureaucratique, étatique et militaire, ainsi que toute la réaction internationale pour appliquer la stratégie globale de l'impérialisme mondial.

Ce sont donc là les facteurs objectifs de l'apparition du révisionnisme. Mais ces facteurs ne conduisent pas d'eux-mêmes au révisionnisme. Ils agissent toujours à travers le facteur subjectif, qui joue un rôle déterminant dans le triomphe de la révolution et du socialisme ou dans leur échec. Du point de vue subjectif, le révisionnisme est le produit de la capitulation devant la pression extérieure impérialiste et la pression intérieure bourgeoise.

Le camarade Enver Hoxha a démontré dans ses œuvres que la direction titiste du PCY s'était réduite depuis longtemps à un groupe de trotskistes et de révisionnistes, à une officine de l'impérialisme. S'étant écartée, durant la Seconde Guerre mondiale, des positions marxistes-léninistes, elle fut travaillée par l'impérialisme anglais et elle se fit en fait son alliée. Après la guerre, elle se mit au service des Etats-Unis, le chef de file de l'impérialisme mondial, trahissant ainsi la lutte et les aspirations du prolétariat et des peuples de Yougoslavie à la libération nationale et sociale.

L'« autogestion », d'abord introduite dans le domaine de la production, puis dans tout le système politique et économique, en tant que forme prétendument « marxiste » du socialisme, est une négation

totale des enseignements du marxisme-léninisme et des lois générales de la révolution et de l'édification socialistes. Elle n'est qu'un moyen subtil de préserver et de promouvoir le système capitaliste, la propriété privée des moyens de production, sous le masque de la « propriété gérée par les travailleurs eux-mêmes ». La réalité prouve qu'en Yougoslavie il n'y a pas un système politique et socio-économique socialiste, mais un système capitaliste-révisionniste; qu'il n'y a pas domination de la classe ouvrière, mais domination de la nouvelle bourgeoisie en alliance avec la vieille bourgeoisie yougoslave; que, loin de jouir d'une véritable indépendance nationale sur le plan politique et économique, la Yougoslavie dépend du capital étranger, de l'impérialisme ; que l'autogestion n'a jamais apporté ni ne pourra jamais apporter une solution à la question nationale, au problème de l'oppression nationale, aux anciens conflits entre nations et entre nationalités.

L'impérialisme s'est servi et se sert du révisionnisme yougoslave comme d'une arme importante dans la lutte contre la révolution et le socialisme, contre les mouvements de libération des peuples.

Mais, comme l'explique le camarade Enver Hoxha dans ses œuvres, c'est des révisionnistes khrouchtchéviens, qui prirent le pouvoir en Union soviétique, que le capitalisme mondial reçut le plus grand appui dans cette lutte.

Il y avait longtemps que le groupe Khrouchtchev travaillait dans ce sens en sous main. Ce n'est cependant qu'après la mort de Staline qu'il mit tout en œuvre contre le cours marxiste-léniniste du Parti bolchevik qui avait conduit au triomphe de la Révolution d'Octobre et à l'édification du socialisme en URSS, pour y substituer un nouveau cours, un cours révisionniste, contre-révolutionnaire, social-impérialiste, liquidant ainsi la dictature du prolétariat, l'ordre socialiste dans son ensemble, et restaurant le capitalisme. Dans ce but, les révisionnistes khrouchtchéviens mirent à profit tous les éléments possibles: l'euphorie créée après la victoire de l'Union soviétique sur le fascisme, le relâchement de la vigilance du Parti communiste, ses défauts dans son travail politico-idéologique d'éducation révolutionnaire des communistes et des travailleurs, la bureaucratisation des appareils du Parti et de l'Etat, le formalisme dans l'application des principes et des normes du Parti, l'apparition d'une conception nocive selon laquelle seule la tête, la direction, sait tout, agit sur tout et apporte une solution à tout, alors que la base du Parti, les masses travailleuses ont pour unique tâche d'exécuter; le retard des rapports de production par rapport aux forces productives, l'embourgeoisement des cadres dirigeants et de la haute intelligentsia, etc.

Avec de nombreux faits et des arguments convaincants à l'appui, le camarade Enver Hoxha prend la défense de la figure et de l'œuvre révolutionnaire de J. Staline, réfutant toutes les calomnies et les inventions que les khrouchtchéviens avaient fabriquées contre lui afin de liquider le marxisme-léninisme et le socialisme. Il souligne une fois de plus la position immuable du PTA comme quoi l'établissement de la vérité sur la figure et l'œuvre historique de Staline est une question de principe importante et un devoir majeur dans la lutte contre le révisionnisme moderne.

Le bouleversement contre-révolutionnaire en Union soviétique influa directement sur la propagation du révisionnisme dans la plupart des partis communistes, sur leur conversion en partis révisionnistes, ainsi que sur la transformation de la plupart des pays socialistes en pays bourgeois-révisionnistes.

Le PC italien, le PC français, le PC de Grande-Bretagne puis le PC espagnol furent parmi les premiers partis communistes à saluer le cours révisionniste khrouchtchévien du XX^e Congrès du PCUS. Et ce n'était pas là un hasard. Depuis longtemps déjà, le terrain avait été préparé dans ces partis pour qu'ils embrassent et enrichissent encore plus les idées et les pratiques khrouchtchéviennes. Leur dégénérescence bourgeoise, idéologique et organisationnelle avait déjà été amorcée. Sous la pression de l'impérialisme mondial et de la bourgeoisie locale, avec l'afflux des capitaux américains en Europe et la croissance numérique de l'aristocratie ouvrière dans leurs pays, les programmes de ces partis, explique le camarade Enver Hoxha, se réduisirent toujours plus à des programmes minimaux démocratiques et réformistes alors que l'idée de la révolution et du socialisme était toujours plus écartée. La grande stratégie de la transformation révolutionnaire de la société céda la place à la petite

stratégie des affaires courantes. Celle-ci se vit donner la primauté absolue, devint la ligne politique générale de ces partis, qui l'érigèrent en théorie. Cette théorie devait connaître son plein essor après le XX^e Congrès du PCUS, apparaissant sur la scène sous le nom d' « eurocommunisme ». Les eurocommunistes rejoignirent en théorie comme dans la pratique la vieille social-démocratie, se fondirent avec elle en un seul courant contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie.

L'Etat « au-dessus des classes » du « socialisme démocratique » que prônent les eurocommunistes et qui devrait être le produit d'une voie entièrement pacifique, où l'ancien appareil d'Etat ne serait pas détruit mais mis à profit, n'est rien d'autre que l'Etat bourgeois actuel. Les eurocommunistes, comme le dit le camarade Enver Hoxha, cherchent à apporter à cet Etat certaines retouches pour que la vieille bourgeoisie européenne, qui a déjà un pied dans la tombe, ait l'air d'une jeune mariée, toute pimpante ! L'eurocommunisme est un révisionnisme sans gants, qui se prononce ouvertement non seulement contre Staline, mais aussi contre Lénine et le léninisme.

Dans ses œuvres précitées le camarade Enver Hoxha procède aussi à une analyse générale du révisionnisme chinois.

Le révisionnisme chinois apparut au grand jour au début des années 70, mais il ne date pas d'alors et encore moins des lendemains de la mort de Mao Tsétoung. Il plonge ses racines idéologiques et théoriques dans la prétendue « pensée maotsétoung », qui commença à prendre corps plus particulièrement après 1935, lorsque Mao Tsétoung accéda à la tête du parti. Elle fut d'abord présentée comme un « marxisme-léninisme chinois » et plus tard comme le « marxisme-léninisme de notre époque » ou l' « étape suprême du marxisme-léninisme » !

La « pensée maotsétoung », explique le camarade Enver Hoxha, diffère du marxisme-léninisme dans ses fondements mêmes. Elle est un amalgame de conceptions, qui mêle des idées et des thèses empruntées au marxisme avec d'autres idées et thèses confucianistes, bouddhistes, anarchistes, trotskistes, titistes, khrouchtchéviennes, eurocommunistes et de fortes doses de nationalisme et de racisme.

C'est justement ce mélange de toutes sortes de philosophies idéalistes, pragmatistes, révisionnistes, qui a fait de la « pensée maotsétoung » l'arme de tous les courants et lignes fractionnels en Chine, qui se combattent ou coexistent provisoirement.

Pour toutes ces raisons, le PC chinois ne parvint jamais à devenir un véritable parti prolétarien de par son idéologie, sa politique, sa composition et sa structure organisationnelle ; la révolution démocratique bourgeoise en Chine ne se transforma pas en révolution socialiste, elle ne conduisit pas à l'instauration d'une vraie dictature du prolétariat et n'engagea pas le pays dans la véritable voie du développement socialiste.

Mao Tsétoung, indique le camarade Enver Hoxha, s'était acquis un renom de marxiste-léniniste, et lui-même se posait en communiste, mais, en fait, il ne l'était pas. Ce ne fut qu'un révolutionnaire démocrate, un éclectique qui alliait certains éléments de la philosophie marxiste-léniniste à l'idéalisme, à la philosophie bourgeoise et révisionniste, et même à la vieille philosophie chinoise.

L'un des traits les plus caractéristiques de l'apparition du révisionnisme chinois, comme idéologie et politique, est la théorie des « trois mondes ». Le camarade Enver Hoxha démasque toutes les tentatives des dirigeants révisionnistes chinois pour la présenter comme une théorie marxiste-léniniste. Il démontre avec une rigueur scientifique qu'elle est de la tête aux pieds une théorie contre-révolutionnaire, créée dans l'intention d'asseoir sur une « base théorique » la stratégie de la transformation de la Chine en superpuissance impérialiste, de légaliser sa politique d'alliance avec les Etats-Unis, le Japon et l'Europe occidentale, ainsi que ses visées d'hégémonie sur les pays du prétendu « tiers monde ».

Le révisionnisme chinois poursuit une politique d'alliance avec l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie internationale afin de bénéficier de leurs aides économiques, militaires et politiques. Les Etats-Unis et les autres puissances capitalistes développées se sont montrés prêts à accorder ces aides à la Chine, la politique de celle-ci constituant un soutien à leurs plans stratégiques.

Les divers courants révisionnistes, le révisionnisme moderne en général, ont porté et portent un grave, préjudice au marxisme-léninisme, à la cause de la révolution et du socialisme, mais ils ne sont ni ne seront jamais en mesure d'anéantir le marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme, dit le camarade Enver Hoxha, vit et s'épanouit en tant qu'idéologie et réalité. En témoignent l'Albanie socialiste, les partis marxistes-léninistes, les millions et millions d'ouvriers et de paysans, qui, aux quatre coins du monde, luttent contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie et la réaction locale pour leur libération nationale, pour la démocratie et le socialisme.

L'impérialisme et le révisionnisme sont incapables de freiner la marche en avant de la société humaine. Dans *L'Impérialisme et la Révolution* et dans ses autres œuvres, le camarade Enver Hoxha montre, avec des arguments et des faits à l'appui, que le temps travaille pour le prolétariat, pour les forces révolutionnaires, pour les peuples et non pas pour la bourgeoisie et l'impérialisme, ni pour le révisionnisme moderne et la réaction. La tendance principale de l'évolution mondiale est à l'affaiblissement et à la décomposition irrésistibles du système capitaliste. Analysant l'évolution et les caractéristiques de l'impérialisme actuel, avec les grandes contradictions qui le rongent et la grave crise générale et irréversible qui le tenaille, le camarade Enver Hoxha démontre que les idées géniales de Lénine sur l'impérialisme, stade suprême et ultime du capitalisme, capitalisme agonisant et veille de la révolution socialiste, ainsi que sur l'époque actuelle en tant qu'époque des révolutions prolétariennes, de l'effondrement de l'impérialisme et du capitalisme, et du triomphe du socialisme à l'échelle mondiale, gardent de nos jours encore toute leur valeur. La révolution est l'unique voie qui conduit à la libération sociale et nationale.

En un temps où la situation révolutionnaire, facteur objectif, est mûre ou mûrit rapidement dans nombre de pays, souligne le camarade Enver Hoxha, et que dans d'autres pays ce processus est en cours, en un temps donc où la révolution et la libération nationale des peuples sont à l'ordre du jour, la nécessité d'une direction révolutionnaire, facteur subjectif, se pose avec force. Les véritables partis marxistes-léninistes sont parfaitement en mesure de réaliser cette direction.

Mais pour préparer comme il se doit le facteur subjectif, la direction révolutionnaire, il est nécessaire de dissiper, à travers une âpre lutte idéologique et politique, le brouillard qu'ont répandu le capitalisme et le révisionnisme moderne sur la révolution et le socialisme, de démasquer leurs visées et leurs conceptions, de démanteler leurs manœuvres et spéculations, toute leur activité contre-révolutionnaire, anticommuniste, d'appliquer correctement et fermement les enseignements marxistes-léninistes conformément aux conditions concrètes de chaque pays.

La publication de *L'Impérialisme et la Révolution* et d'autres œuvres majeures du camarade Enver Hoxha constitue un événement idéologique marquant dans la vie du PTA. Ces œuvres présentent de grandes valeurs théoriques et pratiques. En mettant ces ouvrages à la portée des communistes et des travailleurs, le Parti les a dotés de nouvelles armes puissantes dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, pour la construction socialiste et la défense du pays.

Les grandes valeurs théoriques et pratiques à l'échelle nationale et internationale que contiennent ces ouvrages, sont attestées par le cours même des événements dans le monde, qui confirment la justesse et la sagacité des thèses et conclusions qui y sont exposées, ainsi que par le grand écho suscité sur le plan international par leur publication.

Le PTA, soutien conséquent du mouvement révolutionnaire et du mouvement marxiste-léniniste dans le monde

Le PTA a toujours assuré la défense du marxisme- léninisme à l'échelle internationale non seulement en préservant les principes marxistes-léninistes contre les tentatives de ses ennemis, bourgeois et révisionnistes, pour les annihiler, mais en observant aussi des attitudes marxistes-léninistes envers l'évolution mondiale en général et chaque événement international en particulier, en démasquant et combattant la politique contre-révolutionnaire des divers impérialistes et révisionnistes, en soutenant les mouvements révolutionnaires, les luttes de libération des peuples et le mouvement marxiste-léniniste international.

L'évolution mondiale a toujours confirmé les points de vue et prises de position de principes ainsi que les prévisions du PTA, alors qu'elle a rejeté les théories contre-révolutionnaires des idéologues bourgeois et révisionnistes à propos du prétendu vieillissement de la théorie marxiste-léniniste sur le capitalisme, la révolution et le socialisme. Cette évolution atteste le caractère profondément scientifique et la valeur toujours actuelle des enseignements du marxisme-léninisme. Notre Parti n'en est que plus confirmé dans sa conviction de la justesse de la voie qu'il suit; cela le fortifie dans la lutte qu'il mène contre les ennemis du marxisme-léninisme, de la révolution, du socialisme, des peuples, accroît son sentiment de responsabilité dans l'accomplissement de sa tâche internationaliste d'aide et de soutien aux forces révolutionnaires, progressistes, marxistes-léninistes dans le monde, ainsi que son sentiment de solidarité avec ces forces.

Lorsque, en janvier-février 1979, éclata la révolution en Iran, le PTA la jugea une juste lutte de libération, une révolution démocratique anti-impérialiste. Le peuple iranien a renversé le régime monarchiste sanguinaire du chah et porté en même temps un coup rude à l'impérialisme américain dont ce régime était l'instrument, remportant ainsi une victoire historique. Cette victoire est une leçon pour toutes les forces révolutionnaires et les autres peuples.

Aussi le Parti a-t-il salué et appuyé sans réserve la victoire remportée par le peuple iranien, bien qu'il n'adhère pas à la philosophie religieuse de Khomeiny, dirigeant de la révolution. Il n'a cessé de soutenir tous les efforts des forces révolutionnaires iraniennes pour défendre leur victoire contre la réaction intérieure, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, contre toute la réaction internationale.

Le PTA a condamné avec force l'agression commise en février 1979 par les social-impérialistes chinois contre le Vietnam, de même qu'il condamne toutes leurs menées d'agression et de sape dans l'Asie du Sud-Est. Cette agression ainsi que les interventions militaires de la Chine social-impérialiste au Vietnam, au Cambodge, au Laos et ailleurs dévoilent sa politique d'hégémonie et d'expansion.

Tout en dénonçant et condamnant les menées agressives des impérialistes américains en Iran et des social-impérialistes chinois dans les pays d'Indochine, le PTA a stigmatisé également les attitudes démagogiques mystificatrices des social-impérialistes soviétiques qui cherchent à faire croire qu'ils soutiennent le peuple iranien et qu'ils sont des alliés des peuples vietnamien, cambodgien et laotien. Il a bien souligné que le soutien et l'aide que l'Union soviétique révisionniste offre à ces peuples sont gros de dangers pour leur indépendance et leur souveraineté nationales, que ce n'est là qu'une manifestation de la rivalité américano-soviéto-chinoise pour l'hégémonie et la domination en Asie.

L'occupation militaire de l'Afghanistan en décembre 1979, occupation typiquement fasciste-impérialiste tout comme celle de la Tchécoslovaquie en août 1968, est la plus claire expression de cette rivalité en général et de la politique expansionniste-hégémoniste de l'Union soviétique en particulier. Aucun prétexte invoqué par les social-impérialistes soviétiques ne peut justifier le crime monstrueux qu'ils ont perpétré contre l'indépendance et la souveraineté nationales du peuple afghan. Aussi le PTA a-t-il condamné avec fermeté l'occupation social-impérialiste soviétique de l'Afghanistan. Il considère que la lutte du peuple afghan contre ses envahisseurs est une juste lutte. Dans le même temps, il dénonce les tentatives des impérialistes américains, des social-impérialistes chinois et des autres réactionnaires pour profiter de sa lutte de libération.

D'autre part, le conflit armé irano-irakien et les troubles en Pologne de 1980, sont aussi le fait de la rivalité inter-impérialiste.

Le PTA estime que le conflit entre l'Irak et l'Iran a été fomenté et organisé par les deux superpuissances, en premier lieu par l'impérialisme américain, comme un moyen, entre autres, pour étouffer la révolution iranienne.

La grave crise économique-financière et politique qui a frappé la Pologne révisionniste, inféodée au social-impérialisme soviétique et criblée de dettes, est la cause principale des troubles profonds et de grande ampleur qui ont plongé ce pays dans une véritable catastrophe.

Ainsi s'est avérée la prévision du PTA (faite il y a dix ans, lors des grèves, des manifestations et des affrontements dans les rues de villes polonaises et qui conduisirent au renversement de Gomulka) selon laquelle aucune aide, qu'elle vienne de l'Est ou de l'Ouest, ne peut tirer la Pologne du bourbier où elle s'est enlisée.

Dans cette situation de crise si grave, les révisionnistes polonais et leurs patrons de Moscou ne savent comment manœuvrer pour sauver le régime bourgeois-révisionniste pourri et la domination de l'Union soviétique social-impérialiste en Pologne. Ils ont démis de leurs fonctions Gierek et nombre de ses collaborateurs, les accusant d'avoir été à l'origine de la situation créée dans le pays, ils font actuellement concession sur concession, mais menacent aussi d'avoir recours à la force et de faire intervenir l'armée soviétique ; ils changent les gouvernements l'un après l'autre, demandent de tous côtés de nouvelles aides et de nouveaux crédits, plus considérables, etc. Malgré tout, ils ne sont toujours pas en mesure de tirer leur pays du chaos et de la situation anarchique où il est plongé.

La Pologne, estime le PTA, ne peut être sauvée que par sa classe ouvrière, mais non pas dans la voie où l'ont fourvoyée les représentants de la réaction, les agents de la bourgeoisie monopoliste de l'Occident et du Vatican. Le PTA, jugeant chaque mouvement à travers le prisme du marxisme-léninisme, a fait clairement connaître son attitude révolutionnaire sur les récents troubles en Pologne. Les grèves, les revendications économiques et politiques des ouvriers, qui constituent l'essence de ces troubles, ne servent pas la révolution. Elles sont exploitées par la réaction polonaise pro-occidentale pour faire une contre-révolution dans la contre-révolution. Leurs organisateurs et dirigeants cherchent à substituer au régime d'oppression et d'exploitation prosoviétique un autre régime pro-occidental tout aussi féroce et hostile à la classe ouvrière et au peuple polonais.

L'unique issue à la grave crise est la voie de la révolution prolétarienne dirigée par un véritable parti communiste marxiste-léniniste, capable de liquider la domination de la classe capitaliste-révisionniste du pays ainsi que toute domination étrangère impérialiste, russe ou occidentale.

Le PTA a toujours rattaché étroitement la lutte pour la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale à la question du développement et du renforcement du mouvement communiste international, dont il est lui-même un détachement.

Après la grande trahison révisionniste, ce mouvement est en voie de régénération sur des bases marxistes-léninistes. Avec l'apparition au grand jour du révisionnisme chinois, qui a joué un rôle très négatif, de frein et de sape dans cette rénovation, ce mouvement est entré, depuis 1976, dans une nouvelle phase, une phase de clarification et de développement sur de saines bases prolétariennes.

Conformément aux directives de son VII^e Congrès, le PTA s'est attaché, de concert avec les autres partis marxistes-léninistes, à aider de toutes ses forces à la rénovation révolutionnaire du mouvement communiste international.

C'est à cette fin qu'ont servi en particulier, comme l'affirment les divers partis marxistes-léninistes eux-mêmes, les matériaux du VII^e Congrès du PTA ainsi que les œuvres majeures du camarade Enver Hoxha publiées après ce Congrès.

Mais la voie principale suivie pour contribuer à la croissance et au renforcement révolutionnaires du mouvement communiste marxiste-léniniste international a été celle de la collaboration avec les partis marxistes-léninistes sur des questions de stratégie et de tactique, sur la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne. Conscient de la nécessité de renforcer l'unité de ce mouvement, le PTA n'a cessé de consolider cette collaboration et il s'est employé à entretenir des rapports réguliers avec les partis frères en procédant avec eux à des consultations et à un échange d'idées et d'expérience sur des questions d'intérêt commun. Nombre de ses représentants ont participé à des activités révolutionnaires particulières organisées par l'un ou l'autre de ces partis.

Dans le même temps, il a soutenu toute initiative des divers partis marxistes-léninistes, en vue du raffermissement des liens et de la coopération entre eux. Il estime que l'établissement de liens réguliers et le renforcement de la coopération bilatérale et régionale, ainsi que la consolidation des partis marxistes-léninistes en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière de chaque pays, prépareront les conditions requises pour le passage à un niveau supérieur de coopération, comme l'organisation de réunions plus élargies de marxistes-léninistes.

Le PTA suit avec une grande attention les efforts des partis marxistes-léninistes frères pour leur consolidation idéologique et organisationnelle.

Ils ont élaboré et élaborent toujours plus à fond une stratégie et une tactique révolutionnaires, une juste ligne politique qui répond aux intérêts et aux vœux des larges masses populaires, à la solution révolutionnaire des problèmes et des tâches de la lutte pour la destruction de l'ordre bourgeois et de la domination impérialiste étrangère.

Le PTA soutient la lutte des partis marxistes-léninistes pour la mise en œuvre de leur juste ligne en s'en tenant au grand principe léniniste selon lequel l'action révolutionnaire joue dans cette question le rôle déterminant en ce qu'elle relie le parti aux masses, persuade ces dernières de la justesse de sa ligne et la leur fait adopter.

Les partis marxistes-léninistes se renforcent surtout dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Les membres de ces partis se convainquent toujours plus profondément qu'une ligne de démarcation nette entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes de toutes les couleurs, la lutte intransigeante contre tout courant révisionniste, khrouchtchévien, titiste, maoïste et eurocommuniste, sont d'une importance vitale pour le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, pour la cause de la révolution et du socialisme.

Au plus fort de la lutte contre les ennemis de classe, les partis marxistes-léninistes ont accompli de grands progrès dans leur consolidation organisationnelle sur la base des principes et des normes du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, principes et normes qui diffèrent du tout au tout de ceux des partis sociaux-démocrates et révisionnistes. Ils assimilent et appliquent toujours mieux les méthodes et les formes d'action révolutionnaires dans les conditions difficiles de la clandestinité, face aux coups continus que leur portent le pouvoir bourgeois et les révisionnistes, en utilisant à la fois toutes les possibilités d'activité révolutionnaire légale.

Les partis marxistes-léninistes ne cessent de marquer des progrès dans le renforcement de leur composition sociale prolétarienne. Ils considèrent cette qualité prolétarienne comme un facteur primordial pour devenir la véritable avant-garde de la classe ouvrière et pour parer au danger de leur scission et de leur transformation en partis bourgeois-révionnistes.

Le PTA apporte toute l'aide possible aux partis marxistes-léninistes frères dans leur consolidation idéologique et organisationnelle, en regardant cette aide comme un grand devoir internationaliste qui lui incombe. « Cette aide, souligne le camarade Enver Hoxha, n'est nullement une ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats ni une exportation de la révolution... » (*Enver Hoxha, Rapport au VII^e Congrès du PTA, éd. fr., p. 256.*) Le PTA a toujours été contre toute ingérence dans les affaires intérieures de n'importe quel parti ou pays.

D'autre part, le PTA considère comme une grande aide à sa lutte pour l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie le soutien que lui apportent les marxistes-léninistes et les révolutionnaires partout dans le monde. Ceux-ci « voient bien que le Parti du Travail d'Albanie défend le marxisme-léninisme alors que d'autres l'attaquent, qu'il défend les principes de l'internationalisme prolétarien alors que les divers révisionnistes rejettent ces principes. Ils voient bien que dans ses attitudes il ne part pas seulement des intérêts de son propre pays, mais qu'il exprime et représente de très grands intérêts, communs et chers à tout le prolétariat, les intérêts du véritable socialisme, les intérêts de tous ceux qui se fondent sur le marxisme-léninisme et se guident sur lui pour la transformation révolutionnaire du monde ». (*Enver Hoxha, L'Impérialisme et la Révolution, éd. fr., 480.*)

CONCLUSIONS GENERALES

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie constitue un trésor de la grande expérience acquise dans la lutte pour l'application créatrice et résolue du marxisme-léninisme, pour la libération nationale et sociale, et pour la construction du socialisme.

De la synthèse de cette expérience, se dégagent les principales conclusions générales suivantes :

1. — Le Parti du Travail d'Albanie a été fondé par les communistes albanais ayant à leur tête le camarade Enver Hoxha, sur la base du mouvement ouvrier et communiste du pays.

Sa naissance constituait une nécessité historique impérieuse pour assurer la conduite de la lutte de libération nationale et sociale du peuple.

Le Parti du Travail d'Albanie fut le résultat de la fusion des groupes communistes albanais en un parti révolutionnaire de la classe ouvrière sur des fondements organisationnels et idéologiques marxistes-léninistes. Cette fusion fut réalisée dans la lutte commune des communistes des divers groupes contre les ennemis du peuple, contre les courants et les organisations politiques pseudo-marxistes, contre les conceptions étrangères au marxisme au sein des groupes eux-mêmes, et en subordonnant les intérêts étroits des groupes à l'intérêt général du mouvement communiste. La fusion fut cimentée par l'élaboration et l'adoption d'une ligne générale unique, édifiée sur des fondements scientifiques marxistes-léninistes.

Le Parti du Travail d'Albanie a été formé dans des conditions qui étaient celles d'un pays agricole arriéré. La création du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière albanaise ne fut pas empêchée par le fait que cette classe était peu nombreuse, éparse, non constituée en tant que prolétariat industriel et qu'elle n'avait pas acquis une haute maturité organisationnelle et politique. Le Parti, à sa formation, bénéficia, en même temps que de l'appui du mouvement ouvrier, d'un puissant soutien, celui du mouvement de la jeunesse scolaire. La jeunesse des écoles secondaires et la majorité des étudiants albanais furent parmi les premiers à embrasser les idées communistes et ils se mirent à la pointe du mouvement démocratique antifasciste. Sous la direction des communistes et encouragés et inspirés par la classe ouvrière, ils se firent les porteurs des idées marxistes-léninistes et du patriotisme militant parmi les masses populaires, jouant ainsi un rôle important dans la fondation du Parti et dans la propagation de sa ligne révolutionnaire.

Le PTA fut le premier parti de la classe ouvrière albanaise et il en est toujours demeuré l'unique parti.

2. — La victoire de la révolution populaire et l'édification de la base économique du socialisme ont été assurées sous la conduite de la classe ouvrière. C'est encore sous sa conduite que s'accomplit l'édification intégrale de la société socialiste.

La classe ouvrière albanaise s'acquitta de cette mission historique grâce au **Parti du Travail d'Albanie**, parti révolutionnaire prolétarien par la théorie qui l'éclaire, par les principes organisationnels sur lesquels il est édifié et par son programme politique.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours gardé intact son caractère prolétarien et il a fidèlement traduit dans les faits le rôle de direction de la classe ouvrière à toutes les étapes et dans tous les domaines de la vie du pays.

Le Parti a éduqué les cadres dirigeants et tous les communistes, même ceux non issus de la classe ouvrière, dans l'idéologie prolétarienne, dans l'esprit de fidélité à la cause du prolétariat et du socialisme.

Grâce à son propre Parti, la classe ouvrière albanaise a réussi à surmonter tous les obstacles qui s'opposaient à son rôle de direction, et qui dérivait de la situation arriérée agraire et semi-féodale du pays, de son développement incomplet en tant que classe, de son bas niveau idéologique, technique et culturel dans la période de la Lutte antifasciste de libération nationale et dans les premières années qui suivirent la Libération du pays.

Dans la période d'édification du socialisme, elle a grandi en nombre, elle s'est constituée en jeune classe ouvrière industrielle, elle a avancé sur le plan technique et culturel, elle s'est solidement trempée, elle a acquis une grande maturité politique et idéologique et a atteint un niveau élevé d'organisation. Ce développement a renforcé encore davantage son rôle de dirigeante de toute la vie du pays et d'organisatrice de l'édification du socialisme et du communisme.

En même temps que la structure de classes se transformait radicalement, que croissait et se trempait la classe ouvrière, le Parti a grandi et s'est renforcé par l'afflux de membres provenant des rangs des meilleurs éléments de cette classe. Depuis 1970, les communistes de condition ouvrière constituent la catégorie la plus nombreuse dans l'effectif du Parti.

3. — Si le Parti du Travail d'Albanie a été en mesure de jouer son rôle de direction dans la révolution et dans l'édification socialiste du pays, c'est qu'il a élaboré et appliqué avec esprit de suite une ligne générale révolutionnaire.

Cette ligne a répondu en toute occasion aux exigences politiques, économiques, sociales et culturelles des masses, aux intérêts fondamentaux du peuple et de la Patrie, aux intérêts du socialisme à l'échelle nationale et internationale.

Dans l'élaboration de sa ligne politique, le PTA s'est toujours guidé sur les principes du marxisme-léninisme et sur les lois objectives de la révolution et du socialisme, d'où découlent ces principes. Il a appliqué les principes marxistes-léninistes de manière créatrice et il s'est, à cette fin, solidement fondé sur l'analyse des conditions sociales concrètes du pays et du rapport des forces intérieures de classe. Il s'est également instruit et a fait son profit de l'expérience des partis frères, du mouvement communiste international, sans toutefois jamais l'appliquer mécaniquement ni la copier.

Il a toujours eu clairement conscience que les principes marxistes-léninistes et l'expérience révolutionnaire des autres partis communistes frères ne peuvent fournir une ligne politique toute prête et parfaite. Pour réussir à définir cette ligne, il importe que le parti de la classe ouvrière s'appuie sur sa grande expérience, qu'il acquiert dans la pratique révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle le Parti du Travail d'Albanie, au début de chaque étape historique, a été en mesure de jeter les fondements de

sa propre ligne générale, puis de l'enrichir et de la compléter dans la pratique de la révolution et de l'édification socialistes.

C'est également dans la pratique révolutionnaire que s'est vérifiée la justesse de la ligne politique du Parti. Afin que cette ligne demeure toujours juste et révolutionnaire, le PTA n'a jamais hésité à y apporter des rectifications toutes les fois qu'ont changé les conditions objectives nationales et internationales, quand des décisions particulières ne se sont pas avérées justes à l'épreuve des faits, quand la pratique a démontré que les formes et les méthodes empruntées à l'extérieur étaient inappropriées à notre réalité nationale. Il a corrigé à temps ses erreurs, ne les a pas laissées grossir et devenir irréparables, et n'a pas permis que des lignes opposées et des courants anti-parti se développent en son sein.

Dans l'élaboration et l'application de sa ligne, le Parti a toujours eu pour trait l'esprit de principe prolétarien. Il a toujours considéré et apprécié la définition et l'accomplissement de chaque tâche, la solution de chaque problème, chacune de ses attitudes ou de ses actions, les divers phénomènes et événements à partir de positions de classe prolétariennes.

L'esprit de principe prolétarien a constitué le facteur principal qui a permis au PTA de définir correctement ses buts et ses tâches programme à chaque étape de la révolution, de ne pas verser dans l'opportunisme, le sectarisme, le pragmatisme et le subjectivisme, de saisir plus facilement le maillon principal dans l'enchaînement des questions, d'avoir toujours une claire vision des perspectives d'avenir, de mieux s'orienter dans les situations intérieures et internationales complexes, de réduire à néant les interventions des divers révisionnistes dans ses affaires intérieures, d'élaborer et d'appliquer sa politique marxiste-léniniste intérieure et extérieure en toute indépendance.

4. — En particulier, l'esprit de principe prolétarien du Parti trouva son expression dans la politique de l'appui sur ses propres forces qu'il a constamment et systématiquement appliquée depuis sa fondation.

C'est là une politique révolutionnaire qui plonge ses racines dans le grand principe marxiste-léniniste selon lequel le facteur intérieur est déterminant et le facteur extérieur accessoire.

Guidé par cette politique du Parti, le peuple albanais n'a pas mendié sa liberté et son indépendance aux oppresseurs impérialistes et aux ennemis de l'intérieur, il n'a pas attendu non plus qu'on les lui apporte de l'extérieur. Pas davantage, il n'a jamais subordonné l'édification de la société socialiste, le développement de son économie et de sa culture, pas plus que la défense des conquêtes de la révolution, à une aide de l'extérieur.

La politique de l'appui sur ses propres forces se traduit au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale par le mot d'ordre du Parti : « La liberté ne se reçoit pas en don, elle se conquiert par le sang et les sacrifices ! ». Après la guerre, ce principe a pris corps dans la détermination du peuple à construire le socialisme dans toutes les circonstances et à tout prix, en mobilisant toutes les ressources, tous les moyens et toutes les forces intérieures, humaines, matérielles et financières.

L'expérience de la lutte révolutionnaire du peuple albanais conduit par le Parti, démontre que l'application résolue de la politique de l'appui sur ses propres forces assure une indépendance politique et économique véritable, une société socialiste construite sur des fondements inébranlables, défend l'indépendance du pays et le socialisme contre les multiples dangers qui les menacent.

Tout en s'appuyant sur ses propres forces et en considérant le facteur intérieur comme déterminant, le Parti n'a jamais sous-estimé le facteur extérieur, l'appui qui lui vient du prolétariat et de toutes les forces éprises de progrès et de liberté dans le monde. Cet appui a toujours été puissant, tant durant la Lutte de libération nationale qu'après la Libération. L'Albanie s'est acquis cet appui des forces révolutionnaires extérieures précisément grâce à sa politique de principes, à la lutte héroïque menée

par le peuple albanais pour la liberté, l'indépendance et le socialisme, grâce à sa détermination de les défendre. Plus un peuple est capable de conquérir et de défendre sa liberté et son indépendance, de construire le socialisme par ses propres forces, plus il peut compter sur l'appui des forces révolutionnaires extérieures éprises de progrès et de liberté.

5. — Le PTA a toujours pu appliquer sa juste ligne politique, parce que cette ligne a été embrassée par les masses populaires, qui l'ont faite leur ; les masses, de concert avec le Parti et sous sa conduite, ont lutté de toutes leurs forces pour la mettre en œuvre.

Et elles l'ont fait car elles se sont convaincues de la justesse de la ligne du Parti et de sa capacité de l'appliquer.

L'action pratique révolutionnaire du Parti et des masses elles-mêmes sous sa conduite a joué un rôle déterminant pour convaincre les masses, pour leur faire bien comprendre que la ligne du Parti exprime leurs revendications et leurs intérêts, pour créer avec elles des liens puissants et durables, pour les mobiliser dans la lutte et le travail.

L'agitation et la propagande réalistes, tangibles, claires, militantes, le vaste travail politique et idéologique différencié et multiforme ont constitué une arme solide au service de cette action.

Parallèlement au travail d'agitation et de propagande, le Parti s'en est toujours tenu au principe selon lequel les actes doivent correspondre aux paroles. Le travail d'explication et d'éducation mené par le Parti s'est toujours accompagné d'actions révolutionnaires, de l'exemple personnel donné par les communistes. Il en est résulté que les masses se sont convaincues de la justesse de la ligne politique du Parti par leur propre expérience.

Pour chacune des actions qu'il a entreprises et à chaque pas qu'il a accompli, le Parti s'est concerté avec les masses, il a encouragé la critique et la libre expression de l'opinion des masses, il a prêté une oreille attentive à leurs requêtes et à leurs propositions, il a toujours tenu compte du rôle que joue le peuple comme créateur de l'histoire, du grand principe selon lequel ce sont les masses qui font la révolution, ce sont elles qui construisent et défendent le socialisme, et c'est le parti de la classe ouvrière qui leur fait prendre conscience.

Les liens qui unissent le Parti aux masses sont édifiés sur de solides bases organisationnelles. Seuls les liens avec les masses organisées sont des liens véritables et stables. Le PTA a créé diverses organisations sociales de masse, en tant que courroies de transmission le reliant aux masses, puissants leviers pour mettre en œuvre sa ligne politique et son rôle de direction révolutionnaire. Les programmes et l'activité de ces organisations ont toujours eu comme fondements la politique du Parti.

Son courage et ses prises de position révolutionnaires face aux multiples difficultés auxquelles il s'est heurté sur son chemin, constituent un aspect très important de la pratique révolutionnaire du Parti, à travers laquelle il tend à maintenir et à renforcer ses liens avec les masses et à se garder lui-même d'être sapé par les coups des ennemis de classe. Le Parti s'est toujours préparé lui-même et il a préparé les masses populaires à affronter les situations les plus difficiles et complexes qui se créent inévitablement dans la voie de la révolution. En conséquence, il n'a jamais été pris au dépourvu par les graves situations créées par les ennemis. Dans ces situations, le Parti ne s'est pas égaré, il n'a pas été pris de panique et ne s'est pas non plus laissé aller au pessimisme ou à l'inaction, il n'a pas perdu confiance en ses propres forces ni en celles du peuple. Il ne s'est jamais découragé devant les pertes subies sous les coups des ennemis. A tous les moments critiques, le Parti a agi avec sagesse, maturité et courage, il a révélé aux masses la véritable situation, il s'est adressé à elles, s'est puissamment appuyé sur elles et a toujours triomphé.

Dans les situations difficiles, le Parti a manoeuvré avec souplesse, sans toutefois jamais perdre de vue l'objectif et les tâches stratégiques.

Les situations difficiles ont mis à l'épreuve la solidité des liens qui unissent le Parti et le peuple et ont cimenté ces liens encore davantage.

6. — Le PTA a assuré le développement continu de la révolution.

Cette révolution a traversé trois étapes principales : l'étape anti-impérialiste, démocratique, de la conquête de l'indépendance nationale et de l'instauration du pouvoir populaire; l'étape de l'édification des bases du socialisme; l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste, actuellement en cours.

Ces trois étapes non seulement se sont développées sans discontinuité, mais elles se sont imbriquées, une étape ayant préparé les prémisses de la suivante.

Dans la voie de la révolution en Albanie, on n'observe ni reculs ni zigzags accentués, car il ne s'y est pas produit de reflux causés par des conditions objectives, et le PTA, dirigeant de la révolution, a toujours suivi une juste ligne marxiste-léniniste.

Parmi les multiples tâches de caractère politique, économique et idéologique de la révolution à une période donnée, le PTA a donné la primauté à l'une ou l'autre des tâches fondamentales en fonction des conditions sociales concrètes et des problèmes à résoudre, mais il a toujours eu en vue que seul le développement ininterrompu de la révolution socialiste dans tous les domaines, dans tout le mode de production et dans la superstructure, assure la marche continue en avant vers la société communiste.

Le Parti du Travail d'Albanie a assuré la victoire de la révolution en premier lieu à travers la réalisation révolutionnaire de trois tâches clés: l'union des masses populaires en un front unique autour du Parti; l'organisation de l'insurrection armée en vue de renverser l'ancien pouvoir, la création de forces armées populaires et la préparation générale du peuple pour la défense de ses conquêtes; l'instauration de la dictature du prolétariat et son perfectionnement continu.

7. — L'union du peuple autour du Parti est incarnée dans le Front démocratique (continuation directe du Front de libération nationale).

Dans le Front, le Parti a réussi à unir, en une seule grande organisation politique, les classes, les couches ainsi que les groupes et éléments particuliers, alliés de la classe ouvrière, aux diverses étapes de la révolution. A travers le Front il a été possible de ne laisser en dehors de l'influence de la politique prolétarienne et de la direction du Parti aucun de ces alliés.

Le Front a été le plus large soutien politique du Parti et du pouvoir populaire.

Le Front démocratique a été créé en tant qu'union volontaire des masses populaires à partir d'en bas et non pas comme une coalition de partis politiques, et il a toujours conservé ce caractère.

A toutes les étapes il a eu à sa base l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse sous la conduite de la classe ouvrière, la plus large part de cette base étant constituée par la paysannerie laborieuse.

Le Parti du Travail d'Albanie a été constamment la seule force dirigeante du Front et le seul parti politique en son sein.

Il n'a jamais existé en Albanie de véritables partis politiques bourgeois et il ne s'en est pas formé non plus après la fondation du Parti communiste d'Albanie. Le PCA n'eût pas été contraire à la création d'autres partis antifascistes ni à la coopération avec eux sur la question de l'organisation de la lutte contre les occupants, si de tels partis s'étaient jamais formés.

Toutefois, il combattit et démantela les organisations politiques comme le « Balli Kombëtar » et le « Legaliteti », créées par les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire à l'instigation et avec le soutien des occupants italiens et allemands, organisations qui cherchaient à détruire le Parti et le Front et à faire obstacle au triomphe de la révolution populaire. Le Parti réduisit également à néant les tentatives faites après la guerre par les éléments grands-terriens et bourgeois, à l'incitation et avec l'appui des impérialistes américains et anglais, en vue de créer des partis politiques réactionnaires devant leur servir d'armes pour renverser le pouvoir populaire.

Le fait, historiquement déterminant, qu'il n'existait pas dans le pays de partis politiques en dehors du PTA, a constitué en soi un phénomène très bénéfique pour la classe ouvrière, pour le peuple, pour la révolution et le socialisme en Albanie. Cette circonstance a aidé le Parti à remplir mieux et plus aisément sa mission de dirigeant de la révolution à chacune de ses étapes en tant que parti de la classe ouvrière.

L'existence du PTA en tant qu'unique parti politique dans le pays a aidé à ce que la démocratie socialiste s'exerce dans de meilleures conditions pour les masses travailleuses après le triomphe de la révolution populaire.

Le Parti du Travail d'Albanie a exprimé et défendu non seulement les intérêts de la classe ouvrière mais aussi ceux de la paysannerie laborieuse, de tout le peuple albanais uni dans le Front démocratique, en regardant ces intérêts sous l'angle du socialisme.

Le PTA a toujours considéré l'union du peuple dans le Front comme une union de classes, de couches et d'hommes qui sont liés par des intérêts et des objectifs communs à une ou plusieurs étapes historiques données. Cette union a été créée et renforcée dans la lutte pour la liberté, l'indépendance nationale et le socialisme, dans la lutte intransigeante contre les ennemis de classe, du dedans et du dehors.

D'une part, le Parti a combattu les manifestations de sectarisme — comme le fait de confondre les gens du peuple avec les ennemis, de considérer les contradictions non antagonistes comme étant antagonistes, de ne pas faire preuve de patience dans le travail avec les gens du peuple aux vues politiques confuses, etc. D'autre part, il a lutté contre les manifestations d'opportunisme — les cas de défaut de vigilance envers les ennemis de classe ou d'atténuation de la lutte de classe au sein du Front, contre les tendances des éléments opportunistes à ne pas sauvegarder la pleine indépendance idéologique, politique et organisationnelle du Parti au sein du Front, ainsi que son rôle de dirigeant unique de celui-ci.

Cette lutte a été indispensable pour préserver et renforcer constamment l'union du peuple dans le Front.

8. — La révolution l'a emporté en Albanie à travers l'insurrection armée et elle est défendue par le peuple en armes.

Par les conditions concrètes dans lesquelles elle devait avoir lieu, cette insurrection ne pouvait être une action immédiate. Le développement de l'insurrection constituait tout un processus, qui débuta par des manifestations antifascistes et de petites actions armées pour croître graduellement jusqu'à devenir une insurrection générale populaire.

L'organisation de l'insurrection armée, en ce qu'elle visait à dresser les masses du peuple en armes, exigeait à tout prix la préparation d'une armée populaire de libération nationale, qui fût en mesure de mettre en déroute les forces armées de l'ennemi, de détruire son appareil d'Etat, de chasser du pays les occupants, d'assurer l'instauration du pouvoir populaire et de devenir le défenseur de ce pouvoir. Afin de mener ces tâches à bonne fin, il était indispensable que cette armée populaire s'organisât en tant qu'armée régulière du peuple et du nouvel Etat albanais.

L'insurrection armée et la création des forces armées populaires traversèrent trois phases principales :

Dans la première phase, furent jetés les fondements pour l'insurrection générale armée et pour l'organisation de l'armée régulière de libération nationale. C'est au cours de cette phase que furent formés les sections de guérilla, les détachements et bataillons réguliers de partisans, les détachements territoriaux d'autodéfense et que se fit la préparation générale, morale et politique, des masses populaires pour l'insurrection armée.

Dans la deuxième phase, la lutte se convertit en une insurrection générale populaire, les détachements et bataillons de partisans furent organisés en armée centralisée de libération nationale ayant à sa tête un état-major général. C'est au cours de cette phase que furent formés les brigades et les groupes de partisans. C'est alors également que fut mis sur pied le pouvoir militaire de l'arrière.

Dans la troisième phase, l'insurrection générale populaire conduisit à l'expulsion des occupants et à la libération complète du pays, à l'anéantissement des organisations et des forces armées réactionnaires, instruments des occupants, à la destruction complète de l'appareil d'Etat des occupants et des traîtres. Durant cette phase, l'Armée de libération nationale se convertit tout entière en armée régulière du peuple et de l'Etat albanais de démocratie populaire.

L'insurrection trouva son inspiration dans les villes et c'est dans celles-ci qu'elle s'amorça. Au fur et à mesure qu'elle s'étendait et se renforçait, son centre de gravité se déplaça vers les campagnes. Les campagnes devinrent la principale base de l'insurrection, et la paysannerie sa force principale. Dans le même temps, l'insurrection, comme un tout, alla s'élargissant et s'approfondissant dans les villes également.

La forme principale de la lutte armée était la guerre de partisans. Les actions armées des partisans avaient pour traits distinctifs leur constant caractère offensif, des manœuvres habiles faites de mouvements rapides et renouvelés, des attaques surprise, une grande initiative des commandements à tous les échelons, une utilisation parfaite du terrain. L'application magistrale de la tactique de la guerre de partisans, le moral élevé des combattants, l'appui et la participation directe des masses populaires à la lutte permettaient de neutraliser la supériorité numérique et surtout technique de l'ennemi et de l'emporter sur elle, d'assurer la conservation des forces de l'armée populaire et d'éprouver lourdement ou d'anéantir l'adversaire.

Les forces armées populaires qui, de concert avec le peuple insurgé, assurèrent la victoire de la révolution, servirent d'appui puissant et irremplaçable pour son développement continu et victorieux dans tous les domaines, afin de préserver ses conquêtes contre les visées et les agissements hostiles des forces intérieures réactionnaires, des impérialistes et des révisionnistes modernes. L'Armée populaire est l'une des principales armes de la dictature du prolétariat. Les organes de la Sûreté de l'Etat sont l'œil vigilant de cette dictature.

En même temps que se renforçait et se perfectionnait le pouvoir politique et que se développait le processus d'édification socialiste du pays, les forces armées perfectionnèrent leur organisation, leur armement et leur technique militaire, leur préparation et leurs capacités politiques et combattantes. L'Etat socialiste et le peuple n'ont épargné aucun effort pour la modernisation et le renforcement incessants des forces armées populaires.

Le PTA a eu le souci constant de sauvegarder et de renforcer le caractère foncièrement populaire des forces armées, leurs liens avec le peuple, leur trempe révolutionnaire, la direction exercée sur elles par le Parti.

Les forces armées régulières ne sont qu'une partie du peuple en armes. La patrie socialiste est défendue par le peuple tout entier qui s'entraîne militairement à la guerre populaire, le moyen le plus sûr pour écraser tout agresseur. Le Parti du Travail d'Albanie a parfaitement appliqué le principe

marxiste-léniniste de l'armement du peuple et de sa préparation militaire, faisant en sorte que les larges masses populaires édifient et défendent à la fois le socialisme.

9. — Le pouvoir populaire a vu le jour en Albanie dans la lutte pour la libération nationale, en tant que dictature des forces démocratiques révolutionnaires, alors qu'au lendemain de la Libération, ce pouvoir commença à exercer les fonctions de la dictature du prolétariat.

Ce pouvoir a été instauré en détruisant de fond en comble le pouvoir politique des occupants, des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire. Avant même la libération complète du pays, le problème du pouvoir avait été résolu à l'avantage des forces révolutionnaires.

Le Parti, considérant la question du pouvoir politique comme le problème fondamental de la révolution, a étroitement rattaché la Lutte de libération nationale à la prise du pouvoir par les masses populaires révolutionnaires. Aussi, à mesure que s'élargissait et se renforçait la lutte armée, croissait et se consolidait le pouvoir populaire sur les ruines de l'ancien pouvoir. De son côté, le nouveau pouvoir servait de solide appui à l'insurrection armée populaire.

En lançant le mot d'ordre : « Les conseils de libération nationale, seul pouvoir du peuple en Albanie », le Parti prépara les masses à détruire le pouvoir des occupants et des traîtres et à empêcher la restauration de l'ancien pouvoir des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Ainsi était également assurée sa direction indivisible au sein du nouveau pouvoir qu'il avait lui-même créé. Dès que les conditions requises furent remplies, le Parti organisa immédiatement la formation du nouvel Etat albanais de démocratie populaire doté d'un gouvernement démocratique révolutionnaire en tant que seul gouvernement du peuple albanais, sans attendre la libération préalable du pays tout entier.

S'appuyant sur la volonté des larges masses populaires et n'oubliant pas un instant la perspective du développement de la révolution de libération nationale en révolution socialiste, le Parti n'a jamais partagé le pouvoir avec la bourgeoisie et il a maintenu intact le rôle de direction de la classe ouvrière dans le nouveau pouvoir politique. Il vint à bout victorieusement de la pression exercée, au cours de la Lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération, par la réaction intérieure et les impérialistes américains et anglais, pour amener à la direction du pouvoir populaire des représentants des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie réactionnaire. Il a aussi démantelé, au sein de sa propre direction, des positions traîtresses adoptées par des éléments opportunistes, qui avaient cédé à la pression ennemie et accepté de partager le pouvoir avec la bourgeoisie.

Les organes de base de la dictature du prolétariat sont les conseils populaires, continuateurs directs des conseils de libération nationale.

La dictature du prolétariat sert et sert d'arme décisive pour le développement continu de la révolution socialiste dans tous les domaines et pour la défense de ses conquêtes. A travers cette dictature, se réalise la démocratie socialiste, qui est allée constamment s'élargissant et se perfectionnant. Elle garantit à la classe ouvrière, à la paysannerie coopératrice et aux autres travailleurs, l'exercice du pouvoir tant à travers les organes représentatifs de l'Etat que directement, elle garantit leur vaste et vivante participation au gouvernement du pays. Le contrôle ouvrier et paysan direct, qui est exercé sur quiconque et sur tout, sur toute l'activité des organes de l'Etat et de l'économie, sur les appareils administratifs et les cadres, constitue un moyen très important de participation des masses au gouvernement. Ce contrôle ainsi que toute la dictature du prolétariat sont guidés par l'idéologie et la politique prolétariennes du Parti.

Le fondement de la dictature du prolétariat est l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière. La paysannerie albanaise a toujours considéré la dictature du prolétariat comme son propre pouvoir, car celui-ci est le premier et le seul pouvoir qui ait exaucé ses vœux et réalisé ses rêves séculaires, qui lui ait assuré la liberté et la terre, qui l'ait sortie de

la misère et de son état arriéré et lui ait garanti un progrès rapide dans tous les domaines sur la voie du socialisme.

Le PTA a combattu avec constance toute manifestation et tendance des éléments opportunistes à libéraliser le pouvoir, à le convertir en une « démocratie pour tous », il a de même combattu la maladie du bureaucratisme.

Cette lutte a été indispensable pour préserver le caractère prolétarien du pouvoir populaire, pour éviter qu'il ne se détache des masses populaires, pour parer à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste de la dictature du prolétariat.

Le PTA considère la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme comme un aspect de la lutte de classes. En tant que telle, elle se poursuivra tant que durera la lutte de classes.

La dictature du prolétariat est aussi une arme décisive dans les mains du Parti, dans les mains de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, pour l'édification intégrale de la société socialiste et communiste. Le PTA s'en tient à la ligne de la sauvegarde, du renforcement et du perfectionnement continu de la dictature du prolétariat jusqu'à la complète liquidation des classes et à l'élimination de tout danger extérieur pour la société communiste.

10. — Dans le domaine économique, la révolution a accompli deux tâches essentielles. En premier lieu, elle a anéanti la base économique des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, elle a aboli la propriété privée et instauré la propriété sociale, socialiste, des moyens de production à la ville comme à la campagne. En second lieu, elle a comblé le retard économique et supprimé la structure unilatérale de l'économie, où prévalait la petite production agricole, elle a mis sur pied la structure économique nouvelle et à branches multiples, que constitue la grande production industrielle et agricole qui s'appuie principalement sur l'application de la technique moderne.

Pour établir les rapports de production socialistes, le Parti n'a pas attendu que les forces productives retardataires se développent à un haut niveau. Il a construit ces rapports (d'abord dans les villes puis dans les campagnes) avant que la base adéquate matérielle et technique ne soit entièrement édifiée. En même temps qu'il s'attachait à développer les forces productives, le Parti n'a cessé de perfectionner les rapports de production socialistes dans tous les domaines — la propriété, la répartition, la circulation, la direction planifiée de l'économie, sans permettre que se crée aucun fossé entre eux. Par là même, les rapports de production socialistes ont servi constamment d'appui solide et de puissante impulsion au rapide développement des forces productives.

Les vestiges des rapports féodaux ont été anéantis par l'application de la réforme agraire qui a exproprié sans indemnité les grands propriétaires terriens et remit la terre aux paysans pauvres. Cette réforme, du fait qu'elle a été accomplie dans les conditions du développement de la révolution socialiste, a touché également les rapports capitalistes dans les campagnes.

Les nationalisations ont supprimé la grande et la moyenne propriété capitaliste dans les villes et lui ont substitué la propriété sociale, socialiste. On n'a pas eu recours à la forme du capitalisme d'Etat. Les nationalisations se sont accomplies par une voie foncièrement révolutionnaire sur la base de l'expropriation sans indemnité.

La propriété privée des petits producteurs dans les villes a été convertie en propriété socialiste par la voie de l'union librement consentie de ces producteurs dans des coopératives artisanales, qui se sont fondues finalement dans les entreprises d'Etat.

La propriété privée des petits producteurs dans les campagnes s'est convertie en propriété sociale coopérative par la voie de la collectivisation de l'agriculture. La collectivisation a été entamée et

achevée sans nationalisation préalable de la terre que détenaient les petits producteurs, mais qui en vertu de la loi, était inaliénable, et sans attendre que le pays fût préalablement industrialisé, mais de pair avec l'édification et le développement de la nouvelle industrie socialiste. Le processus de collectivisation de l'agriculture et de développement de l'industrie s'accompagnait de la création de la base matérielle et technique de la grande production socialiste dans les régions rurales, alors que la nationalisation de la terre a été consacrée *de jure* par la nouvelle Constitution de 1976.

La collectivisation de l'agriculture a été mise en œuvre en se fondant sur la libre persuasion de la paysannerie quant à la supériorité du système socialiste dans l'agriculture. Cette conviction, elle l'a acquise, avec l'aide du Parti, par sa propre expérience. Le Parti n'a cessé de mettre strictement en pratique le principe léniniste du libre consentement des paysans pour leur union en coopératives. La paysannerie moyenne, tout comme la paysannerie pauvre, a embrassé la voie de la collectivisation et adhéré en masse aux coopératives.

La seule forme à laquelle on a eu recours pour la collectivisation était la coopérative agricole de production, reposant sur la propriété sociale des moyens de production, sur le travail en commun et la répartition du produit uniquement en fonction du travail accompli par chaque membre de la coopérative.

L'industrialisation socialiste du pays a servi de clé de voûte au développement des forces productives et à l'édification d'une économie multiforme. L'industrialisation a créé des possibilités réelles pour la constitution et le développement de nouvelles branches de l'économie, pour la mise sur pied d'une agriculture avancée à branches multiples, et pour son développement intensif.

Dans l'industrialisation socialiste du pays la priorité a été accordée en toute circonstance à l'implantation et au développement de l'industrie lourde. En conséquence, la part relative de la production des moyens de production est allée sans cesse croissant. Une importance particulière a en même temps été accordée au développement accéléré de l'industrie légère. Le Parti s'est attaché aussi à assurer un développement harmonieux de l'industrie et de l'agriculture. C'est seulement en appuyant sur ses deux jambes — industrie et agriculture — que l'on peut assurer l'édification d'une économie puissante, solide et indépendante, ainsi que son développement rapide et continu.

La direction de l'économie et de l'édification socialiste a été une direction centralisée, démocratique, reposant sur un plan unique et général d'Etat.

La création et le développement de la nouvelle économie socialiste diversifiée ainsi que la construction de la base matérielle et technique se sont fondés avant tout sur les forces humaines et financières, sur les richesses naturelles ainsi que sur les autres ressources et moyens intérieurs. Cette économie et cette base matérielle et technique, le peuple albanais les a mises sur pied lui-même sous la conduite du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ainsi, à travers la dictature du prolétariat, le PTA a assuré: le passage direct de l'état arriéré semi-féodal du pays au socialisme, en sautant la phase du capitalisme avancé; le rapide développement de l'économie nationale dans la voie du socialisme ; l'indépendance économique du pays en tant que facteur indispensable de la sauvegarde de l'indépendance politique.

11. — Le Parti a rattaché étroitement la mise sur pied et le développement de l'économie socialiste au développement de la culture populaire, en ayant soin de promouvoir une révolution culturelle véritable en marche ininterrompue.

Le Parti a considéré le développement de la culture et la révolution culturelle à la fois comme une composante du programme de développement des forces productives et comme une composante de la révolution idéologique.

Sous le premier aspect, à travers sa politique et son action révolutionnaires ainsi que celles de l'Etat socialiste, il a réussi à éliminer le retard culturel hérité du passé ; à faire de l'instruction et de la culture, naguère apanages d'une minorité de gens des classes aisées, le bien des larges masses du peuple ; à former une armée de cadres et de spécialistes supérieurs et moyens des diverses branches, pour satisfaire tous les besoins de l'économie, de la culture, de l'administration; à assurer la qualification culturelle et technique de la masse des ouvriers, des cultivateurs, des employés ; à promouvoir une profonde révolution technique et scientifique.

Sous le second aspect, le Parti a créé un système éducatif, une science, une culture progressistes, révolutionnaires, à contenu prolétarien, marxiste-léniniste; il a formé des cadres, des spécialistes, des ouvriers et des coopérateurs dotés d'instruction, des gens de l'art et de la culture, qui sont des combattants et des serviteurs fidèles du peuple, de la révolution, du communisme.

Dans la culture socialiste albanaise s'imbriquent harmonieusement l'élément national et l'élément international, la tradition progressiste et le nouveau révolutionnaire, l'idéologie prolétarienne restant toujours l'idéologie dominante.

12. — Dans l'élaboration de sa ligne politique et dans toute son activité, le Parti du Travail d'Albanie s'est guidé sur le principe marxiste-léniniste selon lequel la lutte de classes est une loi objective et la principale force motrice de la société jusqu'à la disparition complète des classes, jusqu'au communisme.

L'application conséquente de ce principe a permis au Parti de suivre, à chaque étape de la révolution, une juste ligne sur la lutte de classes, en tant qu'élément organique de sa ligne générale et condition indispensable du développement ininterrompu de la révolution, de la victoire du socialisme sur le capitalisme, pour défendre cette victoire et pour l'enrichir toujours plus.

La lutte du peuple pour la libération du pays du joug des impérialistes fascistes italiens et allemands, pour la conquête de l'indépendance nationale, pour la défense de cette indépendance contre toute visée expansionniste et rapace impérialiste ; la lutte pour la liquidation de la domination politique latifondiaire-bourgeoise, pour l'instauration, la préservation et le renforcement de la dictature du prolétariat ; la lutte pour la liquidation de la base économique du féodalisme et du capitalisme, et pour la construction, le renforcement et le développement de la base économique du socialisme ; la lutte pour réduire à néant toute résistance et activité hostile des classes exploiteuses et pour la suppression même de ces classes ; la lutte contre leurs résidus ; la lutte contre les nouveaux éléments capitalistes ; la lutte contre les traîtres au Parti, au socialisme et au peuple ; la lutte contre les anciennes conceptions et coutumes de contenu réactionnaire, patriarcal, féodal, bourgeois ; la lutte contre la conception petite-bourgeoise de la propriété, du travail, du mode de vie ; la lutte contre l'agression idéologique extérieure et contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste dans son ensemble ; la lutte contre la politique et l'activité agressives, oppresseuses et exploiteuses des impérialistes et des social-impérialistes ; la lutte contre le révisionnisme moderne et la réaction internationale, ce sont là autant de formes de la lutte de classe.

Pour suivre une ligne juste dans la lutte de classes il est très important de déterminer les principaux ennemis de classe à telle ou telle période de la révolution.

Le principal ennemi de classe dans la période de la Lutte antifasciste de libération nationale était représenté par les fascistes italiens et allemands; aussi est-ce contre eux que cette lutte dirigeait son fer de lance. Ayant adopté comme ligne l'union du peuple tout entier dans le Front de libération nationale sans distinction de classes ni de convictions politiques, le Parti fit de gros efforts pour empêcher que la contradiction entre les masses populaires, d'une part, et les gros propriétaires terriens et la grande bourgeoisie, de l'autre, ne se convertisse en contradiction essentielle et antagoniste. Or les gros propriétaires terriens, la bourgeoisie réactionnaire et leurs organisations politiques, le « Balli kombëtar » et le « Legaliteti », regardaient, quant à eux, le Parti communiste et le Front de libération nationale

comme leur principal ennemi. Ils engagèrent une lutte armée contre le Parti et le Front et s'efforcèrent de les détruire en s'unissant en un seul front avec les occupants. Dans ces circonstances, le Parti et le Front furent contraints de combattre et d'anéantir complètement les organisations et les forces armées de la réaction intérieure, en recourant à la violence révolutionnaire. Ainsi, la lutte contre les occupants s'imbriqua avec la lutte contre les principales classes exploiteuses du pays, instruments des asservisseurs fascistes italiens et nazis allemands. De ce fait, la Lutte de libération nationale devait non seulement conduire à la libération de la Patrie des envahisseurs étrangers, mais encore renverser et dépouiller du pouvoir politique les principales classes exploiteuses du pays.

Pendant la période de l'édification socialiste, les principaux ennemis de classe furent : à l'intérieur, les classes exploiteuses renversées et, après leur disparition, les débris de ces classes et les traîtres ; à l'extérieur, l'impérialisme avec à sa tête l'impérialisme américain, puis les social-impérialistes soviétiques et chinois.

Le PTA a combattu avec une particulière rigueur le révisionnisme moderne, produit et officine de l'impérialisme. La lutte de principes implacable qu'il a menée dès le début contre les révisionnistes yougoslaves l'a pourvu d'une grande expérience et sagacité révolutionnaire, qui lui ont permis de mieux connaître et de combattre plus résolument les révisionnistes khrouchtchéviens, les révisionnistes chinois, ainsi que les autres courants du révisionnisme. Le révisionnisme moderne international constitue un farouche ennemi du prolétariat et des peuples, du mouvement communiste et de libération dans le monde. Le PTA considère la lutte contre le révisionnisme dans le domaine politique et idéologique comme une condition indispensable pour mener victorieusement la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, pour assurer la victoire définitive de la révolution socialiste en Albanie et à l'échelle mondiale.

En livrant et en dirigeant correctement la lutte de classe, à toutes les étapes de la révolution, contre les ennemis intérieurs et extérieurs du peuple et du socialisme, le PTA s'est en même temps solidement trempé dans cette lutte, il a acquis un esprit élevé de vigilance en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

13. — Le PTA a toujours lutté et œuvré en tant que détachement du mouvement ouvrier et communiste international.

Tout en assurant la victoire de la révolution et l'heureuse édification du socialisme dans son propre pays, le PTA a en même temps rempli son devoir internationaliste fondamental envers le prolétariat et la révolution prolétarienne mondiale.

Dans la lutte pour la libération nationale et sociale et pour l'édification socialiste du pays, le PTA ne s'est jamais dissocié du mouvement révolutionnaire mondial. Au contraire, il a toujours ressenti le besoin du puissant soutien de ce mouvement, il a apprécié à sa juste valeur l'importance de cet appui et il a en toute occasion compté sur l'aide des autres partis marxistes-léninistes, du mouvement de libération des peuples, en particulier sur l'aide des pays socialistes, tant dans la lutte pour la libération nationale que dans la construction du socialisme.

Le PTA a éduqué les communistes et tout le peuple albanais dans un profond esprit d'internationalisme prolétarien.

La grande Révolution socialiste d'Octobre a toujours été très chère au Parti du Travail et aux travailleurs d'Albanie.

Les enseignements de la Révolution d'Octobre, l'expérience de la III^e Internationale en général et celle du Parti bolchevik en particulier, ont servi au Parti du Travail d'Albanie et aux travailleurs albanais de guide dans leur voie révolutionnaire, ils les ont inspirés dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et le socialisme.

Le PTA a insufflé dans le cœur des communistes et du peuple tout entier un pur et ardent amour pour les prolétaires, les peuples et les forces révolutionnaires du monde entier.

Le Parti et le peuple albanais ont témoigné un attachement et une fidélité sans bornes au premier Etat socialiste, issu de la Révolution d'Octobre et créé par Lénine et Staline. Cet attachement et cette fidélité reposent toujours sur les principes du marxisme-léninisme. Lorsque les révisionnistes khrouchtchéviens accédèrent à la direction du Parti communiste et de l'Etat soviétiques, le PTA leur livra une lutte de principe intransigeante en prenant la défense de la glorieuse voie du Parti bolchevik et des peuples soviétiques, la défense de Staline et des enseignements de la Révolution d'Octobre foulés aux pieds par les révisionnistes, en considérant cette défense comme un devoir internationaliste qui lui incombait.

Dans le cadre de la lutte pour la défense du marxisme-léninisme et du socialisme à l'échelle internationale, le PTA a défendu le PC chinois et la RP de Chine aux moments les plus difficiles qu'ils ont traversés, sans craindre de s'attirer les foudres des impérialistes américains, des social-impérialistes soviétiques, du révisionnisme moderne. Mais quand la trahison des dirigeants chinois, le caractère bourgeois-révionniste de leur idéologie et de leur politique, leur dessein de faire de la Chine une puissance social-impérialiste apparurent au grand jour, le PTA n'hésita pas à déclarer une guerre implacable au révisionnisme et social-impérialisme chinois, avec la même détermination qu'il l'avait fait au révisionnisme et social-impérialisme soviétique.

Dans ses rapports avec les partis marxistes-léninistes et avec les Etats socialistes, le PTA a toujours pratiqué une politique tendant à établir et à renforcer des liens fraternels de coopération sincère et d'entraide sur la base du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Le PTA a toujours exprimé sa solidarité avec les forces révolutionnaires dans le monde, il a toujours soutenu sans réserve la lutte du prolétariat international contre l'oppression et l'exploitation capitalistes ainsi que la lutte de libération des peuples contre l'impérialisme et la réaction, en considérant leur lutte et leurs victoires comme sa propre lutte et ses propres victoires.

Par sa lutte de principes, résolue et conséquente contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, le PTA a défendu le marxisme-léninisme comme la seule théorie scientifique de la révolution et de la construction de la société socialiste et communiste ; il a défendu le camp socialiste et le mouvement communiste international contre les visées et les tentatives des impérialistes et des révisionnistes pour les diviser et les anéantir. A la suite de la division et de la dégénérescence bourgeoise que les révisionnistes modernes causèrent dans les pays socialistes et dans les partis communistes et ouvriers, le PTA a tenu haut levé le drapeau de l'internationalisme prolétarien en luttant pour le renouveau du mouvement communiste international sur des bases révolutionnaires marxistes-léninistes sans révisionnistes ni traîtres et dans une lutte à outrance, contre eux. Il a salué la naissance des nouveaux partis marxistes-léninistes dans le flot de la lutte contre les révisionnistes, il s'est montré prêt à collaborer, sur la base du marxisme-léninisme et de l'indépendance de chaque parti, pour atteindre cet objectif.

Dans le même temps, le PTA a poursuivi une politique de coopération entre le jeune Etat albanais et les Etats non-socialistes, indépendamment de leur système politique et social.

Dans les rapports de l'Etat socialiste albanais avec tous les Etats, socialistes et non-socialistes, le Parti du Travail d'Albanie a appliqué le principe révolutionnaire du respect de la souveraineté nationale, et il n'a jamais toléré aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures politiques, économiques et militaires de l'Etat albanais.

14. — L'application de la juste ligne politique du Parti est assurée par la poursuite d'une juste ligne organisationnelle, édifiée sur les principes et les normes marxistes-léninistes de la vie intérieure du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

L'application révolutionnaire des principes et des normes d'organisation marxistes-léninistes est la principale caractéristique de la vie intérieure du PTA.

Dans l'application révolutionnaire du centralisme démocratique, principe fondamental de la structure organisationnelle du parti marxiste-léniniste, le PTA a toujours considéré les deux aspects de ce principe (centralisme et démocratie) comme des aspects qui se complètent et ne s'excluent pas l'un l'autre. L'imbrication organique du centralisme et de la démocratie dans la vie intérieure du Parti l'a protégé tant contre le bureaucratisme que contre le libéralisme, contre sa conversion en un parti bourgeois-révionniste.

La direction collégiale et la discipline, de fer sont deux des éléments principaux qui assurent l'application du centralisme démocratique.

L'application révolutionnaire du principe de direction collégiale a fait en sorte que les décisions des organes dirigeants et des organisations du Parti émanent de la pensée collective, qui est toujours la plus profonde, la plus mûre, la plus juste ; que la direction collective, qui est la plus sûre, ne s'affaiblisse pas ; que la direction ne soit pas monopolisée par des individus particuliers, par les fonctionnaires des appareils, ce qui risquerait de faire perdre au Parti son caractère prolétarien.

L'application révolutionnaire de la discipline du Parti a fait en sorte qu'aucun membre, quelles que soient ses fonctions dans le Parti, au pouvoir ou dans l'économie, etc., n'en soit exempt ; que chacun rende compte, devant l'organisation de base ou devant l'organe dirigeant, de son travail et de sa conduite, de l'application scrupuleuse des exigences des statuts du Parti et de ses tâches ; qu'il ait profondément conscience de sa responsabilité de membre du Parti et de cadre communiste ; que tout membre du Parti soit toujours un exemple de combattant d'avant-garde.

L'application révolutionnaire des principes et des normes marxistes-léninistes pour l'admission de nouveaux membres a été d'une importance décisive. L'exigence des statuts, qui déclarent que peut être membre du PTA tout travailleur qui souscrit au programme et aux statuts du Parti et qui œuvre activement à les traduire dans les faits, qui fait partie d'une organisation du Parti et qui y travaille, qui applique toutes les décisions du Parti et paie régulièrement sa cotisation, de même que l'orientation du CC recommandant de donner la priorité aux ouvriers dans les nouvelles adhésions au Parti, afin d'y amener le plus possible de travailleurs de la production industrielle et agricole, n'ont jamais été appliquées mécaniquement et de façon purement formelle. Compte tenu de cette exigence et de cette orientation, les nouvelles admissions ont toujours eu pour critère fondamental la pureté morale du communiste, sa qualité de combattant des plus résolus de la cause du peuple, de la révolution, du communisme, prolétaire par la pensée et par l'action. L'application de ce critère a permis d'assurer l'afflux dans le Parti des éléments les meilleurs, des révolutionnaires résolus, et des plus progressistes. Quiconque est admis au PTA est pleinement conscient que l'affiliation au Parti ne lui assure pas des droits et des privilèges dont ne jouissent pas les autres travailleurs, qu'elle ne lui crée pas des conditions plus favorables pour faire carrière, mais qu'elle accroît beaucoup ses devoirs, qu'elle exige de lui plus de travail et de sacrifices.

Le PTA a toujours considéré que c'est en donnant l'exemple comme militant d'avant-garde, qui conforme ses actes à ses paroles, qui ne fléchit pas devant les obstacles et les difficultés, qui se tient toujours à la pointe de la lutte et du travail, qui est toujours juste et honnête, fidèle aux principes, progressiste, courageux, qu'un communiste parvient surtout à convaincre les masses de la justesse de sa ligne, et à nouer d'étroits liens avec elles.

S'il a été nécessaire au Parti de, s'enrichir de sang nouveau et pur pour rester toujours un parti prolétarien de l'action révolutionnaire, il lui a été tout aussi nécessaire de se purifier de tous ceux qui dans la montée de la révolution perdent les qualités de combattant d'avant-garde. Le Parti n'a jamais toléré l'indulgence opportuniste, le libéralisme et le sentimentalisme dans l'application de cette loi, comme Lénine a qualifié cette épuration du parti de la classe ouvrière. Pas davantage, il n'a permis la précipitation et le sectarisme. Dans sa marche en avant il a toujours mesuré ses pas.

15. — L'un des traits les plus distinctifs du PTA a été son unité monolithique idéologique, politique et organisationnelle.

Cette unité, il l'a forgée et sauvegardée dans une lutte intransigeante contre l'opportunisme et le sectarisme, contre les tendances fractionnelles, contre tous ses ennemis intérieurs.

Après l'anéantissement du courant trotskiste liquidateur dans les premiers mois de son existence, les points de vue et les agissements des groupes et des éléments antiparti n'ont jamais réussi à se transformer en courants idéologiques antimarxistes au sein du Parti. Cela est dû à ce que ces points de vue et agissements ont été dévoilés et combattus à temps à partir de positions révolutionnaires et aussi à la fidélité des communistes envers le marxisme-léninisme et la ligne du Parti.

Soucieux de préserver l'unité et la justesse de sa ligne générale, le PTA a, durant toute son existence, mené le combat sur deux fronts, contre l'opportunisme de droite et contre le sectarisme et le dogmatisme.

Jusqu'au printemps 1943, le principal péril qui menaçait le PTA était représenté par le sectarisme. Ce danger avait pour racines l'esprit de sectarisme prononcé qui caractérisait l'activité des groupes communistes et qui, avec leur union, avait pénétré dans les rangs du Parti ainsi que la difficulté pour les anciens membres des groupes de comprendre la ligne générale du Parti concernant la Lutte antifasciste de libération nationale.

A partir du printemps 1943 jusqu'à la fin de la Lutte de libération nationale, de même que durant toute la période qui suivit la Libération, le principal danger pour le PTA fut constitué par l'opportunisme de droite.

Au cours de la Lutte de libération nationale, l'opportunisme de droite avait pour racines la pression exercée sur le Parti par la bourgeoisie réactionnaire en dehors du Front et par la moyenne bourgeoisie à l'intérieur du Front, et d'autre part la pression de la réaction impérialiste anglo-américaine qui visait à faire obstacle à la victoire des forces révolutionnaires guidées par le Parti.

Après la Libération, l'opportunisme a eu pour racines la pression exercée sur le Parti par les débris des classes renversées et les koulaks en dehors du Front ; la pression de la petite bourgeoisie, et en premier lieu de la masse de la paysannerie à l'intérieur du Front à propos de certaines questions de la politique économique du Parti dans les campagnes ; la pression impérialiste tendant à renverser le pouvoir populaire ; la pression de l'idéologie bourgeoise et révisionniste du dehors ; la pression des anciennes coutumes et idéologies réactionnaires, des préjugés religieux dans le pays.

Une autre source de danger venant de l'opportunisme tout au long de l'existence du Parti a résidé dans l'origine petite-bourgeoise de beaucoup de ses membres et dans l'insuffisante préparation idéologique d'un grand nombre de communistes.

Après la Libération, bien que le sectarisme et le dogmatisme n'aient pas constitué un grand danger pour la ligne du Parti, on en a constaté des manifestations chez des communistes dans leur activité touchant divers problèmes de caractère économique, politique et idéologique.

Les manifestations de sectarisme ont surtout eu pour origine l'étroitesse des points de vue et la présomption d'un certain nombre de communistes d'origine petite-bourgeoise, paysanne et artisanale.

Les manifestations de dogmatisme ont eu leur source dans l'emprunt à l'expérience d'autres pays sans l'adapter aux conditions intérieures et sans la considérer d'un œil critique ainsi que dans l'insuffisante préparation théorique et dans le bas niveau d'instruction d'un bon nombre de communistes.

La lutte qu'a menée le Parti du Travail d'Albanie contre l'opportunisme, le sectarisme, le dogmatisme, contre toutes les manifestations étrangères au marxisme-léninisme, contre les groupes et les éléments antiparti, n'a jamais cessé d'être une lutte foncièrement de principes, pénétrée de l'esprit de parti marxiste-léniniste. Dans cette lutte, le Parti s'est montré compréhensif et pondéré envers les communistes qui ont reconnu leurs erreurs. Dans le même temps, il a été sévère et impitoyable à rencontre des ennemis du marxisme-léninisme, des déserteurs et des scissionnistes.

Le PTA a toujours considéré la lutte contre l'opportunisme, le sectarisme et contre toutes les manifestations étrangères en son sein, comme un aspect, une répercussion de la lutte de classes qui se déroule dans le pays. Le Parti considère la lutte de principes intransigeante à mener contre l'opportunisme et le sectarisme, et surtout contre l'esprit de fraction à l'intérieur de ses rangs, comme une condition indispensable de la sauvegarde de son caractère prolétarien et de l'heureuse construction intégrale de la société socialiste et communiste. Cette lutte se poursuivra tant que vivra le Parti, car pour toute la période de passage du socialisme au communisme et tant que le capitalisme ne sera pas détruit à l'échelle mondiale, la tendance au révisionnisme et le danger de son apparition subsistent objectivement.

16. — Le Parti du Travail d'Albanie depuis sa fondation, s'est toujours montré extrêmement soucieux de l'unité de sa propre direction sur des bases marxistes-léninistes.

Le PTA a jugé cette unité comme la condition première et indispensable pour assurer l'unité idéologique et organisationnelle du Parti tout entier, pour élaborer et mettre en œuvre une juste ligne révolutionnaire.

Dans leurs efforts en vue d'anéantir le PTA ou de le transformer en un parti bourgeois révisionniste, les ennemis de classe ont toujours entamé leur travail de sape par des tentatives de créer des courants contraires et de semer la scission dans sa direction. Mais finalement ces efforts ont toujours échoué par suite de la lutte qu'il a menée contre le fractionnisme et la conciliation de points de vue opposés, contre l'opportunisme et le sectarisme. Chaque fois que divers dirigeants ont enfreint les normes et les principes du Parti, celui-ci les a aidés patiemment à se corriger et à revenir sur le droit chemin. Mais toutes les fois qu'il s'est avéré que tel ou tel dirigeant avait plié devant les difficultés ou sous la pression des ennemis de classe et qu'il s'était écarté du marxisme-léninisme, ou, qui pis est, qu'il était devenu un agent de la bourgeoisie et des révisionnistes, alors le Parti l'a exclu sans hésitation de la direction, sans tenir compte de ses mérites antérieurs.

Ce qui est essentiel, c'est que la lutte contre les éléments et les groupes antiparti au sein du CC et du Parti a toujours été une lutte de principes; il ne lui a jamais été permis de dégénérer en lutte entre individus pour le pouvoir, comme il en va dans les partis révisionnistes. Cette lutte n'a pas été menée seulement par le Comité central et le Parti, mais par le peuple tout entier, qui a toujours fait entendre sa voix et qui a aidé le Parti à démasquer et à réduire à néant les vues et l'activité antimarxistes de tel ou tel traître ou groupe d'ennemis.

Le rôle des dirigeants du Parti et de l'Etat pour l'obtention des victoires dans la révolution populaire et dans l'édification socialiste a été considérable. Ces dirigeants sont issus du sein du peuple, ils ont été préparés et trempés comme dirigeants politiques et organisateurs des masses dans la lutte révolutionnaire. Par leur sagesse, leur esprit d'abnégation et leur fidélité conséquente à l'égard de la cause du peuple et du communisme, avec l'aide et le soutien du Parti et des masses populaires, ils se

sont acquis une haute autorité, une grande expérience politique de direction, l'affection et le respect du peuple.

Le camarade Enver Hoxha occupe une place éminente. Il est le fondateur du PTA et il l'a guidé, depuis sa création, à toutes les étapes historiques de la révolution. C'est à lui que le Parti doit l'apport le plus important à l'élaboration de sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste. Par sa sagesse, sa détermination, sa clairvoyance et son courage révolutionnaire, le camarade Enver Hoxha a assuré l'application conséquente révolutionnaire de la ligne et des normes marxistes-léninistes du Parti, il ne l'a jamais laissé s'engager dans une impasse et l'a tiré victorieusement de toutes les situations difficiles et complexes. Le camarade Enver Hoxha a fait, dans ses œuvres, la synthèse théorique marxiste-léniniste de l'expérience révolutionnaire du PTA, apportant ainsi une précieuse contribution à l'enrichissement du marxisme-léninisme.

Enver Hoxha est l'éducateur et le dirigeant le plus cher du peuple albanais tout entier, uni en une unité d'acier autour du Parti et de son Comité central.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est l'illustration de la liaison de la théorie marxiste-léniniste avec la pratique de la lutte révolutionnaire du Parti de la classe ouvrière et des masses travailleuses albanaises, ainsi que de l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste par cette pratique. Elle atteste la gigantesque force inspiratrice, motrice et transformatrice que possède le marxisme-léninisme lorsqu'il est appliqué fidèlement et de façon créatrice par un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Elle démontre qu'une fidèle application du marxisme-léninisme dans les conditions propres à chaque pays conduit à coup sûr à la victoire.

La grande expérience, la trempe et la maturité que s'est acquises le PTA au long de sa voie glorieuse l'aideront à appliquer, à l'avenir également, une juste ligne révolutionnaire marxiste-léniniste et à conduire le peuple albanais à la victoire définitive du socialisme et du communisme.